

# Définir les victimes du terrorisme

*Entre « innocents », « civils » et « non-combattants »*

Thèse de doctorat présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Fribourg  
(Suisse)

Jean-Marc Flükiger

Originaire de Lauperswil (Berne)

2008

*Les mots ont leurs limites parce qu'ils ont une odeur,  
une couleur, une opacité.  
Ils ont été mêlés à quantité d'affaires louches  
et sont fichés à la police. Ils ont traînés dans toutes les bouches comme de très vieilles cuillers.  
(Nicolas Bouvier)*

## **A Le problème de la définition du terrorisme**

### **1. Un triste anniversaire**

1968-2008. 40 ans. Un triste anniversaire. C'est en effet en 1968 que des terroristes palestiniens détournèrent pour la première fois un avion de ligne, ouvrant par là la porte à ce qu'on appelle le « terrorisme international ».

Selon la définition proposée par la *Rand-St. Andrews Chronology of International Terrorism*, le “terrorisme” international est caractérisé par des « incidents in which terrorists go abroad to strike their targets, select victims or targets that have connections with a foreign state (e.g diplomats, foreign businessmen, offices of foreign corporations), or create international incidents by attacking airline passengers, personnel, or equipment”<sup>1</sup>. En détournant pour la première fois un avion de la compagnie nationale israélienne El-Al le 22 juillet 1968, les radicaux palestiniens allaient définitivement ouvrir la porte à une nouvelle tendance du terrorisme: une indiscrimination croissante des cibles visées<sup>2</sup>. En effet, le caractère extrêmement hétérogène des passagers d'un avion de ligne faisait du détournement une action largement indiscriminée (même si le choix des compagnies pouvait laisser croire le contraire). Cinq années et quelques détournements plus tard, les terroristes palestiniens et les groupes affiliés à leur cause adoptèrent une nouvelle manière d'imposer leur présence au grand public : d'une part en attaquant la délégation israélienne par le groupe « Septembre Noir » lors des Jeux Olympiques de Munich, d'autre part par le massacre perpétré par l'Armée Rouge Japonaise à l'aéroport de Lod, qui coûta la vie à 26 personnes.

Ces événements et leur caractère international incitèrent le Secrétaire général de l'ONU de l'époque, Kurt Waldheim, à agir. L'Assemblée générale adopta alors la résolution 3034<sup>3</sup> qui

---

<sup>1</sup> Cité dans Ulrich Schneekener, *Transnationaler Terrorismus*, Suhrkamp, Frankfurt, 2006, p. 42

<sup>2</sup> Herfried Münkler, *Die Neuen Kriege*, Rowohlt Taschenbuch Verlag, Hamburg 2004, p. 185

<sup>3</sup> Organisation des Nations Unies, Assemblée générale, résolution 3034 (XXVII) “Measures to prevent international terrorism which endangers or takes innocent human lives or jeopardises fundamental freedoms, and study of the underlying causes of those forms of terrorism and acts of violence which lie in misery, frustration,

créait un comité Ad Hoc sur la question du terrorisme international, dans lequel 35 nations étaient représentées<sup>4</sup>. Ce comité était subdivisé en 3 sous-comités qui traitaient de thématiques différentes : les causes, la prévention et la définition du terrorisme. Après plusieurs tentatives infructueuses de trouver une définition, le travail du sous-comité responsable des questions définitionnelles fut suspendu. En 1979, ce fut l'ensemble du travail du comité Ad Hoc qui fut suspendu<sup>5</sup> et il fallut attendre près de 20 ans pour qu'un nouveau comité soit nommé (en 1997)<sup>6</sup>.

Ce manque d'unanimité n'est pas exclusivement l'apanage de l'ONU, mais également du monde académique et des différentes institutions nationales. Ainsi, pour les seuls Etats-Unis, on constate que différentes institutions comme le Département d'Etat, la CIA ou le FBI disposent chacune d'une définition propre<sup>7</sup>:

CIA: "... the threat or use of violence for political purposes by individuals or groups, whether acting for, or in opposition to established governmental authority, when such actions are intended to shock or intimidate a large group wider than the immediate victims".

Pour le FBI, il s'agit de :

"Terrorism is defined as the unlawful use of force or violence against persons or property to intimidate or coerce a government, the civilian population, or any segment thereof, in furtherance of political or social objectives. A terrorist incident is defined as a violent act or an act dangerous to human life in violation of the criminal laws of the United States or of any state to intimidate or coerce a government, the civilian population, or any segment thereof, in furtherance of political or social objectives

Alors que le Département d'Etat le conçoit comme

---

grievance and despair, and which cause some people to sacrifice human lives, including their own, in an attempt to effect radical changes", 18 décembre 1972, disponible à l'adresse [http://www.un.org/documents/ga/docs/27/ares3034\(xxvii\).pdf](http://www.un.org/documents/ga/docs/27/ares3034(xxvii).pdf) (accédé 12.2.2006)

<sup>4</sup> Alex P. Schmid, "Terrorism – The Definitional Problem", *Case Western Reserve Journal of International Law*, Vol.36, 2004, p.386

<sup>5</sup> Jörg Friedrichs, « Defining the International Public Enemy : The Political Struggle behind the Legal Debate on International Terrorism », *Leiden Journal of International Law*, 19, 2006, p. 73.

<sup>6</sup> Jörg Friedrichs, « Defining the International Public Enemy : The Political Struggle behind the Legal Debate on International Terrorism », p.74

<sup>7</sup> Ces définitions et leurs sources sont disponibles à l'adresse <http://www.erta-tcrg.org/analyses/definitions.htm> (accédé 8.01.20078). Les définitions institutionnelles citées proviennent essentiellement de l'ouvrage d'Alex P. Schmid et Alberto Jongman, *Political Terrorism*, Amsterdam, North-Holland Publ. Company, 1988.

“premeditated, politically motivated violence perpetrated against noncombatant targets by subnational groups or clandestine state agents”

Mais cette cacophonie n'est pas nouvelle : on peut ainsi signaler qu'en 1984 déjà, on dénombrait déjà plus d'une centaine de définitions du terrorisme. Il est fort probable que l'impact des attentats de ces dernières années (New York, Madrid, Londres, Beslan etc.) aura probablement provoqué une nouvelle avalanche de définitions et de propositions de définitions.

## 2. Les raisons d'une cacophonie

Il existe différentes raisons à ce manque d'unanimité autour d'une définition du terrorisme<sup>8</sup>:

- a) d'une part pour des *raisons politiques*. En effet, la plupart des nouveaux membres de l'ONU de l'époque (à partir des années 1970) devaient leur indépendance à une guerre nationale de libération dans laquelle des tactiques terroristes avaient été utilisées. On peut par exemple ici citer l'Algérie où, pendant la guerre du même nom, des bombes avaient été placées dans des cafés fréquentés par des Français, faisant plusieurs victimes (l'attentat contre le très populaire café Milkbar, fréquenté par les « pieds noirs » tua 3 personnes et en blessa 60 autres). Les nouveaux Etats invoquaient le fait que tous les mouvements de libération nationale avaient été qualifiés de « terroristes » par leurs détracteurs et qu'il s'agissait d'un instrument rhétorique pour dé-crédibiliser les mouvements de libération nationale. Ainsi l'ambassadeur de Mauritanie avait évoqué le fait que les Nazis avaient également déclarés terroristes tous les mouvements de résistance à leur occupation<sup>9</sup>.
- b) Un autre problème fondamental autour de la définition du terrorisme concerne les *enjeux moraux* du phénomène. On peut considérer que l'émergence – à partir de la fin des années 1940 - d'un nouveau vocabulaire et d'une nouvelle perception de soi de la part des terroristes pourrait en être la conséquence. En effet, en 1878, Vera Zassoulitch, une terroriste russe de la première génération, déclarait être « une

---

<sup>8</sup> Je reprendrai ici les éléments invoqués par Alex P. Schmid dans son « Terrorism – The Definitional Problem », p. 395

<sup>9</sup> Cité dans Bruce Hoffman, *Inside Terrorism*, Columbia University Press, New York, 1998, p. 32

terroriste et non pas une tueuse »<sup>10</sup>. En 1904, les statuts de l'Organisation pour le combat, une organisation terroriste russe de la seconde génération, déclaraient à l'article 1 que « L'Organisation de combat a pour but de lutter contre l'autocratie au moyen d'actes terroristes »<sup>11</sup>. En 1906, le congrès du Parti socialiste-révolutionnaire décide « de renforcer la terreur politique centralisée » « jusqu'à ce que les libertés de fait soient définitivement acquises, après quoi, seulement le Comité central pourra suspendre les actions terroristes »<sup>12</sup>. Le terrorisme anarchiste est important, dans la mesure où contrairement à l'époque actuelle, le terme de « terrorisme/terroriste » n'était pas connoté négativement. D'une part, du fait qu'il évoquait l'héritage de la Révolution française qui avait introduit le terme et d'autre part du fait de la distinction morale stricte entre les cibles légitimes et illégitimes. Ainsi Kaliaiev, l'assassin du Grand Duc Serge, refusa une première fois de lancer une bombe contre celui-ci, le voyant accompagné de sa femme et de deux enfants<sup>13</sup>. La connotation du terme « terroriste » change cependant dans les années 1940. David C. Rapoport, un spécialiste du terrorisme, associe ce changement à Menachem Begin, leader historique du groupe Irgoun et futur premier ministre israélien, « *Compte tenu de l'accumulation des connotations négatives du terme « terroriste », ceux qui s'en réclamaient couraient le risque de responsabilités politiques difficiles à assumer. (...) Begin, leader de l'Irgoun (...) se focalisant sur les objectifs plutôt que sur les moyens, décrit les membres de son groupe comme des « combattants de la liberté », luttant contre la « terreur gouvernementale »*<sup>14</sup>. On peut considérer le glissement sémantique opéré par les groupes violents qui commencèrent à éviter les références au terrorisme tout en mettant l'accent sur d'autres éléments (la libération, l'auto-défense etc<sup>15</sup>.) comme la conséquence de la connotation moralement négative du terme de terrorisme qui se met en place à partir des années 1940.

---

<sup>10</sup> Adam B. Ulan, *In the Name of the People*, New York, Viking Press, 1977, p. 269, cité dans David C. Rapoport, « Terreur moderne : les quatre vagues », [www.terrorisme.net](http://www.terrorisme.net/pdf/2005-Rapoport.pdf), 28.07.2005, <http://www.terrorisme.net/pdf/2005-Rapoport.pdf> (accédé le 8.02.2007)

<sup>11</sup> Général Alexandre Spidirovitch, *Histoire du terrorisme russe (1885-1917)*, Paris, Payot, 1930, p.187 cité dans Gérard Chaliand et Arnaud Blin, *Histoire du terrorisme de l'Antiquité à Al Qaida*, Paris, Bayard, 2004, p. 173.

<sup>12</sup> Spiridovitch, *Histoire du terrorisme russe (1885-1917)*, p.309 cité dans Chaliand et Blin, *Histoire du terrorisme de l'Antiquité à Al Qaida*, p.178

<sup>13</sup> Voir Michael Walzer, *Just and Unjust Wars, A Moral Argument with Historical Illustrations*, Basic Books, 2001, p.198-199 ou Chaliand et Blin, *op.cit.*, p.175. Cet épisode est également présent dans la littérature. Cf. Albert Camus, *Les Justes*.

<sup>14</sup> David C. Rapoport, « Terreur moderne : les quatre vagues ».

<sup>15</sup> Bruce Hoffman, *Inside Terrorism*, p.29

- c) Un autre problème qui a constitué un obstacle pour l'approbation unanime d'une définition du terrorisme est celui de la *criminalisation* des terroristes, respectivement des organisations terroristes. En effet que ce soit d'un point pénal ou du droit international, une définition du terrorisme constitue une base pour poursuivre et/ou juger et/ou condamner les terroristes respectivement les organisations terroristes. A cet égard, on peut simplement signaler l'intervention américaine en Afghanistan, soupçonnée d'offrir une base à Al-Qaïda ou la mise au ban international de l'Iran pour son soutien à des organisations considérées comme terroristes (comme le Hezbollah par exemple)<sup>16</sup>.
- d) Une autre raison pour ce manque d'unanimité est de *nature sociale*. En effet le terrorisme est parfois considéré comme une arme de dernier recours, « l'unique » arme laissée à certains pour se battre contre (ce qu'ils considèrent être) l'oppression. A cet égard, on pourrait citer Franz Fanon qui déclare dans son fameux essai, les *Déchirés de la terre*, « « Constituons-nous en groupes de deux cents ou de cinq cents et que chaque groupe s'occupe d'un colon ». C'est dans cette disposition d'esprit réciproque que chacun des protagonistes commence la lutte. *Pour le colonisé, cette violence représente la praxis absolue (...) Travailler, c'est travailler à la mort du colon. La violence assumée permet à la fois aux égarés et aux proscrits du groupe de revenir, de retrouver leur place, de réintégrer. La violence est comprise comme la médiation royale. L'homme colonisé se libère dans et par la violence* »<sup>17</sup>.
- e) Ce manque d'unanimité est également lié à *l'histoire*. En effet, le terme de terrorisme a été appliqué pour caractériser des mouvements provenant de contextes socio-historiques très différents. Selon certains historiens du terrorisme, on peut ainsi déjà appliquer le terme aux pratiques des Sicaire (Zélotes) du 1<sup>er</sup> siècle après Jésus Christ<sup>18</sup>, à la secte des Assassins ismaélites du 13<sup>ème</sup> siècle<sup>19</sup> et aux Thughhs hindous de l'Inde du 19<sup>ème</sup> siècle<sup>20</sup>. A l'ère moderne, le terme de terrorisme désigne en premier lieu le « régime de la terreur » établi en 1793-1794 pendant la révolution française. Il est ensuite appliqué aux méthodes des socio-révolutionnaires russes à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle (en particulier à l'organisation « Narodnaya Volya » ou « volonté du peuple »),

<sup>16</sup> Voir Daniel Byman, "Should Hezbollah Be Next?", *Foreign Affairs*, Novembre-Décembre 2003

<sup>17</sup> Franz Fanon, *Les Damnés de la Terre*, Librairie François Maspero, Paris 1968, p.44-45. C'est moi qui souligne.

<sup>18</sup> David C. Rapoport, "Fear and Trembling : Terrorism in Three Religious Traditions", *The American Political Science Review*, 78, (1984), 658-677

<sup>19</sup> Bernard Lewis *The Assassins : a radical sect in Islam*, New York : Basic Books, 2003

<sup>20</sup> David C. Rapoport, "Fear and Trembling : Terrorism in Three Religious Traditions"

puis à des systèmes étatiques comme les régimes nazis et communistes dans les années 1940-1950. Le prédicat est ensuite appliqué dans les années 1960 non seulement à la violence pratiquées par les mouvements de décolonisation et d'indépendance dans les pays du Tiers-Monde, mais également aux méthodes utilisées par les mouvements d'extrême gauche ou d'extrême droite en Occident (on pense par exemple à la Rote Armee Fraktion, aux Brigades Rouges, à Action directe ou au Front de libération du Québec ou de l'autre côté du spectre politique à l'Ordine Nero en Italie). A partir de la révolution en Iran, on commence à appliquer le terme à différents mouvements religieux, qu'ils soient islamistes, juifs, chrétiens ou autres, comme dans le cas du Hezbollah libanais, du Kach ! israélien, des mouvements fondamentalistes chrétiens comme l'Aryan nation ou de la secte japonaise Aum Shynriko<sup>21</sup>.

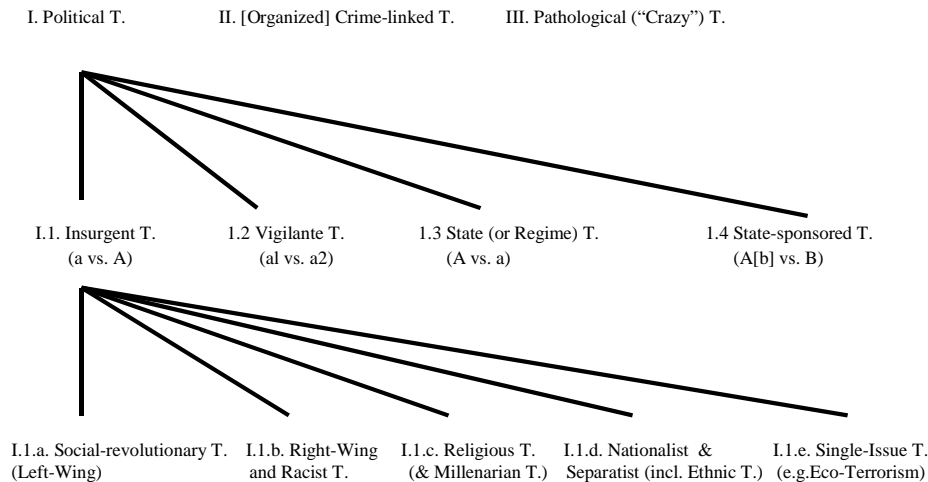
- f) *Problème de classification* (lié au problème historique): le terme de terroriste a été appliqué à des mouvements aux buts et aux tactiques extrêmement différentes, parfois contradictoires. Il faut également relever que dans son histoire, le terme a été appliqué (ou est appliqué) aux actions des Etats, ainsi qu'à des organisations sub-étatiques, ce qui complique encore le problème, du fait que ces différentes entités ne disposent pas des mêmes prérogatives. On peut illustrer cette complexité par le petit diagramme suivant :

---

<sup>21</sup> Pour quelques aspects de ces groupes, voir Jessica Stern, *Terror in the name of God : why religious militants kill*, Ecco, New York, 2003

## Typology of Terrorism

(Key: A signifies State Actor; a,a1,a2 signifies Non-State Actors)



Source: Alex P. Schmid, « Terrorism – The Definitional Problem », p.398

On peut par exemple se poser la question des propriétés communes entre la violence pratiquée par Al-Qaïda et les mouvements « éco-terroristes » aux Etats-Unis (il s'agit de l'Animal Liberation Front et de l'Earth Liberation Front) considérés comme la « menace terroriste indigène numéro 1 »<sup>22</sup>. En effet, alors que les mouvements « éco-terroristes » n'ont jamais tué personne, les mains d'Al-Qaïda sont rouges du sang de plusieurs milliers de victimes. On peut se poser une question similaire par rapport au terrorisme de la Rote Armee Fraktion et le narco-terrorisme des barons colombiens de la drogue<sup>23</sup>. En effet, alors que la Rote Armee Fraktion poursuivait des buts éminemment politiques, les « narco-terroristes » poursuivent des buts exclusivement égoïstes (enrichissement personnel).

### 3. Définir le terrorisme : entre approche directe et indirecte

Il est possible de distinguer entre deux approches pour définir le terrorisme: d'une part une approche directe qui vise à considérer les occurrences de terrorisme directement et à tenter de déterminer les propriétés essentielles du phénomène, par exemple soit en tentant de proposer une définition, soit en discutant une ou plusieurs définitions déjà existantes en montrant leur

<sup>22</sup> Testimony of James F. Jarboe, Domestic Terrorism Section Chief, Counterterrorism Division, FBI, Before the House Resources Committee, Subcommittee on Forests and Forest Health, February 12, 2002, "The Threat of Eco-Terrorism", <http://www.fbi.gov/congress/congress02/jarboe021202.htm> (accédé 8.01.2008)

<sup>23</sup> Jacques Baud, *Encyclopédie des terrorismes et Violences politiques*, Lavauzelle 2003, pp.563-564



défaut et en tentant d'y remédier. L'approche directe pour définir le terrorisme est l'approche la plus répandue.

A cette approche, on peut opposer une deuxième approche qui ne consiste pas à attaquer le problème de la définition de manière directe, mais de manière indirecte, en faisant une recension statistique des définitions du terrorisme déjà existantes et en déterminant les dénominateurs communs entre ces définitions.

En d'autres termes, une approche indirecte (que l'on peut également qualifier « d'approche méta- ») du terrorisme vise à recenser les propriétés mises en évidence dans des définitions proposées par des chercheurs ou des institutions à les rassembler pour obtenir une définition. C'est l'approche favorisée par trois chercheurs qui ont analysé 73 définitions proposées dans quatre des plus importants journaux consacrés au terrorisme, en tentant de déterminer les dénominateurs communs de ces définitions<sup>24</sup> :

“Terrorism is a (1) politically motivated (2) tactic involving the (3) threat or use of force or (4) violence in which the pursuit of (5) publicity plays a significant role”<sup>25</sup>.

Comme le relève cependant Alex Schmid, un chercheur et spécialiste du terrorisme, le problème d'une telle définition est de supprimer la complexité du problème et de ne faire référence ni aux victimes, ni aux acteurs, ni à la terreur, ni à la dimension illégale ou amoralité du terrorisme<sup>26</sup>. Il est important de signaler ici qu'Alex Schmid fut le premier à proposer une approche méta- du problème de la définition du terrorisme.

En 1988, il propose une définition, basée sur une analyse de plus de 100 définitions du terrorisme proposées par des collègues chercheurs ou des institutions gouvernementales:

*“Terrorism is an (1) anxiety-inspiring method of repeated (2) violent action, employed by (semi-) (3) clandestine individual, group, or state actors, for (4) idiosyncratic, criminal, or political reasons, whereby -- in contrast to assassination -- the direct targets of violence are not the main targets. The (5) immediate human victims of violence are generally chosen (6) randomly (targets of opportunity) or (7) selectively (representative or symbolic targets) from a target population, and serve as message generators. (8) Threat- and violence-based (9)*

---

<sup>24</sup> Leonard Weinberg, Ami Pedahzur et Sivan Hirsch-Hoefler, “The Challenges of Conceptualizing Terrorism”, *Terrorism and Political Violence*, Volume 16, Issue 4, 2004, page 7

<sup>26</sup> Alex P. Schmid, “Terrorism – The Definitional Problem”, p.381.

*communication processes between terrorist (organization), (imperiled) victims, and main targets are used to (10) manipulate the main target (audience(s)), turning it into a (11) target of terror, a (12) target of demands, or a (13) target of attention, depending on whether (14) intimidation, (15) coercion, or (16) propaganda is primarily sought”<sup>27</sup>.*

## **B Le problème de la définition des victimes du terrorisme**

### 1. Evolution de la notion de victimes dans les définitions du terrorisme

Dans son ouvrage *Political Terrorism, A Research Guide to Concepts, Theories, Data Bases and Literature*, Alex P. Schmid propose un tableau récapitulatif de la fréquence d’apparition de certains termes dans 109 définitions du terrorisme (d’un point de vue chronologique, les définitions considérées ont été proposées entre 1936 et 1981):

#### **Fréquence d’apparition de certains termes dans 109 définitions du terrorisme<sup>28</sup>** (résumé)

1. Violence, force	<b>83.5%</b>
2. Political	<b>65.0%</b>
3. Fear, Terror Emphasized	<b>51.0%</b>
4. Threat	<b>47.0%</b>
5. (Psychological) Effects and (Anticipated) Reaction	<b>41.5%</b>
6. Victim-Target Differentiation	<b>37.5%</b>
7. Purposive, Planned Systematic, Organized Action	<b>32.0%</b>
8. Method of Combat, Strategy, Tactic	<b>30.5%</b>
12. Arbitrariness, Impersonal, Random Character, Indiscriminateness	<b>21%</b>
13. Civilians, Noncombatants, Non-resisting, Neutrals, Outsiders as Victims	<b>17.50%</b>
15. Innocence of Victims Emphasized	<b>15.50%</b>

<sup>27</sup> Alex P. Schmid, Albert J. Jongman. *Political Terrorism*, p.28.

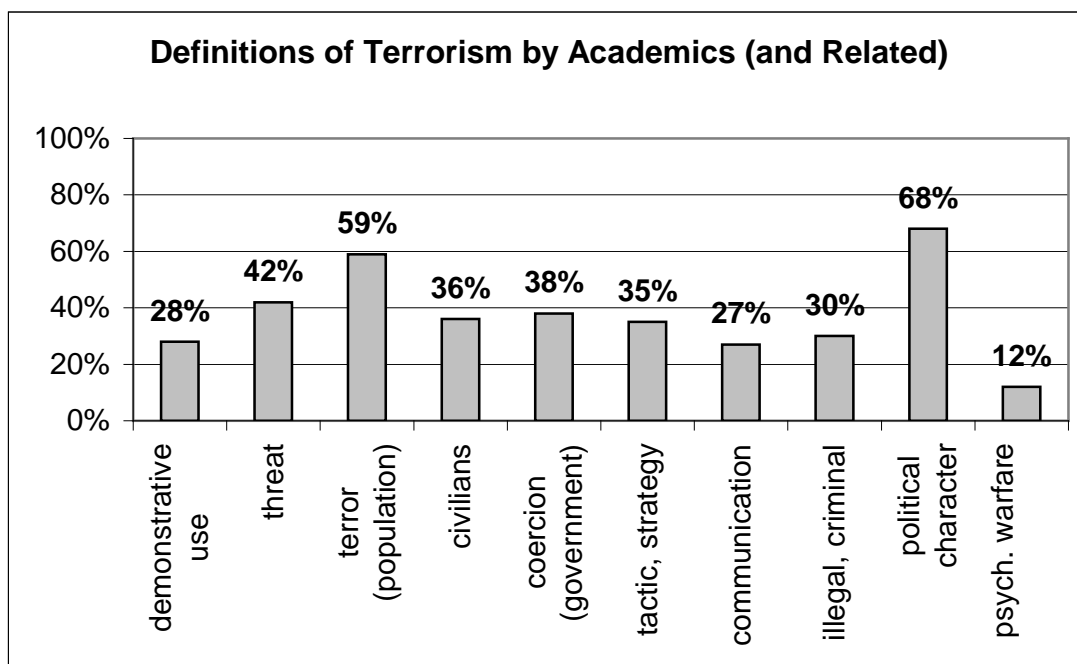
<sup>28</sup> Alex P. Schmid, *Political Terrorism, A Research Guide to Concepts, Theories, Data Bases and Literature*, North-Holland Publishing Company, Amsterdam, 1984, p. 76-77

On constate que les notions « d'innocent » sont mentionnées dans 15.5 % des définitions, alors que les notions de « civils », de « non-combattant », de « neutres » sont mentionnées dans 17.5 % des définitions.

Il est intéressant de comparer le développement de ces chiffres sur une période de 20 ans. En effet, dans un article publié en 2004, Alex Schmid présente l'évolution de ces chiffres : même si la notion « d'innocent » n'apparaît plus, on constate que la notion de « civil » a fortement progressé.

Schmid distingue entre les définitions proposées par les institutions gouvernementales et les définitions proposées par la communauté académique.

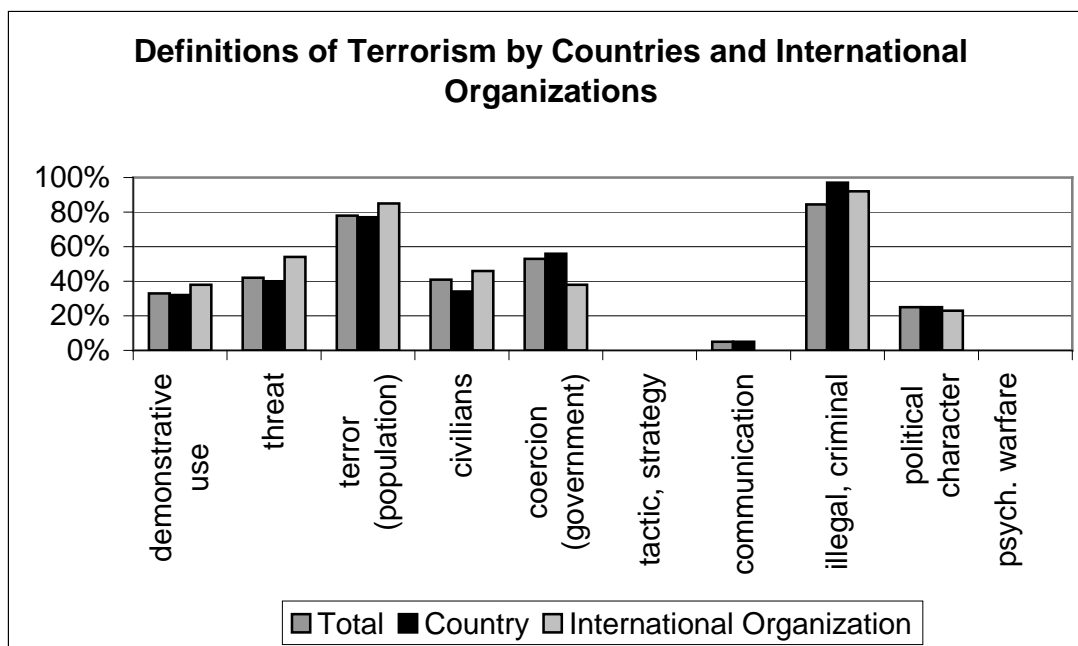
Pour la communauté académique (et organismes non-gouvernementaux) Schmid propose les chiffres suivants<sup>29</sup>, basés sur l'évaluation de 165 définitions:



Pour les organisations gouvernementales et internationales (75 définitions d'organisations étatiques nationales et 13 définitions d'organisations internationales), il propose les chiffres suivants<sup>30</sup>:

<sup>29</sup> Alex P.Schmid, « Terrorism – The Definitional Problem », p.407

<sup>30</sup> Alex P.Schmid, « Terrorism – The Definitional Problem », p. 405



On constate pour la communauté académique, comme pour les organisations nationales et internationales, la notion de « civils » est présente dans 40 % des définitions (36 % pour le monde académique et 41 % pour les institutions gouvernementales et internationales). Par rapport aux chiffres de 1984, la notion de « civils » *semble* ainsi avoir progressé de 20 % !

Même si ces chiffres semblent éloquentes au premier abord, il est cependant nécessaire de les considérer avec précaution : même s'il constate cette différence, Alex Schmid remarque, *sans pour autant préciser dans quelle mesure*, qu'une partie des définitions des échantillons de 1983 et 2004 se recoupent<sup>31</sup>. Il relève également que dans l'échantillon de 2004, les notions de « civils » et « d'innocents » n'ont probablement pas été distingués<sup>32</sup>. Sur la base de ces considérations, il est donc difficile de déterminer de manière précise la progression des notions de « civil », « innocent », « non-combattant », même si on peut affirmer, qu'il y a effectivement eu une progression de la notion de victime.

Indépendamment d'une quantification exacte (et difficile) de la progression de la notion de victimes dans les définitions du terrorisme, on notera également que les attentats du 11 septembre 2001 et le rôle et l'impact très médiatisé des associations de victimes en particulier aux Etats-Unis ont projeté la question des victimes au centre de l'intérêt général. Ainsi Bruce Hoffman, un spécialiste du terrorisme, note dans l'une des premières études sur l'impact des groupes de victimes,

<sup>31</sup> Communication personnelle d'Alex Schmid, 5 juillet 2007

<sup>32</sup> Communication personnelle d'Alex Schmid, 5 juillet 2007

*terrorism has long been described as « theater »: violence choreographed by groups of persons seeking to effect fundamental political change. The violence that terrorists perpetrate is therefore designed not only to attract attention to themselves and their cause, but also to coerce and intimidate, to create an atmosphere of fear and alarm (...). The deliberate targeting of innocent persons generally plays a central role in the terrorists' ability to "terrorize" (...). Yet, obvious as this might be, to date, little attention has been focused on the victims of terrorist attack...*<sup>33</sup>

C'est sur la base de cette progression croissante de la notion de victimes dans les définitions du terrorisme qu'est née l'idée du présent travail, celle de s'intéresser à la caractérisation des victimes du terrorisme.

A cet égard, le travail des philosophes joue incontestablement un rôle central étant donné leur intérêt pour la question de la moralité du phénomène. On relèvera cependant que cette question ne constitue en aucun cas un sujet nouveau. Il faut plutôt voir les réflexions des philosophes sur le sujet comme un prolongement et une continuation d'un sujet plus ancien, largement débattu: le problème des victimes de la guerre en général. Même s'il est probable que la question du terrorisme ait donné un nouvel élan à cette question, les concepts utilisés et le sujet restent ici presque identiques. En d'autres termes, on peut dire que l'on a changé « l'emballage », sans véritablement toucher au contenu.

## 2. Objectifs et méthodologie

### 2.1. Approche méta et « bi-focalité » du terrorisme

De manière similaire à « l'approche méta- » proposée par Alex P. Schmid pour définir le terrorisme, le présent travail vise à recenser les caractérisations des victimes du terrorisme présentées par les philosophes. Il s'agit ici de classer les définitions selon la caractérisation des victimes proposée. Comme nous le verrons et de manière similaire à la distinction entre « innocents », « non-combattant », « civils », les philosophes ont généralement également recours à ces trois prédicats pour caractériser les victimes du terrorisme<sup>34</sup>. Ces prédicats sont

---

<sup>33</sup> Bruce Hoffman et Anna Britt-Kasupski, *The Victims of Terrorism: An Assessment of Their Influence and Growing Role in Policy, Legislation, and the Private Sector*, RAND Corporation, 2007, p.1

<sup>34</sup> David Rodin arrive à des conclusions similaires dans son « Terrorism without Intention », *Ethics*, 114, juillet 2004, p. 755

ainsi présents dans presque 70 % des définitions proposées par les philosophes / chercheurs participant à la discussion philosophique autour du terrorisme.

Dans environ 30 % des cas (sur un échantillon de 70 définitions), ceux-ci n'y font pas référence où le font de manière neutre en caractérisant les victimes du terrorisme de « population », soit de « personnes » ou de « gens » (people). Le présent travail visera à discuter les différentes catégories définitionnelles proposées par les philosophes.

Il est important de distinguer ici entre les victimes du terrorisme, généralement qualifiées « d'innocentes », de « civiles » ou de « non-combattantes » et les « cibles » du terrorisme. Cette distinction est possible dans la mesure où la « bi-focalité » est considérée comme l'une des propriétés essentielles du terrorisme.

A titre d'introduction à cette notion de bi-focalité, on peut ici citer la définition de terrorisme proposée par le philosophe Haig Khatchadourian:

*Terrorism is distinguished from all other kinds of violence by its "bifocal" character; namely, by the fact that the immediate acts of terrorist violence, such as shooting, bombings, kidnappings, and hostage-taking, are intended as means to certain goals. In the case of political or political/moralistic/religious terrorism in particular, the acts are intended as means to certain intermediate or long-range or ultimate goals, which vary with the particular terrorist acts or series of such acts. In its bifocal character, terrorism is distinguished from straightforward, monofocal acts of murder, sabotage, kidnappings, and hostage-taking as well as uprisings, rebellions, and revolutions, coup d'états, and civil war, and war (...)*<sup>35</sup>

Selon Khatchadourian chaque action terroriste vise deux types de cibles: une cible primaire A est attaquée (ou menacée d'être attaquée), afin de faire parvenir un message à une cible B (cible secondaire). Ce message est souvent une contrainte (faire ou ne pas faire X). Au niveau de la distinction entre cible primaire et cible secondaire, nous parlerons ici de „victimes“ pour les cibles primaires et de „cibles“ pour les cibles secondaires (certains auteurs parlent de „cibles directes“ et „indirectes“<sup>36</sup> ou de „destinataire primaire“ ou „secondaire“<sup>37</sup>).

---

<sup>35</sup> Haig Khatchadourian, *The Morality of Terrorism*, Peter Lang, New York, 1998, p. 11

<sup>36</sup> Voir Carl Wellman "On Terrorism Itself", *Journal of Value Inquiry*, 13:4, (Winter 1979), p. 254 et Claudia Card, "Making War on Terrorism in Response to 9/11", in James P. Sterba (ed), *Terrorism And International Justice*, Oxford University Press, 2003, p.173

<sup>37</sup> Klaus Petrus, "ALF und die Sache mit dem Terrorismus", manuscript non-publié

Cette distinction peut-être illustrée au moyen de l'exemple suivant. Durant l'automne 2003, un document stratégique fut rédigé dans les milieux djihadistes dans lequel il était précisé que des attentats en Espagne provoqueraient le retrait des troupes ibériques stationnées en Irak:

*“Deshalb sagen wir, dass der Widerstand schmerzhaft Schläge gegen die spanischen Truppen austeilen muss, um ihre Regierung aus dem Irak zu zwingen. (...) Wir müssen es unbedingt nutzen, dass in Spanien die landesweiten Wahlen schon in nächster Zeit – im März 2004 – folgen werden. Wir denken, dass die spanische Regierung nicht einmal zwei oder drei Schläge (darabat, Sg. darba) maximal aushalten wird, bis sie wegen des öffentlichen Drucks gezwungen sein wird, ihre Truppen zurückzuziehen. Wenn ihre Soldaten jedoch nach diesen Schlägen bleiben sollten, ist ein Sieg der Sozialistischen Partei beinahe garantiert und dann wird der Abzug der spanischen Truppen auf ihrem Wahlprogramm stehen”<sup>38</sup>.*

La distinction entre cibles et victimes est ici facilement observable: d'un côté la population espagnole représente les victimes, alors que les attentats du 11 mars 2004 à Madrid étaient clairement adressés à la cible secondaire: le gouvernement espagnol.

Le présent travail s'intéressera essentiellement aux victimes du terrorisme, c'est-à-dire les personnes blessées et tuées, et pas à ses cibles. Avant de proposer une liste de définitions et de présenter les problèmes liés à cet exercice de classification, on signalera qu'Alex Schmid, dans son ouvrage *Political Terrorism, A Research Guide to Concepts, Theories, Data Bases and Literature* publié en 1984, a déjà proposé une caractérisation des victimes du terrorisme sur la base d'une approche indirecte, c'est-à-dire d'une recension des caractérisations des victimes du terrorisme dans les définitions. Comme il s'agira de l'approche favorisée dans le présent travail, j'esquisserai brièvement les similarités et divergences avec le travail de Schmid.

## 2.2 Alex Schmid : échantillon de définitions

### 2.2.1 La notion « d'innocence »

En 1984, Schmid note que, dans l'échantillon de définitions qu'il propose, de nombreux auteurs considèrent la nature des victimes comme la « *differentia specifica* » de cette forme de

---

<sup>38</sup> Guido Steinberg, *Der Nahe und der Ferne Feind. Die Netzwerke des islamistischen Terrorismus*, Verlag C.H Beck, München, 2005, p. 97

violence<sup>39</sup>. Plus spécifiquement, il note que de nombreux auteurs – qu'ils soient philosophes ou non - définissent les victimes du terrorisme comme des « innocents ». Pour lui, cette notion est problématique pour plusieurs raisons :

- a) Du fait que « *not a single author has, to our knowledge, made an attempt to develop a criteria for establishing this innocence* »<sup>40</sup>. Ceci est probablement le cas pour l'échantillon qu'il considère.
- b) Il note que même si certaines catégories de personnes peuvent être considérées *prima facie* comme innocentes, ceci n'est pas nécessairement le cas. Ainsi dans le cas des femmes, des enfants, ou des personnes non-impliquées, Schmid note à juste titre que les terroristes et leurs supporters tendent à classer le monde en « supporters de la cause » et en « opposant à la cause » (il donne l'exemple d'un touriste non-impliqué dans le conflit israélo-palestinien et qui serait victime d'un attentat en Israël. Selon lui, un observateur palestinien pourrait ici parfaitement admettre qu'en tant que touriste en Israël, celui-ci soutient l'économie israélienne et renforce ainsi son opposant)<sup>41</sup>.
- c) Pour terminer, Schmid remarque que les terroristes ne sont pas intéressés par la responsabilité individuelle de leurs victimes potentielles (qu'ils pourraient éventuellement reconnaître), mais par leur responsabilité collective. A cet égard, il cite les propos de l'anarchiste Léon-Jules Léauthier (« I shall not strike an innocent if I strike the first bourgeois I meet ») et d'Alberto Franceschini, un des leaders des Brigades Rouges (« It is your function I want to eliminate. You're not a man; you're a judge. No one here is innocent »)<sup>42</sup>.

Mes divergences avec Alex Schmid se situent notamment au niveau de la définition de l'innocence. Je montrerai dans mon premier chapitre que certains auteurs ont effectivement défini ce qu'ils entendaient par « innocence ». C'est par exemple le cas de Michael Walzer qui définit ce qu'il entend par « innocence » et explique également pourquoi il n'est pas justifié de tuer ces innocents. De plus, les auteurs qui ont précédé Walzer (on pense ici à Paul Ramsey, Elizabeth Anscombe ou John Ford) se sont efforcés de définir ce qu'ils entendaient

---

<sup>39</sup> Alex P. Schmid, *Political Terrorism, A Research Guide to Concepts, Theories, Data Bases and Literature*, Transaction books, New Brunswick, 1984, p.78-79.

<sup>40</sup> Alex P. Schmid, *Political Terrorism, A Research Guide to Concepts, Theories, Data Bases and Literature*, p.79.

<sup>41</sup> Alex P. Schmid, *Political Terrorism, A Research Guide to Concepts, Theories, Data Bases and Literature*, p. 79-80.

<sup>42</sup> Alex P. Schmid, *Political Terrorism, A Research Guide to Concepts, Theories, Data Bases and Literature*, p. 80



par « innocent » dans le cadre de leur discussion autour des victimes de la guerre et du fondement du principe de discrimination des non-combattants. Je montrerai qu'il existe deux sens « d'innocence », parfois difficiles à distinguer : *un sens ordinaire* exprimé dans l'adage « Innocence needs no proof, only guilt has to be proven »<sup>43</sup> et *un sens technique* où le sens « d'innocence » est clarifié et expliqué. Dans ses réflexions, Alex Schmid fait ici référence au sens ordinaire « d'innocence ». Je montrerai comment l'interpénétration entre les deux sens est problématique et peut conduire à intégrer un jugement de valeur dans une définition du terrorisme.

### 2.2.2 La notion de « civil »

Pour Schmid, caractériser les victimes du terrorisme comme « civiles » est problématique dans la mesure où le terrorisme ne vise pas seulement des « civils », « *But insurgent terrorists too do attack military bases (e.g American military headquarters in Europe), ambush military patrols (e.g in Northern Ireland). The assassination attempt on Nato Commander Alexander Haig, in Mons (Belgium) by German terrorists on 25 June 1979 or the kidnapping of Nato General Dozier in Italy by the Red Brigades in 1981 are illustrations that civilians might not be the only target* »<sup>44</sup>.

Comme nous le verrons dans mes réflexions sur l'abstentionnisme, ma critique de la notion de « civil » s'interroge sur la pertinence conceptuelle de la notion de « civil » à la lumière des dernières évolutions dans les structures organisationnelles des groupes armés et terroristes.

### 2.2.3 La notion de non-combattant

On notera ici que les définitions proposées par les philosophes présentent une complexité plus faible au niveau de la caractérisation des victimes que l'échantillon considéré par Schmid, qui au-delà des catégories de « civil », « non-combattant » et « innocent » prend en considération d'autres caractérisations : la victime comme « symbole », la victime comme « arbitraire » ou la différenciation entre victimes et cibles. Sur notre échantillon, on constate en effet que seule une minorité de définitions prennent en considération le phénomène de la bi-focalité du

---

<sup>43</sup> Alex P. Schmid, *Political Terrorism, A Research Guide to Concepts, Theories, Data Bases and Literature*, p.79

<sup>44</sup> Alex P. Schmid, *Political Terrorism, A Research Guide to Concepts, Theories, Data Bases and Literature*, p.80-81

terrorisme. On peut citer ici les définitions offertes par Haig Khatchadourian<sup>45</sup>, Claudia Card<sup>46</sup>, Michael Baur<sup>47</sup>, Charles Webel<sup>48</sup>, Frances Kamm<sup>49</sup>, Seumas Miller<sup>50</sup> ou Per Bauhn<sup>51</sup>. Comme pour Schmid, il s'agira de prendre en considération la bi-focalité du terrorisme pour obtenir une (ou plusieurs définitions adéquates).

Pour Schmid, considérer les victimes du terrorisme comme des « non-combattants » est problématique pour plusieurs raisons. D'une part, le sort des prisonniers des groupes terroristes n'est aucunement comparable à celui des prisonniers de guerre : alors qu'en tant que non-combattants, ceux-ci doivent bénéficier d'une quarantaine jusqu'à la fin des hostilités, les prisonniers des groupes terroristes ne bénéficient pas d'un tel traitement et sont souvent assassinés sans forme de procès. D'autre part, Schmid relève le fait que, même s'ils sont en uniforme, des soldats victimes du terrorisme (par exemple le soir dans un bar) sont des non-combattants<sup>52</sup>.

D'une part, on peut reprocher à Schmid de confondre le problème des droits d'un non-combattant avec la question de sa définition. En effet, ce n'est parce que les droits d'un prisonnier non-combattant sont bafoués que ceci le prive de son statut. D'autre part, comme nous le verrons, dans mes réflexions sur l'abstentionnisme ainsi que sur l'innocentisme, je proposerai une définition des non-combattants qui évite d'avoir à considérer les soldats au repos comme des non-combattants et qui ne tombent donc pas sous le coup de la critique de Schmid.

### 3. Liste de définitions

Pour des raisons d'actualité, j'ai préféré ici les définitions proposées par la communauté philosophique anglo-saxonne après les événements du 11 septembre, sans pour autant nous y restreindre : on trouvera également une définition offerte par Jacques Derrida ou le philosophe allemand Uwe Steinhoff, alors que nous avons également inclus certaines définitions

---

<sup>45</sup> Haig Khatchadourian, *The Morality of Terrorism*, p. 11

<sup>46</sup> Claudia Card, "Making War on Terrorism in Response to 9/11", in James P. Sterba (ed), *Terrorism And International Justice*, Oxford University Press, 2003, p.173

<sup>47</sup> Michael Baur, "What is Distinctive about Terrorism?", in Timothy Shanahan, *Philosophy 9/11, Thinking about the War on Terrorism*, Open Court, Chicago and La Salle, 2005, p. 13-14

<sup>48</sup> Charles P. Webel, "Terror: The Neglected But Inescapable Core of Terrorism", in Georg Meggle (éd.), *Ethics of Terrorism and Counter-Terrorism*, Ontos Verlag, Frankfurt, 2005, p.86

<sup>49</sup> Frances Kamm, "Failures of Just War Theory: Terror, Harm and Justice", *Ethics* 114, (July 2004), p.651

<sup>50</sup> Seumas Miller "Terrorism and Collective Responsibility", in Georg Meggle (éd.), *Ethics of Terrorism and Counter-Terrorism*, p.96

<sup>51</sup> Per Bauhn, "Political Terrorism and the Rules of Just War", in Georg Meggle (éd.), *Ethics of Terrorism and Counter-Terrorism*, p.123-124

<sup>52</sup> Alex P. Schmid, *Political Terrorism, A Research Guide to Concepts, Theories, Data Bases and Literature*, p.82

antérieures aux événements du 11 septembre proposées dans des textes considérés comme des « classiques » sur le sujet.

La liste de définitions proposée est la suivante :

- (1) “Terrorism is the intentional use of physical violence directed against innocent persons – human and/or nonhuman animals – to advance the religious, ideological, political, or economic purposes of an individual, organization, corporation, or state government”<sup>53</sup>
- (2) “Terrorism is the deliberate use of violence, or the threat of such, directed upon civilians in order to achieve political objectives”<sup>54</sup>
- (3) “Terrorism is politically motivated violence directed against non-combatants”<sup>55</sup>
- (4) “Terrorism is the calculated use of violence or threat of violence to attain goals that are political, religious, or ideological in nature... through intimidation, coercion, or instilling fear”<sup>56</sup>
- (5) « L’utilisation de moyens coercitifs dirigés contre des populations civiles dans l’intention d’atteindre des visées politiques, religieuses ou autres »<sup>57</sup>
- (6) “A political act, ordinarily committed by an organized group, which involves the intentional killing of other severe harming of non-combatants or the threat of the same or intentional severe damage to the property of non-combatants or the threat of the same”<sup>58</sup>
- (7) “A political action or sequence of actions... to inspire the “target” population with terror, by means of random acts of violence”<sup>59</sup>

---

<sup>53</sup> Steven Best and Anthony Nocella (eds.), *Terrorists or Freedom Fighters, Reflections on the Liberation of Animals*, Lantern Books, New York, 2004, p. 370

<sup>54</sup> Tomis Kapitan, “The Terrorism of “Terrorism””, in James P. Sterba (ed), *Terrorism And International Justice*, Oxford University Press, 2003, p. 48.

<sup>55</sup> Tomis Kapitan, “Terrorism in the Arab-Israeli Conflict”, in Igor Primoratz (ed), *Terrorism: The Philosophical Issues*, Palgrave Macmillan, New York, 2004, p. 175

<sup>56</sup> Noam Chomsky, in James P. Sterba (ed), *Terrorism And International Justice*, Oxford University Press, 2003, p. 69

<sup>57</sup> Noam Chomsky, *11/9, Autopsie des terrorismes*, Le Serpent à Plumes, Paris, 2001, p. 69

<sup>58</sup> Anthony Coady, “The Morality of Terrorism”, *Philosophy*, 60 (1985), p.52.

- (8) [Terrorism is murder]. “Murder is broadly defined as the intentional killing of an innocent person”.<sup>60</sup>
- (9) “A terrifying act which is used to coerce with the threat of great harm of one or more persons if the threat is not heeded”<sup>61</sup>
- (10) “Terrorism is the attempt to achieve political, social, economic, or religious change by the actual or threatened use of violence against persons or property; the violence employed in terrorism is aimed partly at destabilizing the existing political or social order, but mainly at publicizing the goals or cause espoused by the terrorists; often, though not always, terrorism is aimed at provoking extreme counter-measures which will win public support for the terrorists and their cause”<sup>62</sup>
- (11) “Terrorism is the attempt to achieve (*or prevent*) political, social, economic, or religious change by the actual or threatened use of violence against persons or property; the violence (or the threat thereof) employed in terrorism is aimed partly at destabilizing (or maintaining) the existing political or social order, but mainly at publicizing the goals or cause espoused by the agents *or by those on whose behalf the agents act*; often, though not always, terrorism is aimed at provoking extreme counter-measures which will win public support for the terrorists and their cause”<sup>63</sup>
- (12) “The deliberate use of violence, or threat of its use, against innocent people, with the aim of intimidating some other people into a course of action that they otherwise would not take”<sup>64</sup>

---

<sup>59</sup> Jan Narveson, “Terrorism and Morality”, in R.G Frey and Christopher Morris (eds.), *Violence, Terrorism and Justice*, Cambridge University Press, 1991, p. 119.

<sup>60</sup> Shannon E. French, “Murderers, Not Warriors, The Moral Distinction Between Terrorists and Legitimate Fighters in Asymmetric Conflicts”, in in James P. Sterba (ed), *Terrorism And International Justice*, Oxford University Press, 2003, p.36

<sup>61</sup> Carl Wellman, “On Terrorism Itself”, in Joe P. White (ed.), *Assent/Dissent*, Kendall/Hunt Publishing Company, Dubuque, 1984, pp.254-55.

<sup>62</sup> Burleigh Taylor Wilkins, *Terrorism and Collective Responsibility*, Routledge, London, 1992, p. 6

<sup>63</sup> J. Angelo Corlett, *Terrorism, A Philosophical Analysis*, Kluwer Academic Publishers, Dordrecht, 2003, p. 119

<sup>64</sup> Igor Primoratz, “What Is Terrorism?” in Igor Primoratz (ed), *Terrorism: The Philosophical Issues*, Palgrave Macmillan, New York, 2004, p. 24

(13) “The organized use of violence to attack non-combatants (“innocents”) in a special sense or their property for political purposes”<sup>65</sup>

(14) “[A terrorist is] one who resorts to violent means toward attaining a political end”<sup>66</sup>

(15) “When either the intention to spread fear or the intention to harm non-combatants is primary, this is sufficient [for terrorism]”<sup>67</sup>

(16) “Terrorist actions (whether in the form of one-off attacks or as part of an ongoing campaign) are political actions that involve either the use, or the threat of the use, of violence. The violence may be directed towards persons or property – witness many of the terrorist actions of the African National Congress in South Africa or the destruction of the Tamil “Tigers” of much of the fleet of Sri Lankan Airways. Typically, the violence will take a physical form, but it may also be psychological (...)”<sup>68</sup>

(17) “Violence with a political and social intention, whether or not intended to put people in general in fear, and raising a question of its moral justification – either illegal violence within a society of smaller-scale violence than war between states or societies and not according to international law”<sup>69</sup>

(18) “Terrorism is the random murder of innocent people. The reference is not to moral innocence, for none among us are innocent in that way, but our inability to defend ourselves from murderous attacks as we go to work, take a trip, shop, or ride a bus. In other words, civilians are not combatants”<sup>70</sup>

---

<sup>65</sup> C.A.J Coady, “Defining Terrorism” in Igor Primoratz (ed), *Terrorism: The Philosophical Issues*, Palgrave Macmillan, New York, 2004, p.5

<sup>66</sup> Zayn Kassam, “Can A Muslim Be a Terrorist?”, in James P. Sterba (ed), *Terrorism And International Justice*, Oxford University Press, 2003, p. 130, n.1.

<sup>67</sup> Virginia Held, “Terrorism, Rights, and Political Goals”, in Igor Primoratz (ed), *Terrorism: The Philosophical Issues*, Palgrave Macmillan, New York, 2004, p.65

<sup>68</sup> Robert Young “Political Terrorism as a Weapon of the Politically Powerless” in Igor Primoratz (ed), *Terrorism: The Philosophical Issues*, Palgrave Macmillan, New York, 2004, p.56

<sup>69</sup> Ted Honderich, *After The Terror*, Edinburgh University Press, 2002, p.98-99

<sup>70</sup> Jean Bethke Elshtain, *Just War Against Terror*, Basic Books, New York, 2003, p.18-19

(19) “Terrorism is the deliberate killing of innocent people, at random, in order to spread fear through a whole population and force the hand of its political leaders”<sup>71</sup>

(20) “War terrorism: the effort to kill civilians in such large numbers that their government is forced to surrender”<sup>72</sup>

(21) We might define terrorism as “a technology that employs the indiscriminate use of violence used to terrorize a population”.<sup>73</sup>

(22) (...) “I take the main work of an explication of the concept of terrorism to be linking it not to the experience of being *terrified*, which has a necessary connection with an actual emotion of terror, but that of being *terrorized*, which has none. (...) With respect to ends, an agent terrorizes some given individual or group (the *target*) when the agent tries to produce fear in the target in order to affect the target’s conduct in some way that the terrorist finds desirable. So, under my analysis, a terrorist must have both a proximate end (i.e producing fear in the target) and an ultimate one (i.e. changing the target’s conduct)”.<sup>74</sup>

(23) “State terrorism is commonly used by authoritarian and totalitarian government against their own people, to spread fear and make political opposition impossible”<sup>75</sup>

(24) “(Wartime) terrorism is the threat or use of violence against noncombatants for political purposes. In ordinary war, the deaths of civilians are side effects of military operations directed against military targets. In terrorist operations, the civilian is the direct and intentional target of attack”<sup>76</sup>

(25) “Terrorism is distinguished from all other kinds of violence by its “bifocal” character; namely, by the fact that the immediate acts of terrorist violence, such as shooting, bombings,

---

<sup>71</sup> Michael Walzer, “After 9/11: Five Questions About Terrorism” in, *Arguing About War*, Yale University Press, New Haven and London, 2004, p. 130

<sup>72</sup> Michael Walzer, “After 9/11: Five Questions About Terrorism” in, *Arguing About War*, Yale University Press, New Haven and London, 2004, p. 130

<sup>73</sup> Philipp McReynolds, “Terrorism as a Technological Concept”, in Timothy Shanahan (éd.), *Philosophy 9/11, Thinking about the War on Terrorism*, Open Court, Chicago and La Salle, 2005, p. 74

<sup>74</sup> Liam Harte, “A Taxonomy of Terrorism”, in Timothy Shanahan (éd.), *Philosophy 9/11, Thinking about the War on Terrorism*, Open Court, Chicago and La Salle, 2005, p.25

<sup>75</sup> Michael Walzer, “After 9/11: Five Questions About Terrorism” in, *Arguing About War*, Yale University Press, New Haven and London, 2004, p. 130

<sup>76</sup> Douglas Lackey, *The Ethics of War and Peace*, Englewood Cliffs, NJ, 1989, p.85

kidnappings, and hostage-taking, are intended as means to certain goals. In the case of political or political/moralistic/religious terrorism in particular, the acts are intended as means to certain intermediate or long-range or ultimate goals, which vary with the particular terrorist acts or series of such acts. In its bifocal character, terrorism is distinguished from straightforward, monofocal acts of murder, sabotage, kidnappings, and hostage-taking as well as uprisings, rebellions, and revolutions, coup d'états, and civil war, and war (...) The major types of terrorism are: predatory, retaliatory, political, and political-moralistic/religious. The terrorism may be domestic or international, "from above" – i.e state or state-sponsored terrorism – or from "below". Finally terrorism may occur in times of peace and times of war",<sup>77</sup>

(26) "It is a patent fact that in many acts of terrorism some or all of the immediate victims and/or sufferers are innocent persons, in no way – morally or even causally – connected with or responsible in any degree for the physical or mental harm inflicted on them. Indeed in predatory terrorism the immediate victims and sufferers are, almost without exception, innocent persons. In all other types of terrorism, whether in peacetime or in time of war, some of the immediate victims or sufferers tend to be innocent persons; though some may be non-innocents, such as high-ranking members or representatives of the governments or the military responsible for the real or imagined wrong that triggers terrorism",<sup>78</sup>

(27) "Terrorism is political violence that usually spreads fear beyond those attacked, as others recognize themselves as potential targets",<sup>79</sup>

(28) "Terrorism is a policy of coercive intimidation designed to achieve some political end",<sup>80</sup>

(29) "Terrorism consists of acts of indiscriminate violence directed at civilians or non-hostile personnel, in order to terrorize them, or their governments, into carrying out or submitting to the demands of the terrorists",<sup>81</sup>

---

<sup>77</sup> Haig Khatchadourian, *The Morality of Terrorism*, Peter Lang, New York, 1998, p. 11

<sup>78</sup> Haig Khatchadourian, *War, Terrorism, Genocide, and the Quest for Peace – Contemporary Problems in Political Ethics*, The Edwin Mellen Press, Lewinston 2003, p. 129

<sup>79</sup> Virginia Held, "Terrorism and War", *The Journal of Ethics*, 8: 59-75, 2004

<sup>80</sup> Nick Fotion, "The Burdens of Terrorism", in Igor Primoratz (ed), *Terrorism: The Philosophical Issues*, Palgrave Macmillan, New York, 2004, p.44

(30) “Terrorism is the use or threat of violence against innocent people to elicit terror in them, or in some other group of people, in order to further a political objective”<sup>82</sup>

(31) “Terrorism is the deliberate, negligent, or reckless use of force against noncombatants, by state or nonstate actors for ideological ends and in the absence of a substantively just legal process”<sup>83</sup>

(32) “Intentionally targeting noncombatants with lethal or severe violence for political purposes”<sup>84</sup>

(33) Terrorism is a type of political violence that intentionally targets civilians (noncombatants) in a ruthlessly destructive, often unpredictable manner”<sup>85</sup>.

(34) “On Carl Wellman’s widely received view (...), terrorism is coercive political violence characterized by two targets. Harm is aimed at the direct (but secondary target). A message is sent to the indirect (but primary) target by way of that harm, a message about what the perpetrator wants the indirect target to do, in order that more direct harm be avoided. Terrorism is manipulative and a form of coercion”<sup>86</sup>.

(35) “The intentional targeting of noncombatants with lethal or severe violence for political purposes by members of small or weak groups that lack the capacity to field an army and engage in warfare”<sup>87</sup>

---

<sup>81</sup> Peter Simpson, “Violence and Terrorism in Northern Ireland”, in Primoratz (ed), *Terrorism: The Philosophical Issues*, Palgrave Macmillan, New York, 2004, p.161

<sup>82</sup> James P. Sterba, “Terrorism and International Justice” in James P. Sterba (ed), *Terrorism And International Justice*, Oxford University Press, 2003, p. 206

<sup>83</sup> David Rodin, “Terrorism without Intent”, *Ethics* 114, (July 2004), p.755

<sup>84</sup> C.A.J Coady, “Terrorism”, in Becker and Becker (eds), *Encyclopedia of Ethics*, 2<sup>nd</sup> ed., New York, Routledge, 2001 (quoted in McMahan)

<sup>85</sup> Louis P. Pojman, “The Moral Response to Terrorism and Cosmopolitanism”, in in James P. Sterba (ed), *Terrorism And International Justice*, Oxford University Press, 2003, p.140

<sup>86</sup> Claudia Card, “Making War on Terrorism in Response to 9/11”, in James P. Sterba (ed), *Terrorism And International Justice*, Oxford University Press, 2003, p.173

<sup>87</sup> Saul Smilansky, “Terrorism, Justification, and Illusion”, *Ethics* 114, (July 2004), p.790



(36) “The moral condemnation of terrorism as such is founded upon the central tenet of the “war ethic” – the principle that war allows only the killing of enemy soldiers, whereas intentional killing of noncombatants remains murder”<sup>88</sup>

(37) “Mass killing of unarmed civilians targeted deliberately as such and without warning”<sup>89</sup>

(38) “Terrorism is (i) an aggression, or the perceived threat of an aggression, employing weapons of mass destruction, potential even if not actual or imminent, involving conventional states, now advanced as grounds for a preemptive strike under cover of self-defense; (ii) an aggression, or the perceived threat of an aggression, employing unusual or heterodox means of war that override or repudiate all conventional distinctions between combatants and noncombatants, admissible and inadmissible forms of warfare (including but not restricted to weapons of mass destruction), pursued independently by nonstate bodies or in collusion with states that favor terrorism themselves; (iii) a figurative transformation, constituting a new form of war, of all forms of political and economic penetration and control exercised by states, blocs of states, or populations however distributed worldwide, whose activities are perceived to be causally responsible for intolerable disparities, inequities of power, cultural indignities and affronts, and injustices regarding the freedom, political self-determination, and quality of life of peoples of the world; and (iv) the figurative transformation of all measures designed to combat manifestation of (i), (ii), or (iii) in any form or combination”<sup>90</sup>

(39) “Terrorism is the organized use of violence against civilians or their property, the political leadership of a nation, or soldiers (who are not combatants in a war) for political purposes”<sup>91</sup>

(40) “Terrorism is the use of extreme threats or violence designed to intimidate or subjugate governments, groups or individuals. It is a tactic of coercion intended to promote further ends that in themselves maybe good, bad or indifferent. Terrorism may be practiced by governments or international bodies or forces, sub-state groups or even individuals. Its threats

---

<sup>88</sup> Noam Zohar, “Innocence and Complex Threats: Upholding the War Ethic and the Condemnation of Terrorism” in *Ethics* 114, (July 2004), p.734

<sup>89</sup> Claudia Card, “Questions Regarding a War on Terrorism”, *Hypatia*, vol. 18, no1, Winter 2003.

<sup>90</sup> Joseph Margolis, “Terrorism and the New Forms of War”, *Metaphilosophy*, Vol. 35, no3, April 2004, p. 411

<sup>91</sup> Gabriel Palmer-Fernandez, “Terrorism, Innocence and Justice”, *Philosophy and Public Quarterly*, Vol. 25, no3, summer 2005, p.24

or violence are aimed directly or immediately at the bodies or belongings of innocent civilians but these are typically terrorists' secondary targets; the primary targets of terrorists are the governments, groups or individuals that they wish to intimidate"<sup>92</sup>

(41) "Violent acts intended to influence decisions (...). Terrorist actions are undertaken to cause fear and demoralization, and thereby to lead to changes in policy on the part of the terrorized party (...). Terrorist actions are wrong because those who do them seek to affect others' behaviors and decisions by directly or indirectly harming people whom they have no right to harm. The bad means whose use defines actions as terrorists are the intentional harms inflicted on some people to cause fear (often on the part of others than those armed). Those harms are wrongs because the targets of the terrorist harms are in the relevant sense "innocent" (...) Terrorist acts are "indiscriminate" in a strong sense: anyone who can be harmed and whose harming will cause the hoped-for fear is a reasonable target, and so those who might be harmed only as a side effect of other actions are harmed intentionally in terrorist actions" (...). Terrorist actions (...) can be performed by individuals or groups and their targets can be individual or groups"<sup>93</sup>

(42) "'Innocence' links 'war' and 'terrorism'. Terrorists are counted as murderers because they kill the innocent"<sup>94</sup>

(43) "Terrorism essentially consists in the willingness to terrorize, if necessary kill, innocent civilians. Terrorism is thus intolerable because it directly and openly targets innocent people"<sup>95</sup>

(44) "I will define terrorism roughly as the deliberate use of force against noncombatants, which can reasonably be expected to cause wider and warranted fear among them, for political ends. My definition focuses on the aspect of terrorism—namely, deliberate use of force against noncombatants—that typically is thought to characterize its distinctive wrongness as compared to war whereby only combatants can be attacked. Left out of the

---

<sup>92</sup> Alison M. Jaggar, "What is Terrorism, Why is it Wrong, and Could it Ever Be Morally Permissible?", *Journal of Social Philosophy*, Vol. 36, number 2, Summer 2005, p.209

<sup>93</sup> Joseph Boyle, "Just War Doctrine and the Military Response to Terrorism", *The Journal of Political Philosophy*, Vol. 11, numéro 2, 2003, p. 155-157

<sup>94</sup> Robert Fullinwider, "Terrorism, Innocence and War", *Philosophy and Public Policy Quarterly*, Vol. 21, n04, Fall 2001

<sup>95</sup> Predrag Cicovacki, "Terrorism and War", *Acorn: Journal of the Gandhi-King Society*, vol. XII, No. 2, Spring-Summer 2004, pp. 5-17

definition, for instance, is the claim that noncombatants are “innocent.” The relevant understanding of innocence in war is a contested matter, and my argument here will not depend on how this is settled. Provisionally, I will accept that noncombatants in general are relevantly innocent”<sup>96</sup>

(45) “Terrorism is a policy committed to the random use or threat of violence directed against innocent members of a community with the intention of eliciting terror in the wider community in order to influence or address the practices or beliefs of that community by way of the terror elicited”<sup>97</sup>

(46) « Si on se réfère aux définitions courantes ou explicitement légales du terrorisme, qu’y trouve-t-on ? La référence à un crime contre la vie humaine en violation des lois (nationales et internationales) y implique à la fois la distinction entre civil et militaire (les victimes du terrorisme sont supposées être civiles) et une finalité politique (influencer ou changer la politique d’un pays en terrorisant sa population civile). Ces définitions n’excluent donc pas le terrorisme d’Etat (...) »<sup>98</sup>

(47) “Terrorism is violence committed by nonstate actors against persons or property for political purposes”<sup>99</sup>

(48) “Terrorism consists of violent actions carried out for political or other social purposes, including some large-scale mercenary purposes, by individuals or groups, having an aim which might be good or bad, but carried out by means of either or both of the following: 1, attacks on innocent or neutral or randomly chosen people or 2, using means which involve atrocities, e.g. torture, cruel killings, or mutilation of the living or the dead, committed against randomly or non-randomly chosen people who may be innocent or not”<sup>100</sup>

---

<sup>96</sup> Lionel McPherson, “Is Terrorism Distinctively Wrong?”, *Ethics*, April 2007, Vol. 117, No. 3

<sup>97</sup> Michael McKenna, “Understanding Terrorism and the Limits of Just War Theory”, non-publié.

<sup>98</sup> Jacques Derrida, « Auto-immunités, suicides réels et symboliques », Giovana Borradori, *Le « concept » du 11 septembre, Dialogues à New York (octobre – décembre 2001)*, éditions Galilée, Paris, 2004, p. 155-156

<sup>99</sup> Andrew Valls, “Can Terrorism Be Justified?”, in Andrew Valls (ed.) *Ethics in International Affairs*, Rowman & Littlefield, 2000, p.68

<sup>100</sup> Jenny Teichman, “How to Define Terrorism”, *Philosophy*, 64 (1989), p.513

(49) “Standardly terror-killing of noncombatants which involves intentionally killing them in order to produce fear in the nation that will lead to surrender”<sup>101</sup>

(50) “Terrorism = acts of violence intentionally directed against noncombatants as a means of achieving aims of a broadly political nature”<sup>102</sup>

(51) “Terrorismus ist die Strategie der wiederholten, durch entsprechende Taten glaubhaften Drohung mit der gleichfalls wiederholten Tötung oder schweren Verletzung Unschuldiger oder der Zerstörung oder schweren Schädigung von deren Eigentum, um andere als die direkten Opfer der Gewalt einzuschüchtern, zu bedrohen oder sonstwie zu beeindrucken. Terroristische Akte sind diejenigen schweren Angriffe auf Unschuldige oder deren Eigentum, welche Teil einer solchen Strategie sind”<sup>103</sup>

(52) “Terrorism is the systematic use of actual or threatened violence against persons or against the vital interests of persons (i.e against the terrorist’s direct target) in the pursuit of political, ideological, religious, social, economic, financial and/or territorial objectives whereby the violence is sufficiently random or indiscriminate so as to cause fear among members of the terrorist’s indirect target group, thus creating a generalized climate of fear, distrust, or instability within certain sectors of society or within society at large, the ultimate aim of which is to influence popular opinion or governmental policy in a manner that serves the terrorist’s objectives”<sup>104</sup>

(53) “An act of terrorism is one whose primary purpose is to incite terror amongst the members of a particular community in order to achieve a political goal, and a terrorist is a person who performs such acts”<sup>105</sup>

(54) “Terrorism is destructive force deliberately directed at innocent targets, usually with the intention of instilling fear into the general population”<sup>106</sup>

---

<sup>101</sup> Frances Kamm, “Failures of Just War Theory: Terror, Harm and Justice”, *Ethics* 114, (July 2004), p.651

<sup>102</sup> Jeff McMahan, *Ethics* 114, (July 2004), p.694

<sup>103</sup> Uwe Steinhoff, *Moralisch korrektes Töten, Zur Ethik des Krieges und des Terrorismus*, Melzer Verlag, Neu Isenburg, 2005, p. 162

<sup>104</sup> Michael Baur, “What is Distinctive about Terrorism?”, in Timothy Shanahan, *Philosophy 9/11, Thinking about the War on Terrorism*, Open Court, Chicago and La Salle, 2005, p. 13-14

<sup>105</sup> Simon Keller, “On What is the War on Terror?”, in Timothy Shanahan, *Philosophy 9/11, Thinking about the War on Terrorism*, Open Court, Chicago and La Salle, 2005, p. 58

- (55) “I want to defend the position that international terrorism is best understood as the calculated employment or threat of a particular sort of illegitimate violence by individuals or subnational groups, primarily directed toward noncombatants, to further a particular goal or set of goals within the international arena”<sup>107</sup>
- (56) “Terrorism is always an impermissible tactic, since it involves the deliberate killing of innocent civilians – which right-thinking people view as murder”<sup>108</sup>
- (57) “terrorism is deliberately subjecting civilians to violence, or to the threat of violence, in order to achieve political objectives”<sup>109</sup>
- (58) “By definition, any illegal use (or threat) of violence is terrorist activity if
- a) it is performed in the light of motives which the agent considers morally good (rather than for mere personal gain;
  - b) its aim is directed against legal or political order (or decision);
  - c) it tries to reach that aim via horrifying those who benefit from, are involved in, or support the order in question (or decision) in question (...).
- Terrorism is always morally wrong because de facto it always involves violence against innocent people (that is, against people who have nothing to do with the political order or decision against which the terrorist the terrorist action is directed (...)) Violence against innocent people seems more characteristic of military than terrorist action”<sup>110</sup>
- (59) “Terrorism is best defined as the deliberate use of violence or threat of its use, against innocent people, with the aim of intimidating some other people into a course of action they otherwise would not take”<sup>111</sup>

---

<sup>106</sup> Andrew Fiala “Defusing Fear: A Critical Response to the War on Terrorism”, in Timothy Shanahan (éd.), *Philosophy 9/11, Thinking about the War on Terrorism*, Open Court, Chicago and La Salle, 2005, p.95-96

<sup>107</sup> Brett Kessler, “Moral Justification for Violent Responses to Terrorism”, in Timothy Shanahan, *Philosophy 9/11, Thinking about the War on Terrorism*, Open Court, Chicago and La Salle, 2005, p. 154

<sup>108</sup> Brian Orend, *The Morality of War*, Broadview Press, 2006, p.70

<sup>109</sup> Tomis Kapitan “Terrorism as a Method of Terrorism” in Georg Meggle (éd.), *Ethics of Terrorism and Counter-Terrorism*, Ontos Verlag, Frankfurt, 2005, p.22

<sup>110</sup> Olaf L.Müller, “Benign Blackmail: Cassandra’s Plan or What is Terrorism ?” in Georg Meggle (éd.), *Ethics of Terrorism and Counter-Terrorism*, p.44

<sup>111</sup> Igor Primoratz, “What is Terrorism ?” cité comme définition par Daniel Messelken, « Terrorism and Guerrilla Warfare – A Comparative Essay » in Georg Meggle (éd.), *Ethics of Terrorism and Counter-Terrorism*, p. 63

- (60) “Terrorism is a premeditated, usually politically motivated, use, or threatened use, of violence, in order to induce a state of terror in its immediate victims, usually for the purpose of influencing another, less reachable audience, such as a government”<sup>112</sup>
- (61) “(...) Acts of terrorism distort and impair communication to such an extent that the basic conditions of its functionality are called into question”<sup>113</sup>.
- (62) “T-acts are acts in which purposes are (attempted to be) brought about by means of terror induced by violence committed against indiscriminate innocents (...) Whether this focus on innocent parties or indiscriminate victims is necessarily part of T-acts is something is shall leave undecided”<sup>114</sup>
- (63) “Terrorism = acts of violence committed by private individuals or groups of individuals who have as such no political authority, and directed indiscriminately against civilian or at least non-hostile populations and institutions, so as to spread fear and terror there in order to achieve some limited goal short of the immediate overthrow of the existing government”<sup>115</sup>
- (64) “[September 11] why do we call it “terrorist”? It seems, it is the choice of targets that we read as a statement on the political aspirations of the perpetrators. First, the group chose to attack a government building: the Pentagon, and second, the World Trade Center seems to have acquired a symbolic status as the imago of global capitalism. (...) The act in itself seems first of all nothing but intentional kidnapping and murder of innocent civilians”<sup>116</sup>

---

<sup>112</sup> Charles P. Webel, “Terror: The Neglected But Inescapable Core of Terrorism”, in Georg Meggle (éd.), *Ethics of Terrorism and Counter-Terrorism*, p.86

<sup>113</sup> Marcelo Dascal, “The Unethical Rhetoric of Terror”, in Georg Meggle (éd.), *Ethics of Terrorism and Counter-Terrorism*, p. 117

<sup>114</sup> Georg Meggle “Terror and Counter-Terror: Initial Ethical Reflections”, in Georg Meggle (éd.), *Ethics of Terrorism and Counter-Terrorism*, p.165

<sup>115</sup> Peter Simpson, “The War on Terrorism: Its Justification and Limits”, in Georg Meggle (éd.), *Ethics of Terrorism and Counter-Terrorism*, p.199

<sup>116</sup> Carolin Emcke, “War on Terrorism and the Crises of the Political”, in Georg Meggle (éd.), *Ethics of Terrorism and Counter-Terrorism*, p.231

- (65) “I mean by “terrorism” the politically-motivated, violent acts perpetrated consistently and systemically by small and organized domestic or foreign groups against selected targets (civilians or otherwise) in democratic regimes”<sup>117</sup>
- (66) “For the purposes of the present essay, it is assumed that *some forms* of terrorism involve using violence against persons who in their everyday occupation do not coerce anyone, or do not help anyone to do so (or who are not capable of doing so)”<sup>118</sup>
- (67) “Terrorism consists of violent attacks on people or property carried out by those who are motivated by political objectives but lack legitimate authority to wage war”<sup>119</sup>
- (68) By definition, terrorism is a political or military strategy that:
1. Involves the intentional killing, maiming or otherwise seriously harming, or threatening to seriously harm, of civilians (and not merely combatants and their leaders);
  2. Is a means of terrorizing the members of some social, religious or political group in order to achieve political or military purposes;
  3. Relies on the killings – or other serious harms inflicted – receiving a high degree of publicity, at least to the extent necessary to engender widespread fear in the target political, religious or social group<sup>120</sup>
- (69) “Acts of political terrorism are physically violent acts performed by an agent or group of agents (who may represent a state government or a movement fighting against a state government) against a certain group of individuals (the victim group) with the purpose of intimidating a certain other group of individuals (the target group), and thereby bringing about a desired political outcome (...). Now I have deliberately refrained from including in my definition of acts of political terrorism any moral judgment. Likewise I have refrained from making the innocence of the victims a defining characteristic of acts of political terrorism(...) Given that we accept a description of the innocent victims of acts

---

<sup>117</sup> Filimon Peonidis, “Suppression of Pro-Terrorist Speech”, in Georg Meggle (éd.), *Ethics of Terrorism and Counter-Terrorism*, p.320

<sup>118</sup> Aleksandar Pavkovic, “Terrorism as an Instrument of Liberation: A Liberation Ideology Perspective”, in Georg Meggle (éd.), *Ethics of Terrorism and Counter-Terrorism*, Ontos Verlag, Frankfurt, 2005, p.245

<sup>119</sup> Janna Thompson, “Terrorism, Morality and Right Authority”, in Georg Meggle (éd.), *Ethics of Terrorism and Counter-Terrorism*, p.151

<sup>120</sup> Seumas Miller “Terrorism and Collective Responsibility”, in Georg Meggle (éd.), *Ethics of Terrorism and Counter-Terrorism*, p.96

of political terrorism as people who should enjoy an immunity against politically motivated armed violence, we may easily extend the application of the principle of non-combatants immunity belonging to the just war theory to cover this category of victims as well”<sup>121</sup>.

- (70) – The Actors: Whereas conventional wars manifest the power of a state or alliance of states, terrorist actions are the work of individuals organized by leaders of private groups.
- Organisation: When conflict arises, states officially call on armed forces, which are organized vertically and hierarchically. Terrorist organizations, in contrast, operate underground. Although they often have a central leadership, they consist of scattered units which, for the sake of efficacy and flexibility, require a certain degree of autonomy (...)
  - Strategy: The application of violence differs between the two forms of conflict. In a classical war, states aim for superiority in numbers and military technology. Civilian casualty is not a goal, but constitutes regrettable “collateral damage”. Terrorist attacks, on the other hand, aim for psychological effects and media sensation. They invert the principle of proportionality by seeking to wreak as much havoc as possible with limited means.
  - Funding: Classical warfare is financed centrally; taxation pays for weapons and soldiers. International terrorist organizations, in contrast, are financed decentrally; they are supported by private donations, organized crime, drug and weapon trafficking, even charities.
  - Space: Whereas the location of a conventional war is more or less unambiguous, terrorism depends upon the unpredictability of its targets.
  - Time: Financial and human costs impose strict limits on the duration of classical warfare. If an offensive campaign does not lead to quick victory, then it must also compete with time. But since terrorist groups do not seek to conquer, they need not reckon with time in the same way. They have at their disposal extended or even unlimited periods of time (...) <sup>122</sup>

---

<sup>121</sup> Per Bauhn, “Political Terrorism and the Rules of Just War”, in Georg Meggle (éd.), *Ethics of Terrorism and Counter-Terrorism*, p.123-124

<sup>122</sup> Véronique Zanetti, “After 9-11 – A Paradigm Change in International Law ?”, in Georg Meggle (éd.), *Ethics of Terrorism and Counter-Terrorism*, p.331



#### 4. Problèmes de classification : perméabilité et interchangeabilité

Sur la base de l'échantillon proposé ci-dessus, on constate que sur 70 définitions proposées, 21 font référence au terme « innocent » et/ou « innocence » (30 %), 15 à la notion de « non-combattants » (22 %) et 11 à la notion de « civil » (16 %) : ces trois notions sont donc utilisées pour définir les victimes du terrorisme dans presque 70 % des cas de notre échantillon.

On peut cependant mettre en évidence deux phénomènes : on constate d'une part que ces notions sont parfois utilisées *conjointement* par les philosophes. Je donnerai à ce phénomène le titre de « perméabilité ». A titre d'exemple on peut citer la définition d' Alison M. Jaggar ou celle de Predrag Cicovacki qui parlent de « civils innocents » (comme nous le verrons plus avant dans notre chapitre sur « l'innocentisme », la notion d'innocence joue souvent un rôle justificatif ou fondationnel par rapport aux notions de « civil » ou de « non-combattant »).

D'autre part, on constate un phénomène d'« interchangeabilité » (non-spécifique à la communauté philosophique), dans la mesure où une notion est utilisée pour une autre. On peut citer ici Douglas Lackey qui utilise de manière équivalente « non-combattant » et « civil ».

#### 5. « Innocentisme », « non-combattantisme », « civilisme » et « abstentionnisme »

J'ordonnerai les définitions en quatre catégories, définies selon la présence respective des notions d' « innocence » (respectivement d'« innocent ») de « non-combattant » ou de « civils ». Je qualifierai ainsi les différentes catégories « d'innocentisme », de « non-combattantisme » et de « civilisme ». La quatrième catégorie sera définie par rapport à son refus d'utiliser ces différents prédicats et sera appelée « abstentionnisme ».

Même si a priori, cette distinction entre les différentes catégories semble reposer sur la présence dans les définitions des différents prédicats (« innocent », « non-combattant » ou « civil »), on peut avancer une thèse plus forte pour la distinction entre ces catégories. Cette thèse est basée sur leur *fonctionnement justificatif*.

En effet, ces catégories (même si elles sont liées entre elles) semblent toutes présupposer un fonctionnement différent : le cas des positions dites « non-combattantistes » présuppose une théorie ou du moins une tradition spécifique, la théorie (tradition) de la guerre juste, pour pouvoir porter un jugement moral sur le terrorisme. Dans les cas des positions « innocentistes » au contraire, la simple évocation de la définition constitue un jugement moral : pour les défenseurs de positions « innocentistes », le simple fait de « viser des innocents » viole l'intuition fondamentale selon laquelle des innocents ne devraient pas être la

cible d'attaques ou de violence physique »<sup>123</sup>. Les définitions classées comme « civilistes » font référence à la notion de civil, définie dans le droit humanitaire international (DHI). Je propose donc une distinction entre quatre grands types de définitions philosophiques du terrorisme. Les trois premières catégories définissent le terrorisme en fonction de la nature de ses victimes, alors que la quatrième la refuse. On peut distinguer les catégories les unes des autres par l'attribution des différents prédicats, qui font référence à *différents systèmes d'argumentation morale* : l'innocentisme fait appel à nos intuitions morales sur la punition des innocents, le non-combattantisme fait appel à la tradition de la guerre juste, le civilisme fait appel à une tradition juridique, celle du droit international.

J'ai mentionné précédemment les phénomènes de la perméabilité (utilisation conjointe de notions) et de l'interchangeabilité (une notion est utilisée pour une autre) et de la définition en deux temps. Qu'en est-il alors de l'attribution d'une définition à l'une ou l'autre catégorie (« innocentisme », « non-combattantisme », etc.) dans ces cas ?

Je propose, comme critère d'attribution des définitions à l'une ou l'autre catégorie d'utiliser le critère de la *force d'évaluation morale* de ces définitions, c'est-à-dire de la force de condamnation de ces différentes catégories. En effet, en ayant recours aux termes moralement chargés « d'innocent », de « non-combattant » ou de « civil », ces définitions visent à émettre un jugement moral négatif plus ou moins fort sur le phénomène du terrorisme, c'est-à-dire à le condamner. C'est selon la force de ce jugement que nous classerons les définitions impliquant des cas de « perméabilité » ou « d'interchangeabilité ». De ce point de vue, il est incontestable que « l'innocentisme » - étant donné qu'il fait appel à nos intuitions morales les plus fondamentales - possède une force d'évaluation plus forte que les catégories de définitions « non-combattantiste » et « civiliste » (qui font respectivement appel à la théorie (tradition) philosophique de la guerre juste et à son principe de discrimination des non-combattants et au droit humanitaire international (DHI) qui définit la notion de civil, par rapport à celle soldat). Il existe un autre argument, de nature fondationaliste pour considérer la primauté de l'innocentisme dans sa force d'évaluation morale: la notion « d'innocence » est souvent utilisée comme fondement pour justifier et défendre le principe de discrimination des non-combattants.

Du point de la différence de force d'évaluation morale entre définitions non-combattantistes et civilistes, on constate que la notion de « non-combattant » est ici plus fondamentale que la notion de « civil » et ceci pour deux raisons. D'une part on constate une antériorité historique

---

<sup>123</sup> J. Angelo Corlett, *Terrorism: A Philosophical Analysis*, p. 115

du concept de non-combattant. On constate en effet que les bases du droit humanitaire international ont été formulées dans la seconde moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle, pour être ensuite révisées au XX<sup>ème</sup> siècle. On observe cependant à travers les âges et dans toutes les civilisations une distinction et une volonté de distinction entre cibles légitimes et illégitimes<sup>124</sup>, soit donc bien avant le XIX<sup>ème</sup> siècle.

Ainsi par exemple le grand juriste sunnite Mohammed ibn al-Hasan al-Shaybani (IX<sup>ème</sup> siècle) rapporte une hadith (un citation du Prophète ou l'une de ses actions) dans laquelle Mahomet ordonne au commandant d'un détachement ou d'une armée « de ne pas tuer des enfants ». Al-Shaybani cite également différentes hadith dans lesquels le Prophète déclare qu'il est interdit de tuer des femmes ou des vieillards<sup>125</sup>.

D'autre part, on peut également constater une antériorité logique du principe de discrimination des non-combattants par rapport au principe de discrimination des civils. En effet, le principe de discrimination des civils repose sur le principe de discrimination des non-combattants, c'est-à-dire que le principe de discrimination des non-combattants est utilisé pour justifier et fonder le principe de discrimination des civils. Par conséquent, en termes de *force d'évaluation morale*, celui-ci semble être plus fondamental que le principe défini dans le DHI.

En terme de force d'évaluation morale, on obtient donc la classification suivante (du plus fort au plus faible) des définitions du terrorisme: 1) définitions innocentistes 2) définitions non-combattantistes 3) définitions civilistes.

Par conséquent, pour toute définition (comme celle proposée par Douglas Lackey) où l'on observe une perméabilité, une interchangeabilité ou une définition en deux temps, on attribuera la définition à la catégorie d'évaluation morale la plus forte. Dans le cas de la définition de Lackey,

*“(Wartime) terrorism is the threat or use of violence against noncombatants for political purposes. In ordinary war, the deaths of civilians are side effects of military operations directed against military targets. In terrorist operations, the civilian is the direct and intentional target of attack”*<sup>126</sup>

---

<sup>124</sup> Jean-Marc Flükiger, « Terrorisme, morale et guerre juste – Une discussion avec Michael Walzer », disponible en ligne à l'adresse [http://www.terrorisme.net/p/article\\_206.shtml](http://www.terrorisme.net/p/article_206.shtml)

<sup>125</sup> John Kelsay, “Islam and the Distinction between Combatants and Noncombatants” in James Turner Johnson et John Kelsay (éd.), *Cross, Crescent and Sword, The Justification and Limitation of War in Western and Islamic Tradition*, Greenwood Press, New York, 1990, p.198-199.

<sup>126</sup> Douglas Lackey, *The Ethics of War and Peace*, p.85

on considérera la définition comme non-combattantiste. Dans le cas de la définition de Coady,

*“The organized use of violence to attack non-combatants (“innocents”) in a special sense or their property for political purposes”*<sup>127</sup>

on considérera la définition comme « innocentiste ».

---

<sup>127</sup> C.A.J Coady, “Defining Terrorism”, p.5

## C. Critiques : une tentative de classification vouée à l'échec ?

### 1. Intuitions morales et sens technique

Dans son article « Civilian immunity in War », Igor Primoratz traite de la question de l'usage du terme « innocent » dans la définition du terrorisme proposée par certains philosophes (il donne l'exemple d'Elisabeth Anscombe, de Thomas Nagel, de Jeffrie G. Murphy et de Michael Walzer), *“these philosophers too use the word “innocent”. But they make it clear that they are using it in a technical, rather than ordinary sense. Its technical meaning is the meaning suggested by etymology: the innocents are innocentes, those not harming us. If we were to use it in some ordinary, morally rich sense, the class of those qualifying for protection would shrink drastically”*<sup>128</sup>.

Selon Primoratz, il ne faut pas simplement s'arrêter au sens ordinaire « d'innocent » lorsque Anscombe, Nagel, Murphy ou Walzer utilisent cette notion, mais il faut considérer la notion dans son sens « technique ».

On peut également citer ici Jeffrie Murphy qui avance un argument similaire *“(…) From what I have said so far, it should be obvious that this question cannot adequately be answered unless one specifies the sense of innocence that one has in mind”*<sup>129</sup>. Selon Murphy et Primoratz, la question de l'innocence ne peut donc être discutée qu'après avoir défini ces termes.

Dans ma prise de position sur la classification d'Alex Schmid, j'ai distingué entre deux sens « d'innocence » : *un sens ordinaire* (qui n'est pas défini sur la base de l'adage « Innocence needs no proof, only guilt has to be proven »<sup>130</sup>) et *un sens technique* auquel les philosophes ont généralement recours et qui est défini de manière précise. Pour prendre un exemple, Michael Walzer donne à la notion d'innocence le sens suivant : *““Innocence” functions in the theory as a term of art; it describes the group of noncombatants, civilians, men and women who are not materially engaged in the war effort... The opposite of “innocent” is not guilty, but “engaged”. Disengaged civilians are innocent without regard to their personal morality or politics”*<sup>131</sup>.

---

<sup>128</sup> Igor Primoratz, « Civilian immunity in War », *The Philosophical Forum*, Vol.XXXVI, N.1, Spring 2005, p.48-49

<sup>129</sup> Jeffrie G. Murphy, « The Killing of the Innocent », *The Monist*, vol.57, n.4, 1973, p. 536

<sup>130</sup> Alex P. Schmid, *Political Terrorism, A Research Guide to Concepts, Theories, Data Bases and Literature*, p.79

<sup>131</sup> Michael Walzer, « Terrorism and Just War », CCCB's « At War » lecture series, 2004. Je remercie son auteur de m'avoir indiqué cette article.

Comme le terme de « terrorisme », le terme « d'innocence » est fortement connoté dans un sens ordinaire. On peut illustrer ce point en imaginant la situation suivante : X dit « A et B ont tué des innocents et c'est mal ». Y répond alors « pourquoi est-ce mal ? ». Cette question ne semble pas faire de sens dans la mesure où une réponse n'est pas nécessaire : il est clair pourquoi l'action d'A et de B est mauvaise.

On est confronté à un problème similaire avec le terme de « terrorisme ». Il est extrêmement difficile de dire « X est un terroriste et ses actions sont moralement justifiées », en définissant « terroriste » comme « révolutionnaire qui veut aider son pays ». Même si on donne un sens technique à « terroriste » (« révolutionnaire qui veut aider son pays »), il est extrêmement difficile d'omettre la connotation habituellement attribuée au terme.

En d'autres termes, même s'il est défini d'une manière technique qui se voudrait moralement neutre – comme dans la définition de Walzer présentée précédemment – il est difficile de ne pas associer au terme d'innocence la connotation très forte qui vient d'être mise en avant. Par conséquent, même s'il est incontestable qu'un terme comme « innocent » est polysémique (ou le devient dans la bouche de différents interlocuteurs), celui-ci agit comme un facteur d'évaluation morale dans une définition, du fait de son sens ordinaire très fort.

En utilisant des termes à connotation plus faible comme « civil » ou « non-combattant », ce problème disparaît. Modifions un peu l'exemple proposé précédemment : X dit « A et B ont tué des civils et c'est mal » (ou « A et B ont tué des non-combattants et c'est mal »), à quoi Y répond par « pourquoi est-ce mal ? ». Dans ce contexte, il semble nécessaire d'expliquer pourquoi l'action d'A et B était mauvaise « parce qu'ils n'étaient pas armés », « parce qu'ils n'avaient rien fait », etc. On pourrait ici objecter que la différence entre les exemples cités n'est pas liée à la notion d'innocence, mais à la prohibition du meurtre. On peut alors simplement changer les énoncés en remplaçant « tuer » par « blesser » ; le résultat sera identique.

Les réflexions qui précèdent incitent à s'interroger sur la valeur du terme d'innocence dans une définition du terrorisme. Malgré un sens technique « d'innocence », il n'est pas nécessaire de connaître ce sens pour que la définition « le terrorisme est le meurtre d'innocents pour des raisons politiques » constitue un jugement moral sur le phénomène.

## 2. Distinction conceptuelle entre la question du terrorisme et de sa moralité

Une réflexion qui va à l'encontre de l'axiome fondamental du présent travail est proposé par le philosophe Olaf L.Müller. Selon lui, « *in everyday language, it is easier to agree that a given act is terrorist than to agree that the very same act is immoral* ».

A cet égard, il donne l'exemple de la Rote Armee Fraktion : « *during the Seventies and Eighties there was a far-reaching consensus in West Germany that the members of the Red Army Faction (RAF) were terrorists (...). Nevertheless there have been quite a few debates in which it was not taken for granted that the terrorist RAF actions deserved unequivocal moral condemnation* »<sup>132</sup>.

Cette proposition me semble problématique pour deux raisons: d'une part, si la question de la définition du terrorisme était dissociable de la question de sa moralité comme le suggère Müller, il serait alors difficile d'expliquer pour quelles raisons toutes les tentatives de définition élaborées depuis plus de trente ans par les Nations Unies ont jusqu'ici échoué. En effet, outre les raisons invoquées précédemment concernant la difficulté autour d'une définition du terrorisme (raisons politiques, historiques, sociales et classificatoires), le problème de sa moralité a probablement joué un rôle important.

D'autre part, l'argument de Müller semble mélanger deux niveaux : celui de l'explication et celui de la justification. Il est par exemple fort possible de condamner une action (« c'est horrible : A a tué sa femme et ses enfants ! ») tout en essayant d'expliquer ce geste (« il se sentait incapable de subvenir à leurs besoins »). L'explication ne change ici rien à la condamnation. Alors que Müller affirme qu'au sein de la société allemande, le public n'a eu aucun problème à affirmer a) que les actions de la RAF étaient terroristes, mais que b) celle-ci n'excluait pas que certaines actions aient été moralement justifiées, il semble plus plausible d'affirmer ici que a) le public n'a eu aucun problème à affirmer que les actions de la RAF étaient terroristes (niveau de la justification), mais qu'il pouvait b) parfaitement donner une explication aux actions, par exemple en invoquant le fait que le terrorisme de la RAF était une forme de résistance inter-générationnelle des enfants nés après la guerre contre le passé nazi de leurs géniteurs, thématique qui avait été simplement effacée de la sphère publique de la République fédérale après la guerre<sup>133</sup>.

Comme nous le verrons dans le chapitre consacré aux définitions innocentistes, on peut distinguer entre différents niveaux d'implication des questions de la nature du terrorisme et de sa moralité. Le présent travail vise à rejeter d'une part les positions qui a) incluent un jugement de valeur dans la question même de la définition (positions innocentistes) mais b) également les positions qui séparent totalement les deux questions (positions abstentionnistes telles que défendues ici par Olaf Müller, ou ailleurs par J. Angelo Corlett et Virginia Held).

---

<sup>132</sup> Olaf L. Müller, « Benign Blackmail : Cassandra's Plan OR What is Terrorism ? » in Georg Meggle (ed.), *Ethics of Terrorism & Counter-Terrorism*, p. 41

<sup>133</sup> Rote Armee Fraktion, *Texte und Materialien zur Geschichte der RAF*, ID-Verlag, Berlin, 1997, p.14

## **D Structure du présent travail**

Le présent travail sera structuré en quatre parties, dédiées respectivement aux différentes catégories de définition proposées précédemment. Le premier chapitre sera consacré à la question des définitions dites « innocentistes », le second aux définitions dites « civilistes », et la troisième à la question de « l'abstentionnisme ». Dans la quatrième et dernière partie, je proposerai une catégorisation des victimes du terrorisme comme « non-combattantes » et montrerai les avantages d'une telle approche.

La première partie sera consacrée à une critique de « l'innocentisme ». Cette critique sera structurée en deux parties. Dans un premier temps, j'argumenterai en faveur de la nécessité de ne pas condamner le terrorisme dans la définition même du phénomène et montrerai pourquoi les définitions dites « innocentistes » vont à l'encontre de ce desideratum. Mes réflexions seront centrées autour des arguments du philosophe J. Angelo Corlett, qui même s'il a parfaitement mis en évidence le problème principal des définitions « innocentistes », omet certaines distinctions qui rendent sa définition problématique.

Dans un second temps, je montrerai que la notion d'innocence est utilisée par certains philosophes pour fonder le principe de discrimination des non-combattants. Comme ce principe est essentiel pour comprendre le problème moral du terrorisme, il faudra ici apporter un fondement alternatif au principe de discrimination des non-combattants. Je reprendrai ici l'argument offert par Robert Fullinwider autour du principe d'auto-défense et de la notion de « menace directe et immédiate ». Je discuterai ensuite l'argumentation de Fullinwider, basée sur la conjonction de deux principes, soit le principe d'auto-défense et une certaine conception de la nature des acteurs (selon laquelle les acteurs des conflits sont des Etats et leurs armées). De ce fait, à un niveau individuel, les soldats ne sont une menace que de manière « contingente », c'est-à-dire qu'ils ne représentent une menace directe et immédiate que dans la mesure où l'organisation dont ils font partie (une armée A ou B) constitue une menace directe et immédiate pour une autre armée.

Après avoir démontré pourquoi la notion d'innocence est problématique pour définir les victimes du terrorisme mais également pour fonder le principe de discrimination des non-combattants, je m'intéresserai à la notion de « civil ». Il s'agira en premier lieu de distinguer entre deux notions de « civil ». Une notion du « sens commun » qui correspond plus ou moins à la notion de non-combattant et à laquelle je m'intéresserai dans le chapitre sur le « non-combattantisme » et une notion « technique » qui fera l'objet de mes réflexions dans ce chapitre.



Cette notion technique est rarement définie par les philosophes. En effet, il s'agit plus d'une notion juridique, tirée du Droit Humanitaire International (Conventions de Genève de 1949 et Protocoles additionnels aux Conventions de Genève de 1977), que d'une notion véritablement philosophique. Au niveau de sa définition, la notion de « civil » est définie techniquement par l'absence des propriétés caractérisant un « soldat ». Comme je le montrerai cependant, l'utilisation et l'application des propriétés qui définissent un soldat sont devenues problématiques du fait de l'évolution de la guerre.

Mes réflexions autour de la notion de civil seront cependant limitées : en effet, il ne s'agira pas de retracer ici la transformation de la guerre et de discuter la narration dite des « nouvelles guerres ». Je ne discuterai donc pas de la thèse fondamentale qui sous-tend cette narration, celle de la perte du monopole de la violence par les Etats. Il s'agira ici de se poser la question de l'applicabilité pratique des critères définissant la notion de soldat à l'heure actuelle.

Alors que les groupes de guérilla avaient, dans les guerres de décolonisation déjà, remis en cause certaines des propriétés qui définissent un soldat, la définition de ce dernier restait, d'un point de vue conceptuel, tributaire de la notion de hiérarchie. En effet, les groupes de guérilla, même s'ils ne portent pas de signe distinctif ou leurs armes de manière ouverte, restaient enfermés dans des structures de subordination à un commandant. De ce fait, conceptuellement, il était toujours possible de distinguer le soldat du civil dans la mesure où l'un était soumis à des structures hiérarchiques, ce qui n'était pas le cas pour le civil.

Je montrerai cependant que, environ 30 ans après la fin du mouvement décolonisation, un nouveau défi a émergé « sur le terrain », en particulier au niveau du terrorisme. Il s'agit de l'émergence de structures dite « résistance sans leader ». Dans un premier temps, je présenterai un bref historique de cette notion, en montrant notamment l'origine de ce concept dans l'extrême droite américaine et dans les mouvements anarchistes de la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle. Dans un second temps, je montrerai l'importance de cette notion au sein du système conceptuel proposé par l'idéologue du jihad Abu Musab Al-Suri et son application concrète sur le terrain.

Mon troisième chapitre sera consacré à la critique des définitions « abstentionnistes » du terrorisme. Il s'agit de définitions qui refusent de qualifier les victimes du terrorisme comme des « civils », des « innocents » ou des « non-combattants ». Après avoir présenté l'argument principal contre ces définitions, je m'intéresserai à l'argumentation proposée par la philosophe Virginia Held pour justifier sa position « abstentionniste ». Même si sa critique est focalisée autour de la notion de « civil », son argumentation peut être interprétée comme un

rejet des définitions qui considèrent les victimes du terrorisme soient comme « innocentes », « non-combattantes » ou « innocentes ».

La critique principale de Held est centrée autour de l'argument des « urgences suprêmes » offert par Michael Walzer qui, selon elle, illustre parfaitement la différence de traitement justificatif (Held parle de « doubles standards ») entre les acteurs étatiques et les acteurs sub-étatiques. Je montrerai que, même si l'argument des urgences suprêmes est problématique, du fait de son utilisation de la notion de « menace exceptionnelle et terrifiante », il est intéressant dans la mesure où il offre une réflexion en faveur d'un terrorisme justifié, important pour notre réflexion (l'un des desideratum du présent travail consistant justement à ne pas nier la possibilité d'un terrorisme juste). Dans la dernière partie de mes réflexions dédiées à l'abstentionnisme, je développerai quelque peu l'argument des urgences suprêmes, notamment en invoquant les réflexions du philosophe Brian Orend.

Mes réflexions finales seront dédiées à l'utilisation de la notion de « non-combattant » pour définir les victimes du terrorisme. Cette notion est hautement théorique et fait appel à la théorie (tradition) de la guerre juste. Dans un premier temps, je présenterai brièvement cette théorie. Alors que celle-ci a fait l'objet de nombreuses critiques ces dernières années, je m'intéresserai ici en particulier à deux argumentations influentes récentes à son encontre.

D'une part, je présenterai l'argumentation de l'historien allemand des idées politiques Herfried Münkler. Ce dernier est l'un des principaux défenseurs de la narration dite des « nouvelles guerres ». Il s'agira ici de défendre le système conceptuel de la « guerre juste » contre la critique principale de Münkler, selon laquelle la théorie de la guerre juste est une arme politique utilisée par les Etats pour priver leurs adversaires - les groupes sub-étatiques – d'une légitimité morale. En d'autres termes, il s'agit d'une arme « des forts » utilisée contre « les faibles ». Je montrerai que la critique de Münkler est problématique dans la mesure où elle confond entre rhétorique et théorie de la guerre juste et que cette dernière ne favorise pas nécessairement les Etats aux dépens des groupes sub-étatiques.

D'autre part, je présenterai également les critiques du juriste Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou selon lesquelles Al-Qaïda représenterait un défi pour la théorie de la guerre juste du fait que sa conception des acteurs est désuète. En effet, cette dernière est focalisée autour de la centralité des Etats, alors qu'Al-Qaïda opère au-delà d'une telle logique. Comme je le montrerai, cette critique est problématique dans la mesure où la plupart des alliés (les Talibans, l'insurgence irakienne) d'Al-Qaïda ainsi que ses militants opèrent selon une logique qui reste étatique.

Les dernières réflexions du présent travail seront consacrées à l'impact des structures de résistance sans leader sur le principe de discrimination des non-combattants. Comme mentionné ci-avant l'argumentation de Fullinwider est basée sur la conjonction de deux principes, soit le principe d'auto-défense et une certaine conception de la nature des acteurs. De ce fait, étant donné l'émergence de structures de résistance sans leader (discutées dans le chapitre sur le civilisme), l'un des principes de l'argumentation de Fullinwider sur la nature des acteurs (selon laquelle les acteurs des conflits sont des Etats et leurs armées) devra être abandonné.

A l'aune de cette modification, il s'agira de réfléchir sur les conséquences de cet abandon.

# ***Chapitre 1 Les problèmes de “l’innocentisme”***

## A Définitions

### 1. Remarque introductive

J’ai distingué dans le chapitre introductif entre différentes catégories de définition du terrorisme que j’ai qualifié « d’innocentisme », de « civilisme », de « non-combattantisme » et « d’abstentionnisme ». Ce premier chapitre sera dédié au problème soulevé par l’inclusion de la notion « d’innocent » dans les définitions du terrorisme. Dans la première partie, je proposerai une liste de définitions innocentistes classées sur la base de mes réflexions sur la perméabilité et l’interchangeabilité. Dans un deuxième temps, je présenterai les problèmes liés à « l’innocentisme ».

Dans un troisième temps, je montrerai les raisons de l’importance de la notion d’innocence pour la définition des victimes du terrorisme, attribuables à l’utilisation « d’innocence » pour fonder le principe de discrimination des non-combattants.

Sur la base des réflexions de Robert Fullinwider, je montrerai cependant qu’il est possible de fonder ce principe sans avoir recours à la notion d’innocent que par conséquent, une telle notion n’est pas nécessaire pour une définition du terrorisme.

### 2. Termes techniques et connotation

Dans mon chapitre d’introduction, j’avais présenté la position de différents philosophes (comme Igor Primoratz ou Jeffrey Murphy) selon laquelle il n’est pas possible d’affirmer qu’il est mal de tuer des innocents sans définir ce qu’on entend par cette dernière notion. L’un des axiomes du présent travail va en effet à l’encontre de cette position. En effet, les approches qui proposent un sens technique à la notion « d’innocence », comme par exemple la définition proposée par Michael Walzer<sup>134</sup> omettent simplement le fait que le terme “d’innocence” implique une évaluation morale forte. Ces approches essaient essentiellement de définir le contenu conceptuel « d’innocent » en ignorant simplement son contenu évaluatif. Dans cette perspective, la position de Walzer est significative: en effet, pour lui le terrorisme

---

<sup>134</sup> “Innocence” functions in the theory as a term of art; it describes the group of noncombatants, civilians, men and women who are not materially engaged in the war effort... The opposite of “innocent” is not guilty, but “engaged”. Disengaged civilians are innocent without regard to their personal morality or politics”, Michael Walzer, « Terrorism and Just War », CCCB’s “At War” lecture series, 2004. Je remercie son auteur de m’avoir indiqué cet article.

n'est rien d'autre qu'un « meurtre pour des raisons politiques »<sup>135</sup>. On notera ici l'emploi d'un autre terme au contenu évaluatif fort qui illustre parfaitement ce propos.

En d'autres termes, même s'il est défini d'une manière technique – comme dans la définition de Walzer présentée précédemment – il est impossible de ne pas prendre en considération la connotation très forte du terme « d'innocent ». Ceci s'explique par le fait que la notion « d'innocent » fait appel à une de nos intuitions morales les plus fondamentales selon laquelle les innocents ne doivent pas faire l'objet d'attaques directes.

Pour illustrer ce propos, on peut tirer un parallèle avec la notion de « terrorisme ». Comme le terme d'innocent, le terme même de « terrorisme » bénéficie d'une connotation forte (en l'occurrence négative). De ce fait, il est extrêmement difficile à l'heure actuelle d'affirmer « je suis un(e) terroriste, mais mes actions sont justifiées » (comme le fit la révolutionnaire russe Vera Zassulitsch en 1878 lorsqu'elle attaqua le gouverneur de St-Petersbourg, Trepov) en tentant de donner une définition technique au terme de « terrorisme ». Ainsi lorsque Zassulitsch attaque Trepov et déclare être une terroriste, celle-ci a en tête un certain sens technique de « terroriste », « révolutionnaire dans l'esprit de la Révolution française qui veut libérer son pays de l'oppression ». Pourtant prononcé à l'heure actuelle, même dans un sens technique neutre, l'affirmation « je suis un(e) terroriste, mais mes actions sont justifiées » est moralement problématique.

Les réflexions du philosophe J. Angelo Corlett permettront de mettre en évidence les difficultés liées à la position innocentiste. Après avoir présenté une liste de définitions « innocentistes », je m'intéresserai à ses réflexions.

### 3. Définitions innocentistes

Dans le chapitre introductif, j'ai également mentionné les phénomènes de perméabilité (utilisation conjointe de deux termes, comme par exemple « civils innocents ») et d'interchangeabilité (une notion est utilisée pour une autre) dans les définitions recensées, phénomènes qui rendent plus difficiles une classification des définitions. A cet égard, une classification des définitions selon leur force a été proposée et dans les cas de perméabilité et d'interchangeabilité, j'ai proposé d'attribuer la définition à la catégorie d'évaluation morale la plus forte, selon l'ordre suivant : 1) définitions innocentistes 2) définitions non-combattantistes 3) définitions civilistes. Sur la base des réflexions qui précèdent, je propose donc de classer les définitions ci-après comme définitions « innocentistes » :

---

<sup>135</sup> Michael Walzer, *Just and Unjust Wars*, p.198. Cette définition m'a également été donnée lors d'une conversation personnelle.

1. *"Terrorism is the random murder of innocent people"*<sup>136</sup>
2. *"Terrorism is the intentional use of physical violence directed against innocent persons – human and/or nonhuman animals – to advance the religious, ideological, political, or economic purposes of an individual, organization, corporation, or state government"*<sup>137</sup>
3. *"The deliberate use of violence, or threat of its use, against innocent people, with the aim of intimidating some other people into a course of action that they otherwise would not take"*<sup>138</sup>
4. *"The organized use of violence to attack non-combatants ("innocents" in a special sense) or their property for political purposes"*<sup>139</sup>
5. *"Terrorism is the random murder of innocent people. The reference is not to moral innocence, for none among us are innocent in that way, but our inability to defend ourselves from murderous attacks as we go to work, take a trip, shop, or ride a bus. In other words, civilians are not combatants"*<sup>140</sup>
6. *"Terrorism is the deliberate killing of innocent people, at random, in order to spread fear through a whole population and force the hand of its political leaders"*<sup>141</sup>
7. *"Terrorism is the use or threat of violence against innocent people to elicit terror in them, or in some other group of people, in order to further a political objective"*<sup>142</sup>
8. *"Terrorism is the use of extreme threats or violence designed to intimidate or subjugate governments, groups or individuals. It is a tactic of coercion intended to promote further ends that in themselves maybe good, bad or indifferent. Terrorism*

---

<sup>136</sup> Michael Walzer, *Just and Unjust Wars*, p.197

<sup>137</sup> Steven Best and Anthony Nocella (eds.), *Terrorists or Freedom Fighters, Reflections on the Liberation of Animals*, Lantern Books, New York, 2004, p. 370

<sup>138</sup> Igor Primoratz, "What Is Terrorism?" in Primoratz (ed), *Terrorism: The Philosophical Issues*, Palgrave Macmillan, New York, 2004, p. 24

<sup>139</sup> C.A.J Coady, "Defining Terrorism" in Primoratz (ed), *Terrorism: The Philosophical Issues*, Palgrave Macmillan, New York, 2004, p.5. See also his "Terrorism and Innocence", *The Journal of Ethics*, 8, 2004, p. 39

<sup>140</sup> Jean Bethke Elshtain, *Just War Against Terror*, Basic Books, New York, 2003, p.18-19

<sup>141</sup> Michael Walzer, "After 9/11: Five Questions About Terrorism" in, *Arguing About War*, Yale University Press, New Haven and London, 2004, p. 130

<sup>142</sup> James P. Sterba, "Terrorism and International Justice" in Sterba (ed), *Terrorism And International Justice*, Oxford University Press, 2003, p. 206

*may be practiced by governments or international bodies or forces, sub-state groups or even individuals. Its threats or violence are aimed directly or immediately at the bodies or belongings of innocent civilians but these are typically terrorists' secondary targets; the primary targets of terrorists are the governments, groups or individuals that they wish to intimidate*"<sup>143</sup>

9. *"Violent acts intended to influence decisions (...). Terrorist actions are undertaken to cause fear and demoralization, and thereby to lead to changes in policy on the part of the terrorized party (...). Terrorist actions are wrong because those who do them seek to affect others' behaviors and decisions by directly or indirectly harming people whom they have no right to harm. The bad means whose use defines actions as terrorists are the intentional harms inflicted on some people to cause fear (often on the part of others than those armed). Those harms are wrongs because the targets of the terrorist harms are in the relevant sense "innocent" (...) Terrorist acts are "indiscriminate" in a strong sense: anyone who can be harmed and whose harming will cause the hoped-for fear is a reasonable target, and so those who might be harmed only as a side effect of other actions are harmed intentionally in terrorist actions" (...). Terrorist actions (...) can be performed by individuals or groups and their targets can be individual or groups*"<sup>144</sup>

10. *"Innocence" links "war" and "terrorism". Terrorists are counted as murderers because they kill the innocent*"<sup>145</sup>

11. *"Terrorism essentially consists in the willingness to terrorize, if necessary kill, innocent civilians. Terrorism is thus intolerable because it directly and openly targets innocent people*"<sup>146</sup>

12. *"I will define terrorism roughly as the deliberate use of force against noncombatants, which can reasonably be expected to cause wider and warranted fear among them, for political ends. My definition focuses on the aspect of terrorism—namely, deliberate*

---

<sup>143</sup> Alison M. Jaggar, "What is Terrorism, Why is it Wrong, and Could it Ever Be Morally Permissible?", *Journal of Social Philosophy*, Vol. 36, number 2, Summer 2005, p.209

<sup>144</sup> Joseph Boyle, "Just War Doctrine and the Military Response to Terrorism", *The Journal of Political Philosophy*, Vol. 11, numéro 2, 2003, p. 155-157

<sup>145</sup> Robert Fullinwider, "Terrorism, Innocence and War", *Philosophy and Public Policy Quarterly*, Vol. 21, n04, Fall 2001

<sup>146</sup> Predrag Cicovacki, "Terrorism and War", *Acorn: Journal of the Gandhi-King Society*, vol. XII, No. 2, Spring-Summer 2004, pp. 5-17

*use of force against noncombatants—that typically is thought to characterize its distinctive wrongness as compared to war whereby only combatants can be attacked. Left out of the definition, for instance, is the claim that noncombatants are “innocent.” The relevant understanding of innocence in war is a contested matter, and my argument here will not depend on how this is settled. Provisionally, I will accept that noncombatants in general are relevantly innocent”*<sup>147</sup>

13. *“Terrorism is a policy committed to the random use or threat of violence directed against innocent members of a community with the intention of eliciting terror in the wider community in order to influence or address the practices or beliefs of that community by way of the terror elicited”*<sup>148</sup>

14. *“Terrorismus ist die Strategie der wiederholten, durch entsprechende Taten glaubhaften Drohung mit der gleichfalls wiederholten Tötung oder schweren Verletzung Unschuldiger oder der Zerstörung oder schweren Schädigung von deren Eigentum, um andere als die direkten Opfer der Gewalt einzuschüchtern, zu bedrohen oder sonstwie zu beeindrucken. Terroristische Akte sind diejenigen schweren Angriffe auf Unschuldige oder deren Eigentum, welche Teil einer solchen Strategie sind”*<sup>149</sup>

15. *“It is a patent fact that in many acts of terrorism some or all of the immediate victims and/or sufferers are innocent persons, in no way – morally or even causally – connected with or responsible in any degree for the physical or mental harm inflicted on them. Indeed in predatory terrorism the immediate victims and sufferers are, almost without exception, innocent persons. In all other types of terrorism, whether in peacetime or in time of war, some of the immediate victims or sufferers tend to be innocent persons; though some may be non-innocents, such as high-ranking members or representatives of the governments or the military responsible for the real or imagined wrong that triggers terrorism”*<sup>150</sup>

---

<sup>147</sup> Lionel McPherson, “Is Terrorism Distinctively Wrong?”, *Ethics*, April 2007, Vol. 117, No. 3

<sup>148</sup> Michael McKenna, “Understanding Terrorism and the Limits of Just War Theory”, unpublished

<sup>149</sup> Uwe Steinhoff, *Moralisch korrektes Töten, Zur Ethik des Krieges und des Terrorismus*, Melzer Verlag, Neu Isenburg, 2005, p. 162

<sup>150</sup> Haig Khatchadourian, *War, Terrorism, Genocide, and the Quest for Peace – Contemporary Problems in Political Ethics*, The Edwin Mellen Press, Lewinston 2003, p. 129



16. *“Terrorism is always an impermissible tactic, since it involves the deliberate killing of innocent civilians – which right-thinking people view as murder”*<sup>151</sup>

17. *[Terrorism is murder]. “Murder is broadly defined as the intentional killing of an innocent person”*<sup>152</sup>

18. *“By definition, any illegal use (or threat) of violence is terrorist activity if*

*d) it is performed in the light of motives which the agent considers morally good (rather than for mere personal gain;*

*e) its aim is directed against legal or political order (or decision);*

*f) it tries to reach that aim via horrifying those who benefit from, are involved in, or support the order in question (or decision) in question (....).*

*Terrorism is always morally wrong because de facto it always involves violence against innocent people (that is, against people who have nothing to do with the political order or decision against which the terrorist the terrorist action is directed (...)) Violence against innocent people seems more characteristic of military than terrorist action”*<sup>153</sup>

(19) *“Terrorism is best defined as the deliberate use of violence or threat of its use, against innocent people, with the aim of intimidating some other people into a course of action they otherwise would not take”*<sup>154</sup>

A ces définitions, j’inclurai également la définition de Jenny Teichman qui envisage dans certain cas que les victimes du terrorisme soient innocentes et de Georg Meggle, qui propose

---

<sup>151</sup> Brian Orend, *The Morality of War*, Broadview Press, 2006, p.70

<sup>152</sup> Shannon E. French, “Murderers, Not Warriors, The Moral Distinction Between Terrorists and Legitimate Fighters in Asymmetric Conflicts”, in in James P. Sterba (ed), *Terrorism And International Justice*, Oxford University Press, 2003, p.36

<sup>153</sup> Olaf L.Müller, “Benign Blackmail: Cassandra’s Plan or What is Terrorism ?” in Georg Meggle (éd.), *Ethics of Terrorism and Counter-Terrorism*, Ontos Verlag, Frankfurt, 2005, p.44

<sup>154</sup> Igor Primoratz, “What is Terrorism ?” cité comme définition par Daniel Messelken, « Terrorism and Guerrilla Warfare – A Comparative Essay » in Georg Meggle (éd.), *Ethics of Terrorism and Counter-Terrorism*, Ontos Verlag, Frankfurt, 2005, p.58. Messelken complète ici sa définition avec une remarque intéressante sur la notion d’innocence, en citant à nouveau Primoratz « « Innocent », here, first changes to « not guilty and then to « not responsible » for the terrorists’ causa. Even if at first glance this distinction may seem irrelevant, I do take it for a decisive turn, because the highly emotional and never universal term “innocent” is replaced by a more neutral objective that in particular is not relative to a system of values. The victims’ specific relation to the terrorists’ acts and demands, too, becomes much more plain. He cannot be called upon to account for the reason of the terrorist action personally and, even if asked to, would be incapable of complying with the terrorist’s requests. Therefore there is no apparent reason why one should continue to speak of the victims’ innocence, which is a completely different idea. The problem is that we do not have, in our normal languages, any appropriate term to fully describe this relationship”, p. 63

une définition hypothétique (de la forme si X est une action terroriste, alors il est possible que X vise des innocents):

20. *“Terrorism consists of violent actions carried out for political or other social purposes, including some large-scale mercenary purposes, by individuals or groups, having an aim which might be good or bad, but carried out by means of either or both of the following: 1, attacks on innocent or neutral or randomly chosen people or 2, using means which involve atrocities, e.g. torture, cruel killings, or mutilation of the living or the dead, committed against randomly or non-randomly chosen people who may be innocent or not”*<sup>155</sup>

21. *“T-acts are acts in which purposes are (attempted to be) brought about by means of terror induced by violence committed against indiscriminate innocents (...) Whether this focus on innocent parties or indiscriminate victims is necessarily part of T-acts is something is shall leave undecided”*<sup>156</sup>

## **B. Innocentisme: problèmes**

### 1. Remarque introductive

Ma critique des définitions « innocentistes » sera structurée en trois parties : dans un premier temps, je me concentrerai sur l’une des problématiques fondamentales liée aux définitions « innocentistes » : l’interpénétration entre les questions qui concernent *la nature du terrorisme* et celles qui concernent sa *justification morale*. Dans un second temps, je montrerai cependant pourquoi la référence à la notion « d’innocence » est privilégiée par les philosophes lorsque ceux-ci s’intéressent à la question des victimes de la guerre. En effet, la notion « d’innocence » est intéressante dans la mesure où elle permet de fonder le principe de discrimination des non-combattants. A titre d’alternative, je montrerai, suivant les réflexions de Robert Fullinwider, qu’il est possible de fonder le principe de discrimination des non-combattants sans avoir recours à la notion d’innocence, mais en ayant recours au principe *d’auto-défense*.

---

<sup>155</sup> Jenny Teichman, “How to Define Terrorism”, *Philosophy*, 64 (1989), p.513

<sup>156</sup> Georg Meggle “Terror and Counter-Terror: Initial Ethical Reflections”, in Georg Meggle (éd.), *Ethics of Terrorism and Counter-Terrorism*, Ontos Verlag, Frankfurt, 2005, p.165

## 2. Jugement par définition et restriction des possibilités de réflexion éthique

Dans son ouvrage *Terrorism : A Philosophical Analysis*, J. Angelo Corlett distingue trois problèmes philosophiques distincts concernant le terrorisme : le problème de sa *nature*, le problème de sa *justification*, ainsi que le problème de son *rôle*. Selon lui, le problème de nombreux philosophes est de confondre ces problèmes – en particulier celui de la nature du terrorisme et celui de sa justification<sup>157</sup> - même s'il admet que certains auteurs ont en partie reconnu cette difficulté (il cite ici notamment Virginia Held, R.G Frey et Christopher Morris). Selon lui, le problème fondamental des définitions « innocentistes » est d'inclure un jugement de valeur dans une définition du terrorisme, « *For on their accounts [il s'agit ici des philosophes qui ne distinguent pas entre les problèmes précités], terrorism essentially involves harming innocent persons. For, « targeting of the innocent is the essential trait of terrorism, both conceptually and morally ». Yet this targeting of the innocent violates the fundamental moral intuition that innocent persons ought not to be targets or victims of physical violent attack* »<sup>158</sup>. En effet, si l'on prend en considération l'intuition morale fondamentale selon laquelle il est interdit de punir, de frapper ou plus généralement de nuire de manière directe et délibérée aux innocents, le fait de définir le terrorisme par le fait qu'il vise des « innocents » revient simplement à violer cette intuition fondamentale et donc à condamner, par définition, le terrorisme comme quelque chose de mauvais d'un point de vue éthique.

Citant plusieurs définitions, Corlett ajoute que “*The difficulty with these conceptions of terrorism is that they unwarrantedly sneak into the construal of terrorism (by implications or more directly) a feature which is obviously (by the lights of most) either morally problematic or unjustified... It is no wonder that most philosophers who have written on this topic do not believe terrorism can ever be morally justified*”<sup>159</sup>.

Sur la base de ces réflexions, Corlett propose une définition abstentionniste non-stricte du terrorisme<sup>160</sup>. Dans les lignes qui vont suivre, nous nous intéresserons aux avantages et aux désavantages de la position de Corlett.

---

<sup>157</sup> J. Angelo Corlett, *Terrorism: A Philosophical Analysis*, Kluwer Academic Publishers, Dordrecht, 2003, pp. 114-115.

<sup>158</sup> J. Angelo Corlett, *Terrorism: A Philosophical Analysis*, p. 115.

<sup>159</sup> J. Angelo Corlett, *Terrorism: A Philosophical Analysis*, pp. 116-117.

<sup>160</sup> J. Angelo Corlett, *Terrorism, A Philosophical Analysis*, p. 119

### 3. Avantages...

La réflexion de Corlett sur les définitions innocentistes est importante dans la mesure où elle reconnaît les problèmes principaux liés à cette position :

- a) inclure une référence à la notion « d'innocence » dans une définition du terrorisme revient à inclure un jugement de valeur dans cette définition. En effet, en définissant le terrorisme comme « un acte qui vise des personnes innocentes pour des raisons politiques », on va à l'encontre de l'intuition morale fondamentale selon laquelle les innocents ne doivent pas faire l'objet de violence physique directe et délibérée. Par conséquent, une telle définition des victimes implique nécessairement un jugement négatif et revient à « terminer la discussion éthique avant que celle-ci n'ait commencé »<sup>161</sup>.
- b) De plus, en considérant le terrorisme comme un phénomène par définition mauvais, on exclut ainsi la possibilité d'un terrorisme justifié. Que faire par exemple de notre intuition selon laquelle une campagne terroriste par des juifs contre des civils allemands pendant la Seconde Guerre Mondiale aurait pu être moralement justifiée ? Pour le philosophe Burleigh Taylor Wilkins, on pourrait considérer une telle possibilité comme une forme de terrorisme juste, « *The persecution of the Jews by the Nazis was heinous that, it seems to me, terrorism on the part of the Jews would have been a morally justifiable response, meeting terrorism with terrorism. What I have in mind is not terrorism thought of in terms of vengeance or even retribution but terrorism regarded as an instrument of self-defense on the part of the Jews* »<sup>162</sup>. A cet égard, un argument plus général a été avancé par Robert Holmes qui conclut que, en tant que forme de violence, le terrorisme n'est pas fondamentalement plus mauvais que d'autres formes de violence, plus largement tolérées<sup>163</sup>. De ce fait, si le terrorisme n'est pas fondamentalement plus mauvais que d'autres formes de violence, on peut se demander dans quelle mesure celui-ci devrait être condamné dans la définition même. On pourrait objecter à la critique de Corlett - selon laquelle on constate dans les définitions innocentistes une confusion entre le problème de la nature du terrorisme et de sa justification - que le fait de tuer des innocents n'est moralement mauvais que *prima facie* et que dans certaines circonstances, ce principe

---

<sup>161</sup> Andrew Valls, "Can Terrorism Be Justified?" in Andrew Valls (ed.), *Ethics in International Affairs*, Lanham: Rowman & Littlefield, 2000, p. 67

<sup>162</sup> Burleigh Taylor Wilkins, *Terrorism and Collective Responsibility*, London: Routledge, 1992, p.26

<sup>163</sup> Cité dans Virginia Held, "Terrorism, Rights and Political Goals" in Igor Primoratz (ed), *Terrorism: The Philosophical Issues*, Palgrave Macmillan, New York, 2004, p.66

peut être dépassé par des principes d'ordre supérieur. Les arguments invoqués à cet égard pourraient être soit a) de nature conséquentialiste – dans la mesure où, par exemple, les conséquences d'un acte terroriste seraient globalement plus positives que négatives<sup>164</sup> - soit b) pourraient invoquer un cas « d'urgence suprême » (en référence à l'argument de Michael Walzer) dans le cas d'une menace de nature imminente et terrifiante (comme par exemple l'Allemagne nazie). Je discuterai ultérieurement le cas des urgences suprêmes dans mes réflexions sur l'abstentionnisme (3<sup>ème</sup> chapitre). Le problème de l'argument selon lequel tuer des innocents n'est moralement mauvais que *prima facie* est de restreindre considérablement les possibilités argumentatives d'une réflexion éthique sur le terrorisme : en effet en insistant sur une définition des victimes du terrorisme comme « innocentes », tout en maintenant ouverte la possibilité d'une justification du terrorisme, il n'est pas possible de considérer une réflexion sur le terrorisme hors d'un certain cadre conséquentialiste. Pourtant, il semble essentiel de ne pas restreindre les possibilités de réflexion éthique, mais d'avoir la possibilité de considérer le problème du point de vue de différentes directions argumentatives (déontologiques<sup>165</sup> ou conséquentialistes). En incluant la notion « d'innocent » dans la définition même (et donc dans une réflexion sur la nature même du phénomène) tout en invoquant la possibilité que tuer des innocents ne soit pas moralement mauvaise va à l'encontre de ce desideratum : on restreint ainsi les possibilités de réflexion sur le problème de la justification dans la question de la nature même du phénomène.

##### 5. ... et désavantages de la position de Corlett

Malgré les avantages de sa position, l'argumentation de Corlett reste problématique au niveau de ses présupposés. En effet, ses arguments impliquent que toutes les définitions qui incluent une référence aux victimes préjugent de la question de la même manière et qu'elles violent donc toutes l'intuition morale fondamentale selon laquelle les personnes innocentes ne devraient pas être les victimes d'attaques directes et délibérées. Ceci présuppose que les notions de « non-combattant » et de « civil » soient équivalentes à la notion « d'innocent ». Ceci n'est cependant pas le cas : en effet, alors que la notion d'innocent est liée à nos

<sup>164</sup> Igor Primoratz (ed), *Terrorism, The Philosophical Problems*, Palgrave MacMillan, 2004, p. xiii

<sup>165</sup> Pour un argument déontologique qui considère éventuellement un terrorisme juste en mettant l'accent sur la défense des droits voir Virginia Held « Terrorism, Rights, And Political Goals » in R.G. Frey and Christopher W. Morris *Violence, Terrorism and Justice*, Cambridge University Press, 1991, pp. 59-86

intuitions morales les plus fondamentales, la notion de civil est définie dans le droit humanitaire et la notion de non-combattant dans la théorie de la guerre juste. Dans ce dernier cas, on constate que la théorie de la juste n'est qu'une théorie en compétition avec d'autres (les positions dites « réalistes » ou « pacifistes ») sur la relation entre guerre et moralité. De ce fait, le principe de discrimination des non-combattants n'étant qu'un principe au sein d'une théorie (en compétition avec d'autres), on voit difficilement comment celle-ci pourrait être équivalente à la notion d'innocence qui fait appel à nos intuitions morales les plus fondamentales.

Du point de vue du *procedere philosophique*, Corlett sous-entend justement que certains théoriciens de la guerre juste font référence à nos intuitions sur l'innocence pour fonder le principe de discrimination des non-combattants (en d'autres termes, les non-combattants ne doivent pas être tués parce qu'ils sont innocents) pour faire bénéficier le principe d'un fondement solide. Comme le révèlent cependant les réflexions ci-avant, les deux notions ne sont pas équivalentes.

## C Problèmes fondationnalistes : le principe de discrimination des non-combattants

Comme mentionné précédemment, la définition abstentionniste de Corlett reste problématique au niveau de ses présupposés. En effet, ses arguments impliquent que les notions de « non-combattant » et de « civil » soient équivalentes à la notion « d'innocent ». En d'autres termes, Corlett présuppose que la distinction entre « combattants » / « non-combattants » et de « civil » / « soldat » soit fondée sur la notion d'innocence. Les civils et non-combattants bénéficieraient d'une immunité du fait que contrairement aux soldats, ceux-ci sont innocents. Il est cependant possible de fonder le principe de discrimination des non-combattants / ou la distinction entre soldats et civils non sur la notion d'innocence, mais sur celle d'auto-défense. Avant de présenter les réflexions qui ont mené à la fondation de la distinction entre combattant/non-combattant sur le principe d'auto-défense, nous présenterons brièvement le cadre réflexif qui a permis l'émergence de cette position.

### 1. Les non-combattants comme innocents

Les positions qui considèrent que le principe de discrimination des non-combattants est fondé sur la notion d'innocence ne sont pas nouvelles. Dans les années 1960, le théologien John C. Ford écrivait par exemple « *Catholic teaching has been unanimous for centuries in declaring that it is never permitted to kill directly noncombatants in wartime. Why? Because they are innocent. That is they are innocent of the violent and destructive action of war. It is such participation alone that would make them legitimate targets of violent repression themselves*<sup>166</sup> ».

Quelques années plus tard, une réflexion similaire était proposée par la philosophe G.E.M Anscombe qui inscrivait sa réflexion autour du principe de discrimination des non-combattants dans la notion d'innocence. Elle écrit « *What is required for the people attacked to be noninnocent in the relevant sense is that they be engaged in an objectively unjust proceeding which the attacker has the right to make his concern; or - the commonest case – should be unjustly attacking him* »<sup>167</sup>.

Il est important de distinguer ici de décrire les différents sens “d'innocent” évoqués par Ford et Anscombe :

---

<sup>166</sup> John C. Ford, “The Hydrogen Bombing of Cities”, in William J. Nagle, *Morality and Modern Warfare*, Baltimore: Helicon Press, 1960, p. 98.

<sup>167</sup> Elizabeth Anscombe, “War and Murder” in Elisabeth Anscombe, *Ethics, Religion and Politics, Collected Philosophical Papers, Vol. III.*, University of Minnesota Press, Minneapolis, 1981, p 53.

- a) Dans un premier sens, on pourrait affirmer – pour fonder le principe de discrimination des non-combattants – que les non-combattants ne sont pas « responsables de la guerre ». C’est le sens donné ici par John Ford lorsqu’il déclare « *they are innocent of the violent and destructive action of war* ». Par exemple, les citoyens d’une dictature dont le leader décide de déclarer la guerre à un autre pays (comme dans le cas de Saddam Hussein et de sa décision d’attaquer l’Iran en 1980) ne seraient pas responsables dans la mesure où ils ne prendraient pas de décision à ce sujet. Dans le cas de l’Iran, les citoyens iraniens dont le pays aurait été attaqué ne seraient également pas responsables de cette guerre. Cette réflexion est problématique dans la mesure où il s’agit ici d’établir un fondement de la distinction entre combattant et non-combattant, ce qui semble difficile si l’on définit « innocent » comme « non-responsable de la guerre » : les soldats iraniens qui devaient défendre leur pays contre l’attaque de Saddam Hussein n’étaient pas non plus responsables de cette guerre. De plus, on pourrait même affirmer que certains membres de l’armée de Saddam Hussein – des conscrits par exemple - auraient probablement préféré rester chez eux plutôt que de mourir sur le champ de bataille. Qui plus est, qu’en est-il des démocraties où les électeurs élisent directement les politiciens qui décident de la guerre et de la paix ? Plutôt que d’invoquer les arguments traditionnels des philosophes, nous illustrerons cette problématique par les réflexions d’Osama Ben Laden qui déclare dans une interview en 2002, « *By electing these leaders, the American people have given their consent to the incarceration of the Palestinian people, the demolition of Palestinian homes, and the slaughter of the children of Iraq. The American people have the ability and choice to refuse the policies of their government, yet time and again, polls show the American people support the policies of the elected government... This is why the American people are not innocent. The American people are active members in all these crimes* »<sup>168</sup>. L’intérêt des réflexions de Ben Laden est justement de montrer les problèmes liés à la fondation de la discrimination des combattants / non-combattants sur le principe d’innocence. En effet, en considérant « innocent » au sens de « responsable », il semble ici difficile de nier que, élisant leur gouvernement, les électeurs d’un pays démocratique ne soient pas également responsables – de manière indirecte s’il en est - des guerres déclarées par ce dernier et que par conséquent la

---

<sup>168</sup> Cité dans Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou, *Understanding Al Qaeda, The Transformation of War*, p. 31



question de la violence puisse être posée. Je reviendrai de manière approfondie sur cet argument dans mes réflexions sur l'abstentionnisme.

- b) Dans un second sens, « innocent » signifie « non-coupable ». Dans ce cas de figure, les soldats d'une armée qui se battent pour une cause juste ne sont pas coupables, alors que les soldats qui se battent pour une cause injuste sont coupables. C'est ici le propos d'Anscombe qui déclare: *What is required for the people attacked to be noninnocent in the relevant sense is that they be engaged in an objectively unjust proceeding which the attacker has the right to make his concern*. Le problème de cette proposition est de lier des questions considérées comme appartenant au *jus ad bellum* (la justice de la cause pour laquelle se bat un soldat) avec le principe de discrimination des non-combattants qui est l'un des principes du *jus in bello*. Selon la proposition d'Anscombe, tous les soldats d'une armée dont la cause est juste seraient innocents, alors que les soldats du camp adverse seraient coupables. Ceci aurait pour conséquence que les soldats innocents ne pourraient être attaqués par les soldats coupables. Ceci est problématique dans la mesure où le *jus in bello* est logiquement séparé du *jus ad bellum* et les soldats qui défendent une cause injuste sont autorisés à tirer sur les soldats du camp adverse<sup>169</sup>.

## 2. Georges Mavrodes : le principe de discrimination des non-combattants comme convention

Dans son article « Conventions and the Morality of War », Georges Mavrodes fut l'un des premiers à s'attaquer à la notion d'innocent comme fondement au principe de discrimination des non-combattants. Il invoque deux arguments: d'une part, un argument similaire à celui invoqué précédemment dans lequel il argumente que, en liant la notion de l'innocence à celle de non-combattant, on peut parfaitement s'imaginer des cas de combattants « innocents » et de non-combattants « coupables »<sup>170</sup>. Il donne ainsi l'exemple d'une personne qui, bien que non-combattante, soit partisane d'une guerre injuste, ait voté en faveur de cette guerre et soutienne l'effort de guerre par ses économies. Qui plus est, cette personne espère profiter matériellement de cette guerre si son pays est victorieux. Même si cette personne n'est pas

---

<sup>169</sup> Pour une version récente de cet argument, voir Jeff McMahan, , "The Ethics of Killing in War", *Philosophia*, 34, 2006.

Plusieurs auteurs ont mis en évidence les difficultés liées à la position d'Anscombe. Voir Uwe Steinhoff *On the Ethics of War and Terrorism*, Oxford University Press, p.61-62 et Richard Norman, *Ethics, Killing and War*, Cambridge University Press, 1995, p. 167

<sup>170</sup> Georges I. Mavrodes, "Convention and the Morality of War", *Philosophy and Public Affairs*, Vol. 4, numéro 2, (Spring 1975), pp. 122-123.

combattante, on peut à juste titre se poser la question de sa culpabilité ; elle ne semble pas innocente. A l’opposé, Mavrodes nous demande de nous imaginer une personne aux capacités mentales limitées qui a été appelée, entraînée et envoyée au front. Cette personne ne comprend pas tout-à-fait de quoi il s’agit et n’aspire qu’à une chose : rentrer à la maison et continuer à mener la vie qu’elle menait avant. En d’autres termes, même s’il est vrai qu’il s’agit d’un combattant, d’un point de vue moral, on pourrait considérer cette personne comme « innocente ».

Dans son second argument, Mavrodes remet en cause une autre dimension de la réflexion d’Anscombe (et d’un autre théoricien de la guerre juste – le théologien Paul Ramsey) qui fait référence à la non-innocence par analogie au criminel, selon laquelle on pourrait déterminer la culpabilité d’un soldat de manière similaire à un criminel dans une situation domestique. *« The fact that both Anscombe and Ramsey use the analogy of the criminal in discussing this topic suggests that there is an important fact about warfare which is easily overlooked. And that is that warfare, unlike ordinary criminal activity, is not an activity in which individuals engage qua individuals or as members of voluntary associations. They enter into war as members of nations. (...) it does suggest that moral responsibility may not be distributed among combatants and noncombatant in the same way as between a criminal and his children »*<sup>171</sup>.

De manière similaire à la guerre où les individus sont engagés comme citoyens, le terrorisme est nécessairement une activité politique et les personnes qui s’engagent dans cette voie ne s’y engagent pas en tant qu’individus, mais en tant que membre d’une entité, qu’elle soit politique (comme dans le cas d’une organisation qui se bat pour ses droits ou un territoire) ou religieuse (comme dans le cas de terroristes religieux qui s’engagent pour ce qu’ils estiment être leur religion, ou de Ben Laden qui s’engage pour l’« Oumma », la communauté musulmane dans son ensemble). De manière similaire au soldat, le terroriste n’entre pas en guerre en tant qu’individu mais en tant que membre d’une organisation<sup>172</sup>. Cette similarité entre terroriste et soldat est révélée par le fait que le terrorisme n’est pas une activité égoïste, mais altruiste, comme le révèle Bruce Hoffman, un spécialiste du phénomène: *« finally, the point should be emphasized that, unlike the ordinary criminal or the lunatic assassin, the terrorist is not pursuing purely egocentric goals – he is not driven by the wish to line his own pocket or satisfy some personal need or grievance. The terrorist is fundamentally an altruist: he believes that he is serving a « good » cause designed to achieve a greater good for a wider*

---

<sup>171</sup> Georges I. Mavrodes, “Convention and the Morality of War”, p. 123.

<sup>172</sup> Je reviendrai sur les exceptions à ce principe dans les chapitres 2 et 3.

*constituency – whether real or imagined – which the terrorist and his organization purport to represent. The criminal, by comparison, serves no cause at all, just his own personal aggrandizement and material satiation. Indeed “a terrorist without a cause (at least in his own mind)” Konrad Kellen has argued “is not a terrorist”*”<sup>173</sup>. De plus, comme l’a révélé le politologue Robert A. Pape dans une analyse très remarquée sur l’attentat-suicide, la plupart des cas d’attentats suicides observés en Palestine, au Sri Lanka ou au Liban sont considérés comme des « suicides altruistes » qui reposent sur une forte approbation des communautés dans lesquelles vivent les individus et font bénéficier les familles des kamikazes d’un statut social et d’un certain prestige<sup>174</sup>. Du fait de cette composante altruiste du terrorisme, on peut donc difficilement le considérer comme une activité criminelle et personnelle.

Mavrodes ayant démontré les difficultés pour définir la notion de non-combattant par rapport à celle d’innocence, il propose de baser ce principe sur une convention (imaginaire) entre les nations (ou les parties) en guerre, « *the immunity of noncombatants is best thought as a convention-dependent obligation related to a convention which substitute for warfare a certain form of limited combat* »<sup>175</sup>.

On peut donc légitimement se poser la question du « contenu » de la convention qu’est le principe de discrimination des non-combattants: pourquoi la discrimination ne devrait-elle s’appliquer qu’aux non-combattants ? Ne pourrait pas imaginer – comme le suggère Mavrodes lui-même – un combat entre le « champion » de chaque partie ou leurs souverains pour déterminer la partie gagnante ? Dans ce cas, le principe de discrimination serait étendu à tous les membres des parties belligérantes, à l’exception du (des) « champion(s) » des parties belligérantes. Si comme l’affirme Michael Green, « *nations will wish to limit war so that the possibility of their nation being totally destroyed is minimized or at least significantly reduced. A nation will wish to preserve its cultural, educational, and religious sites, its reproductive capacity (traditionally represented by women and children) and its non-military economic assets* »<sup>176</sup>, pourquoi alors ne pas réduire cette possibilité de destruction au minimum en confrontant seulement les champions des parties en conflit ? Comme Mavrodes

<sup>173</sup> Bruce Hoffman, *Inside Terrorism*, Columbia University Press, New York, 1998, p. 43

<sup>174</sup> Robert A. Pape, *Dying to Win, The Strategic Logic of Suicide Terrorism*, Random House, New York, 2006, ch. 9, pp. 171-198.

<sup>175</sup> Georges I. Mavrodes, “Convention and the Morality of War”, p. 127

<sup>176</sup> Michael Green, “War, Innocence and Theories of Sovereignty”, *Social Theory and Practice*, 18, 1992, p. 57. Je suis parfaitement conscient de ma distorsion du propos de Green qui défend également une thèse contractualiste du principe de discrimination des non-combattants.

l'écrit lui-même: *The costs however – human death and suffering – would be reduced by several magnitudes*<sup>177</sup>.

Mavrodes avoue qu'effectivement la résolution de conflits pendant l'Antiquité fut parfois résolue par la confrontation entre les champions des parties. Pourtant, comme il l'écrit après, « *It may be significant that neither of these attempts appears to have been successful. The single combats were followed by bloodier and more general fighting. Perhaps this substitute for warfare is too cheap; it cannot be made practical and nations will just not consent in the end to abide by this convention* ».

Le problème de la conception de Mavrodes réside dans sa conception de la convention: en effet, selon lui, il s'agit de trouver « a less costly substitute for war ». En d'autres termes, une convention doit être « utile ». Pourtant si la thèse de Mavrodes est vraie et qu'une convention doit être utile, on peut parfaitement s'imaginer une différence entre le principe d'utilité et le principe de discrimination des non-combattants. On peut par exemple citer ici le bombardement atomique d'Hiroshima et de Nagasaki qui visait clairement à éviter un bain de sang au sol entre troupes japonaises et troupes américaines. La décision d'Harry Truman était clairement guidée par des considérations utilitaires. Si le principe de discrimination des non-combattants était ainsi basé sur une « convention utile », comme le veut Mavrodes, alors celle-ci pourrait justifier l'attaque d'Hiroshima et de Nagasaki. Mais ce n'est pas le cas.

Il est donc incontestable que la faiblesse de l'argumentation de Mavrodes réside dans sa compréhension de la nature du principe de discrimination comme conventionnel. C'est dans cette perspective que Robert Fullinwider propose un autre fondement au principe de discrimination des non-combattants : le principe d'auto-défense.

### 3. Fullinwider et le principe d'auto-défense

#### 3.1 Jones et Smith

Le propos de Fullinwider<sup>178</sup> est fondamental pour notre propos dans la mesure où il ne vise pas à établir le principe de discrimination des non-combattants sur celui de l'innocence et de la punition, mais sur celui du principe d'auto-défense. La discussion autour de l'innocence est maintenant recentrée autour de la notion de menace.

Fullinwider propose l'expérience de pensée suivante : “*Jones is walking down a street. Smith steps from behind a corner and begins to fire at Jones, with the appearance of deliberate*

---

<sup>177</sup> Georges I. Mavrodes, “Convention and the Morality of War”, 125

<sup>178</sup> Robert K. Fullinwider, “War and Innocence”, *Philosophy and Public Affairs*, Vol. 5, N°1, pp.90-97

*intent to kill Jones. Surrounded by buildings, Jones is afforded no means of escape. Jones, who is carrying a gun himself, shoots at Smith and kills him*". Selon Fullinwider, l'action de Jones (tuer Smith) est moralement justifiée sur la base du principe d'auto-défense qu'il présente de la manière suivante, *Smith's actions put Jones' life directly and immediately in mortal jeopardy, and Jones' killing Smith was necessary to end that threat*<sup>179</sup>.

Du point de vue de Fullinwider, on peut donc définir ainsi le principe d'auto-défense (PAD):

*(PAD) si X constitue une menace directe et immédiate pour la vie (l'existence) de Y et que la seule possibilité de mettre un terme à cette menace est la mort de X, alors il est moralement justifié pour Y de tuer (supprimer) X.*

Fullinwider présente ensuite les raisons possibles à l'attaque de Jones par Smith:

- a) par vengeance, la femme de Smith, outrée par le fait que Jones ait refusé ses avances, dit à son mari qu'elle a été violée par Jones. Excédé, Smith part à la recherche de Jones, le trouve et commence à tirer.
- b) Smith doit une forte somme d'argent – 100'000 \$ - à la mafia suite à ses pertes aux jeux. La mafia propose alors à Smith d'éponger sa dette s'il tue Jones (qui pourrait être un procureur gênant). Incapable de payer de d'acquitter de sa dette et sachant le sort réservé aux mauvais payeurs par la mafia, Smith part à la recherche de Jones, le trouve et commence à tirer.
- c) La mafia a kidnappé les enfants de Smith et menace de les tuer s'il ne tue pas Jones. Smith part à la recherche de Jones, le trouve et commence à tirer.

Pour terminer, il nous demande également de nous imaginer que la femme de Smith ou les mafiosi aient été à ses côtés lorsque celui-ci a commencé à tirer sur Jones. Alors que la riposte de Jones vis-à-vis de Smith est parfaitement justifiée du point de vue du PAD, une riposte similaire qui viserait soit la femme de Jones, soit les mafiosi ne serait pas justifiée du point de vue de ce même principe. Fullinwider démontre ici que, d'un point de vue moral, la femme de Smith et les mafiosi sont coupables, alors que, dans le dernier cas, on peut considérer que Smith n'est moralement pas coupable (il le fait pour récupérer ses enfants), même s'il tire sur Jones. Du point de vue de la question de l'innocence et du principe de la punition, on aurait

---

<sup>179</sup> Robert K. Fullinwider, "War and Innocence", p.92-93

donc un cas où Smith n'est pas coupable et un cas où les mafiosi et la femme de Smith seraient coupables : selon le principe de la punition, il serait donc justifié de tirer sur la femme de Smith et sur les mafiosi, mais pas sur Smith (dans le dernier cas), puisqu'il n'est moralement pas coupable.

### 3.2 Une illustration des réflexions de Fullinwider

Afin de clarifier quelque peu les implications du PAD, j'aimerais ici présenter trois expériences de pensée proposées par Judith Jarvis Thomson qui illustrent et clarifient quelque peu le principe d'auto-défense. Il s'agit du cas de l'agresseur coupable et deux cas « d'agresseur innocent ».

#### 3.2.1 Le cas de l'agresseur méchant...

Dans cette première expérience de pensée, Judith Jarvis Thomson nous demande de nous imaginer tranquillement assis sur un banc (in the meadow) lorsque soudainement un camion se dirige vers vous. Vous essayez de l'éviter, mais il vous suit. Vous pouvez alors voir le conducteur et constatez qu'il s'agit d'une personne qui vous hait depuis longtemps. Comme vous avez par bonheur une arme anti-tank à portée de main, vous pouvez l'utiliser pour faire sauter le camion et ainsi détruire cette menace pour votre vie. Thomson rajoute que « It is probably not necessary to stress here... that you do not merely have an excuse for blowing up the truck, you are morally permitted to do so »<sup>180</sup>. Elle appelle cette expérience de pensée the Villainous Aggressor (« l'agresseur méchant »).

#### 3.2.2 ... Et de l'agresseur innocent

Dans cette deuxième expérience de pensée qu'elle appelle celle de « l'agresseur innocent », J.J. Thomson modifie quelque peu l'expérience de pensée de l'agresseur méchant et nous demande de nous imaginer un conducteur de camion, victime d'un « méchant » (« villain »). Ce dernier aurait injecté au conducteur de camion une drogue qui l'aurait rendu momentanément fou. Dans son accès de folie, le conducteur se met en tête de vous tuer, alors que vous êtes sur votre banc en train de vaquer à vos occupations. Par chance, vous avez à nouveau sous la main cette arme anti-tank qui vous permet de détruire le camion avant d'être écrasé par celui-ci.

---

<sup>180</sup> Judith Jarvis Thomson, "Self-defense", *Philosophy and Public Affairs*, Vol. 20, no4, 1991, p.283

La destruction du camion entraîne la mort de son conducteur qui est innocent (« sans faute »), du fait qu'il est lui-même la victime d'un méchant qui lui a injecté une drogue. Selon les conclusions de Thomson, que je partage « *Does morality permit you to blow up the truck ? I think it does: I think self-defense permissible in this case – which I will call Innocent Aggressor – just as in the case I called Villainous Aggressor* »<sup>181</sup>

### 3.2.3 Menace innocente

Dans sa troisième expérience de pensée, J.J Thomson nous demande de nous imaginer en train de prendre le soleil sur le toit de notre maison qui est surplombée par une falaise. Au bord de cette falaise se trouve un parc public et sur l'un des bancs de ce parc une personne souffrant de surcharge pondérale est en train de manger. Un méchant (peut-être le même que tout-à-l'heure) pousse alors la personne à la surcharge pondérale au bord de la falaise et la jette dans le vide. Cette personne représente - du fait de son poids - une menace pour vous : si elle vous écrase, elle vous tuera. Vous avez alors deux possibilités (*tertium non datur*): soit d'amortir la chute avec votre corps (et de mourir), soit d'ouvrir un auvent<sup>182</sup> qui déviara la trajectoire la personne et la fera tomber sur la route avoisinante. Je partage ici la réflexion de Thomson qui déclare que « *I think that difference [la difference entre agresseur innocent et menace innocente, ndlr] makes no moral difference, and thus that it is permissible for you to proceed in Innocent Threat just as in Villainous Aggressor and Innocent Aggressor so that you do not in any of these cases merely have an excuse for proceeding* »<sup>183</sup>.

Les expériences de pensée de Thomson et la proposition de Fullinwider révèlent que la question de l'innocence ou de la culpabilité morale ne joue pas nécessairement un rôle dans la question de l'éthique de la mort, mais c'est la notion de « menace » qui s'avère ici centrale.

### 3.3 Fondement du principe de discrimination sur le principe d'auto-défense

Après avoir proposé de fonder le principe de discrimination des non-combattants sur le principe d'auto-défense, Fullinwider applique ensuite son expérience à une situation de guerre entre deux nations. Selon lui, les membres des armées A et B de deux nations en conflit sont dans un rapport similaire au rapport entre Jones et Smith. Du point de vue de l'armée A,

---

<sup>181</sup> Judith Jarvis Thomson, "Self-defense", p.284

<sup>182</sup> Dans ses réflexions, Uwe Steinhoff attribue à Thomson l'utilisation d'un "rayon laser" pour désintégrer la menace de la personne à la surcharge pondérale. «awning» se traduit cependant par «auvent» et non par «rayon laser», cf. Uwe Steinhoff, *Moralisch Korrektes Töten, Zur Ethik des Krieges und des Terrorismus*, Melzer Verlag, Neu Isenburg, 2005, 120-121.

<sup>183</sup> Judith Jarvis Thomson, "Self-defense", p.287

l'armée B représente une menace directe et immédiate pour son existence. Du point de vue de l'armée B, l'armée A représente également une menace directe et immédiate pour son existence. Du point de vue des deux armées A et B, les civils de leurs nations respectives, même s'ils soutiennent l'effort de guerre ne représentent pas une menace directe et immédiate : il n'est donc pas moralement justifié de les tuer<sup>184</sup>.

En d'autres termes, celui-ci précise (*PAD*) du point de vue de ses acteurs : il s'agit d'armées et d'organisations armées et pas d'individus.

On peut donc reconstruire l'argument de Fullinwider comme la conjonction de deux principes : a) le principe d'auto-défense et b) une certaine conception de la nature des acteurs que j'appellerai « rousseauiste ».

En effet, selon Jean-Jacques Rousseau, « *la guerre n'est pas une relation d'homme à homme, mais une relation d'Etat à Etat, dans laquelle les particuliers ne sont ennemis qu'accidentellement, non point comme homme, ni même comme citoyen, mais comme soldats* »<sup>185</sup>. Appliqués au concept de menace, les propos de Rousseau inaugurent un paradigme fondamental des guerres « classiques » inter-étatiques : dans ces guerres, les soldats ne sont - en premier lieu - pas dangereux du fait de la menace individuelle qu'ils représentent, mais du fait qu'ils appartiennent à une organisation, une armée, qui représente un danger pour une entité similaire, une autre armée. En d'autres termes, les soldats ne sont pas dangereux en tant qu'individus armés, mais en tant que membres d'une organisation. C'est ce qui permet d'expliquer pourquoi il est considéré comme moralement justifié de tuer des soldats qui dorment.

Par conception « rousseauiste » nous entendrons donc que : a) dans un conflit, les acteurs en question sont des Etats et leurs armées b) à un niveau individuel, les soldats ne sont une menace que de manière « contingente », c'est-à-dire qu'ils ne représentent une menace directe et immédiate que dans la mesure où l'organisation dont ils font partie (une armée A ou B) constitue une menace directe et immédiate pour une autre armée.

En ayant recours à une conception rousseauiste des acteurs de la guerre et en complétant ce dernier par le principe d'auto-défense, les réflexions de Fullinwider permettent d'expliquer a) pourquoi il est moralement justifié de tuer des soldats (du fait qu'en tant que membres du bras armé d'un Etat, ceux-ci représentent une menace pour le bras armé d'un autre Etat) et pourquoi il n'est moralement pas justifié de tuer des civils (du fait que ceux-ci ne représentent

---

<sup>184</sup> Robert K. Fullinwider, "War and Innocence", p.94

<sup>185</sup> Jean-Jacques Rousseau, *Du contrat social*, Œuvres Complètes, Editions de la Pléiade, Gallimard, Paris, 1964, p. 357



pas une menace pour le bras armé d'un Etat) et c) pourquoi les prisonniers de guerre bénéficient de certains droits, notamment celui d'une mise en quarantaine jusqu'à la fin des hostilités (du fait qu'en étant prisonniers, ceux-ci sont désarmés – ils ne font donc plus partie de leur armée qui constitue une menace).

### 3.4 Soldats non-armés et force d'interposition

Il est important de clarifier ici deux points : d'une part qu'en est-il des membres d'une armée qui ne représentent pas une menace directe et immédiate, comme par exemple les civils qui travaillent pour le Pentagone ? Selon le PAD, il n'est moralement pas justifié de les tuer étant que ceux-ci ne représentent pas une menace directe et immédiate. Selon cette compréhension étroite, il ne serait moralement pas justifié de tuer un soldat qui dort étant donné que celui-ci ne constitue pas une menace directe et immédiate. La relation de menace directe et immédiate ne s'applique ici pas aux individus mais aux entités plus importantes que constituent les armées, milices ou plus généralement parties en conflit. De ce fait, selon la vision rousseauiste de la guerre présentée ci-avant, il est moralement justifié de tuer un soldat du fait de son *appartenance à une partie* en conflit et de ce fait, il n'était moralement pas problématique de s'attaquer au Pentagone lors des attaques du 11 septembre.

Ces réflexions permettent également d'expliquer pourquoi il n'est pas moralement justifié d'attaquer des forces d'interposition – forces de l'ONU par exemple - dans le cadre d'un conflit armé. En effet, celles-ci ne constituent une menace directe et immédiate que si elles sont attaquées, alors que dans le cas d'un conflit armé classique les armées A et B constituent une menace réciproque, indépendamment qu'elles attaquent ou qu'elles se défendent. En d'autres termes, dans une situation de conflit armé, les armées A et B visent à une destruction (partielle ou totale) mutuelle, alors que dans le cas d'une force d'interposition, il ne s'agit ici de tirer que pour se défendre.

On pourrait critiquer ici le principe d'auto-défense évoqué ci-dessus. En effet, selon nos intuitions morales, on comprend généralement autre chose par « auto-défense ». C'est la critique adressée ici par McMahan à Michael Walzer qui propose un principe d'auto-défense et une vision des acteurs similaire à celui invoqué par Fullinwider.

#### 4. Jeff McMahan et le principe d'auto-défense

La critique de McMahan adressée à Walzer est centrée autour de la notion de la « permission présumée de l'usage de la force défensive » (“presumed permissibility of defensive force”)<sup>186</sup>, que j'appellerai (PUFD). Selon McMahan, si l'on applique le PUFD de manière stricte, c'est-à-dire que l'on applique ce *principe domestique* à une situation de guerre, alors la distinction entre cibles légitimes et illégitimes n'est pas celle entre combattants et non-combattants, mais entre combattants justes et injustes.

Le principe de la permission présumée de la force défensive (PUFD) est le suivant :

*“x peut être la cible d'un usage de la force défensive par y, si x représente un danger pour y”*

De ce fait:

- a) les innocents ne peuvent faire l'objet de l'usage de la force défensive du fait qu'ils ne posent pas de danger pour les combattants
- b) les combattants peuvent faire l'objet de l'usage de la force défensive du fait qu'ils posent un danger pour les combattants du camp adverse et perdent ainsi leur immunité à ne pas être attaqués.
- c) Du fait que la notion de danger n'est pas liée à la notion de justice, un civil, même s'il soutient une guerre injuste, ne constitue pas un danger. De ce fait les questions de justice (*jus ad bellum*) sont logiquement indépendantes des questions de la conduite de la guerre (*jus in bello*).

McMahan démontre cependant que si l'on applique le (PUFD) *domestique* de manière stricte, alors l'usage de la force défensive n'est pas toujours autorisé. Il propose l'exemple suivant: A attaque B sans raison ni excuse (« entirely without justification or excuse ») mais ne parvient pas à le tuer ou à l'éliminer (McMahan utilise le terme « d'overcome »). Selon le (PUFD), B se défend alors. En se défendant (on peut parler de contre-attaque), B devient alors une menace pour A. Si le principe d'auto-défense est vrai, alors A, puisqu'il est maintenant menacé par B qui contre-attaque, se trouve en situation d'auto-défense par rapport à B. Pourtant, selon nos intuitions, il semble impossible que A, en attaquant B de manière injuste,

---

<sup>186</sup> Jeff McMahan, “The Ethics of Killing in War”, *Philosophia*, 34, 2006, p.24

crée les conditions qui l'autorisent ensuite à utiliser la légitime défense contre B. Comme le dit Mc Mahan « *Most of us find it impossible to believe that, by unjustifiably attacking you and thereby making it justifiable for you to engage in self-defense, your attacker can create the conditions in which it becomes permissible for him to attack you* »<sup>187</sup>.

Si (PUFD) est applicable, alors il est moralement justifié pour A de tuer B. Pourtant, la plupart des gens ont l'intuition qu'il n'est moralement pas justifié pour A de tuer B.

L'argument de McMahan est basé sur une analogie domestique, c'est-à-dire une relation entre deux individus dans un contexte civil. A l'inverse des réflexions de Walzer selon lequel le principe de la permission de la force défensive est fondamentalement altéré en situation de guerre, McMahan se focalise sur une application stricte de ce principe, indépendamment du contexte. De ce fait, selon lui, une armée A qui attaque une armée B se trouve dans une situation similaire à celle d'un individu qui attaque un autre individu. Sur la base de (PUFD), l'armée A - si elle agresse l'armée B - ne peut prétendre au droit à l'auto-défense si B riposte. De ce fait, les soldats de A sont des combattants injustes (ils font partie d'un corps agressif), alors que les soldats de B sont des combattants justes (ils se défendent). De plus, selon McMahan, les soldats de l'armée B sont des innocents du fait qu'ils ne font rien qui les rendent attaquables<sup>188</sup>. Comme on le voit dans la situation domestique, le fait que B riposte ne donne pas le droit à A d'invoquer le principe d'auto-défense. De ce fait, la distinction entre cibles légitimes et illégitimes n'équivaut pas à la distinction entre soldats et civils ou entre combattants et non-combattants mais entre combattants justes et combattants injustes, les premiers étant innocents, alors que les seconds sont coupables<sup>189</sup>. De plus, les civils des deux camps - étant donné qu'ils ne représentent pas un danger selon (PUFD) - sont également innocents. De ce fait, à part les combattants injustes, tous les éléments en présence sont innocents et il n'est moralement pas légitime de faire usage de la force à leur égard. Ainsi il est moralement légitime pour les soldats de B (combattants justes) de tuer les soldats de A (combattants injustes), mais pas inversement (McMahan reconnaît cependant aux combattants injustes le droit de l'usage de la force s'il s'agit de prévenir des atrocités de combattants justes contre des civils).

Si une application stricte du (PUFD) mène à ces conclusions contre-intuitives, comment expliquer alors l'égalité morale entre soldats, c'est-à-dire le droit dont disposent en temps de

---

<sup>187</sup> Jeff McMahan, "The Ethics of Killing in War", p.25

<sup>188</sup> Jeff McMahan, "The Ethics of Killing in War", p.27

<sup>189</sup> Jeff McMahan, "The Ethics of Killing in War", p.30. On notera que cette distinction entre cibles légitimes et illégitimes a déjà été invoquée par Elisabeth Anscombe dans son "War and Murder" in G.E.M Anscombe *Ethics, Religion and Politics, Collected Philosophical Papers, Vol. III.*, University of Minnesota Press, Minneapolis, 1981. Voir également la note 55 du présent chapitre.

guerre les soldats des deux camps de se tirer dessus, indépendamment de la justice de leur cause ?

On peut ici évoquer deux réponses, a) le (PUFD) invoqué par McMahan est un principe domestique, c'est-à-dire qu'il s'applique à des situations entre individus et pas à des conflits entre Etats et donc son applicabilité reste limitée ou b) selon McMahan, les raisons à cette égalité (il ne leur reconnaît pas une égalité morale mais légale) sont essentiellement épistémiques, c'est-à-dire que les soldats des deux camps croient généralement à la justice de leur cause du fait des circonstances de la guerre mais également du fait de l'absence d'une autorité *législative* et *épistémique* internationale indépendante qui permettent de déterminer laquelle des deux parties est dans son bon droit<sup>190</sup>.

### 5. Difficultés

On peut se demander dans quelle mesure l'application du (PUFD) n'est pas une description de d'une situation et de la responsabilité des acteurs en temps de paix, plutôt que d'une situation de guerre et de la responsabilité en temps de guerre. En effet, il est intéressant de comparer ici les deux principes de la force défensive proposés par Walzer et McMahan. Pour Walzer, il s'agit du principe suivant :

*Si A représente une menace pour B et B une menace pour A, alors A et B sont en droit d'invoquer le principe d'auto-défense (indépendamment de la cause).* Dans cette perspective la distinction entre cibles et illégitimes correspond à la distinction entre combattants et non-combattants.

Pour McMahan au contraire, il s'agit de :

*Si A attaque B et que A n'élimine pas B, alors seul B peut invoquer le principe d'auto-défense (c'est la notion d'agression qui permet de déterminer qui peut invoquer le principe d'auto-défense).*

Ainsi, en considérant que ce soit le (PUFD) domestique qui soit appliqué en temps de guerre, la distinction de McMahan entre cibles légitimes (combattants injustes) et illégitimes (combattants justes, non-combattants) ne permet pas d'expliquer, pourquoi à la fin de la Seconde Guerre Mondiale, *tous* les soldats nazis n'ont pas été poursuivis comme criminels.

En effet, leur cause étant injuste, il s'agissait de « combattants injustes ». Pourtant si le principe de permission de la force défensive est correct et que seuls des combattants dont la cause est juste ne sont pas des criminels, alors tous les soldats de la Wehrmacht, puisqu'ils

---

<sup>190</sup> Jeff McMahan, « The Sources and Status of Just War Principles », *Journal of Military Ethics*, Vol. 6, number 2, 2007, p. 99-100.

combattaient pour une cause injuste, étaient des criminels et auraient donc *tous* du être jugés pour leur crime d'agression<sup>191</sup>.

McMahan répondrait probablement que l'on peut douter du statut épistémique du Tribunal de Nuremberg pour déterminer la responsabilité des acteurs en présence (en argumentant qu'il s'agissait ici probablement d'une justice des vainqueurs). Cependant, d'un point de vue légal (McMahan utilise les termes de « legally and epistemically competent judicial body »<sup>192</sup>), le Tribunal était considéré comme un corps juridique légitime pour déterminer du statut des belligérants ; pourtant les *soldats* allemands (pour autant qu'ils n'aient pas commis d'exactions sur des civils) ne furent pas condamnés pour leur participation à l'injustice de leur cause.

Pour terminer, on notera qu'un autre désavantage fondamental de la proposition de McMahan est lié à sa vision très théorique de l'agresseur : en effet, McMahan propose des expériences de pensée dans lesquelles la détermination de l'agresseur ne fait aucun doute. On regrettera que celui-ci ne concentre pas sa pensée sur des cas plus concrets et plus problématiques, dans lesquels il n'est pas aisé de déterminer l'agresseur sur la base des critères usuels de la théorie de la guerre juste ou de législation internationale.

- a) Qu'en est-il, par exemple, d'interprétations de conflits qui considèrent les deux parties comme défendant une cause injuste, comme par exemple la vision proposée par le philosophe Brian Orend<sup>193</sup> de la guerre du Vietnam ? En effet, selon cette interprétation (peu orthodoxe, il faut l'avouer), le gouvernement américain comme le Viet Cong défendaient une cause injuste. En effet, les Américains soutenaient le gouvernement Diem (sud-Vietnam) qui avait refusé de participer aux élections de 1956 (malgré ses promesses) et dont la légitimité auprès du peuple vietnamien ne semblait pas clairement établi. De l'autre côté, les communistes voulaient imposer une forme de gouvernement impliquée dans des violations massives des droits de l'homme au cours du XX<sup>ème</sup> siècle. Selon la théorie proposée par McMahan, les soldats des deux armées seraient en droit de tuer leurs adversaires. Mais semble-t-il plausible que ceux-ci soient ensuite tous jugés comme des criminels de guerre ?
- b) De plus, qu'en est-il de certaines interprétations de la théorie de la guerre juste autour de la question des attaques « pré-emptives », que l'on peut déterminer ainsi : une attaque par un Etat A contre un Etat B est pré-emptive si et seulement si elle vise à

---

<sup>191</sup> Un argument similaire est avancé par Walzer dans sa réponse à McMahan « Response to McMahan's Paper », *Philosophia*, 34, 2006, p.44

<sup>192</sup> Jeff McMahan, « The Sources and Status of Just War Principles », p.100

<sup>193</sup> Brian Orend, *The Morality of War*, Broadview Press, 2006, pp. 87-90

prévenir une attaque de B pour autant que l'attaque de B soit imminente et qu'elle constitue une menace pour l'existence même de la société B. On peut par exemple citer la guerre des Six-Jours de 1967 durant laquelle ce fut effectivement Israël qui tira le premier coup (et pourrait par conséquent pourrait être considéré comme agresseur) mais qui pouvait se justifier d'une attaque « pré-emptive » dans la mesure où a) l'Égypte avait prouvé ses intentions belliqueuses (fermeture du détroit de Tyre, « expulsion » des forces d'interposition de l'ONU du Sinaï) et b) les déclarations de ses dirigeants (et notamment Nasser) ne laissaient planer aucun doute sur la menace que constituait l'Égypte pour la société politique israélienne et le pays. Selon le principe d'auto-défense suggéré par McMahan, on devrait considérer les Israéliens comme des agresseurs. Pourtant, les raisons invoquées ci-dessus suggèrent le contraire. L'intérêt de cette situation (on pourrait prendre d'autres exemples) est de révéler l'un des problèmes fondamentaux autour de la notion d'agression : l'armée qui tire le premier coup doit-elle toujours être considérée comme agresseuse ?

On peut également se demander dans quelle mesure une distinction entre cibles légitimes et illégitimes en désaccord avec la distinction civil/soldat (ou combattant/ non/combattant) ne provoquerait pas un affaiblissement de cette distinction, ce qui pourrait conduire à toutes sortes d'exaction sur le terrain. C'est d'ailleurs dans ce sens que va l'une des expériences de pensée de McMahan qui affirme que des combattants justes – dans une situation difficile – pourraient tuer les prisonniers de guerre d'une armée défendant une cause injuste<sup>194</sup>.

### Conclusion

Même si elles constituent une option privilégiée (21 définitions sur un échantillon de 70, soit près de 30 % des définitions), les définitions « innocentistes » sont problématiques pour plusieurs raisons. Le problème principal est constitué par le jugement de valeur introduit dans la définition qui viole l'une de nos intuitions morales les plus fondamentales selon laquelle les innocents ne doivent pas faire l'objet d'attaques elles excluent l'idée d'un terrorisme juste. Pourtant, certaines réflexions révèlent qu'un terrorisme juste n'est pas nécessairement contre-intuitif.

Etant donné que la notion d'innocence a été utilisée pour donner un fondement solide au principe de discrimination des non-combattants, il a été nécessaire ici de proposer un principe

---

<sup>194</sup> Jeff McMahan, « Killing in War : A Reply to Walzer », *Philosophia*, 34, 2006, p. 49

alternatif. Dans cette perspective, la discussion a été orientée sur le principe d'auto-défense et une conception « rousseauiste » des acteurs. Il a ainsi été possible d'expliquer de manière élégante comment fonder le principe de discrimination des non-combattants. La critique de McMahan qui propose une application stricte du principe d'auto-défense domestique a été rejetée du fait que celle-ci ne permet pas d'expliquer pourquoi dans une guerre où l'une des parties et ses soldats peuvent clairement être considérés comme injustes, *tous* les soldats de cette partie ne sont pas considérés comme des criminels de guerre.

En effet, si l'on admet l'application d'un principe d'auto-défense domestique qui s'applique aux individus (et non aux soldats), tous les soldats défendant une cause clairement injuste (comme les soldats allemands pendant la Seconde Guerre Mondiale) devraient être considérés comme des criminels de guerre, ce qui est contredit par les faits.

Dans le second chapitre, je m'intéresserai aux définitions du terrorisme qui considèrent les victimes du terrorisme comme des civils. Je m'intéresserai ici particulièrement à la définition des civils et montrerai sa dépendance par rapport à la notion de soldat et aux problèmes que celle-ci engrange.

## Chapitre 2 Les problèmes du « civilisme »

### A. Définitions

#### 1. Liste de définitions

Après avoir présenté les problèmes liés aux définitions « innocentistes », je m'intéresserai dans le présent chapitre aux définitions dites « civilistes », c'est-à-dire aux définitions qui considèrent les victimes du terrorisme comme des « civils ». Comme on peut le voir dans les quelques définitions proposées ci-dessous, les définitions classées comme « civilistes » ne sont pas aussi nombreuses que les définitions « innocentistes »<sup>195</sup> :

(71) *“Terrorism is the deliberate use of violence, or the threat of such, directed upon civilians in order to achieve political objectives”*<sup>196</sup>

(72) *“Terrorism is deliberately subjecting civilians to violence, or to the threat of violence, in order to achieve political objectives”*<sup>197</sup>

(73) *“War terrorism: the effort to kill civilians in such large numbers that their government is forced to surrender”*<sup>198</sup>

(74) *“Terrorism consists of acts of indiscriminate violence directed at civilians or non-hostile personnel, in order to terrorize them, or their governments, into carrying out or submitting to the demands of the terrorists”*<sup>199</sup>

(75) *“Terrorism = acts of violence committed by private individuals or groups of individuals who have as such no political authority, and directed indiscriminately against civilian or at least non-hostile populations and institutions, so as to spread fear and terror*

---

<sup>195</sup> Les phénomènes de perméabilité et d'interchangeabilité ont également pris en considération dans cette classification.

<sup>196</sup> Tomis Kapitan, “The Terrorism of “Terrorism””, in James P. Sterba (ed), *Terrorism And International Justice*, Oxford University Press, 2003, p. 48.

<sup>197</sup> Tomis Kapitan “Terrorism as a Method of Terrorism” in Georg Meggle (éd.), *Ethics of Terrorism and Counter-Terrorism*, Ontos Verlag, Frankfurt, 2005, p.22

<sup>198</sup> Michael Walzer, “After 9/11: Five Questions About Terrorism” in, *Arguing About War*, Yale University Press, New Haven and London, 2004, p. 130

<sup>199</sup> Peter Simpson, “Violence and Terrorism in Northern Ireland”, in Primoratz (ed), *Terrorism: The Philosophical Issues*, Palgrave Macmillan, New York, 2004, p.161



*there in order to achieve some limited goal short of the immediate overthrow of the existing government”*<sup>200</sup>

(76) *“Mass killing of unarmed civilians targeted deliberately as such and without warning”*<sup>201</sup>

(77) *“Terrorism is the organized use of violence against civilians or their property, the political leadership of a nation, or soldiers (who are not combatants in a war) for political purposes”*<sup>202</sup>

(78) *« Si on se réfère aux définitions courantes ou explicitement légales du terrorisme, qu’y trouve-t-on ? La référence à un crime contre la vie humaine en violation des lois (nationales et internationales) y implique à la fois la distinction entre civil et militaire (les victimes du terrorisme sont supposées être civiles) et une finalité politique (influencer ou changer la politique d’un pays en terrorisant sa population civile). Ces définitions n’excluent donc pas le terrorisme d’Etat (...) »*<sup>203</sup>

(79) *« L’utilisation de moyens coercitifs dirigés contre des populations civiles dans l’intention d’atteindre des visées politiques, religieuses ou autres »*<sup>204</sup>

(80) *“I mean by “terrorism” the politically-motivated, violent acts perpetrated consistently and systemically by small and organized domestic or foreign groups against selected targets (civilians or otherwise) in democratic regimes”*<sup>205</sup>

(81) – *The Actors: Whereas convention wars manifest the power of a state or alliance of states, terrorist actions are the work of individuals organized by leaders of private groups. - Organisation: When conflict arises, states officially call on armed forces, which*

---

<sup>200</sup> Peter Simpson, “The War on Terrorism: Its Justification and Limits”, Georg Meggle (éd.), *Ethics of Terrorism and Counter-Terrorism*, Ontos Verlag, Frankfurt, 2005, p.199

<sup>201</sup> Claudia Card, “Questions Regarding a War on Terrorism”, *Hypatia*, vol. 18, no1, Winter 2003

<sup>202</sup> Gabriel Palmer-Fernandez, “Terrorism, Innocence and Justice”, *Philosophy and Public Quarterly*, Vol. 25, no3, summer 2005, p.24

<sup>203</sup> Jacques Derrida, « Auto-immunités, suicides réels et symboliques », Giovana Borradori, *Le « concept » du 11 septembre, Dialogues à New York (octobre – décembre 2001)*, éditions Galilée, Paris, 2004, p. 155-156

<sup>204</sup> Noam Chomsky, *11/9, Autopsie des terrorismes*, Le Serpent à Plumes, Paris, 2001, p. 69

<sup>205</sup> Filimon Peonidis, “Suppression of Pro-Terrorist Speech”, in Georg Meggle (éd.), *Ethics of Terrorism and Counter-Terrorism*, Ontos Verlag, Frankfurt, 2005, p.320

*are organized vertically and hierarchically. Terrorist organizations, in contrast, operate underground. Although they often have a central leadership, they consist of scattered units which, for the sake of efficacy and flexibility, require a certain degree of autonomy (...)*

- *Strategy: The application of violence differs between the two forms of conflict. In a classical war, states aim for superiority in numbers and military technology. Civilian casualty is not a goal, but constitutes regrettable “collateral damage”. Terrorist attacks, on the other hand, aim for psychological effects and media sensation. They invert the principle of proportionality by seeking to wreak as much havoc as possible with limited means.*
- *Funding: Classical warfare is financed centrally; taxation pays for weapons and soldiers. International terrorist organizations, in contrast, are financed decentrally; they are supported by private donations, organized crime, drug and weapon trafficking, even charities.*
- *Space: Whereas the location of a conventional war is more or less unambiguous, terrorism depends upon the unpredictability of its targets.*
- *Time: Financial and human costs impose strict limits on the duration of classical warfare. If an offensive campaign does not lead to quick victory, then it must also compete with time. But since terrorist groups do not seek to conquer, they need not reckon with time in the same way. They have at their disposal extended or even unlimited periods of time (...)<sup>206</sup>*

La moins grande propension des philosophes à caractériser les victimes du terrorisme comme des civils est probablement dûe au fait que la notion de « civil » est une notion du droit humanitaire internationale (DHI) et qu'elle dispose par conséquent d'une définition plus ou moins précise, au contraire des notions « d'innocent » ou de « non-combattant ».

## 2. Entre approche large et limitée

Il faut distinguer ici entre deux notions de « civil ». Une notion technique (à laquelle je m'intéresserai dans le présent chapitre et qui est définie dans le droit humanitaire international) et une notion du « sens commun », généralement comprise, dans une large mesure, comme « non-combattant ». La notion technique et du « sens commun » se

---

<sup>206</sup> Véronique Zanetti, “After 9-11 – A Paradigm Change in International Law ?”, in Georg Meggle (éd.), *Ethics of Terrorism and Counter-Terrorism*, p.331

distinguent par leur logique : alors que la notion technique est une notion logiquement dépendante, c'est-à-dire qu'elle dépend de la notion de soldat, la notion du « sens commun » ne dépend nécessairement pas d'une autre notion. Nous en donnerons une définition dans le chapitre consacré aux définitions « non-combattantistes ».

Il est important de souligner ici que la notion de civil au sens technique n'est pas définie de manière positive, mais de manière négative<sup>207</sup>, c'est-à-dire par la négation de certaines propriétés attribuables à des membres des forces armées ou à des forces de résistance qui satisfont certaines conditions (être sous la responsabilité d'un « commandant », porter ouvertement les armes, un signe distinctif, respecter les coutumes de la guerre, etc.). D'un point de vue logique, la notion de civil est donc tributaire de la notion de « soldat ».

C'est en déterminant les conditions nécessaires et suffisantes à la notion de soldat que l'on détermine également, par l'addition d'un opérateur de négation, la notion de civil ou de cible illégitime. Cette distinction entre « civil » et « soldat » est le fruit de ce que j'appellerai - en référence à l'historien Martin van Creveld – la *logique trinitaire* qui est basée sur la distinction stricte entre armée, gouvernement et population civile<sup>208</sup>. En définissant les cibles légitimes lors d'un conflit, on définit par la même occasion les cibles illégitimes, c'est-à-dire les civils (ou membres du gouvernement). Dans la logique trinitaire, la distinction entre soldats et civils n'est pas basée sur une appartenance politique, idéologique ou religieuse, mais sur une appartenance à une organisation armée, tributaire d'un Etat.

Il est possible d'approcher les difficultés liées à la distinction entre civils et soldats (combattants) de deux manières :

- a) **Par une approche large** qui consiste à s'interroger sur le système conceptuel dans lequel s'inscrit cette distinction et à critiquer ce système conceptuel d'un point de vue historique. En effet, comme je le montrerai dans la première partie de ce chapitre, la distinction entre soldat et civil telle que définie dans le droit humanitaire international (Conventions de Genève de 1949 et Protocoles additionnels de 1977) est tributaire des guerres classiques et de la logique trinitaire mentionnée ci-avant. Dans l'historiographie de la guerre, la guerre « classique » a cependant été supplantée par une nouvelle théorie qui s'est imposé depuis une quinzaine d'années, celle des « nouvelles guerres » et de la « transformation de la guerre ». Martin van Creveld,

---

<sup>207</sup> Cf. Helen Duffy, *The "War on Terror" and the Framework of International Law*, Cambridge University Press, Cambridge, 2005, p. 230, n. 65

<sup>208</sup> Martin van Creveld, *The Transformation of War*, The Free Press, New York, 1991, p. 37-39

Mary Kaldor ou encore Herfried Münkler sont les principaux protagonistes de ce nouveau paradigme. Selon les théoriciens des nouvelles guerres, il est difficile d'appliquer une distinction qui tire ses origines d'un système conceptuel désuet étant donné que les conditions historiques et matérielles des guerres classiques n'existent plus que de manière très limitée.

- b) **Par une approche limitée** qui consiste à ne pas remettre en cause l'ensemble du système conceptuel et matériel qui a permis la distinction entre soldat et civil dans le droit humanitaire international, mais en considérant concrètement les critères qui définissent la notion de soldat et en essayant de déterminer si ceux s'appliquent encore dans certaines situations.

Dans le présent chapitre, je favoriserai une approche limitée qui consistera à déterminer si les caractéristiques qui définissent les soldats (et donc indirectement les civils) sont applicables au niveau du terrorisme, et en particulier au niveau de situations de « résistance sans leader » auxquelles je m'intéresserai.

Mes réflexions sur la notion technique de « civil » seront structurées en trois parties : dans un premier temps (I), je présenterai la notion de soldat, telle que définie dans le DHI. Je compléterai cette présentation par un très bref historique de l'émergence de la logique trinitaire (II) et montrerai que les différentes formes de guérilla, même si elles ont partiellement remis en cause la définition de soldat, n'ont pas sonné son glas, du fait que celles-ci ne remettent pas en cause la notion d'« appartenance à une organisation structurée hiérarchiquement ».

Dans un troisième temps (III), je présenterai la notion de « résistance sans leader » et montrerai la difficulté qu'elle représente pour la notion d'organisation structurée hiérarchiquement. Dans ma conclusion, je présenterai l'implication de ces réflexions pour la définition de soldat (et de civil) et donc son inadéquation pour définir les victimes du terrorisme.

## B. Emergence de la logique trinitaire

### 1. Qu'est-ce qu'un civil ?

Pour définir le soldat et ainsi le civil, nous nous référerons à l'expression du droit humanitaire la plus récente, les Protocoles additionnels aux Conventions de Genève (1977), ainsi qu'aux Conventions de Genève de 1949.

A l'article 51 (3) du Premier protocole additionnel, les civils sont définis comme les personnes qui « ne prennent pas part aux hostilités ». Ce même protocole donne de plus amples précisions sur la notion de « civil »:

*Est considérée comme civile toute personne n'appartenant pas à l'une des catégories visées à l'article 4 A. 1), 2), 3) et 6) de la Ille Convention et à l'article 43 du présent Protocole. En cas de doute, ladite personne sera considérée comme civile<sup>209</sup>.*

Comme on le voit, la notion de civil est ici définie de manière négative : par la non-appartenance à l'une des catégories ci-après.

Les articles 4 (A) (1) (2) (3) et (6) de la Troisième Convention stipulent que<sup>210</sup> :

*A. Sont prisonniers de guerre, au sens de la présente Convention, les personnes qui, appartenant à l'une des catégories suivantes, sont tombées au pouvoir de l'ennemi :*

- 1) les membres des forces armées d'une Partie au conflit, de même que les membres des milices et des corps de volontaires faisant partie de ces forces armées ;*
- 2) les membres des autres milices et les membres des autres corps de volontaires, y compris ceux des mouvements de résistance organisés, appartenant à une Partie au conflit et agissant en dehors ou à l'intérieur de leur propre territoire, même si ce territoire est occupé, pourvu que ces milices ou corps de volontaires, y compris ces mouvements de résistance organisés, remplissent les conditions*

---

<sup>209</sup> Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux, Art. 50, [http://www.admin.ch/ch/f/rs/0\\_518\\_521/a50.html](http://www.admin.ch/ch/f/rs/0_518_521/a50.html) (accédé 14.01.2008)

<sup>210</sup> Convention (III) de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre, 12 août 1949, <http://www.icrc.org/dih.nsf/WebART/375-590007?OpenDocument> (accédé 14.01.2008)

*suivantes :*

- a) d'avoir à leur tête une personne responsable pour ses subordonnés ;*
- b) d'avoir un signe distinctif fixe et reconnaissable à distance ;*
- c) de porter ouvertement les armes;*
- d) de se conformer, dans leurs opérations, aux lois et coutumes de la guerre;*

*3) les membres des forces armées régulières qui se réclament d'un gouvernement ou d'une autorité non reconnus par la Puissance détentrice ;*

*6) la population d'un territoire non occupé qui, à l'approche de l'ennemi, prend spontanément les armes pour combattre les troupes d'invasion sans avoir eu le temps de se constituer en forces armées régulières, si elle porte ouvertement les armes et si elle respecte les lois et coutumes de la guerre.*

L'article 43 du Premier Protocole additionnel aux Conventions de Genève définit les forces armées dans les termes suivants<sup>211</sup>:

*1. Les forces armées d'une Partie à un conflit se composent de toutes les forces, tous les groupes et toutes les unités armés et organisés qui sont placés sous un commandement responsable de la conduite de ses subordonnés devant cette Partie, même si celle—ci est représentée par un gouvernement ou une autorité non reconnus par une Partie adverse. Ces forces armées doivent être soumises à un régime de discipline interne qui assure, notamment, le respect des règles du droit international applicable dans les conflits armés.*

*2. Les membres des forces armées d'une Partie à un conflit (autres que le personnel sanitaire et religieux visé à l'article 33 de la III<sup>e</sup> Convention) sont des combattants, c'est—à—dire ont le droit de participer directement aux hostilités.*

*3. La Partie à un conflit qui incorpore, dans ses forces armées, une organisation paramilitaire ou un service armé chargé de faire respecter l'ordre, doit le notifier aux autres Parties au conflit.*

---

<sup>211</sup> Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux (Protocole 1), art. 43, [http://www.admin.ch/ch/f/rs/0\\_518\\_521/a43.html](http://www.admin.ch/ch/f/rs/0_518_521/a43.html) (accédé 14.01.2008)

L'article 44 des Protocoles Additionnels aux conventions de Genève stipule également que les civils peuvent perdre leur immunité s'ils prennent part directement aux hostilités et que dans des situations où il ne peut se distinguer des civils, « *un combattant armé (...) garde son statut de combattant pour autant que, dans ces situations, il porte son arme de manière ouverte,*

*(a) Durant chaque engagement militaire, et*

*(b) pendant le temps où il est exposé à la vue de l'adversaire alors qu'il prend part à un déploiement militaire qui précède le lancement d'une attaque à laquelle il doit participer*<sup>212</sup>

Pour résumer, un soldat peut être défini par les caractéristiques suivantes:

- Comme membre d'une armée, celui-ci doit être sous la responsabilité d'un commandant en charge de la conduite de ses subordonnées.
- S'il est membre d'une milice, d'un corps de volontaire ou d'un mouvement de résistance organisé, il doit:
  - a) être sous un commandement responsable de la conduite de ses subordonnés
  - b) avoir un signe distinctif fixe et reconnaissable à distance
  - c) porter ouvertement les armes;
  - d) se conformer, dans ses opérations, aux lois et coutumes de la guerre
- s'il s'agit d'habitants qui prennent les armes spontanément, ils sont considérés comme combattants s'ils portent leurs armes ouvertement et respectent les lois et coutumes de la guerre.
- Dans une situation où il est difficile de le distinguer de la population civile, le combattant armé doit porter ses armes ouvertement.

Comme nous le verrons, un des grands progrès au niveau de la guerre entre 1648 et le début du Xxème siècle fut l'établissement de la logique trinitaire évoquée précédemment. Il sera donc nécessaire de se plonger très brièvement dans l'historique de cette émergence à partir de 1648 et plus généralement de la transformation de la guerre entre le XVII<sup>ème</sup> siècle et aujourd'hui.

---

<sup>212</sup> Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux (Protocole 1), art. 44, [http://www.admin.ch/ch/f/rs/0\\_518\\_521/a44.html](http://www.admin.ch/ch/f/rs/0_518_521/a44.html) (accédé 14.01.2008)

## 2. L'émergence de la distinction soldat-civil: de 1648 à 1918

Ce bref historique débutera en 1648, à la signature des traités de Westphalie qui mettaient un terme à la guerre de Trente ans.

1648 constitue une date importante dans la mesure où elle marque, d'un point de vue pratique, la fin de la dernière grande guerre des religions européenne qui avait vu s'entre-déchirer forces protestantes et catholiques. La fin de cette guerre des religions marque surtout le déclin du règne de la *cause juste* au sens théologique du terme, c'est-à-dire que la religion – respectivement la différence de religion – était considérée comme cause juste pour entrer en guerre. Ce déclin de la cause juste au sens théologique avait été amorcé plus d'un siècle plus tôt dans les réflexions du moine dominicain Francisco de Vitoria, professeur de philosophie à l'université de Salamanque. Ses réflexions sont fondamentales pour deux raisons :

- a) il exprime pour la première fois le principe selon lequel la religion ne constitue pas une cause juste pour une guerre. En effet, à la question de savoir si les Indiens du Nouveau Monde pouvaient être convertis par la force, Vitoria répond que « les différences de religion ne constituent pas des raisons pour une guerre juste »<sup>213</sup>
- b) il fut le premier à introduire la notion de « justice ostensible simultanée », c'est-à-dire que dans un conflit, alors que les deux parties semblent avoir des raisons justes pour mener la guerre, seul Dieu sait laquelle des deux parties a effectivement raison. En d'autres termes, même si une partie pourrait avoir le sentiment subjectif que sa cause est juste, elle pourrait objectivement (du point de vue divin) avoir tort et donc doit faire usage de retenue. Ce dernier point est capital dans la mesure où il fut repris par Hugo Grotius et Emer de Vattel, deux penseurs influents de la tradition de la guerre juste. Ce dernier déclare ainsi « La guerre en forme, quant à ses effets, doit être regardée comme juste de part et d'autre »<sup>214</sup>.

Appliquée au nouvel ordre européen qui émerge à cette époque où chaque état devient souverain, la « justice ostensible simultanée » force également le penseur Jean Bodin à s'interroger sur le processus décisionniste entre états souverains :

---

<sup>213</sup> James Turner Johnson, "Historical Roots and Sources of the Just War Tradition in Western Culture" in James Turner Johnson et John Kelsay (éd.) *Just War and Jihad*, Westport, Greenwood Press, 1991, p. 18

<sup>214</sup> Emer de Vattel, *Le droit des gens ou principes de la loi naturelle appliqués à la conduite et aux affaires des Nations et des Souverains*, Londres, 1758, liv. III, chap. 12, § 190, p.165 in James Brown Scott (éd.), *The Classics of International Law*, Carnegie Institution, Washington D.C, 1916.



« Qui est donc en fin de compte compétent pour trancher avec autorité toutes les questions de fait et de droit, évidentes et impénétrables que soulève l'examen de la *justa causa* ? (...) qui décide ? le grand Quis judicabit ? Au sein de l'Etat comme entre Etats ce ne pouvait être que le souverain. Mais dans le droit interétatique des souverains il n'y a pas d'instance judiciaire suprême et ultime au-dessus des deux parties, car il est régi par le principe de l'égalité des souverains. Par in parem non habet jurisdictionem. L'*aequalitas* des « justes ennemis » conduit le tiers à la neutralité. Sur ce point, on ne peut aboutir qu'à la seule réponse décisionniste : chaque personne étatique souveraine décide pour son propre compte de la juste cause (...). C'est ainsi que la guerre européenne entre Etats devient un conflit armé entre *hostes aequaliter justi* »<sup>215</sup>.

D'un point de vue concret (et pas seulement au niveau des idées), les XVII-XVIIIème siècle sont remarquables dans la mesure où se mettent en place quatre axiomes fondamentaux de la guerre qui dureront jusqu'au début du XXème siècle :

- a) une de-théologisation de la vie publique qui a pour effet la fin des guerres confessionnelles et une humanisation de la guerre provoquée par la séparation entre guerre juste et *cause juste* au sens théologique, c'est-à-dire que les différences de religion ne constituent plus une cause juste pour une guerre<sup>216</sup>
- b) la guerre devient une guerre « en forme » entre *justi hostes*<sup>217</sup> (« ennemis justes »). On assiste alors à une décriminalisation de l'ennemi avec lequel il est désormais possible de conclure des traités de paix. Au niveau de la pratique belliqueuse, on assiste à l'apparition de ce qu'on appelle la « guerre limitée », un type de guerre spécifique pratiqué par les Etats européens souverains et qui connaîtra son apogée entre la fin du XVIIème et le fin du XVIIIème siècle. Les guerres étaient limitées pour trois raisons : d'une part par la *limitation des ressources financières* et de la main-d'œuvre (les Etats ne peuvent avoir recours aux ressources de la nation comme cela deviendra le cas après la révolution française avec la levée en masse). D'autre part par une *limitation des objectifs* déterminés par des considérations de succession ou de possession d'un territoire. Pour terminer par le *respect d'une règle de proportionnalité* « qui requière

<sup>215</sup> Carl Schmitt, *Le Nomos de la terre dans le droit des gens du jus publicum europaeum*, Presses Universitaires de France, Paris, 2001, p. 157-158

<sup>216</sup> Carl Schmitt, *Le Nomos de la terre dans le droit des gens du jus publicum europaeum*, p. 142

<sup>217</sup> Carl Schmitt, *Le Nomos de la terre dans le droit des gens du jus publicum europaeum*, p. 143

que les risques pris pour atteindre certains gains n'handicapent pas les souverains de manière décisive en cas de défaite »<sup>218</sup>

- c) Emergence des Etats comme personnes souveraines habilités à faire la guerre qui se reconnaissent mutuellement. « Par là même il devient possible de distinguer entre l'ennemi et le criminel ». L'ennemi est l'autre Etat souverain, alors que le criminel est l'entité qui n'est pas reconnue comme Etat souverain<sup>219</sup>.
- d) La reconnaissance des Etats entre eux implique une égalité juridique entre ces Etats souverains, *hostes aequaliter justi* (« ennemis également justes »). La guerre devient une sorte de « duel » entre souverains. « Là où le duel est reconnu comme institution, la justice d'un duel réside également dans la stricte séparation entre la *justa causa* et la forme, entre la norme de justice abstraite et l'ordo concret. En d'autres termes, un duel n'est pas juste parce que la juste cause triomphe toujours, mais parce que le respect de la forme présente certaines garanties : la qualité des personnes entrant en duel ; l'observation d'une certaine procédure qui aboutit à circonscrire la lutte ; et surtout l'appel paritaire à des témoins. Le droit est devenu ici entièrement forme institutionnelle ; il consiste en ce que les hommes d'honneur capables de fournir satisfaction règlent entre eux une affaire d'honneur selon des formes prescrites devant des témoins impartiaux. Une provocation en duel, un défi, n'est donc pas une agression ni un crime, pas davantage que ne l'est la déclaration de guerre (...) »<sup>220</sup>. On retrouve cette idée d'égalité entre adversaires et de décriminalisation de l'ennemi dans le comportement même des souverains de l'époque qui, même s'ils étaient en conflit, s'adressaient les uns aux autres par l'expression « Monsieur mon frère »<sup>221</sup>.

En d'autres termes, la notion de justice est vidée de tout contenu normatif et devient purement formelle. Cette formalisation provoque un déclin de l'importance accordée au *jus ad bellum*<sup>222</sup> et une plus grande attention portée au *jus in bello*.

L'émergence de l'attention portée au *jus in bello* est également une conséquence de l'introduction à cette époque de la séparation claire entre populations civiles, armées et gouvernements. La séparation entre populations civiles et armées fut possible grâce à

<sup>218</sup> James Turner Johnson, *Just War Tradition and the Restraint of War*, Princeton University Press, 1981, p. 192

<sup>219</sup> Carl Schmitt, *Le Nomos de la terre dans le droit des gens du jus publicum europaeum* p.145-149

<sup>220</sup> Carl Schmitt, *Le Nomos de la terre dans le droit des gens du jus publicum europaeum*, p. 144. Voir également Monique Canto-Sperber, *Le bien, la guerre & la terreur, Pour une morale internationale*, Plon, Paris, 2005, p. 284

<sup>221</sup> Martin Van Creveld, *The Rise and Decline of the State*, Cambridge University Press, 1999, p. 163

<sup>222</sup> James Turner Johnson, « Just War and Jihad : Two Views of War », accessible en ligne à l'adresse: [http://www.eppc.org/publications/pubID.1596/pub\\_detail.asp](http://www.eppc.org/publications/pubID.1596/pub_detail.asp) (accédé 14.01.2008)

l'introduction d'uniformes qui servaient à distinguer les personnes autorisées à se battre et celles qui ne l'étaient pas<sup>223</sup>.

L'émergence de la possibilité d'une distinction entre soldats et civils allait également conduire à une séparation stricte entre les deux : les soldats étaient cantonnés dans des baraques et les contacts entre populations civiles et militaires étaient fortement découragés. Ainsi, ces derniers ne tardèrent pas à développer une culture propre, dont certains traits existent toujours dans des armées régulières modernes (manière spécifique de saluer, code d'honneur, discipline propre, etc.)<sup>224</sup>.

En appliquant ces distinctions strictes (gouvernement – soldat – civil) à la guerre, Martin van Creveld parle de « guerre trinitaire », c'est-à-dire des guerres où il est possible d'établir des distinctions strictes entre les protagonistes que sont les gouvernements, les soldats et les populations civiles.

En situation de conflit, il était clairement possible de faire une distinction entre les trois. C'est entre la deuxième moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle et 1914 que furent codifiées (c'est-à-dire transformées en droit positif) dans des conventions et des règlements, ces distinctions qui étaient appliquées en temps de guerre et notamment entre civils et soldats. Ainsi, c'est par exemple à cette époque que sont rédigées les prescriptions pour la conduite de la guerre terrestre aux Etats-Unis (le code « Lieber » du nom du fameux juriste allemand qui le rédigea).

On assiste également à cette époque à la création de la Croix-Rouge (1864 première convention de Genève, suivie des conventions de 1899 et 1907 à la Haye). Les buts poursuivis par ces conventions étaient multiples: d'une part en déterminant la guerre comme une pratique uniquement interétatique, on pouvait distinguer entre guerre et crime (le crime étant une forme de conflit dans laquelle l'un des acteurs n'était pas un Etat).

En accordant aux seuls Etats le droit de faire la guerre, on déterminait également quel était le « personnel » autorisé à la mener (les soldats). En tant que « fonctionnaires » de la guerre, on fournissait aux soldats des uniformes, on les obligeait à porter leurs armes de manière ouverte, et ils étaient placés sous l'autorité d'un commandement qui en était responsable. De plus, on les inscrivait dans des registres et ils étaient contrôlés afin de ne pas succomber à la tentation de commettre des actes illégaux<sup>225</sup>.

---

<sup>223</sup> Martin Van Creveld, *The Rise and Decline of the State*, p. 163

<sup>224</sup> Martin Van Creveld, *The Rise and Decline of the State*, p. 164

<sup>225</sup> Martin van Creveld, *The Transformation of War*, p. 40-41

### 3. Monopole de la violence et distinctions utiles

Une condition fondamentale de la création de ces distinctions entre soldats et civils résidait dans le fait que ce furent dans un premier temps les Etats, puis les Etats-nations qui disposaient du monopole de la violence et pouvaient ainsi la contrôler. Ce processus de monopolisation de la violence par une seule entité, l'Etat, amena à une « civilisation » de la guerre qui garantissait le respect de certaines normes et limites<sup>226</sup> :

- a) L'établissement de frontières territoriales à l'intérieur desquelles l'Etat avait sa juridiction.
- b) Cet établissement de frontières garantissait également une distinction nette entre guerre et paix : en effet, la violation d'une frontière d'un Etat souverain par un autre Etat souverain pouvait constituer un *casus belli* et provoquer une guerre. L'intégrité des frontières (c'est-à-dire leur non-violation) était généralement liée à l'état de paix.
- c) Du fait de son monopole de la violence, c'est l'Etat souverain qui décidait qui constituait l'ennemi et qui était l'ami.
- d) Du fait de son monopole de la violence, c'est l'Etat qui par la fourniture d'uniformes à ses soldats permettait de distinguer entre cibles légitimes et illégitimes : le soldat – pour autant qu'il n'avait pas déposé les armes – constituait une cible légitime, alors que les personnes qui n'étaient pas membres des forces armées ne constituaient pas des cibles légitimes. Le non-respect de ce garde-fou par les populations civiles conduisait souvent à des exactions de la part des armées. Ainsi, dans les colonies, les populations civiles qui prenaient les armes étaient considérées comme des *hors-la-loi* et massacrés par les armées coloniales<sup>227</sup>
- e) Du fait qu'il arme et alimente ses armées, l'Etat peut également définir les actes de violence licites et illicites (comme par exemple le pillage ou le viol) dans une guerre. Cette codification se traduit également par l'interdiction du recours à certaines armes (qui fut ensuite codifiée dans certains traités et conventions).
- f) Du fait qu'un Etat entretient ses troupes, qu'il les nourrit, le revenu des combattants n'est plus basé sur le pillage comme source de revenu, mais dépend des impôts payés par les contribuables. Il n'est pas étonnant que jusqu'au début du XX<sup>ème</sup> siècle, les dépenses militaires constituaient le poste budgétaire le plus important des Etats.

---

<sup>226</sup> Martin van Creveld, *The Transformation of War*, p. 68-74

<sup>227</sup> Carl Schmitt, *La notion de politique, Théorie du partisan*, Flammarion, Paris, 1992, p. 241

Avant de présenter le concept de résistance sans leader, il sera nécessaire de présenter ici quelques développements de la guerre, problématiques pour la logique trinitaire. Il s'agira ici de remarques générales qui ne s'apparentent cependant pas à une remise en cause totale de ce système conceptuel.

Comme nous le verrons, même si les mouvements de guérilla et leurs « Dan Quan » remettent en cause la distinction soldat-civil sur le terrain, celle-ci n'était pas nécessairement remise en cause conceptuellement.

## C. Emergence d'une logique non-trinitaire

### 1. La transformation de la guerre

La guerre allait cependant changer de visage dans les premières décennies du XX<sup>ème</sup> siècle. D'une part par l'émergence de guerres totales comme les deux conflits mondiaux, où toutes les ressources d'un Etat étaient mises au service de la guerre. Même s'il est vrai que la distinction entre populations civiles et armées en devenait plus difficile (les civils contribuant également à l'effort de guerre), ces guerres n'avaient cependant rien de révolutionnaires : en effet, malgré leur caractère total, elles restaient des guerres inter-étatiques. Comme le monopole de la violence par les Etats était dans une certaine mesure maintenu, les distinctions, limites et normes présentées ci-dessus pouvaient continuer à être garanties. Qui plus est, les Conventions de Genève de 1949 permettraient une mise à jour de la notion de soldat/civil, en accord avec les récents développements de la guerre.

On devait cependant assister à un autre phénomène, plus inquiétant : le ré-investissement normatif de la notion de cause juste. En effet, comme nous l'avons vu ci-dessus, les guerres limitées qui avaient eu lieu depuis 1648 (elles n'étaient évidemment pas toutes limitées, la « création » de la guerre limitée étant un processus progressif dans le temps) constituaient des sortes de duels entre Etats souverains qui devaient très souvent se terminer par des traités de paix. La notion d'ennemi était associée à la notion d'ennemi juste, d'égal (qui se retrouve dans les adresses des monarques entre eux).

Pourtant, à partir de 1918 on assiste à une ré-émergence de la notion de cause juste : l'ennemi n'est plus juste, mais devient un criminel.

### 2. Ré-investissement normatif du *jus ad bellum*

L'absence de tout contenu normatif et légal - au sens de pénal - dans la *causa justa* durera jusqu'au début du XX<sup>ème</sup> siècle, plus précisément dans la formulation du Traité de Versailles, qui mettait un terme à la Première Guerre Mondiale: en effet pour la première fois depuis la guerre de Westphalie, un des protagonistes, en l'occurrence Guillaume II, est criminalisé, dans l'article 227 du Traité qui l'accuse d'une « offense suprême contre la morale internationale et l'autorité sacrée des traités »<sup>228</sup>.

---

<sup>228</sup> Carl Schmitt, *Le Nomos de la terre dans le droit des gens du jus publicum europaeum*, 260

La criminalisation amorcée dans le Traité de Versailles sera ensuite codifiée dans le Pacte Briand-Kellogg de 1928 puis dans la Charte des Nations Unies de 1945 par l'introduction de la notion de « crime d'agression ».

Même si l'introduction de ces nouvelles catégories constitue un frein à la souveraineté des nations en les empêchant d'avoir recours à la guerre comme instrument de la politique (paradigme clausewitzien de la guerre comme continuation de la politique par d'autres moyens), le réinvestissement normatif de la notion de cause juste provoque l'abandon du principe de la « justice ostensible simultanée » et incite les parties à considérer que le bon droit est de leur côté, alors que la partie adverse est uniquement dans son tort. Alors que le déclin de la *causa justa* au sens théologique du terme avait marqué l'émergence du *jus in bello*, c'est justement par le réinvestissement normatif de la notion de cause que l'on pourrait expliquer le recours aux bombardements massifs de zones civiles pendant la Seconde Guerre Mondiale, que ce soit par les Anglais sur les villes allemandes ou par les Américains sur les villes japonaises (largage des deux bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki).

Malgré leurs scrupules et les dilemmes moraux suscités par ces décisions, ces bombardements révèlent un nouvel état de fait : considérant défendre une cause juste qui exclut que la justice de la cause soit partagée par les deux adversaires, les démocraties occidentales ont délibérément fait fi des distinctions qui avaient prévalu durant près de trois siècles.

Un autre point important réside dans le fait que contrairement aux guerres classiques des XVIII<sup>ème</sup> et XIX<sup>ème</sup> siècle, l'objectif visé par les Alliés n'était pas une simple victoire, mais la *capitulation inconditionnelle* des vaincus.

### 3. « Dan Quan » et soldats-civils

On peut se demander dans quelle mesure le changement de visage des guerres dans les premières décennies du XX<sup>ème</sup> siècle pose effectivement un problème pour la détermination du concept de soldat.

On assiste après la Seconde Guerre Mondiale à l'émergence de mouvements de libération nationale. Même s'il s'agit d'un phénomène typique de tout mouvement de guérilla, les mouvements de libération nationale vont fortement mettre l'accent sur l'impossibilité de distinguer entre combattants et populations civiles, ce qui aboutira à la notion de *Dan Quan* ou « soldat-civil » utilisée par le FLN vietnamien<sup>229</sup>. D'un point de vue opérationnel,

---

<sup>229</sup> Georges J. Andreopoulos, « The Age of National Liberation Movements » in Howard, Michael, Andreopoulos Georges et Shulman, Mark (éds.), *The Laws of War: Constraints on Warfare in the Western World*, Yale University Press, 1995, p. 195

l'avantage du *Dan Quan* est de rendre impossible, pour une armée régulière, la distinction entre combattants et non-combattants. Cette impossibilité de distinguer vise à provoquer la frustration des armées régulières et à aboutir à des brutalités<sup>230</sup> : l'exemple de My Lai au Vietnam ou le déplacement entier de populations durant la guerre d'Algérie pour les rassembler dans des camps constituent des exemples paradigmatiques. La brutalité de la réaction des armées régulières anticipée et souhaitée par les mouvements de libération nationale devait en partie aliéner les populations locales et les « pousser » dans les bras des mouvements insurrectionnels.

L'émergence de mouvements de libération nationale constitue donc des défis sérieux pour la distinction entre soldat/civil, essentielle si l'on veut utiliser la notion de civil pour caractériser les victimes du terrorisme.

Même si la volonté des mouvements de libération nationale à engager des « Dan Quan » est problématique sur le terrain pour la distinction entre civils et soldats, certaines caractéristiques ne sont pas touchées par la nouveauté que représente ces « soldats-civils ». Il s'agit ici en particulier de la notion de « subordination à un commandant », contenue dans l'article 4.A.2.a) de la Troisième convention de Genève et l'Article 43.1 du Premier Protocole additonal aux Conventions de Genève. En effet, tous les « Dan Quan » appartenaient à une organisation politique responsable du comportement de ses subordonnés et auxquels elle donnait ses ordres. Afin de montrer dans quelle mesure, malgré leur nouveauté, les mouvements guérilla ne constituaient pas un défi fondamental, nous nous intéresserons aux réflexions de Carl Schmitt et de Mary Kaldor. Nous interrogerons leurs arguments dans la perspective de leur remise en question de la notion de subordination à un commandant.

#### 4. Carl Schmitt

##### 4.1 Du partisan espagnol au partisan léniniste

Présentée au début des années 1960, « la théorie du partisan » de Carl Schmitt constitue une tentative de réflexion sur l'émergence d'un certain type d'acteurs irréguliers à partir du début du XIX<sup>e</sup> siècle (1808-1813), en particulier lors de la guerre qui oppose les armées de Napoléon à la résistance espagnole. L'intérêt de ce nouveau type de partisan réside dans son « combat contre les armées régulières modernes », mais surtout du fait que pour la première fois, la simple existence d'un tel acteur remet en cause le droit classique de la guerre qui

---

<sup>230</sup> Georges J. Andreopoulos, « The Age of National Liberation Movements » p. 195



« comporte des distinctions nettes, principalement entre guerre et paix, entre combattants et non-combattants, entre un ennemi et un criminel »<sup>231</sup>.

Les tactiques de cette dernière, évitant la confrontation et l'attaque directe des forces françaises entreront dans l'histoire sous le nom de « guérilla » (ou « petite guerre »). Bien que Schmitt accorde une partie de ces réflexions à la résistance espagnole, celle-ci n'y est pas limitée : en effet, sa théorie du partisan recouvre également la guerre d'Indochine, d'Algérie, la guerre d'indépendance de Chypre et du Vietnam, en d'autres termes les guerres de décolonisation (connues également sous le titre de guerre de « guérilla »)<sup>232</sup>.

Carl Schmitt détermine quatre propriétés essentielles du partisan: d'une part son irrégularité - c'est-à-dire son refus de porter un uniforme et son arme de manière ouverte et ostensible<sup>233</sup> -, son engagement politique intensif<sup>234</sup> - son engagement total pour la cause et la réquisition totale par l'organisation qu'il défend - son haut degré de souplesse<sup>235</sup> - c'est-à-dire « sa mobilité, sa rapidité et l'alternance inopinée de l'offensive et de la retraite - et d'autre part son *caractère tellurique*, c'est-à-dire « son lien avec le sol, avec la population autochtone et la configuration géographique du pays, montagnes, forêts, jungles »<sup>236</sup>. Le passage ci-après illustre parfaitement « l'aspect tellurique » du partisan (guérillero) tel que l'entend Schmitt :

*les partisans se battent non seulement comme des civils, mais aussi parmi les civils, et cela dans un double sens. Tout d'abord, leur vie quotidienne est beaucoup plus mêlée à celle de la population que ne le sera jamais celle d'une armée conventionnelle. (...) Ils se battent sur les lieux mêmes où ils habitent ; leurs positions militaires ne sont pas des bases, des postes, des camps, des forts ou des places fortes, mais des villages »*<sup>237</sup>.

La stratégie du partisan (guérillero) est essentiellement provocatrice : en refusant de porter l'uniforme et son arme de manière ouverte, il expose la population civile au sein de laquelle il se meut à des représailles de la part des forces armées régulières. Excédée la population civile est alors censée prendre partie pour les partisans et leur lutte.

Schmitt distingue deux moments dans l'histoire du partisan (guérillero) : une première phase où domine le partisan de type « espagnol » - c'est-à-dire un partisan qui se bat, selon Schmitt

---

<sup>231</sup> Carl Schmitt, *La notion de politique, Théorie du partisan*, p. 212

<sup>232</sup> Carl Schmitt, *La notion de politique, Théorie du partisan*, p. 215-216

<sup>233</sup> Carl Schmitt, *La notion de politique, Théorie du partisan*, p. 217

<sup>234</sup> Carl Schmitt, *La notion de politique, Théorie du partisan*, p. 218

<sup>235</sup> Carl Schmitt, *La notion de politique, Théorie du partisan*, p. 220

<sup>236</sup> Carl Schmitt, *La notion de politique, Théorie du partisan*, p. 223-224

<sup>237</sup> Michael Walzer, *Just and Unjust Wars, A Moral Argument with Historical Illustrations*, Basic Books, 2000, p.184

pour rétablir, les anciennes distinctions - et une deuxième phase où le partisan est un révolutionnaire « professionnel » incarné par Lénine. Le cas du partisan espagnol est intéressant du fait de l'ennemi contre lequel il se bat : contre les armées révolutionnaires françaises de Napoléon qui étaient issues du peuple recruté *en masse*. Ainsi pour la première fois dans l'histoire, les moyens de la Nation sont mis au service de l'effort de guerre. Il s'agit ici d'une première étape qui va aboutir à l'émergence des guerres totales au Xxème siècle. Dans les conflits qui suivirent, ce ne furent plus seulement les ressources humaines qui étaient mises au service de l'effort de guerre, mais l'ensemble des ressources technologiques et économiques. La nouveauté des armées napoléoniennes résidait justement dans l'octroi des ressources de la nation aux forces armées par *la levée en masse du peuple*. Dans ma présentation des guerres du XVII<sup>ème</sup> siècle, j'ai mis en avant le fait que celles-ci étaient limitées. D'une part par les ressources à disposition, mais également par les buts poursuivis. Les guerres napoléoniennes modifièrent cependant ce paradigme : en effet, alors que les rois ne disposaient que de ressources limitées, la levée en masse des citoyens et l'émergence du concept de citoyen-soldat allait mettre à disposition des Etats les *ressources de la nation*. Ce que le partisan espagnol veut cependant restaurer (et c'est ce qui sera effectivement restauré lors du Congrès de Vienne en 1815), c'est justement ce moment qui précède les guerres napoléoniennes où les ressources civiles des Etats ne sont pas mises au service de l'effort de guerre. Comme le dit Schmitt, le partisan espagnol

*rétablit le sérieux de la guerre, et ce fut contre Napoléon, c'est-à-dire dans le camp défensif des vieux Etats continentaux européens dont la vieille régularité, devenue convention et jeu, n'était plus en mesure de faire face à la nouvelle régularité napoléonienne et à son potentiel révolutionnaire (...). Et quand un siècle plus tard, la théorie de la guerre de Lénine, le révolutionnaire professionnel, démantela aveuglément tous les interdits traditionnels qui limitaient la guerre, celle-ci tourna à la guerre absolue et le partisan devint le représentant de l'hostilité absolue face à un ennemi absolu*<sup>238</sup>.

Schmitt décrit ici ce qu'il considère comme une transition entre le partisan comme le défenseur (qui n'est que l'expression conservatrice) d'une forme d'Etat en vigueur avant la levée en masse réalisée par les armées de Napoléon et le partisan de type léniniste comme

---

<sup>238</sup> Carl Schmitt, *La notion de politique, Théorie du partisan*, 298-299

destructeur des distinctions et notions même qui avaient rendu la guerre comme une sorte de jeu.

Selon Schmitt, la grande nouveauté de la conception héritée de Lénine réside dans le fait que celui-ci refuse la notion de guerre limitée et réinvestit la notion de guerre d'une hostilité absolue : l'ennemi est donc absolu et il doit être éliminé à tout prix, indépendamment de son statut.

Dans la pensée de Lénine, la logique qui avait prévalu jusqu'ici est modifiée: alors que la notion de « civil/non-combattant » est le résultat de la négation des critères attribuables au soldat, la guerre telle qu'esquissée par « révolutionnaire professionnel » ne voit plus dans la non-appartenance à une organisation un critère pour l'attribution du prédicat de « non-combattant », il y voit bien plus une raison pour l'attribution du prédicat « d'ennemi ».

La nouveauté de Lénine semble donc résider dans son abandon de la logique trinitaire au profit d'une logique de type idéologique : la distinction civil / non-combattant est abandonnée au profit de l'appartenance à un système idéologique / non-appartenance à un système idéologique.

Il est intéressant de constater que les réflexions de Lénine qui considèrent le partisan comme destructeur des anciennes distinctions de la guerre et le réinvestissement normatif de la conception de cause juste datent de la même époque (entre les années 1900 et 1920). Dans l'interprétation « schmittienne » de Lénine, l'ennemi absolu n'est autre que « *l'ennemi de classe, le bourgeois, le capitaliste occidental et son ordre social dans tous pays où régnait celui-ci* »<sup>239</sup>.

#### 4.2 La pensée de Lénine constitue-t-elle un problème pour définir un soldat ?

Même s'il est vrai que l'irrégularité du partisan – son refus de porter les armes de manière ouverte et de porter un signe distinctif - pouvait constituer un problème au regard de la Seconde Convention de la Haye (1907) où les combattants doivent satisfaire certaines conditions<sup>240</sup>, celle-ci ne pose aucun problème au sens du Protocole Additionnel de 1977 puisqu'elle n'exclut à aucun moment que le partisan ne soit placé sous un commandement central, responsable de ses actions. Pour rappel, les Protocoles additionnels de 1977 stipulent

---

<sup>239</sup> Carl Schmitt, *La notion de politique, Théorie du partisan*, 258

<sup>240</sup> Ces conditions sont: "To be commanded by a person responsible for his subordinates; To have a fixed distinctive emblem recognizable at a distance; To carry arms openly; and To conduct their operations in accordance with the laws and customs of war. In countries where militia or volunteer corps constitute the army, or form part of it, they are included under the denomination army", *Laws of War: Laws and Customs of War on Land (Hague IV), October 18, 1907*, <http://www.yale.edu/lawweb/avalon/lawofwar/hague04.htm> (accédé 15.01.2008)

que : *Les forces armées d'une Partie à un conflit se composent de toutes les forces, tous les groupes et toutes les unités armés et organisés qui sont placés sous un commandement responsable de la conduite de ses subordonnés devant cette Partie, même si celle—ci est représentée par un gouvernement ou une autorité non reconnus par une Partie adverse.*

En effet, en glissant de l'emphase placée sur les signes extérieurs du combattant (porter les armes de manière ouverte, signes extérieurs) à son appartenance à une organisation dont il tire les ordres, on peut déterminer qui est le soldat et donc qui est le civil. Même si cette distinction semble difficile à établir sur le terrain, elle n'est conceptuellement pas problématique. En d'autres termes, même si au niveau des concepts politiques, Schmitt présente Lénine comme une étape importante dans la mesure où il transforme la catégorie des cibles légitimes/illégitimes en l'associant à l'appartenance / non-appartenance à un système idéologique, les critères qu'ils offrent ne posent pas véritablement de problèmes par rapport à la notion de subordination à un commandant, du fait qu'indépendamment de sa compréhension idéologique, un parti politique – comme le parti communiste - reste une organisation organisée hiérarchiquement.

De manière similaire à Carl Schmitt, la politologue Mary Kaldor met en avant l'émergence d'un nouveau type d'acteur, lié à l'émergence de ce que j'ai appelé précédemment les « nouvelles guerres » (dont elle représente l'une des principales théoriciennes). A défaut de discuter ici des « nouvelles guerres », je montrerai que la description des acteurs proposée par Kaldor ne remet pas fondamentalement en question la notion de subordination à un commandant, telle que présentée dans le DHI.

### 5. Mary Kaldor et les nouvelles guerres

Pour Mary Kaldor, la guerre de Bosnie entre Serbes (de religion orthodoxe), Croates (catholiques) et Bosniaques (musulmans) constitue un exemple paradigmatique des nouvelles guerres. Celles-ci se caractérisent par le fait que, contrairement aux guerres classiques, les parties en conflit sont moins intéressées à se faire la guerre entre elles que contre la population et la société civile<sup>241</sup>. En fait il s'agirait de guerres qui mobilisent des questions relatives à des identités traditionnelles (nation, tribu, race, religion)<sup>242</sup> pour obtenir un pouvoir étatique. Selon Kaldor, les acteurs de ces nouveaux conflits sont pluriels :

---

<sup>241</sup> Mary Kaldor, *Neue und alte Kriege*, Suhrkamp, Frankfurt am Main, 2000, p. 94

<sup>242</sup> Mary Kaldor, *Neue und alte Kriege*, p. 110

- a) Les *troupes régulières*. Depuis la fin de la guerre froide, celles-ci ont cependant vécu une phase de déclin suite à la réduction des effectifs et des moyens alloués aux armées. Ceci a conduit certains soldats à se fournir eux-mêmes leur subsistance (en devenant mercenaires) ou par le pillage<sup>243</sup>.
- b) Les *groupes paramilitaires*, i.e des groupes autonomes de personnes armées. Ceux-ci sont souvent mandatés par les gouvernements eux-mêmes, afin de ne pas avoir à endosser les responsabilités pour les actions perpétrées. Ainsi par exemple dans le cadre de la guerre en Bosnie, une commission d'experts de l'ONU dénombrait pas moins de 83 groupements paramilitaires sur le territoire ex-yougoslave<sup>244</sup>. Les plus célèbres étaient incontestablement les « Tigres » d'Arkan (serbes) et les « Aigles blancs » (serbes). Du côté croate, le groupe des « Loups », sous la direction de Jusuf Prazina (appelé « Juka »), un ancien criminel, était probablement l'un des plus connus, alors que du côté bosniaque, les troupes régulières avaient reçu le soutien d'anciens moudjahiddins d'Afghanistan. Même si ces groupes ne portaient pas d'uniforme à proprement parler, ceux-ci se distinguaient par le port de signes distinctifs. Les « tigres » d'Arkan « avaient les cheveux courts, portaient des bonnets en laine noire, des gants coupés aux milieux des doigts et un insigne noir à la hauteur de l'épaule »<sup>245</sup>. Les « loups » quant à eux portaient « une coupe en brosse, une veste noire, des lunettes de soleil, et un masque »<sup>246</sup>. Comme le dit Kaldor, à la place d'uniformes, ceux-ci portent des « quasi-uniformes »<sup>247</sup>. Le plus souvent ces groupes sont constitués d'anciens soldats voire d'unités qui ont été licenciés, de criminels, mais également d'enfants. Selon un rapport publié conjointement par l'université d'Uppsala et l'International Peace Research Center d'Oslo, les forces paramilitaires ne seraient pas une spécificité du conflit dans les Balkans : en effet, entre un tiers et une moitié des forces totales de la Russie, de l'Inde et de la Chine seraient constituées de forces paramilitaires<sup>248</sup>.
- c) Les *unités d'auto-défense*, sont constituées de volontaires qui veulent protéger la localité dans laquelle ils vivent, ont des amis, etc. Ces unités sont généralement sous-équipées, ce qui rend leur durée de vie relativement faible.

<sup>243</sup> Mary Kaldor, *Neue und alte Kriege*, p. 148

<sup>244</sup> Mary Kaldor, *Neue und alte Kriege*, p.76

<sup>245</sup> Mary Kaldor, *Neue und alte Kriege*, p. 78

<sup>246</sup> Mary Kaldor, *Neue und alte Kriege*, p. 79

<sup>247</sup> Mary Kaldor, *Neue und alte Kriege*, p. 149

<sup>248</sup> Uppsala University's Data Programm and International Peace Research Center Oslo, *Human Security Report*, "The Changing Face of Global Violence", section 2, p.37, disponible à l'adresse [http://www.humansecurityreport.info/HSR2005\\_PDF/Part1.pdf](http://www.humansecurityreport.info/HSR2005_PDF/Part1.pdf) (accédé 5.05.2007)

- d) Les *mercenaires étrangers*. On distingue ici entre les membres d'armées qui ont été licenciés ou se sont engagés afin de fournir une formation, de conseiller les armées auprès desquelles ils s'engagent (et parfois également d'avoir des rôles de commandement) et les anciens militaires qui fondent des entreprises privées, indépendantes des Etats et engagées par les parties en conflit ou des entreprises (pétrole ou diamants)<sup>249</sup>.
- e) Les *troupes régulières étrangères* placées sous la responsabilité d'organisations internationales (ONU, OTAN, l'OSCE, etc.).

Comme le suggère Kaldor, certains de ces groupes (groupes paramilitaires, unités d'auto-défense) semblent fonctionner comme des groupes de guérilla. Pourtant, elle concède que ceux-ci ne présentent pas la même structure hiérarchique, la discipline et une chaîne de commandement typiques à des groupes de guérillas. En effet, ces groupes ne semblent pas forcément opérer de manière dépendante<sup>250</sup> :

*Die diversen Kampfgruppen operieren teilweise unabhängig, teilweise in Zusammenarbeit miteinander. Was wie eine Armee aussieht, ist in Wirklichkeit ein Zusammenschluss aus abtrünnigen Einheiten der regulären Streitkräfte, örtlichen Milizen oder Selbstverteidigungseinheiten, kriminellen Banden, Gruppen von Fanatikern und den üblichen Gefolge, und diese Koalition hat sich auf Partnerschaften, gemeinsame Projekte, Arbeits- und Beuteteilungen verständigt*<sup>251</sup>

On se demande cependant dans quelle mesure ces groupes paramilitaires et autres mercenaires posent une difficulté pour la notion de soldat: comme le montre l'exemple de la Yougoslavie, les groupes paramilitaires semblent porter des «quasi-uniformes», qui pourraient être considérés comme des signes distinctifs. Le premier Protocole additionnel des Conventions de Genève reconnaît également les groupes paramilitaires comme des combattants.

Qui plus est, malgré leur relative indépendance, les groupes agissent sous les ordres d'un commandement, qui, même s'il n'est pas centralisé, présente tout de même une certaine

<sup>249</sup> On peut citer ici les entreprises Halliburton, Sandline International ou Executive Outcomes. Selon le Human Security Report cité ci-avant, l'industrie du mercenariat serait en pleine explosion : le revenu annuel des entreprises qui utilisent des mercenaires est estimé à plus de 100 milliards de dollars par année, voir Uppsala University's Data Program and International Peace Research Center Oslo, *Human Security Report*, "The Changing Face of Global Violence", section 2, p.37, [http://www.humansecurityreport.info/HSR2005\\_PDF/Part1.pdf](http://www.humansecurityreport.info/HSR2005_PDF/Part1.pdf) (accédé 5.05.2007)

<sup>250</sup> Mary Kaldor, *Neue und alte Kriege*, p. 152

<sup>251</sup> Mary Kaldor, *Neue und alte Kriege*, p. 152

structure hiérarchique. La multiplication des groupes et leur fragmentation ne l'exclut donc pas.

#### **D. La fin du concept d'organisation structurée hiérarchiquement: la résistance sans leader**

Dans la première partie de cette contribution, je me suis efforcé de démontrer l'émergence, après la fin de la guerre de Westphalie en 1648 de la logique et des guerres « trinitaires » (pour reprendre l'expression de Martin van Creveld). Dans la seconde partie, j'ai démontré que l'engagement de nouveaux types de soldats comme les Dan Quan préconisés par le FLN vietnamien ne remettait pas en cause la notion même « subordination à un commandant » fondamentale pour déterminer ce qu'est un soldat. Dans cette dernière partie, je vais montrer comment le concept de résistance sans leader remet fondamentalement en cause cette dernière notion. De ce fait, la détermination du soldat au sens proposé par les Protocoles additionnels des conventions de Genève de 1977 semble être devenue impossible. Par conséquent, la détermination de la notion de « civil » étant conceptuellement dépendante de la notion de soldat, cette dernière devra être abandonnée, étant donné l'impossibilité de déterminer ce qu'est un « soldat » respectivement un combattant.

Comme nous le verrons, le concept de résistance sans leader est intimement lié à l'extrême-droite américaine. De ce fait, nous présenterons en premier lieu l'émergence pratique et théorique de la notion de résistance sans leader au sein de cette mouvance. Cependant, étant donnée la difficulté de parler de résistance sans leader sans évoquer l'exemple (souvent ignoré) du mouvement anarchiste à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, nous présenterons dans un deuxième temps l'impact de l'exemple et des théories anarchistes sur le concept de résistance sans leader.

Dans un troisième temps, nous nous intéresserons au concept de résistance sans leader et à son impact théorique sur les réflexions d'Abu Musab Al-Suri, un des principaux idéologues du jihad islamique. Dans un dernier temps, nous évoquerons la présence d'une forme de résistance sans leader a) d'un point de vue théorique sur la stratégie d'Al-Qaïda et b) à un niveau pratique sur les dernières tendances du terrorisme observées sur le terrain.

En conclusion, nous présenterons les conséquences du concept pour une définition du terrorisme et en particulier pour la distinction entre soldat et civil.



### 1. Résistance sans leader et extrême droite

Avant de présenter les influences pratiques et théoriques qui ont mené à l'élaboration du concept de résistance sans leader, il est important de définir ce que l'on entend par ce concept. Par « résistance sans leader », nous entendrons ici une opération impliquant un individu seul (que l'on qualifiera de « loup solitaire ») ou une cellule composée d'un (très) petit nombre d'individus qui s'engagent dans des actions violentes, souvent anti-étatiques (mais pas nécessairement) *indépendamment du soutien d'un quelconque mouvement, d'un quelconque leader ou d'un réseau de soutien*<sup>252</sup>. Comme mis en évidence, l'élément fondamental de cette définition réside dans la notion d'indépendance d'un quelconque réseau ou d'une quelconque hiérarchie (leader).

Selon le spécialiste de l'extrême droite américaine Jeffrey Kaplan, le concept de résistance sans leader émergea dans les années 1970, à un moment de crise pour l'extrême droite américaine: en effet, celle-ci était dominée par les défenseurs de la «théorie de l'action de masse» selon laquelle l'usage de la violence contre l'Etat était suicidaire et qu'il fallait plutôt utiliser tous les moyens de la propagande à disposition pour créer une majorité révolutionnaire d'extrême droite aux Etats-Unis.

Cette théorie fut remise en question par Joseph Tommasi, fondateur du Front de Libération National Socialiste (National Socialist Liberation Front, NSLF) pour qui la théorie de l'action de masse était impraticable, étant donné qu'il était impossible de créer un mouvement nationaliste socialiste de masse aux Etats-Unis. Selon Tommasi, la théorie de l'action de masse ne faisait que contribuer au *statu quo* et empêchait une quelconque action contre l'Etat américain. Il fallait donc prendre les armes :

*Le Front de Libération National Socialiste (« The National Socialist Liberation Front ») croit qu'il est nécessaire de commencer à développer immédiatement une lutte armée. Nous comprenons maintenant la futilité du maintien de la lutte pour des changements sociaux dans le cadre d'un débat civil. Plutôt que d'essayer d'éduquer et d'organiser des gens qui ne partagent pas notre avis, nous les considérons comme des ennemis et des neutralisateurs de la révolution nationale-socialiste. Nous confinons maintenant nos activités à un petit groupe*

---

<sup>252</sup> Ma définition est fortement influencée par la définition proposée par Jeffrey Kaplan dans son *The Encyclopedia of White Power: A Sourcebook on the Radical Racist Right*, Walnut Creek: Altamira Press, 2000, 173.

*de personnes du mouvement que nous considérons comme de potentiels révolutionnaires nationaux-socialistes (... )*<sup>253</sup>

Il est fondamental de signaler ici qu'à ses débuts (dans les réflexions de Tommasi et d'autres) et jusqu'à l'article éponyme de Louis Beam, ce qui était pratiqué comme une forme de résistance sans leader n'était pas encore qualifié comme tel ; l'expression « résistance sans leader » n'avait pas encore vu le jour<sup>254</sup>.

D'un point de vue organisationnel, le mode d'action favorisé par Tommasi était la guérilla, et en particulier une structure en cellules cloisonnées (c'est-à-dire que les membres des cellules ne connaissent pas l'identité des membres d'autres cellules) composées de trois combattants et d'un chef d'unité. Selon Tommasi, les membres doivent se fondre dans la foule<sup>255</sup>.

Tommasi était pleinement conscient de la capacité des autorités américaines à pénétrer l'extrême droite. Il était donc difficile de faire confiance à qui que ce soit. Il eut alors l'idée de transformer cette faiblesse en force, en se focalisant sur un individu seul (« un loup solitaire ») dont les agissements étaient, au contraire d'une cellule, impénétrables par l'Etat ou la police<sup>256</sup>. Malgré la présence de 43 adhérents à la réunion de fondation du NSLF, seuls 4 membres (4 « loups solitaires ») firent usage de la violence révolutionnaire. Kaplan qualifie ces actions « d'explosions de violence inutile »<sup>257</sup>.

Selon Kaplan, il existait une sorte de *voie intermédiaire* entre les défenseurs de la théorie de l'action de masse et les pratiquants de « la violence inutile » qui appliquaient la « résistance sans leader » dans sa compréhension à la Tommasi.

Il s'agissait de groupes qui utilisaient la résistance sous forme d'*organisation en cellules avec un commandement central*. Cette forme de résistance était, entre autres, pratiquée par les Minutemen, une organisation militante anti-communiste formée dans les années 1960 autour de son chef, Robert Bolivar DePugh<sup>258</sup>. L'utilisation d'une *organisation en cellules avec un commandement central* était intéressante pour l'extrême droite dans la mesure où elle permettait de contourner l'inanité de la théorie de l'action de masse, mais également de mettre un frein aux débordements pratiqués jusqu'ici sous l'étiquette de « résistance sans leader ».

---

<sup>253</sup> Joseph Tommasi, "Building the revolutionary party – political power stems from the barrel of a gun", disponible à l'adresse [http://www.angelfire.com/rebellion2/aiwsf/tommasi\\_tribute.html](http://www.angelfire.com/rebellion2/aiwsf/tommasi_tribute.html) (accédé 11.06.06)

<sup>254</sup> Plus précisément, si l'on en croit Louis Beam, l'expression de « résistance sans leader » aurait déjà vu le jour dans les écrits de Lucius Louis Amoss, mais ses écrits n'avaient bénéficié que d'une attention très limitée.

<sup>255</sup> Joseph Tommasi Tribute, [http://www.angelfire.com/rebellion2/aiwsf/tommasi\\_tribute.html](http://www.angelfire.com/rebellion2/aiwsf/tommasi_tribute.html) (accédé le 11.06.06)

<sup>256</sup> Jeffrey Kaplan, "Leaderless Resistance", *Terrorism and Political Violence*, vol. 9, N° 3, automne 1997, p. 82

<sup>257</sup> Jeffrey Kaplan, "Leaderless Resistance", p. 83

<sup>258</sup> Jeffrey Kaplan, "Leaderless Resistance", p. 83

Un membre des Minutemen, R.N Taylor, décrit – plusieurs années plus tard - son expérience de la création de cellules :

*Les Minutemen n'ont jamais défendu la résistance sans leader pour soi. En fait, à chaque fois que de telles actions étaient perpétrées soit par un individu, soit par un petit groupe, cela préoccupait voire causait de sérieux problèmes à l'Organisation Nationale. Nous faisons de notre mieux pour maintenir une certaine discipline au sein de nos membres. A l'origine, la structure de l'organisation était structurée en bandes, conformes aux bandes de la guérilla classique composée de 6 à 12 personnes. Par la suite, pour des raisons de sécurité, nous avons commencé à nous réorganiser en cellules de trois personnes (...) Seul un des trois membres de la cellule connaîtrait l'identité des deux autres membres et serait le seul à être en contact avec l'organisation nationale<sup>259</sup>*

Il est ici intéressant de constater comment la notion de «résistance sans leader» est assimilée au manque de discipline d'éléments non-organisés par un commandement central et dont les actions se retournent contre l'organisation nationale.

Dans cette première phase, le concept de résistance sans leader est interprété comme «violence gratuite», «indiscipline» ou «inutilité», mais il est surtout compris *en termes stratégiques*, c'est-à-dire par rapport à sa capacité à faire progresser la révolution nationale-socialiste aux Etats-Unis.

La structure associée à la résistance sans leader est celle d'individus isolés, difficiles à contrôler. Tommasi, même s'il propose des organisations de type «cellules indépendantes», était parfaitement conscient de la capacité du gouvernement à pénétrer un mouvement centralisé : de ce fait, selon lui, les éventuelles cellules devaient être complètement autonomes<sup>260</sup>.

La fin des années 1980 et le début des années 1990 vont initier une nouvelle interprétation du concept de résistance sans leader : en effet, alors qu'il était, dans sa première phase, plutôt interprété *en termes stratégiques*, le concept allait acquérir *une signification sécuritaire*, c'est-à-dire qu'il serait maintenant conçu dans sa fonction de protection du mouvement national-

---

<sup>259</sup> Jeffrey Kaplan, "Leaderless Resistance", p. 83

<sup>260</sup> Selon Kaplan (réponse personnelle), Tommasi était parfaitement lucide quant à la situation désespérée dans laquelle se trouvait le mouvement national-socialiste de l'époque : un commandement central eut été suicidaire.

socialiste américain contre la pénétration par le gouvernement (considéré comme omniscient et omnipotent)<sup>261</sup>.

Ce changement d'interprétation allait être «dicté» par plusieurs événements : d'une part le procès de Fort Smith en Arkansas en 1989 qui allaient mettre face à face certains activistes de l'extrême droite et leurs leaders, engagés eux comme témoins de l'accusation. Cette trahison fut perçue par beaucoup comme la preuve de l'omnipotence du gouvernement et de sa force de pénétration. Cette interprétation allait être confirmée par deux incidents: d'une part, l'assaut du FBI contre la ferme de Waco (Texas) où séjournait le gourou David Koresh et sa secte des Davidiens (1993). Même si les liens entre extrême droite et la secte étaient extrêmement ténus, l'assaut des autorités (qui fit plus de 70 victimes) fut interprété comme l'illustration parfaite de la détermination du gouvernement et du sort probable de l'extrême droite. Qui plus est l'assaut des autorités contre un autre membre de l'extrême droite (Randy Weaver) et sa famille à Ruby Ridge dans l'Idaho en 1992 fut également interprété comme la preuve que le gouvernement et les autorités américaines étaient entrés dans une nouvelle phase de leur lutte : ils voulaient maintenant éradiquer la communauté des «patriotes» (c'est-à-dire une certaine frange de l'extrême droite américaine).

Pour ces derniers, il en allait donc maintenant de leur survie. C'est justement à cette époque que fut verbalisé avec succès le concept de «résistance sans leader», dans un article éponyme publié par Louis Beam en 1992, dans le rapport d'une réunion de membres de l'extrême droite.

L'article de Beam et le concept qui y était proposé eurent un succès immédiat. Dans son article, Beam ne propose rien de moins qu'une « rupture fondamentale » avec les théories classiques de l'organisation, dont le schème classique est celui de la pyramide. Tétanisé par la pénétration par le gouvernement, Beam note que la « pyramide est extrêmement dangereuse pour ses participants<sup>262</sup> » du fait que « l'expérience a révélé à maintes reprises que les organisations politiques anti-étatiques utilisant cette méthode de commande constituent des proies faciles pour l'infiltration par le gouvernement, pour les pièges, et pour la destruction du personnel impliqué<sup>263</sup> ».

Selon Beam, la faiblesse fondamentale de la pyramide réside dans le fait que « dans un type d'organisation pyramidale, une personne infiltrée peut détruire tous les éléments en dessous et

---

<sup>261</sup> C'est en fait une interprétation que l'on trouve déjà chez Tommasi, mais elle ne prend toute son importance qu'à la fin des années 1980.

<sup>262</sup> Louis Beam, "Leaderless Resistance", *The Seditonist*, Issue 12, février 1992,

<http://www.solargeneral.com/library/LeaderlessResistance.pdf> (accédé 15.01.2008). Traduction personnelle.

<sup>263</sup> Louis Beam, "Leaderless Resistance". Traduction personnelle.

au-dessus de son niveau d'infiltration. Si le sommet de la pyramide a été infiltré, l'organisation dans son ensemble est compromise et peut ainsi être détruite à souhait »<sup>264</sup>.

Beam propose donc l'utilisation d'un système de cellules, au sein duquel « tous les individus opèrent de manière indépendante, sans avoir à rendre des comptes à un quartier-général central ou à un leader individuel »<sup>265</sup> et au sein duquel personne ne donne d'ordres. Compte tenu de l'absence d'une organisation hiérarchique dans son modèle de résistance sans leader, Beam devait expliquer comment un mouvement fondé sur ce principe pouvait fonctionner en termes de formation, d'information et d'organisation des actions. Il écrit : *“The answer to this question is that participants in a program of Leaderless Resistance through phantom cells or individual action must know exactly what they are doing, and how to do it. It becomes the responsibility of the individual to acquire the necessary skills and information as to what is to be done. This is by no means as impractical as it appears, because it is certainly true that in any movement, all persons involved have the same general outlook, are acquainted with the same philosophy, and generally react to given situations in similar ways.”*<sup>266</sup>

Ce dernier point est fondamental pour les mouvements de résistance sans leader: en l'absence d'une hiérarchie et d'un leader, le partage d'une même philosophie par les membres d'un mouvement est décisif, non seulement pour la détermination des actions, mais également pour l'identité et la cohésion du mouvement en tant que tel.

Avant de donner quelques exemples de mouvements fonctionnant sur la résistance sans leader, il sera intéressant de présenter une autre source possible (même si elle est généralement ignorée), mais plus ancienne du concept de résistance sans leader : le mouvement anarchiste de la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle.

## 2. Résistance sans leader et anarchisme

L'influence anarchiste sur le concept de résistance sans leader est double: d'une part, l'anarchisme et son rejet de toute forme d'autorité – et donc de leader – présente une forte proximité logique avec la résistance sans leader, même si la généalogie des deux concepts est différente.

D'autre part, l'exemple même des anarchistes et de leurs actions (assassinat de personnalités politiques et publiques) à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle peut également être considéré comme une

---

<sup>264</sup> Louis Beam, “Leaderless Resistance”. Traduction personnelle.

<sup>265</sup> Louis Beam, “Leaderless Resistance”. Traduction personnelle

<sup>266</sup> Louis Beam, “Leaderless Resistance.

forme d'action du loup solitaire ("lone-wolf actions") où un individu, indépendant de tout réseau, accomplit une action violente, anti-étatique.

## 2.1 Le mouvement anarchiste et son refus de l'autorité et du leadership

Même s'il reconnaît la difficulté de trouver une définition à l'anarchisme, le chercheur Olivier Hubac-Occhipinti se focalise sur la propriété suivante, nécessaire à tous les mouvements anarchistes : « la négation du principe d'autorité sous toutes ces formes, le refus violent d'une quelconque contrainte de l'individu »<sup>267</sup>. Sa caractérisation se retrouve dans la définition proposée par Benjamin R. Tucker, l'une des figures les plus importantes de l'anarchisme américain: "the doctrine according to which all the affairs of men should be managed by individuals or voluntary associations, and that the State should be abolished"<sup>268</sup>.

Dans cette perspective, le rejet d'une quelconque autorité signifie également le rejet d'un leader (ou d'une forme de leadership), étant donné qu'il pourrait restreindre la liberté d'action de l'individu. De ce point de vue, on peut parler ici d'une proximité logique entre la résistance sans leader et la doctrine anarchiste en général.

Il est cependant important de souligner les différentes conditions d'émergence de ces deux théories: alors que la résistance sans leader de l'extrême droite est liée au désespoir et à la peur que le gouvernement américain puisse supprimer définitivement le mouvement des patriotes (c'est-à-dire une frange de l'extrême droite américaine) des conditions similaires n'étaient pas présentes dans le cas de l'émergence de la doctrine anarchiste. Dans un certain sens, on peut affirmer que la résistance sans leader de l'extrême droite a été "imposée" par le sentiment et/ou l'analyse de la situation du mouvement. Dans cette perspective, des actions individuelles constituaient la seule possibilité pour éviter l'infiltration par le gouvernement. Mais ce n'est certainement pas le cas pour la doctrine anarchiste elle-même.

A cet égard, la controverse entre Karl Marx et Mikhaïl Bakounine sur la forme que doit prendre la révolution révèle les différences généalogiques entre la « résistance sans leader » de l'extrême droite et la doctrine anarchiste. Alors que Marx plaide en faveur d'une "dictature du prolétariat" sous la forme de républiques populaires, Bakounine rejette violemment toute forme d'autorité qu'il considère comme le principe fondamental de l'Etat, "*every logical and sincere theory of the State is essentially founded on the principle of authority - that is to say on the eminently theological, metaphysical and political idea that the masses, always*

---

<sup>267</sup> Olivier Hubac-Occhipinti "Les terroristes anarchistes du XIXème siècle" dans Gérard Chaliand and Arnaud Blin (éds), *Histoire du Terrorisme, De l'Antiquité à Al-Qaïda*, Bayard, Paris, 2004, 127.

<sup>268</sup> Benjamin R. Tucker, "State Socialism and Anarchism, How far they agree and wherein they differ", 1886, <http://www.panarchy.org/tucker/state.socialism.html> (accessed May 1, 2007).

*incapable of governing themselves, must submit at all times to the benevolent yoke of a wisdom and a justice, which in one way or another, is imposed on them from above*”<sup>269</sup>.

Pour Bakounine, le problème principal de la création d’un Etat se trouve dans la domination d’une majorité par une minorité, domination incapable de donner le pouvoir aux masses. C’est dans cette perspective qu’il plaide pour une « liberté totale » et le rejet d’une quelconque forme d’autorité<sup>270</sup>. On peut ainsi dire que les réflexions théoriques de Bakounine n’étaient pas basées sur la peur que le gouvernement puisse éradiquer le mouvement socialiste, mais sur des réflexions concernant les problèmes de la théorie marxiste.

On observe à une controverse similaire (même si elle est plus tardive) qui illustre ce point entre le théoricien anarchiste Errico Malatesta et le groupe Dielo Trouda (« La cause des travailleurs ») concernant le concept de la « Plate-Forme anarchiste ». En effet, « la cause des travailleurs » - un groupe d’anarchistes russes exilés qui avaient été témoins de la révolution de 1917 mais regrettaient l’établissement de la dictature bolchévique – écrivit en 1926 “La Plate-forme anarchiste», une sorte de guide organisationnel qui mettait en évidence les faiblesses du système anarchiste. Dans ce texte, “la cause des travailleurs” rejette explicitement les actions individuelles: *“The practice of acting on one's personal responsibility should be decisively condemned and rejected in the ranks of the anarchist movement...The executive organ of the general anarchist movement, the Anarchist Union, taking a firm line against the tactic of irresponsible individualism...”*<sup>271</sup>

Mais, de manière similaire au rejet de l’Etat marxiste par Bakounine, Malatesta refuse dans sa réponse écrite en 1927 l’autorité de l’Union anarchiste présentée par la “cause des travailleurs”. Il écrit : *“In my view, an anarchist organisation must be founded on a very different basis from the one proposed by those Russian comrades. Full autonomy, full independence and therefore full responsibility of individuals and groups; free accord between those who believe it useful to unite in cooperating for a common aim; moral duty to see through commitments undertaken and to do nothing that would contradict the accepted programme”*<sup>272</sup>

Même s’il se prononce contre toute forme d’union anarchiste, Malatesta n’exclut pas la possibilité d’une collaboration entre anarchistes, mais sur une base volontaire.

---

<sup>269</sup> Mikhaïl Bakounine, *Marxism, Freedom and the State*, <http://www.marxists.org/reference/archive/bakunin/works/mf-state/ch03.htm> (accédé 1.05.2007).

<sup>270</sup> Mikhaïl Bakounine, *Marxism, Freedom and the State*, <http://www.marxists.org/reference/archive/bakunin/works/mf-state/ch05.htm> (accédé 1.05.2007)

<sup>271</sup> Dielo Trouda, “Organisational Platform of the Libertarian Communists”, [http://flag.blackened.net/revolt/platform/plat\\_organise.html](http://flag.blackened.net/revolt/platform/plat_organise.html) (accédé 14.04.2007).

<sup>272</sup> Errico Malatesta, “A Project of Anarchist Organisation”, [http://www.geocities.com/CapitolHill/6170/malatesta\\_project.html](http://www.geocities.com/CapitolHill/6170/malatesta_project.html) (accédé 14.04.2007).

Il est également intéressant de constater ici que les réflexions de Malatesta sur la nature d'une organisation anarchiste semblent avoir été inspirées par les actions de ses prédécesseurs anarchistes dans les années 1890 que nous présenterons brièvement ci-après.

## 2.2 La conspiration anarchiste

En 1901, le président des Etats-Unis, William McKinley est assassiné par un anarchiste. Une année après cet assassinat, le successeur de William McKinley, Théodore Roosevelt, appela à une « croisade pour exterminer le terrorisme où qu'il soit »<sup>273</sup> (un appel qui présente quelques similarités avec la « guerre contre le terrorisme » du président Bush). En effet, la grande vague d'assassinats par des anarchistes en Europe dans les années 1890 laissaient craindre une conspiration anarchiste mondiale qui n'existait pas : la plupart des assassinats politiques de l'époque (qui avaient coûté la vie au Président français Sadi Carnot, au Premier Ministre espagnol Antonio Canovas, à l'Impératrice Elisabeth d'Autriche et au roi d'Italie Umberto Ier) avaient été perpétrés par des individus isolés qui ne bénéficiaient – contrairement à ce que l'on croyait à l'époque – d'aucun soutien par des réseaux (à quelques exceptions près). Comme le note l'historien du terrorisme Walter Laqueur, “but inasmuch as the assassins were anarchists – and quite a few were not – they all acted on their own initiative without the knowledge and support of the groups to which they belonged”<sup>274</sup>. Cette conclusion est également partagée par le chercheur Olivier Hubac-Occhipinti qui écrit “le terrorisme anarchiste du XIXème siècle présente des caractéristiques fort particulières. Il s'agit d'abord d'un terrorisme individuel qui ne bénéficie pas, ou très peu, de moyens logistiques (financement, entraînement). Il n'y a pas eu réseaux capables de “penser” une stratégie de la terreur à un niveau national ou international.”<sup>275</sup>

Dans cette perspective, les actions des anarchistes correspondent parfaitement à la définition de la “résistance sans leader” présentée plus haut et comprise comme une sorte d'opération du « loup solitaire » ou d'un petit groupe (en l'occurrence un individu) qui s'engage dans des actions anti-étatiques indépendamment d'un quelconque mouvement, leader ou réseau de soutien.

---

<sup>273</sup> David C. Rapoport, “The Four Waves of Rebel Terror and September 11”, *Anthropoetics* 8, no. 1 (Spring / Summer 2002), <http://www.anthropoetics.ucla.edu/ap0801/terror.htm> (accédé 15.04.2008).

<sup>274</sup> Walter Laqueur, *A History of Terrorism*, Transaction Publishers, New Brunswick, 2002, p.14

<sup>275</sup> Olivier Hubac-Occhipinti “Les terroristes anarchistes du XIXème siècle” dans Gérard Chaliand et Arnaud Blin (éd). *Histoire du terrorisme, De l'Antiquité à Al-Qaïda*, Bayard, Paris, 2004, p.143



### 3. Résistance sans leader sur le terrain

Même s'il est difficile d'évaluer l'impact concret des écrits de Beam, on notera cependant que le concept de résistance sans leader n'est pas resté lettre morte sur le terrain. Le cas le plus paradigmatique et connu est incontestablement celui de Timothy McVeigh. En 1995, McVeigh, un « patriote », fait sauter l'immeuble Alfred P. Murrah à Oklahoma City, dans lequel est logé le FBI. Cet attentat fera plus de 160 victimes, dont plusieurs enfants. On retrouve dans les affaires de McVeigh, les *Turner Diaries*, une œuvre de fiction écrite par William Pierce, dans laquelle Earl Turner, le héros, rejoint une organisation clandestine de guérilla après que le gouvernement, renversé par une « conspiration négro-sioniste » ait confisqué toutes les armes du pays. Dans l'action finale, Earl Turner se sacrifie en écrasant un avion transportant une bombe atomique sur le Pentagone, déclenchant ainsi une guerre raciale. L'intérêt des *Turner Diaries* est leur impact probable sur les écrits de Beam : il semble que ce roman soit une des sources « littéraires » du concept de résistance sans leader<sup>276</sup>. On y retrouve l'image d'un héros, qui se bat seul, contre un gouvernement. McVeigh semble avoir été influencé par un épisode du roman au cours duquel la guérilla attaque le système informatique du FBI en faisant sauter un immeuble de l'agence en utilisant un camion piégé. Ce ne sera cependant pas la dernière fois que le concept de résistance sans leader sera mis en pratique. Même s'il est difficile d'affirmer que le concept de résistance sans leader tel que proposé par Beam ait influencé McVeigh, on peut supposer une influence indirecte par le biais des *Turner Diaries* (qui ont à leur tour influencé Beam).

#### 3.1 Extrême droite

En 1999, un néo-nazi, David Copeland, fait exploser en l'espace de 13 jours trois bombes en ville de Londres, qui tuent trois personnes et en blessent plus d'une centaine<sup>277</sup>. Ces bombes sont dirigées contre les communautés africaines de Brixton, asiatiques (Brick Lane) et homosexuelles (Soho). Invoquant les *Turner Diaries*<sup>278</sup> - dont le protagoniste Earl Turner incarne à lui seul le terrorisme du loup solitaire (c'est-à-dire d'un individu seul) - Copeland

---

<sup>276</sup> Jean-Marc Flükiger, « De l'extrême-droite à Al Qaïda : histoire du concept de résistance sans leader », *www.terrorisme.net*, 2006, [www.terrorisme.net/pdf/2006\\_JMF.pdf](http://www.terrorisme.net/pdf/2006_JMF.pdf) (accédé 1.07.2006)

<sup>277</sup> « Timetable of terror », *BBC News*, 30.06.2000, <http://news.bbc.co.uk/1/hi/uk/780069.stm> (accédé 11.06.06)

<sup>278</sup> « Panorama Special – The Nailbomber », *BBC News*, 30.06.2000, <http://news.bbc.co.uk/1/hi/programmes/panorama/archive/811720.stm> (accédé 11.06.06)

déclare à la police qu'il croit «en la race des Seigneurs et qu'il veut provoquer une guerre raciale»<sup>279</sup>.

Comme dans les *Turner Diaries*, Copeland déclare qu'il désirait que les explosions causent «une réaction choc des minorités ethniques, j'aurais été l'étincelle qui aurait fait exploser le pays»<sup>280</sup>. Egalement surnommé le «poseur de bombes à clous» («nailbomber», ses bombes étant remplies de clous), Copeland agissait seul malgré ses liens avec l'extrême droite<sup>281</sup>. Il aurait fabriqué ses bombes en utilisant «le livre de cuisine anarchiste» («The Anarchist Cookbook»), publié pour la première fois il y a trente ans et accessible sur Internet<sup>282</sup>. Malgré son appartenance au National Socialist Movement (NSM), Copeland était inconnu des services de renseignement<sup>283</sup>.

Au niveau de l'extrême droite, un autre exemple est celui d'Eric Robert Rudolph, responsable d'une série d'attaques entre 1996 et 1998, et notamment de celle qui eut lieu aux Jeux Olympiques d'Atlanta qui coûta la vie à une personne. Rudolph était proche du mouvement Christian Identity, une organisation suprématiste blanche, raciste et antisémite. De ce fait, il est probable que Rudolph connaissant les écrits de Beam ou du moins le roman de Pierce. Rudolph défendait également la lutte contre l'avortement: dans une attaque, il s'en était pris à une clinique qui le pratiquait<sup>284</sup>.

Un autre exemple - toujours associé à l'extrême droite - est celui de Buford O. Furrow, un suprématiste blanc du groupe Aryan Nation, qui attaqua en 1999 à Los Angeles une garderie d'enfants juifs (5 furent blessés) et abattit ensuite un employé philippin de la poste américaine<sup>285</sup>.

Dans ces trois cas, il semble que l'on ait assisté à une mise en pratique concrète du concept de résistance sans leader, même s'il est difficile d'évaluer l'impact concret des écrits de Beam. Dans tous les cas, une influence indirecte via les écrits de Pierce est très probable.

---

<sup>279</sup> «Nailbomber set out to 'terrorise'», *BBC News*, 8.06.2000, <http://news.bbc.co.uk/1/hi/uk/782876.stm>, (accédé 11.06.06)

<sup>280</sup> «Profile : Copeland the killer», *BBC News*, 30.06.2000, <http://news.bbc.co.uk/1/hi/uk/781755.stm>, (accédé 11.06.06)

<sup>281</sup> Will Woodward, «A loner against society?», *Guardian Unlimited*, 3.05.1999, <http://www.guardian.co.uk/bombs/Story/0,,204769,00.html> (accédé 11.06.06)

<sup>282</sup> Tony Thompson, «Ban my bombers' guide, says author», *Guardian Unlimited*, 11.06.2000, <http://books.guardian.co.uk/news/articles/0,,330742,00.html> (accédé 11.06.06)

<sup>283</sup> «Panorama Special – The Nailbomber», *BBC News*

<sup>284</sup> «Eric Robert Rudolph: Loner and survivalist», *cnn.com*, 11.12.2003, <http://www.cnn.com/2003/US/05/31/rudolph.profile/index.html> (accédé 11.06.06)

<sup>285</sup> James Sterngold, «Supremacist Who Killed Postal Worker Avoids Death Sentence», *New York Times*, 24.01.2001, <http://query.nytimes.com/gst/fullpage.html?res=9F0CEED61E3CF937A15752C0A9679C8B63> (accédé 11.06.06)

### 3.2 Mouvement radical de libération des animaux

Alors que les réflexions qui précèdent ont permis d'esquisser un historique de l'émergence du concept de résistance sans leader, ce concept organisationnel n'est pas uniquement l'apanage de l'extrême-droite américaine ou du mouvement anarchiste. En effet, le mouvement radical de libération des animaux (dont font notamment partie les cellules qui clament leurs actions sous la bannière de l'Animal Liberation Front, Animal Rights Militia, Justice Department, Hunt Retribution Squad) et de la terre (Earth First ! ou Earth Liberation Front) utilise également une structure de résistance sans leader.

Fondé à la fin des années 1960<sup>286</sup> (Earth First ! à la fin des années 1980), la mouvance s'est mise en évidence ces dernières années, notamment en Angleterre et aux Etats-Unis, par de nombreuses libérations d'animaux de laboratoires d'expérimentation, par le sabotage d'installations destinées à la vivisection et par le harcèlement de personnes travaillant dans ce milieu. Contrairement à l'extrême droite cependant, la mouvance de libération des animaux et de la terre n'a jamais tué personne. Le rapprochement avec l'extrême droite est donc purement organisationnel.

On retrouve une description illustrative de la résistance sans leader dans les propos de Robin Webb, porte-parole de l'Animal Liberation Front (ALF).

*On peut raisonnablement argumenter qu'on devient un membre de l'ALF en exécutant une action de l'ALF (...). Toute personne, pour autant qu'elle adopte un mode de vie végétalien - ou du moins végétarien - peut entreprendre une action qui tombe sous le coup de ces règles et peut déclarer qu'il s'agit d'une action du Front de Libération Animale. Il n'y a pas de hiérarchie, pas de leader (...). C'est pour cela que l'ALF ne peut être écrasé, qu'il ne peut être infiltré de manière efficace, ni arrêté. Tous, chacun de vous: vous êtes l'ALF*<sup>287</sup>.

Robin Webb donne quelques indications supplémentaires dans un article ultérieur :

*Quiconque, faisant une action pour sauver des animaux ou pour endommager la propriété de ceux qui les maltraitent - du bris de vitre à l'incendie, en veillant à ce que nul, animal ou humain, ne soit blessé -, peut revendiquer son acte sur Internet au nom d'ALF, qui en retour lui apportera son soutien en cas d'arrestation (...). L'Armée républicaine irlandaise (IRA)*

---

<sup>286</sup> Pour un historique de l'Animal Liberation Front, voir Jean-Marc Flükiger, « Analyse : libération animale et terrorisme », *www.terrorisme.net*, [http://www.terrorisme.net/p/article\\_201.shtml](http://www.terrorisme.net/p/article_201.shtml) (accédé 3.03.2006)

<sup>287</sup> "Staying on Target and Going the Distance: An Interview with U.K. A.L.F. Press Officer Robin Webb", *No Compromise*, Issue 22, Automne 2003, <http://www.nocompromise.org/issues/22robin.html> (accédé 2.06.2007)

*fonctionne aussi en cellules autonomes. Mais elle dispose d'un commandement centralisé, identifiable. ALF n'a rien de la sorte: m'arrêter pour me faire taire est inutile*<sup>288</sup>

Dans son analyse, Beam avait noté l'importance du partage d'une philosophie et d'une vision commune pour les mouvements de résistance sans leader. Ce partage joue également un rôle fondamental pour l'ALF. Comme le déclare Webb, n'importe qui peut revendiquer ses actions au nom de l'ALF, pour autant qu'il ou elle respecte les règles du mouvement:

*"It may be reasonably argued that one is only a member of the A.L.F. whilst actually undertaking an A.L.F. action. There is no membership list of elite compassionate commandos. The A.L.F. has had, and retains, an unchanging triad of policies. One, to rescue individual animals from suffering or potential suffering then place them in good, permanent homes or, where appropriate, release them into their natural environment. Two, to damage or destroy property and equipment associated with animal abuse.... The third policy is to take every reasonable precaution not to harm or endanger life, either human or non-human. Anyone ... can go out and undertake an action that falls within those policies and claim it as the Animal Liberation Front."*<sup>289</sup>

Comme je l'ai déjà observé dans la discussion de l'article de Beam, dans les organisations traditionnelles avec une structure pyramidale de leadership, c'est ce dernier qui donne à l'organisation son identité et détermine les règles d'action. Ce n'est pas le cas pour les mouvements de résistance sans leader dans lesquels une vision et une philosophie commune sont décisifs et nécessaires pour déterminer les actions et pour l'existence même du mouvement, d'où l'importance des règles.

---

<sup>288</sup> Cédric Gouverneur, « Les guérilleros de la cause animale », *Le Monde Diplomatique*, Août 2004, pages 1, 12 et 13, <http://www.monde-diplomatique.fr/2004/08/GOUVERNEUR/11463> (accédé 2.02.2007)

<sup>289</sup> "Staying on Target and Going the Distance: An Interview with U.K. A.L.F. Press Officer Robin Webb", *No Compromise*, Issue 22, <http://www.nocompromise.org/issues/22robin.html> (accédé 2.06.2007). On notera ici la similarité entre les propos de Webb et ceux d'un militant d'Al-Qaïda qui déclare « Al Qaida ist nicht mehr einfach nur eine Organisation... Al-Qaida ist heute eine «Einladung», die alle Muslime auffordert, in Unterstützung für Gottes Religion aufzustehen. Wer diesen Ruf beantwortet, wird als Teil von al-Qaida betrachtet, ob du es willst oder nicht... » (souligné par l'auteur). Yassin Musharbash, *Die neue al-Qaida. Innenansichten eines lernenden Netzwerkes*, p. 90. On remarquera que, comme dans le cas de l'ALF, c'est l'engagement par des actions en faveur d'Al Qaida par des actions qui déterminent l'appartenance à l'organisation.

Dans la dernière partie de ce deuxième chapitre, je vais m'intéresser aux derniers développements théoriques, mais surtout pratique de la résistance sans leader et montrer que a) on retrouve un propos similaire à celui de Beam dans les écrits d'Abu Musab Al-Suri, un des plus importants idéologues du jihad et que b) on assiste « sur le terrain » à une application des écrits de Beam et d'Al-Suri au niveau du jihad islamiste

#### 4. De l'extrême droite au terrorisme islamique

##### 4.1 « L'appel à la résistance islamique globale » d'Abu Musab Al-Suri<sup>290</sup>

L'oeuvre de Mustafa Abd al-Qadir Setmariam Nasar (connu également sous les pseudonymes Abu Musab Al-Suri ou Umar Abd Al-Akim), une encyclopédie d'environ 1600 pages intitulée *The Call to Global Islamic Resistance* est considéré comme l'un des ouvrages théoriques fondamentaux du djihad islamiste.

Membre des Frères Musulmans syriens, vétéran d'Afghanistan, ancien porte-parole des Talibans, il fallut environ trois ans à Al-Suri pour écrire son traité dont certains concepts – notamment au niveau organisationnel – présentent de fortes similarités avec les réflexions de Louis Beam.

Les théories opérationnelles d'Al-Suri sont basées sur la prémisse que "l'organisation jihadiste centralisée et hiérarchisée est obsolète (« has outlived its role »)"<sup>291</sup>. Comme Beam, Al-Suri attribue cela à un changement de contexte.

Cependant, il ne s'agit pas d'un contexte national dans lequel un gouvernement aurait décidé de supprimer un mouvement, mais d'un nouveau contexte international, lié à la fin de la Guerre Froide et qui est marqué par une lutte anti-terroriste accrue<sup>292</sup>.

Du fait de ce nouveau contexte Al-Suri écrit: *If the methods of the "hierarchical, regional, secret organisations" in confronting the local security regimes completely failed over the past decades, just imagine how much more we will fail in confronting the security apparatus of the New World Order, and onset of the worldwide war to fight terrorism with all its security, military, ideological, political and economic means... ?!*<sup>293</sup>

---

<sup>290</sup> On retrouvera la traduction anglaise de deux chapitres-clé de *L'appel à la résistance islamique globale* dans Brynjar Lia, *Architect of Global Jihad, The Life of Al-Qaida Strategist Abu Mus'ab al-Suri*, Hurst & Company, London, 2007, pp. 347-484

<sup>291</sup> Brynjar Lia, "Al-Suri's Doctrines for Decentralized Jihadi Training - Part 1", *Terrorism Monitor*, Jamestown Foundation, Volume 5, Issue 1, January 18, 2007, <http://jamestown.org/terrorism/news/article.php?articleid=2370236>, (accédé 2.02.2007)

<sup>292</sup> Abu Musab Al-suri, *L'appel à la résistance islamique globale*, dans Brynjar Lia, *Architect of Global Jihad, The Life of Al-Qaida Strategist Abu Mus'ab al-Suri*, Hurst & Company, London, 2007, p. 352

<sup>293</sup> Abu Musab Al-suri, *L'appel à la résistance islamique globale*, p. 355

Alors qu'il constate l'échec de structures jihadistes hiérarchiques par le passé et leur échec plus que probable dans le nouveau contexte international, Al-Suri met en évidence les avantages de ce qu'il appelle « l'école du jihad individuel et de petites cellules » (qu'il appelle également le « jihad du terrorisme individuel »): *these spontaneous operations performed by individuals and cells here and there over the whole world, without connection have put the local and international intelligence apparatus in a state of confusion, as arresting the [members] of aborted cells does not influence the operational activities of others who are not connected to them*<sup>294</sup>.

On ne manquera pas d'être frappé par la similarité entre « l'école du jihad individuel et de petites cellules » sans connections les unes avec les autres et les « individus opérant de manière indépendante » proposés par Beam. Cependant, on notera que l'approche d'Al-Suri constitue une réflexion beaucoup plus empirique - c'est-à-dire basée sur ses observations des différents modes de résistance à travers l'histoire de l'Islam (il cite par exemple le compagnon du Prophète Abu-Basir qui aurait formé un groupe de guérilla<sup>295</sup>) et récents (il donne l'exemple d'un garde-frontière jordanien qui aurait tiré sur des étudiantes juives<sup>296</sup>) - que celle proposée par Beam, plus conceptuelle et théorique.

Dans la ligne de ces exemples historiques et des actions d'individus et de petites cellules, Al-Suri propose la création « d'unités de la résistance globale islamique », c'est-à-dire des unités similaires à des cellules de « résistance sans leader » liées entre elles par :

1. *A common name and a personal oath to God the Supreme on adhering to him.*
2. *A politico-judicial programme, a common doctrine, and an oath to God on committing to it.*
3. *A common goal, which is to resist the invaders and their allies, and an oath to God on jihad in His way to defeat them, then to work on establishing His rule*<sup>297</sup>.

Al-Suri précise que *“there are no organisational bonds of any kind between the members of the Global Islamic Resistance Unit except the bonds of a program of beliefs, a system of*

---

<sup>294</sup> Abu Musab Al-suri, *L'appel à la résistance islamique globale*, p. 366

<sup>295</sup> Abu Musab Al-suri, *L'appel à la résistance islamique globale*, p.363

<sup>296</sup> Abu Musab Al-suri, *L'appel à la résistance islamique globale*, p. 365

<sup>297</sup> Abu Musab Al-suri, *L'appel à la résistance islamique globale*, p. 421

*action, a common name, and a common goal*<sup>298</sup>. De plus, Al-Suri décourage également les liens entre le leadership idéologiques et les cellules de résistance<sup>299</sup>.

Au niveau de leur structure, les unités de la résistance islamique globale sont composées soit d'individus isolés, soit de petites cellules (de deux personnes ou plus) composées de personnes qui se connaissent et agissent en toute confiance.

Sur la base de ses réflexions concernant le nouveau contexte global et les dangers représentés par le nouvel ordre mondial et la chasse anti-terroriste renforcée, Al-Suri met en avant les avantages de cette forme de résistance sans lien organisationnels entre ses unités :

*The method makes it possible for a single individual to act, whether he wants to operate completely alone.. or in a very small unit of a few men and friends who have confidence in each other... Thus this method offers homogeneity, security precautions and possibilities for the group... The method [also ndlr] allows for a complete separation between those cells, so that if any action, whether emerging or under execution, is disclosed, it will not influence the others who operate or intend to operate since there is no link between them of any kind...*<sup>300</sup>

Sur la base du contexte de changement international et du renforcement de la lutte anti-terroriste, Al-Suri prend conscience de la nécessité d'abandonner les schémas d'organisation traditionnels. Il propose ainsi une « école du jihad individuel » et la création de milliers de petites cellules sans liens les unes avec les autres.

Avant de présenter brièvement l'impact des réflexions d'Al-Suri sur la stratégie d'Al-Qaïda et sur le terrain, nous présenterons brièvement quelques similarités entre les théories de Beam et d'Al-Suri.

#### 4.2 Similarités entre les théories d'Al-Suri et de Beam

Même si elles ont été rédigées dans des cultures différentes et à la lumière de luttes différentes, les deux théories présentent de nombreuses similarités<sup>301</sup>:

---

<sup>298</sup> Abu Musab Al-suri, *L'appel à la résistance islamique globale*, p. 422

<sup>299</sup> Brynjar Lia, "Al-Suri's Doctrines for Decentralized Jihadi Training - Part 1", <http://jamestown.org/terrorism/news/article.php?articleid=2370236>, (accédé 2.02.2007)

<sup>300</sup> Abu Musab Al-suri, *L'appel à la résistance islamique globale*, p. 424

<sup>301</sup> Le concept de résistance sans leader a également été appliqué au *modus operandi* d'Al-Qaïda par Jessica Stern et Guido Steinberg. Jessica Stern, "The Protean Enemy", *Foreign Affairs*, July/August 2003, p.33, Guido Steinberg, "Terror – Europas Internes Problem", *Internationale Politik*, November 2005, p.15. Voir également Yassin Musharbash, *Die neue al-Qaida, Innenansichten eines lernenden Netzwerks*, Bundeszentrale für politische Bildung, Bonn, 2006, p. 70

- a) La prise de conscience que le contexte (ou l'environnement) politique national (Beam) ou international (Al-Suri) a changé et que ce changement vise la suppression des mouvements d'extrême-droite (Beam) ou jihadistes (Al-Suri).
- b) Du fait de ce nouvel environnement, les organisations classiques structurées hiérarchiquement doivent se transformer si elles veulent survivre.
- c) La transformation qui doit permettre cette survie est essentiellement structurelle. Etant donné qu'elles sont facilement infiltrables, les structures hiérarchiques représentent un danger pour la cause et il est donc nécessaire d'abandonner le système pyramidal (hiérarchique).
- d) De ce fait, Beam propose une structure d'individus ou de petites cellules « opérant de manière indépendante sans avoir à rendre des comptes à un quartier-général central ou à un leader individuel ». La solution proposée par Al-Suri est identique à celle proposée par Beam : il s'agit d'organiser la lutte autour « d'unités de la résistance globale islamique » composées soit d'individus, soit de cellules (entre personnes de confiance) sans aucun lien entre elles.
- e) Beam et Al-Suri insistent que le seul élément commun entre les combattants individuels soit une vision du monde et une philosophie partagées et pas l'appartenance à une structure hiérarchique. Alors que Beam parle d'une « même vision du monde » et d'une « même philosophie », Al-Suri parle d'un « nom, d'un programme, d'une doctrine et d'un but communs ».
- f) Du fait que les structures de résistance sans leader sont déterminées par une philosophie et un programme commun, Beam et Al-Suri découragent les contacts entre les cellules opérationnelles et le leadership du mouvement.

On pourrait reprocher aux réflexions qui précèdent de rester uniquement dans le domaine de la théorie. En effet, malgré leur sophistication technique, ces théories pourraient rester lettre morte en termes pratiques. Ce n'est cependant pas le cas comme il sera démontré dans les paragraphes qui vont suivre. Nous nous concentrerons essentiellement ici sur l'impact de la théorie d'Al-Suri. Celui-ci est d'une part théorique, c'est-à-dire qu'il a été repris dans d'autres documents théoriques du jihad. D'autre part, l'impact des théories d'Al Suri est également pratique, dans la mesure où celles-ci ont été appliquées par des cellules jihadistes.

Dans un premier temps, nous présenterons l'impact théorique des réflexions d'Al-Suri sur la stratégie globale d'Al-Qaïda. Dans un deuxième temps, nous nous pencherons sur les derniers développements pratiques du jihad global.



#### 4.3 La stratégie globale d'Al-Qaïda

En mars 2005, le journal arabe (basé à Londres) *Al-Quds Al-Arabi* publiait des extraits de la « Stratégie d'Al-Qaïda d'ici à 2020 », rédigé par un stratège du réseau de Ben Laden, Muhammad Ibrahim Makkawi<sup>302</sup>. Dans ce document Makkawi distingue cinq étapes du jihad<sup>303</sup> :

- a) Dans un premier temps, d'Al-Qaïda a provoqué « l'éléphant américain » à envahir les pays musulmans. Celui-ci fait référence aux attaques du 11 septembre qui ont provoqué une intervention non seulement en Afghanistan mais également en Irak.
- b) Dans une deuxième étape, il s'agissait de réveiller « l'oumma », la communauté musulmane, en provoquant l'intervention de soldats américains sur le sol musulman. Cette étape vise également à provoquer une confrontation directe entre l'oumma et l'Amérique. Si on observe la vague d'anti-américanisme provoquée par l'intervention en Irak (en particulier dans le monde musulman) et les exactions choquantes qui ont y ont été perpétrées (Abu-Ghraib), on peut probablement affirmer que cet objectif a également été réalisé.
- c) Selon Makkawi, la troisième étape vise à étendre le conflit dans la région et à engager les Américains et les Britanniques dans une guerre d'usure. En considérant les crédits de plusieurs centaines de milliards de dollars qui ont déjà été accordés à l'effort de guerre américain, ainsi que la durée de l'intervention (près de cinq ans), on peut également dire que cet objectif a probablement été réalisé.
- d) La quatrième étape - et c'est celle qui nous intéresse le plus – consiste à sortir d'Al-Qaïda des schèmes d'organisation traditionnels et d'en faire une idéologie qui transcende les frontières géographiques, une série de « guiding principles » où les unités individuelles (cellules, individus) agissent sans instruction directe.
- e) La cinquième étape prévoit de multiplier les fronts et d'ainsi surpasser les capacités d'intervention américaine. Dans cette dernière étape, il s'agit de conduire le budget militaire à sa ruine en faisant exploser les coûts en personnel.

La quatrième étape est incontestablement la plus pertinente pour notre propos : elle vise à sortir Al-Qaïda des schèmes d'organisation traditionnels en transformant le réseau en une

---

<sup>302</sup> On notera ici une importante différence d'interprétation de la genèse de la stratégie globale d'Al-Qaïda. Alors que pour Bari Atwan, elle aurait été rédigée par Makkawi, Musharbash attribue cette stratégie à un journaliste jordanien, Fuad Hussein, qui l'aurait construite de toutes pièces. Voir Yassin Musharbash, *Die neue al-Qaida, Innenansichten eines lernenden Netzwerks*, p.239

<sup>303</sup> Abdel Bari Atwan, *The Secret History of Al-Qa'ida*, Abacus, London, 2006, p.252-253

idéologie, un ensemble de règles, pour l'empêcher d'être attaqué par les services de sécurité. On remarquera ici la proximité des propos de Makkawi et d'Al-Suri. Dans les deux cas, il s'agit de transformer Al-Qaïda pour éviter que l'organisation ne soit infiltrable par les services de sécurité et d'opérer la transition d'une organisation à un système, transition marquée par la présence de cellules combattantes indépendantes d'un leadership.

Comme pour l'ALF, la relation d'Al-Qaïda à ses activistes est ainsi transformée : Al-Qaïda deviendrait ainsi une série de principes pour ses activistes qui revendiquent leurs actions sous ce label.

Comme on va le voir ci-après dans les dernières tendances de la terreur, la stratégie prônée par Al-Suri et Makkawi n'est pas restée lettre morte : des activistes sans lien direct avec Al-Qaïda ont ainsi perpétré des attentats en son nom, notamment à Madrid en 2004 et ailleurs entre 2004 et 2007.

#### 4.4 Sur le terrain : les dernières tendances de la terreur

Entre mars 2004 et juillet 2005, l'Europe était frappée à deux reprises dans ses capitales : à Madrid et à Londres. Dans les deux cas, les attentats ont été attribués à Al-Qaïda. Dans son rapport sur les attentats de Madrid, le juge espagnol Juan del Olmo note que « même si l'attaque a été revendiquée par Al-Qaïda, l'enquête a démontré que les attentats avaient été perpétrés par une cellule locale inspirée par Al-Qaïda, mais qui n'avait pas reçu d'ordres directs de la direction de l'organisation »<sup>304</sup>.

On peut clairement qualifier les attentats de Madrid comme un cas de « l'école du jihad individuel et des petites cellules » : d'une part, la cellule, même si elle était inspirée par Al-Qaïda, agissait sans le soutien direct de l'organisation. D'autre part, l'Espagne a été mentionnée comme une cible potentielle dans différents documents en circulation avant les attentats. Ces documents menaçaient notamment le peuple espagnol, tenu responsable pour la politique de son gouvernement<sup>305</sup>.

Au contraire de l'enquête sur les attentats de Madrid, l'enquête sur les attentats de Londres permet moins aisément de se prononcer sur la possibilité d'une attaque de type résistance sans leader. En effet, comme le révèle un message du numéro 2 d'Al-Qaïda, Ayman Al-Zawahiri,

---

<sup>304</sup> "Madrid bombing suspects charged", *BBC News*, 11.04.2004, <http://news.bbc.co.uk/1/hi/world/europe/4899042.stm>, (accédé 11.06.06)

<sup>305</sup> Reuven Paz, "A Message to the Spanish People: The Neglected Threat by Qa'idat al-Jihad", *PRISM Series of Special Dispatches on Global Jihad*, No. 2/2, 18.03.2004, [http://www.e-prism.org/images/PRISM\\_Special\\_dispatch\\_no\\_2-2.pdf](http://www.e-prism.org/images/PRISM_Special_dispatch_no_2-2.pdf) (accédé 11.06.06)

deux membres de la cellule responsable des attaques auraient rencontré les principaux leaders de l'organisation de Ben Laden au Pakistan<sup>306</sup>.

Le fait que les attentats de Londres n'aient probablement pas constitué une attaque sur le modèle de la résistance sans leader ne remet cependant pas en cause la thèse de l'émergence de celle-ci sur le terrain. En effet, le spécialiste du terrorisme Marc Sageman révèle dans son dernier ouvrage que l'on a assisté entre 2004 et 2007 à plus d'une dizaine d'attentats ou tentatives d'attentats basées sur le modèle de la résistance sans leader (attentats de Madrid en mars 2004 ; attaque à Yanbu, Arabie Saoudite en mai 2004 ; attentats de Taba, en Egypte en octobre 2004 ; assassinat par le groupe Hofstadt du réalisateur Théo van Gogh et tentative d'attaque contre l'aéroport d'Amsterdam aux Pays-Bas en 2004 ; attentat à la bombe au Caire en avril 2005 ; attentats dans le Sinaï en juillet 2005 ; cellule démantelée en Belgique en mars 2004 ; tentative déjouée de faire sauter le palais de justice madrilène en octobre 2004 ; la tentative d'attentat à la bombe à Sarajevo déjouée en octobre 2005 ; les tentatives d'attentats déjouées en novembre 2005 à Sydney et Melbourne ; les tentatives déjouées d'attaques à Toronto, Chicago et au Danemark en 2006 ; la tentative d'attaque à la bombe en Allemagne en juillet 2006 ; les attaques infructueuses à Londres et Glasgow en 2007)<sup>307</sup>.

De manière plus générale, on a observé sur le « sur le terrain » que les activistes sont de plus en plus « auto-recrutés », c'est-à-dire que plusieurs cellules démantelées récemment étaient « composées d'indigènes du pays visé qui puisent leur inspiration d'Al-Qaïda, sans pour autant être nécessairement sous son contrôle »<sup>308</sup>. Ainsi en 2005 déjà, le bureau du coordinateur américain pour le contre-terrorisme notait, en même temps que la désagrégation des réseaux globaux d'Al-Qaïda, l'émergence de cellules terroristes « auto-suffisantes » composées d'éléments « auto-recrutés » et qui se sont « auto-radicalisés »<sup>309</sup>. Une autre preuve indirecte du manque de contrôle et de commandement d'Al-Qaïda sur ces nouveaux groupes réside dans leurs capacités financières limitées. En effet, comme ces groupes n'ont pas de liens organisationnels avec Al-Qaïda, ils ne bénéficient pas du soutien du réseau et de sa manne financière. On peut donc interpréter les coûts limités des attaques de Londres (qui selon l'expert Michael Whine n'ont pas dépassé quelques centaines de livres sterling) ou de

---

<sup>306</sup> Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou, "From the Near to the Far Enemy and Back: The Metamorphosis of Al Qaeda, 1988-2008" in K. Mulaj, ed. *Violent Non-State Actors in Contemporary World Politics*, Gulf Research Center, 2007, p.11

<sup>307</sup> Marc Sageman, *Leaderless Jihad, Terror Networks in the Twenty-First Century*, University of Pennsylvania Press, Philadelphia, 2007, p.139.

<sup>308</sup> Michael Whine, « Analyse - Après le 7 juillet: les nouvelles tendances de la terreur », *www.terrorisme.net*, [http://www.terrorisme.net/p/article\\_198.shtml](http://www.terrorisme.net/p/article_198.shtml) (accédé 11.06.06)

<sup>309</sup> U.S Department of State, "General Trends in Terrorism 2005", <http://www.state.gov/documents/organization/65465.pdf> (accédé 11.06.06)

Madrid (environ 10'000 dollars<sup>310</sup>) comme une preuve de la mise en pratique des préceptes d'Al Suri.

### **Conclusion : la résistance sans leader, un défi pour la compréhension traditionnelle des groupes armés**

Certains philosophes définissent les victimes du terrorisme comme des « civils », notion qui n'est généralement pas définie ultérieurement. La tentative de définition de la notion de civil a démontré que celle-ci était logiquement liée à la notion de soldat. En d'autres termes, la notion de « civil » est définie par la négation des propriétés du soldat, définie dans le droit humanitaire international par un ensemble de critères. Comme nous l'avons démontré, la notion de hiérarchie et d'appartenance à une organisation armée constitue l'un des critères fondamentaux pour déterminer ce qu'est un soldat et donc indirectement ce qu'est un civil.

Les réflexions théoriques sur la résistance sans leader, Al Suri et les nouvelles tendances du terrorisme montrent que les caractéristiques traditionnelles des groupes armés ont subi de profondes transformations d'un point de vue théorique et pratique. Ces transformations semblent remettre en question les concepts de hiérarchie et d'appartenance à une organisation armée offerts dans le DHI, pour lequel la subordination à la responsabilité d'un commandant et l'appartenance à une organisation armée constituent des propriétés nécessaires du soldat. Comme le suggère Al-Suri, les terroristes ne sont plus membres d'organisations: ils sont simplement inspirés par un leadership idéologique, alors que les membres des cellules n'ont plus de contact avec ce leadership. Il semble donc difficile de considérer les membres de cellules comme des soldats, tels que définis dans le DHI. C'est pour cette raison que je suggère de ne pas utiliser la notion de civil pour définir les victimes du terrorisme: comme la notion de civil est définie par la négation des propriétés du soldat, elles-mêmes remises en cause par le concept de résistance sans leader, les réflexions d'Al-Suri et les derniers développements internationaux, il devient donc impossible de distinguer les deux.

Ces réflexions sont cependant limitées à la notion technique de « civil » telle que définie (par la négation des propriétés de soldat) dans le DHI. Elles ne s'appliquent pas au concept de civil du « sens commun », synonyme de « non-combattant » qui sera traité dans mes réflexions non-combattantistes.

---

<sup>310</sup> Joshua Prober, "Accounting for Terror, Debunking the Paradigm of Inexpensive Terrorism", *Policy Watch*, Washington Institute, No 1041, 1 November 2005.

Par conséquent, après avoir exclu les notions d'innocent et de civil pour qualifier les notions de civils, nous nous intéresserons dans le chapitre suivant aux définitions qui n'incluent pas de caractérisation des victimes (définitions abstentionnistes). Les arguments offerts contre une telle inclusion seront discutés.

## Chapitre 3 Les défis de « l'abstentionnisme »

### A. Contre les positions abstentionnistes

Après avoir décrit les problèmes soulevés par l'inclusion des notions « d'innocent » et de « civil » dans une définition du terrorisme, je me concentrerai maintenant sur le défi offert par les positions que je qualifie « d'abstentionniste ». Par « abstentionnistes », je qualifierai ici toutes les définitions qui n'offrent pas une *caractérisation morale* du terrorisme, c'est-à-dire qui ne caractérisent les victimes ni comme des « innocents », ni comme des « civils » et ni comme des « non-combattants ». Avant de présenter une liste des définitions abstentionnistes, j'aimerais ici distinguer entre deux types d'arguments qui seront introduits contre les définitions abstentionnistes. En premier lieu, je présenterai ci-après un argument général contre les définitions « abstentionnistes ». Après avoir présenté les définitions, je m'intéresserai et discuterai les arguments offerts par Virginia Held pour défendre sa position abstentionniste.

La difficulté principale des positions « abstentionnistes » réside dans le fait que celle-ci considère qu'il est possible de faire une distinction entre deux questions : la nature et la moralité du terrorisme. Même si cela paraît conceptuellement possible, j'argumenterai que, si l'on considère l'évolution du terrorisme depuis 30 ans et son indiscrimination croissante, il semble extrêmement difficile de séparer les deux questions.

#### 1. Argument général contre les positions abstentionnistes

Dans ses réflexions, le philosophe Michael Walzer distingue entre le terrorisme qui précède la Seconde Guerre Mondiale et celui qui la suit, la différence résidant dans le respect d'un « code politique, élaboré dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle et qui est à peu près similaire aux lois de la guerre élaborées à la même période »<sup>311</sup>. La distinction élaborée par ce code est *analogue (mais pas identique)* à la distinction établie par les lois de la guerre entre « combattants » et « non-combattants ».

De ce fait, il considère plutôt les actions des terroristes avant la Seconde Guerre Mondiale comme des « assassinats (politiques) », alors qu'après la Seconde Guerre Mondiale, il s'agit du « meurtre de personnes innocentes » : « Il ne s'agissait pas de meurtres arbitraires [Walzer

---

<sup>311</sup> Michael Walzer, *Guerres justes et injustes : Argumentation morale avec exemples historiques*, Belin, Paris, 1999, p. 276.

parle ici des actions terroristes avant la Seconde Guerre Mondiale] mais d'assassinats politiques : une frontière était tracée que nous n'avons pas de peine à reconnaître comme semblable à celle qui séparait les combattants des non-combattants »<sup>312</sup>.

Selon ce code, ce qui distingue les cibles légitimes des cibles illégitimes est l'activité présente respectivement passée des personnes : les anciens « terroristes » qui respectent le code prennent pour cibles des personnes pour ce « qu'elles ont fait ou font », alors que les « nouveaux » terroristes visent des personnes pour ce « qu'elles sont »<sup>313</sup>. De ce point de vue, ces dernières sont « innocentes », dans la mesure où elles ne sont pas punies ou frappées pour leurs activités passées ou présentes. Selon Walzer, il faut clairement distinguer entre le code politique et la convention de la guerre. Cette distinction repose sur la distinction entre un fait objectif et un jugement politique : ainsi « le caractère menaçant des activités du soldat est un fait » alors que le caractère injuste des activités d'un personnage politique est une « question de jugement politique »<sup>314</sup>.

Même si la distinction entre « anciens » et « nouveaux terroristes » est problématique (le meurtre de civils/innocents/non-combattants n'est pas seulement l'apanage des « nouveaux terroristes » du fait qu'elle précédait déjà les « anciens terroristes »<sup>315</sup>), l'intuition de Walzer selon laquelle on a observé un changement des cibles de la part des terroristes depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale semble correcte. En effet, les auteurs de cette époque (dont Walzer) avaient été marqués par les nouvelles tactiques utilisées par les organisations palestiniennes (et affiliées) à partir de la fin des années 1960 : détournements d'avions, attaque des athlètes israéliens lors des Jeux Olympiques de Munich en 1972 ou massacre de civils dans les aéroports (on pense par exemple ici au massacre par l'armée rouge japonaise à l'aéroport de Lod en 1972). Par rapport aux terroristes russes qui refusaient de viser des innocents (on pense ici en particulier aux enfants<sup>316</sup>), ces tactiques étaient beaucoup plus indiscriminées. Cette transformation est également documentée par d'autres auteurs comme le juriste Mohammad-Mahmoud Ould Mohammedou et l'historien des idées Herfried Münkler. On notera ici cependant les différents contextes dans lesquels s'inscrivent la pensée de ces deux auteurs. Alors que Mohammad-Mahmoud Ould Mohammedou s'intéresse en

---

<sup>312</sup> Michael Walzer, *Guerres justes et injustes : Argumentation morale avec exemples historiques*, p. 276

<sup>313</sup> Michael Walzer, *Guerres justes et injustes : Argumentation morale avec exemples historiques*, p. 279

<sup>314</sup> Michael Walzer, *Guerres justes et injustes : Argumentation morale avec exemples historiques*, p. 279

<sup>315</sup> Par exemple, les Thugs, une secte hindoue documentée au 7<sup>ème</sup> siècle et dont les activités furent supprimées par les Britanniques vers 1850 étranglaient des voyageurs au hasard. Leur sacrifice était dédié à la déesse Kali. Voir David C. Rapoport, "Fear and Trembling: Terrorism in Three Religious Traditions", *The American Political Science Review*, 78, (1984), pp. 658-677

<sup>316</sup> Voir par exemple la pièce d'Albert Camus, *Les Justes* dans laquelle Kaliaev refuse de jeter une bombe contre le Grand Duc Serge. *Les Justes*, Gallimard, Paris 1977, pp. 52-54

particulier à Al Qaida et à la nouveauté que représente cette organisation, Herfried Münkler s'intéresse à une théorie plus générale de la transformation de la guerre.

Selon Ould Mohammedou, la nouveauté d'Al Qaida réside dans sa conception de la guerre, caractérisée<sup>317</sup> par a) des «représailles en réponse à une politique agressive» qui visent à b) «contourner le monopole de la violence légitime dont bénéficie les Etats», notamment c) en recourant à une politique «d'inscrimination des cibles» déductible de ce qu'Ould Mohammedou appelle la «responsabilité collective privatisée». Par cela, il entend que les citoyens des pays visés sont considérés comme responsables des actions des gouvernements «opresseurs» des populations prétendument défendues par Al Qaida<sup>318</sup>.

Dans sa brève histoire du terrorisme de la seconde moitié du 20<sup>ème</sup> siècle, Herfried Münkler note deux développements qui ont contribué à briser l'auto-limitation que s'étaient imposés les groupes terroristes de la lutte anti-colonialiste : d'une part l'internationalisation du terrorisme (initiée notamment par le détournement d'avions par des groupes palestiniens) et d'autre part l'émergence du terrorisme religieux qui devaient marquer le déclin des organisations sociaux-révolutionnaires et ethno-nationalistes<sup>319</sup>. Contrairement à Ould Mohammedou, Münkler note justement que la politique d'indiscrimination des cibles n'est pas liée à Al Qaida, mais a émergé probablement plus tôt avec les groupes terroristes religieux (Münkler cite l'attentat contre le métro de Tokyo en 1995 par la secte Aum Shinryko ou l'attentat d'Oklahoma City<sup>320</sup> ; on pourrait également mentionner l'attaque du tombeau des Patriarches en 1994 à Hébron ou le premier attentat contre le World Trade Center en 1993) et certains groupes nationalistes palestiniens dont les tactiques marquèrent l'avènement du terrorisme dit « international ».

Même s'il est vrai que l'on peut, en théorie distinguer entre les questions de la nature et de sa justification morale, cette distinction est problématique dans la mesure où le terrorisme a subi une indiscrimination croissante et que par conséquent le nombre de ses victimes a augmenté<sup>321</sup>. Il est donc difficile de s'imaginer une telle augmentation des victimes sans insister sur la question morale<sup>322</sup>.

---

<sup>317</sup> Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou, *Understanding Al Qaeda, The Transformation of War*, Pluto Press, London, 2007, p. 39.

<sup>318</sup> Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou, *Understanding Al Qaeda, The Transformation of War*, p. 30

<sup>319</sup> Herfried Münkler, *Die Neuen Kriege*, Rowohlt Taschenbuch Verlag, Hamburg, 2004, p.184

<sup>320</sup> Herfried Münkler, *Die Neuen Kriege*, p. 185.

<sup>321</sup> On pourrait reprocher ici à cet argument de ne prendre en considération qu'une évolution du terrorisme et non pas sa « nature ». Cet argument est cependant problématique. Documentées depuis le 7<sup>ème</sup> siècle, les activités meurtrières de la la secte hindoue des Thugs furent supprimées par les Britanniques autour de 1850. Les membres de cette secte enlevaient des voyageurs au hasard pour ensuite les sacrifier à la déesse Kali. Selon les estimations de l'historien Sleeman, les Thugs auraient tué environ 1 million de personnes durant leur 1250 ans d'existence (sur une moyenne annuelle, ceux-ci auraient donc tué environ 800 personnes). Des chiffres plus



## 2. Liste de définitions

Au niveau des définitions abstentionnistes, on mentionnera les définitions suivantes :

- (1) *“Terrorism is the calculated use of violence or threat of violence to attain goals that are political, religious, or ideological in nature... through intimidation, coercion, or instilling fear”*<sup>323</sup>
- (2) *“A political action or sequence of actions... to inspire the “target” population with terror, by means of random acts of violence”*<sup>324</sup>
- (3) *“A terrifying act which is used to coerce with the threat of great harm of one or more persons if the threat is not heeded”*<sup>325</sup>
- (4) *“Terrorism is the attempt to achieve political, social, economic, or religious change by the actual or threatened use of violence against persons or property; the violence*

---

prudents (David C. Rapoport, “Fear and Trembling : Terrorism in Three Religious Traditions”, *The American Political Science Review*, 78, (1984), pp. 661-662) font état d’un demi-million de morts, soit une moyenne de 400 morts par année. Une investigation statistique de la base de données MIPT Terrorism Knowledge Database (Memorial Institute for the Prevention of Terrorism Knowledge Database, <http://www.tkb.org/Home.jsp>.) qui recense depuis 1968 les incidents terroristes provoqués par les organisations sub-étatiques, révèle que pour la période 1968-1997 la moyenne annuelle des personnes victimes (décès) du terrorisme était de 268.8 (moyenne 1968-1977 : 115 ; 1978-1987 : 320.9 ; 1988-1997 : 370.6), soit en moyenne 130 de moins que durant la longue période d’activités (supposée) des Thugs. Pour la période 1998-2007, cette statistique a explosé avec une moyenne annuelle de 4306 victimes (l’actuelle guerre en Irak et les attentats du 11 septembre ont joué un rôle important dans l’explosion de cette statistique). En considérant les Thugs comme un cas paradigmatique de groupe terroriste et en les comparant avec les groupes terroristes contemporains, on constate que d’un point de vue statistique, le nombre des victimes jusqu’en 1998 est resté largement en deçà des victimes de la secte hindoue. On peut donc se demander dans quelle mesure, la moyenne annuelle de 400 victimes ne représente pas, dans un certain sens, la « nature » du terrorisme. Dans cette perspective, l’augmentation évoquée précédemment dans les écrits de Walzer, Ould-Mohamedou et Münkler ne serait qu’un retour vers les valeurs plus « classiques » de la secte hindoue.

Contrairement à mon habitude, j’ai laissé cette réflexion dans le cadre d’une note de bas de page, pour mettre en avant son côté très hypothétique. En effet, le chiffre d’un million de morts avancé par J.L. Sleeman (et divisé par Rapoport) est basé sur les écrits du grand-père de Sleeman – William Sleeman - qui fut chargé de supprimer les activités des Thugs. On soupçonne Sleeman d’avoir d’une part « gonflé » ses chiffres pour mettre en évidence ses succès, mais plus généralement d’avoir inscrit sa pensée dans la fantasmagorie coloniale anglaise, la rendant ainsi douteuse. A cet égard, voir les ouvrages de Martine van Woerkens, *Le voyageur étranglé, L’Inde des Thugs, le colonialisme et l’imaginaire*, Albin Michel, Paris, 1995, ainsi que Kim A. Wagner, *Thuggee: Banditry and the British in Early Nineteenth-Century India*, Palgrave MacMillan, 2007.

<sup>322</sup> David Rodin, « Terrorism without Intention », *Ethics*, 114, juillet 2004, p. 753

<sup>323</sup> Noam Chomsky, in James P. Sterba (ed), *Terrorism And International Justice*, Oxford University Press, 2003, p. 69

<sup>324</sup> Jan Narveson, “Terrorism and Morality”, in R.G. Frey and Christopher Morris (eds.), *Violence, Terrorism and Justice*, Cambridge University Press, 1991, p. 119.

<sup>325</sup> Carl Wellman, “On Terrorism Itself”, in Joe P. White (ed.), *Assent/Dissent*, Kendall/Hunt Publishing Company, Dubuque, 1984, pp.254-55.

*employed in terrorism is aimed partly at destabilizing the existing political or social order, but mainly at publicizing the goals or cause espoused by the terrorists; often, though not always, terrorism is aimed at provoking extreme counter-measures which will win public support for the terrorists and their cause”*<sup>326</sup>

(5) *“Terrorism is the attempt to achieve (or prevent) political, social, economic, or religious change by the actual or threatened use of violence against persons or property; the violence (or the threat thereof) employed in terrorism is aimed partly at destabilizing (or maintaining) the existing political or social order, but mainly at publicizing the goals or cause espoused by the agents or by those on whose behalf the agents act; often, though not always, terrorism is aimed at provoking extreme counter-measures which will win public support for the terrorists and their cause”*<sup>327</sup>

(6) *“Terrorist actions (whether in the form of one-off attacks or as part of an ongoing campaign) are political actions that involve either the use, or the threat of the use, of violence. The violence may be directed towards persons or property – witness many of the terrorist actions of the African National Congress in South Africa or the destruction of the Tamil “Tigers” of much of the fleet of Sri Lankan Airways. Typically, the violence will take a physical form, but it may also be psychological (...)”*<sup>328</sup>

(7) *“Violence with a political and social intention, whether or not intended to put people in general in fear, and raising a question of its moral justification – either illegal violence within a society of smaller-scale violence than war between states or societies and not according to international law”*<sup>329</sup>

(8) *We might define terrorism as “a technology that employs the indiscriminate use of violence used to terrorize a population”.*<sup>330</sup>

---

<sup>326</sup> Burleigh Taylor Wilkins, *Terrorism and Collective Responsibility*, Routledge, London, 1992, p. 6

<sup>327</sup> J. Angelo Corlett, *Terrorism, A Philosophical Analysis*, Kluwer Academic Publishers, Dordrecht, 2003, p. 119

<sup>328</sup> Robert Young “Political Terrorism as a Weapon of the Politically Powerless” in Igor Primoratz (ed), *Terrorism: The Philosophical Issues*, Palgrave Macmillan, New York, 2004, p.56

<sup>329</sup> Ted Honderich, *After The Terror*, Edinburgh University Press, 2002, p.98-99

<sup>330</sup> Philipp McReynolds, “Terrorism as a Technological Concept”, in Timothy Shanahan (éd.), *Philosophy 9/11, Thinking about the War on Terrorism*, Open Court, Chicago and La Salle, 2005, p. 74

- (9) *“State terrorism is commonly used by authoritarian and totalitarian government against their own people, to spread fear and make political opposition impossible”*<sup>331</sup>
- (10) *“Terrorism is a policy of coercive intimidation designed to achieve some political end”*<sup>332</sup>
- (11) *“Terrorism is violence committed by nonstate actors against persons or property for political purposes”*<sup>333</sup>
- (12) *“For the purposes of the present essay, it is assumed that some forms of terrorism involve using violence against persons who in their everyday occupation do not coerce anyone, or do not help anyone to do so (or who are not capable of doing so)”*<sup>334</sup>
- (13) *“Terrorism consists of violent attacks on people or property carried out by those who are motivated by political objectives but lack legitimate authority to wage war”*<sup>335</sup>
- (14) *“An act of terrorism is one whose primary purpose is to incite terror amongst the members of a particular community in order to achieve a political goal, and a terrorist is a person who performs such acts”*<sup>336</sup>
- (15) *“[A terrorist is] one who resorts to violent means toward attaining a political end”*<sup>337</sup>
- (16) *“(…) Acts of terrorism distort and impair communication to such an extent that the basic conditions of its functionality are called into question”*<sup>338</sup>.

---

<sup>331</sup> Michael Walzer, “After 9/11: Five Questions About Terrorism” in, *Arguing About War*, Yale University Press, New Haven and London, 2004, p. 130

<sup>332</sup> Nick Fotion, “The Burdens of Terrorism”, in Igor Primoratz (ed), *Terrorism: The Philosophical Issues*, Palgrave Macmillan, New York, 2004, p.44

<sup>333</sup> Andrew Valls, “Can Terrorism Be Justified?”, in Andrew Valls (ed.) *Ethics in International Affairs*, Rowman & Littlefield, 2000, p.68

<sup>334</sup> Aleksandar Pavkovic, “Terrorism as an Instrument of Liberation: A Liberation Ideology Perspective”, in Georg Meggle (éd.), *Ethics of Terrorism and Counter-Terrorism*, Ontos Verlag, Frankfurt, 2005, p.245

<sup>335</sup> Janna Thomson, “Terrorism, Morality and Right Authority”, in Georg Meggle (éd.), *Ethics of Terrorism and Counter-Terrorism*, p.151

<sup>336</sup> Simon Keller, “On What is the War on Terror?”, in Timothy Shanahan, *Philosophy 9/11, Thinking about the War on Terrorism*, Open Court, Chicago and La Salle, 2005, p. 58

<sup>337</sup> Zayn Kassam, “Can A Muslim Be a Terrorist?”, in James P. Sterba (ed), *Terrorism And International Justice*, Oxford University Press, 2003, p. 130, n.1.

<sup>338</sup> Marcelo Dascal, “The Unethical Rhetoric of Terror”, in Georg Meggle (éd.), *Ethics of Terrorism and Counter-Terrorism*, Ontos Verlag, Frankfurt, 2005, p. 117

- (17) (...) *“I take the main work of an explication of the concept of terrorism to be linking it not to the experience of being terrified, which has a necessary connection with an actual emotion of terror, but that of being terrorized, which has none. (...) With respect to ends, an agent terrorizes some given individual or group (the target) when the agent tries to produce fear in the target in order to affect the target’s conduct in some way that the terrorist finds desirable. So, under my analysis, a terrorist must have both a proximate end (i.e producing fear in the target) and an ultimate one (i.e. changing the target’s conduct)”*.<sup>339</sup>
- (18) *“Terrorism is distinguished from all other kinds of violence by its “bifocal” character; namely, by the fact that the immediate acts of terrorist violence, such as shooting, bombings, kidnappings, and hostage-taking, are intended as means to certain goals. In the case of political or political/moralistic/religious terrorism in particular, the acts are intended as means to certain intermediate or long-range or ultimate goals, which vary with the particular terrorist acts or series of such acts. In its bifocal character, terrorism is distinguished from straightforward, monofocal acts of murder, sabotage, kidnappings, and hostage-taking as well as uprisings, rebellions, and revolutions, coup d’etats, and civil war, and war (...) The major types of terrorism are: predatory, retaliatory, political, and political-moralistic/religious. The terrorism may be domestic or international, “from above” – i.e state or state-sponsored terrorism – or from “below”. Finally terrorism may occur in times of peace and times of war”*.<sup>340</sup>
- (19) *“Terrorism is political violence that usually spreads fear beyond those attacked, as others recognize themselves as potential targets”*<sup>341</sup>
- (20) *On Carl Wellman’s widely received view (...), terrorism is coercive political violence characterized by two targets. Harm is aimed at the direct (but secondary target). A message is sent to the indirect (but primary) target by way of that harm, a message*

---

<sup>339</sup> Liam Harte, “A Taxonomy of Terrorism”, in Timothy Shanahan (éd.), *Philosophy 9/11, Thinking about the War on Terrorism*, Open Court, Chicago and La Salle, 2005, p.25

<sup>340</sup> Haig Khatchadourian, *The Morality of Terrorism*, Peter Lang, New York, 1998, p. 11

<sup>341</sup> Virginia Held, “Terrorism and War”, *The Journal of Ethics*, 8: 59-75, 2004

*about what the perpetrator wants the indirect target to do, in order that more direct harm be avoided. Terrorism is manipulative and a form of coercion*<sup>342</sup>.

- (21) *“Terrorism is the systematic use of actual or threatened violence against persons or against the vital interests of persons (i.e against the terrorist’s direct target) in the pursuit of political, ideological, religious, social, economic, financial and/or territorial objectives whereby the violence is sufficiently random or indiscriminate so as to cause fear among members of the terrorist’s indirect target group, thus creating a generalized climate of fear, distrust, or instability within certain sectors of society or within society at large, the ultimate aim of which is to influence popular opinion or governmental policy in a manner that serves the terrorist’s objectives”*<sup>343</sup>
- (22) *“Terrorism is a premeditated, usually politically motivated, use, or threatened use, of violence, in order to induce a state of terror in its immediate victims, usually for the purpose of influencing another, less reachable audience, such as a government”*<sup>344</sup>

## *B. Les réflexions de Virginia Held*

### 1. L’argumentation de Virginia Held

Dans son article “Terrorism and War”<sup>345</sup>, Virginia Held s’intéresse en particulier à la question de savoir si la notion de « civil » doit faire partie d’une définition du terrorisme<sup>346</sup>. Même si la portée de son propos se veut limitée, on peut également appliquer ces réflexions aux notions « d’innocent » ou de « non-combattant » et considérer ses arguments contre l’inclusion d’une quelconque référence aux victimes dans une définition du terrorisme. On peut distinguer trois arguments principaux :

#### a. Les problèmes des implications descriptives

*Le 1<sup>er</sup> problème des implications descriptives*: l’attaque contre les Marines au Liban en 1983 (qui couta la vie à 243 soldats), l’attaque contre le Pentagone le 11 septembre 2001 et

---

<sup>342</sup> Claudia Card, “Making War on Terrorism in Response to 9/11”, in James P. Sterba (ed), *Terrorism And International Justice*, Oxford University Press, 2003, p.173

<sup>343</sup> Michael Baur, “What is Distinctive about Terrorism?”, in Timothy Shanahan, *Philosophy 9/11, Thinking about the War on Terrorism*, Open Court, Chicago and La Salle, 2005, p. 13-14

<sup>344</sup> Charles P. Webel, “Terror: The Neglected But Inescapable Core of Terrorism”, in Georg Meggle (éd.), *Ethics of Terrorism and Counter-Terrorism*, Ontos Verlag, Frankfurt, 2005, p.86

<sup>345</sup> Virginia Held, “Terrorism and War”, *The Journal of Ethics*, 8, 2004 pp. 59-75

<sup>346</sup> Virginia Held, “Terrorism and War”, 63

l'attaque contre l'USS Cole au Yémen en 2000 sont considérées comme des cas paradigmatiques de terrorisme. Mais si l'on définit le terrorisme comme "l'attaque délibérée de civils (ou de non-combattants) pour des raisons politiques", ces attaques ne seraient pas considérées comme terroristes du fait que les Marines, les marins ou les fonctionnaires du Département de la défense ne sont ni des civils ni des non-combattants. Pourtant, ces attaques sont généralement considérées comme des cas paradigmatiques de terrorisme.

*Le second problème des implications descriptives.* Si l'attaque de civils pour des raisons politiques constitue une propriété essentielle du terrorisme, il faudrait également considérer le bombardement d'Hiroshima, Nagasaki ou encore Dresde comme des cas de terrorisme. Comme le dit Held, "Perhaps we should just get used to calling all these "acts of terrorism". But perhaps we should find a definition that does not ask us to"<sup>347</sup>.

#### b. Le problème de l'innocence des victimes du terrorisme

*Le 1er problème de l'innocence des victimes du terrorisme.* Selon Virginia Held, le plus grand problème de l'inclusion « d'innocent » dans une définition du terrorisme repose sur le fait que, au-delà du fait que l'on peut à juste titre considérer les petits enfants comme des enfants, la question de « qui est innocent ? » est moralement peu claire (« little clarity »)<sup>348</sup>. De manière similaire à Mavrodes, celle-ci invoque le cas de conscrits en désaccord avec la politique de leur gouvernement ou qui se sont engagés pour échapper à la misère. En d'autres termes, on pourrait les considérer comme innocents, même s'ils sont des soldats. Held invoque également le cas des enfants-soldats qui seraient plusieurs centaines de milliers (selon un rapport de l'ONU, le chiffre serait d'environ 300'000).

*Le second problème de l'innocence des victimes du terrorisme.* Pour Held, le principal problème concernant l'inclusion de la notion d'innocent repose sur le fait que dans les démocraties victimes du terrorisme, on peut difficilement considérer les citoyens comme innocents du fait que, par leur vote, ceux-ci sont responsables de la politique de leur gouvernement. Lorsque le terrorisme constitue une réponse à cette politique, il n'est pas clair si les citoyens puissent être exemptés de la violence « provoquée » par leur vote. Comme le dit Held, « *Especially in the case of a democracy, where citizens elect their leaders and are ultimately responsible for their government's policies, it is not clear that citizens should be*

---

<sup>347</sup> Virginia Held, "Terrorism and War", p.65

<sup>348</sup> Virginia Held, "Terrorism and War", 66

*exempt from the violence those policies may lead to while the members of their armed services are legitimate targets*”<sup>349</sup>.

Held donne l'exemple des citoyens israéliens qui avaient l'opportunité en 2003 d'accepter ou de rejeter la politique du gouvernement Sharon et constate que: « voters returned Sharon and his Likud party to power with double the number of seats in Parliament they had before ».<sup>350</sup>

Held note également que le terrorisme qui tue des civils pour lutter contre la politique d'un gouvernement ne fait pas la distinction entre ceux qui soutiennent et ceux qui s'opposent à ce gouvernement<sup>351</sup>.

### c. Le problème des double standards

Held argumente également que l'utilisation de la notion de « civil » dans une définition du terrorisme est souvent utilisée de manière « politique », c'est-à-dire pour souvent légitimer les actions des Etats (qui ne visent pas les civils de manière délibérée ; voir par exemple le qualificatif de « dommages collatéraux ») au détriment de celles des terroristes. Le « piège se referme » alors, lorsque les Etats bombardent des civils : ceux-ci refusent de considérer cela comme du terrorisme. Selon Held, on assiste à l'utilisation de « double standards ». A cet égard, l'argument des urgences suprêmes de Michael Walzer représente un cas paradigmatique de double standard, “*Walzer, for instance, has argued that terrorism is never justified, even in a just cause, because it deliberately kills innocents, but that at least some allied bombings of German cities in World War II was justified even though many innocent civilians were deliberately killed*”<sup>352</sup>.

## 2. Une réponse aux objections de Virginia Held

### a. Auto-défense et discrimination des non-combattants

Dans mes réflexions sur l'innocentisme, j'avais proposé d'utiliser le principe d'auto-défense comme fondement au principe de discrimination des non-combattants. J'ai ainsi proposé de définir le principe d'auto-défense comme :

---

<sup>349</sup> Virginia Held, “Terrorism and War”, p.66-67

<sup>350</sup> Virginia Held, “Terrorism and War”, p.67

<sup>351</sup> Virginia Held, “Terrorism and War”, p.67

<sup>352</sup> Virginia Held, “Terrorism and War”, p.65.

*si X constitue une menace directe et immédiate pour la vie de Y et que la seule possibilité de mettre un terme à cette menace est la mort de X, alors il est moralement justifié pour Y de tuer X*

Appliqué à une armée entière, ce principe justifie le fait que les membres d'une armée A tuent les membres d'une armée B (et inversement), du fait que l'on peut raisonnablement considérer les deux armées (et leurs membres) dans une relation de menace directe et immédiate pour l'autre armée. Cependant qu'en est-il des Marines américains durant le conflit libanais ? Les Marines américains et plus généralement l'armée américaine au Liban pouvaient-ils être raisonnablement considérés comme une menace directe et immédiate pour les parties en conflit ? La réponse à cette question est liée au statut de l'armée américaine sur le terrain : en effet, même si effectivement les Marines sont armés et peuvent être considérés comme des cas paradigmatiques de soldats, la présence de l'armée américaine sur le terrain *était conçue à l'origine* comme une *force d'interposition* entre les parties. En d'autres termes, celle-ci ne représentait une menace directe et immédiate pour les parties en conflit que dans la mesure où ces dernières attaquaient directement les Américains, qui auraient riposté. En d'autres termes, l'armée américaine ne constituait une menace directe et immédiate pour les parties en conflit que dès le moment où celle-ci devenait partie intégrante du conflit et plus simplement une force d'interposition. Même si l'engagement des Marines est sujet à discussion, il est incontestable que dans un premier temps l'armée américaine n'était pas une partie en conflit et que par conséquent il ne s'agissait pas d'une menace directe et immédiate. Un argument similaire pourrait être invoqué pour les interventions humanitaires de l'ONU. Est-il moralement justifié de tirer sur des casques bleus qui tentent de s'interposer entre les parties ? Cela dépend évidemment du mandat, mais a priori, on pourrait argumenter que, du fait que les casques bleus jouent souvent un rôle de force d'interposition, on ne peut invoquer le principe d'auto-défense et de menace directe et immédiate pour les attaquer.

La question de l'attentat contre l'USS Cole est un peu plus délicate, dans la mesure où la présence américaine dans le Golfe arabe n'était certainement pas conçue comme une force d'interposition. Au niveau de la question des attaques contre le Pentagone du 11 septembre, celles-ci constituent incontestablement une attaque terroriste du fait des non-combattants qui se trouvaient dans l'avion.



### b. Le problème de l'innocence des victimes du terrorisme

Dans ce que j'ai appelé le 1<sup>er</sup> problème de l'innocence des victimes du terrorisme, Held remarque que la notion d'innocence est peu claire. J'ai argumenté de manière similaire contre une inclusion de la notion d'innocent dans une définition des victimes du terrorisme. Held remarque également le problème des enfants-soldats : en effet, les enfants étant généralement considérés comme un cas paradigmatique d'innocence, elle remarque que le cas des enfants-soldats est problématique dans cette perspective. Cependant, en fondant le principe de discrimination des non-combattants non sur la notion d'innocence, mais sur la notion de menace (ou de danger) immédiat et une certaine conception rousseauiste des forces en présence dans un conflit (j'ai parlé d'une armée, mais une milice ou un groupe de guérilla posent une menace similaire), on constate que les enfants-soldats ne font pas exception à ce principe. Etant membres d'une partie en conflit qui constitue une menace pour une autre partie en conflit, ceux-ci constituent malgré leur innocence présumée une cible légitime.

Au niveau du second problème de l'innocence des victimes du terrorisme, l'argument proposé par Virginia Held pour démontrer que les victimes du terrorisme ne sont pas innocentes est largement répandu.

Il a également été proposé par un religieux jihadiste pour justifier les attentats de Londres. Au lendemain des attentats de Londres le 7 juillet 2005 (appelés ci-après 7/7), le religieux salafiste Bashir Al-Tartusi qui réside à Londres depuis plusieurs années rédigea une fatwa qui condamnait les attentats. Il déclare ainsi que les auteurs sont des lâches et doute de leurs liens avec Al-Qaïda. Cette fatwa a été vivement critiquée dans les cercles jihadistes. En effet, Al-Tartusi n'est pas un inconnu : né en 1959 en Syrie, il est l'un des plus importants idéologues du jihad et aurait des liens avec Al-Qaïda. Selon le *Militant Ideology Atlas*, un document qui recense les documents les plus consultés (c'est-à-dire soit lus en ligne ou téléchargés) sur les sites jihadistes, les textes d'Al-Tartusi arrivent souvent dans les 20 textes les plus consultés<sup>353</sup>. On notera également que selon ce même document, Al-Tartusi se serait distancé du courant jihadiste après les attentats de Londres et aurait posté sur son site une fatwa contre les attentats-suicides<sup>354</sup>. Quelques jours après la condamnation par Al-Tartusi un religieux salafiste écrivant sous le pseudonyme d' « Al-Tartusi » publiait sur le site une fatwa qui justifiait les attentats du 7/7.

---

<sup>353</sup> William McCants (ed.), *Militant Ideology Atlas*, Combating Terrorism Center, West Point 2006. Voir par exemple pp.12-13

<sup>354</sup> William McCants (ed.), *Militant Ideology Atlas*, Combating Terrorism Center, West Point 2006, p.295

Dans cette fatwa, le faux Al-Tartusi écrit : *“The major decisions in the UK are based upon public support voiced through the British Parliament. Therefore every British citizen who voted for the members of Parliament who supported the war in Iraq should be regarded as an attacker (Muhareb) or at least an assistant (...). In the U.S, the U.K and Israel, even the females are recruited to the military and hence, they are not innocent civilians too. The fact that the majority of British citizens, according to polls in the U.K. supported Blair’s Iraq policy is another piece of evidence that these are not civilians”*<sup>355</sup>.

On peut distinguer ici plusieurs arguments du faux Al-Tartusi. Le premier est similaire à celui de Virginia Held: si les citoyens élisent un Parlement qui est responsable, par son soutien, de la campagne en Irak, alors les électeurs sont également responsables, soit en tant qu’agresseurs, soit en tant qu’assistants de cette campagne. Si l’on considère la dernière remarque sur le soutien de la population révélé par les sondages à la campagne en Irak, on peut considérer les citoyens comme directement responsables de cette politique. Le second argument est lié à la notion « d’Etat-nation » où les citoyens sont également soldats. Selon le faux Al-Tartusi, du fait que les citoyennes sont également recrutées comme soldates en Grande-Bretagne, aux USA et en Israël, elles sont directement responsables des campagnes militaires de leur pays respectifs. De ce fait, elles ne sont pas innocentes. On notera que même si le faux Al-Tartusi reconnaît que le terme de « civil » n’est pas un terme islamique, celui-ci s’efforce d’argumenter de manière séculière et non religieuse.

Le problème principal de l’argument de Held et du faux Al-Tartusi réside dans le fait que le terrorisme qui frappe les démocraties ne prend pas en considération un fait important de ce système politique : celui de la *pluralité des opinions politiques*. Même s’il est vrai que, selon les sondages, la majorité des anglais soutenaient la politique du Premier Ministre Blair en Irak, les attentats du 7/7 étaient indiscriminés dans la mesure où ils ne pouvaient faire la distinction entre ceux qui avaient voté en faveur de Blair et ceux qui avaient voté contre. Qui plus est, les attentats à la bombe contre des démocraties ne prennent pas en considération un autre fait : le *droit* des citoyens de ne pas aller voter. A quelques exceptions près (canton suisse de Schaffhouse, Belgique, Australie), les démocraties donnent à leur concitoyen la possibilité de refuser de voter. Qui plus est, les attentats-suicides ne prennent pas non plus en considération le fait que les victimes n’ont parfois pas le droit de vote du fait qu’elles ne sont pas citoyennes du pays visé ou parce qu’elles sont trop jeunes (enfants, adolescents).

---

<sup>355</sup> Reuven Paz, “Islamic Legitimacy for the London Bombings”, PRISM, Occasional papers, Volume 3 (2005), Number 4 (July 2005), [http://www.e-prism.org/images/PRISM\\_no\\_4\\_vol\\_3\\_-\\_Islamic\\_legitimacy.pdf](http://www.e-prism.org/images/PRISM_no_4_vol_3_-_Islamic_legitimacy.pdf) (accédé 14.02.2007)

On peut également se demander dans quelle mesure le fait de voter pour un candidat « oppresseur » mérite la mort. En effet, les attentats de Londres ont provoqué la mort de 52 personnes. Admettons maintenant que ces 52 personnes aient toutes voté pour Tony Blair et soutenaient sa politique en Irak. D'un point de vue pratique (et pas logique), on sait que des élections dans des grandes nations se jouent à des milliers de voix de différence. Même si cela est logiquement possible, il est donc peu probable que ces 52 votes aient fait la différence. En terme électoral, le rôle joué par ces 52 votes aurait donc été pratiquement insignifiant. En admettant maintenant - pour les besoins de l'argument - que les attentats de 7/7 constituaient des attentats discriminatoires qui visaient 52 électeurs du Premier Ministre Blair qui soutenaient sa politique en Irak, on peut légitimement se poser la question de leur responsabilité dans cette politique et si cette responsabilité très atténuée mérite une punition par la mort.

On pourrait ici modifier l'argument d'Al-Tartusi et essayer de démontrer que ce n'est pas le fait que les citoyens britanniques votent pour un gouvernement à la politique étrangère agressive et oppressive qui soit la raison pour les attaques à la bombe, mais le fait que ceux-ci paient des impôts qui contribuent à l'oppression des musulmans. C'est ici l'argument invoqué par Ben Laden dans sa lettre aux Américains du 2 octobre 2006. Il affirme « *The American people are the ones who pay the taxes which fund the planes that bomb us in Afghanistan, the tanks that strike and destroy our homes in Palestine, the armies which occupy our lands in the Arabian Gulf and the fleets which ensure the blockade in Iraq... So the American people are the ones who oversee the expenditure of these monies in the way they wish...* »<sup>356</sup>

On peut douter ici de la pertinence de l'argument de Ben Laden. D'une part, le terrorisme vise non seulement des adultes, mais également des enfants qui ne paient pas d'impôts. On voit donc mal comment ceux-ci pourraient contribuer à l'oppression des musulmans invoquée par Ben Laden. De plus, la relation entre contribuables et l'armée d'un pays est extrêmement indirecte, c'est-à-dire qu'il existe de nombreux intermédiaires qui rendent la détermination de la fonction exacte des impôts payés par les contribuables impossible<sup>357</sup>.

### c. Doubles standards et urgences suprêmes

Ma réponse à l'objection des « double standards » de Held sera structurée en trois parties. Dans un premier temps, je présenterai l'argument des urgences suprêmes. Dans un second

---

<sup>356</sup> Bruce Lawrence (éd.), *Messages to the World, The Statements of Osama Bin Laden*, Verso, London, 2005, p. 165

<sup>357</sup> Brian Orend, *The Morality of War*, Broadview Press, 2006, p. 113

temps, je ferai brièvement référence à l'argumentation de Walzer et montrerai que, dans son système, celui-ci prévoit l'existence d'un terrorisme justifié. Dans un troisième temps, je montrerai quelques-uns des problèmes liés à l'argument des urgences suprêmes et les conséquences parfois contre-intuitives qu'il peut avoir. Il s'agira cependant ici d'une mise en garde : en effet, alors qu'il est nécessaire de ne pas exclure a priori un terrorisme juste dans une définition du terrorisme, il sera également nécessaire dans le cadre du présent travail d'offrir les conditions très restreintes qui peuvent rendre un terrorisme juste. Ma critique de l'argument de Walzer visera cependant plus à remettre en question son interprétation historique qu'à remettre en doute le fait qu'il existe parfois des urgences suprêmes.

### 3. Argument des urgences suprêmes

Dans sa discussion de la seconde guerre mondiale, et plus spécifiquement la décision britannique de bombarder les villes allemandes, Walzer offre un argument pour ce qu'il appelle les « urgences suprêmes » (« supreme emergencies »), un terme calqué sur la rhétorique de Winston Churchill en faveur de ces bombardements.

Dans son ouvrage, Walzer défend le principe de discrimination des non-combattants/ civils dans les conflits armés. Il entend par cela que dans les conflits armés, les civils (ou les innocents, comme nous l'avons plus haut) ne peuvent être la cible directe d'offensives militaires. Il voit cependant une exception à ce principe, et c'est justement le cas de « l'urgence suprême ». Pour Walzer, le respect de la convention de la guerre interdit l'usage de la violence directe contre des civils, mais dans certaines circonstances, certains dangers peuvent exiger de prendre pour cibles directes des civils<sup>358</sup>.

Il est important de signaler ici que Walzer n'affirme pas que les urgences suprêmes soient moralement justifiées, mais moralement défendables. En effet, selon lui, le principe de discrimination est toujours valable, mais dans certaines conditions, il doit être « outrepassé » (« overridden »). Il suggère deux conditions qui *doivent être satisfaites simultanément* pour les cas d'urgence suprême. Tout d'abord le danger doit être imminent. Deuxièmement, la nature de la menace doit être « exceptionnelle et terrifiante »<sup>359</sup>. Alors que la détermination de l'imminence d'une menace semble peu problématique, la détermination de la nature de la menace est entourée d'un halo d'ambiguïté qui autorise deux reconstructions de cette condition.

---

<sup>358</sup> Michael Walzer, *Guerres justes et injustes : Argumentation morale avec exemples historiques*, Belin, Paris, 1999, p.341

<sup>359</sup> Michael Walzer, *Guerres justes et injustes : Argumentation morale avec exemples historiques*, p.343

La première que j'appellerais « reconstruction objectiviste », vise à séparer d'une part la perception de la menace par les parties en question de la nature même de la menace. En effet, elle postule l'existence d'un « observateur extérieur »<sup>360</sup> qui disposerait dans une certaine mesure de critères objectifs qui ne sont pas – ou peu influencés – par la propagande en temps de guerre. La seconde que j'appellerais « reconstruction subjectiviste » ne donne pas des conditions objectives pour la détermination de la nature de la menace : ce sont les parties en question qui estiment si elles sont confrontées à une menace « exceptionnelle et terrifiante ». Le type de reconstruction choisi dépend de l'importance accordée aux différentes remarques proposées par Walzer.

#### a) Reconstruction objectiviste

Walzer nous met en garde : souvent, l'ennemi est dépeint comme étant une menace « exceptionnelle et terrifiante » à des fins de propagande, pour exhorter les soldats et renforcer leur moral : « De telles analyses ne sont pas rares, on l'imagine, en temps de guerre. On pense volontiers que l'ennemi (c'est en tout cas ce que l'on dit) est exceptionnel et terrifiant. Les soldats sont enclins à se battre avec acharnement s'ils pensent qu'ils combattent pour la survie de leur pays et de leur famille, s'ils pensent que la liberté, la justice et la civilisation elle-même sont menacées »<sup>361</sup>.

Il postule alors que, pour qu'il s'agisse objectivement d'une menace dont la nature est « exceptionnelle et terrifiante », l'évaluation des descriptions sur la nature de la menace doit paraître plausible à un « observateur extérieur »<sup>362</sup>. Il rajoute : « cette analyse n'est pas toujours plausible pour l'observateur extérieur, et l'on peut soupçonner que la part qu'y tient la propagande est également perçue par nombre de combattants »<sup>363</sup>.

En effet, tous les conflits ne constituent pas des guerres autour de valeurs humaines fondamentales : « La guerre n'est pas toujours un combat pour des valeurs ultimes, où la victoire d'un côté signifierait un désastre humain pour l'autre. Il est nécessaire d'observer un certain scepticisme face à ces sujets, de cultiver une prudente incrédulité face à la rhétorique

---

<sup>360</sup> Michael Walzer, *Guerres justes et injustes : Argumentation morale avec exemples historiques*, p.343

<sup>361</sup> Michael Walzer, *Guerres justes et injustes : Argumentation morale avec exemples historiques*, p.343. Dans la version originale, Walzer parle de « descriptions » et non d' « analyses », comme proposé dans la traduction.

<sup>362</sup> Dans un autre texte, il précise quelque peu ce qu'il entend par « observateur extérieur » : il s'agirait d'un « historien » ou d'un « observateur détaché ». Cf. Michael Walzer, "World War II : Why Was This War Different ?", *Philosophy and Public Affairs*, 1, (1971), 3-21, ici p.4

<sup>363</sup> Michael Walzer, *Guerres justes et injustes : Argumentation morale avec exemples historiques*, p.343

de temps de guerre et de chercher une pierre de touche qui permette d'apprécier les arguments fondés sur l'extrême nécessité »<sup>364</sup>

Je reconstruirai donc la prémisse objectiviste de la manière suivante :

*a) si un état est confronté à un danger considéré comme imminent, exceptionnel et terrifiant pour lui et ses valeurs les plus fondamentales par un observateur extérieur, alors il est moralement défendable pour cet état de violer les prohibitions morales exprimées dans le principe de discrimination des non-combattants /civils.*

Il faut cependant rajouter une restriction à cette prémisse : les raids contre les villes allemandes ont continué quasiment jusqu'à la fin de la guerre (Dresde fut, par exemple, détruite en février 1945, soit trois mois avant la capitulation inconditionnelle en mai), même si la guerre était « virtuellement » gagnée. Selon Walzer, dès le moment où la guerre était virtuellement gagnée, l'Allemagne nazie ne constituait plus une menace imminente et donc les bombardements n'étaient plus moralement défendables. Par conséquent, la prémisse devrait être modifiée de la manière suivante :

*a') si un état est confronté à un danger considéré comme imminent, exceptionnel et terrifiant pour lui et ses valeurs les plus fondamentales par un observateur extérieur, alors il est moralement défendable pour cet état de violer les prohibitions morales exprimées dans le principe de discrimination des non-combattants/ civils, aussi longtemps que la menace est encore imminente.*

#### b) Reconstruction subjectiviste

Pourtant cette première reconstruction ne s'impose pas d'elle-même. En effet, dans la présentation qu'il fait de l'argument, il nous demande de *nous* imaginer dans une position où *nous* devrions prendre la décision. De manière plus générale, il nous demande la décision que nous prendrions si nous étions une des parties en conflit : « Suppose that I sat in the seat of power and had to decide whether to use the Bomber Command (...) against cities. Suppose further that unless the bombers were used in this way, the probability that Germany would eventually be defeated would be radically reduced »<sup>365</sup>

En nous demandant de juger comme si *nous* étions l'une des parties en conflit, la détermination « objective » de la nature par un observateur extérieur est abandonnée : les

---

<sup>364</sup> Michael Walzer, *Guerres justes et injustes : Argumentation morale avec exemples historiques*, p.343

<sup>365</sup> J'utilise ici volontairement la version originale anglaise. En effet, la traduction française traduit « I sat in the seat of power » par « supposons que j'aie eu le pouvoir », qui semble « aplanir » l'expression même qui crée l'ambiguïté à l'origine de la distinction entre reconstruction subjectiviste et objectiviste. En effet, « sit in the seat of power » met parfaitement en évidence que c'est l'une des parties en question qui est responsable de l'évaluation de la menace. La traduction française ne me semble pas suffisamment rendre cet aspect.

conditions de détermination sont fixées par les parties en conflit. C'est ce point qu'a mis en évidence Robert Holmes dans sa reconstruction de l'argument : « One acts necessarily upon what he believes. People can only apply principles that seem to them relevant. And this allows for error. So, if one lays down such requirements for a just war as that one have a just cause, what this means in practice is that nations may resort to war when they believe they have a just cause (...) There is no correcting mechanism by which to detect errors »<sup>366</sup>.

Je reconstruirai la prémisse subjectiviste de la manière suivante :

*b) si un état estime sérieusement être confronté à un danger imminent, exceptionnel et terrifiant pour lui et ses valeurs les plus fondamentales, alors il est moralement défendable pour cet état de violer les prohibitions morales exprimées dans le principe de discrimination des non-combattants/ civils, aussi longtemps qu'il estime que la menace est encore imminente.*

Le problème de la reconstruction de Holmes est de ne justement pas avoir vu que Walzer proposait également une lecture objectiviste de la prémisse. On pourrait également supposer que celui-ci n'ait pas considéré la reconstruction objectiviste pour des raisons de plausibilité. En effet qui serait cet « observateur extérieur » ? Est-il possible dans un contexte de guerre mondiale d'avoir un observateur extérieur, non politisé et neutre ?

Holmes touche cependant ici un point important, qui semble être à la base de son omission de la reconstruction objectiviste: l'argument des urgences suprêmes, donc une moralité de l'urgence est intéressant dans la mesure où il doit aider les parties, *confrontées à de tels choix en temps de guerre*, à prendre des décisions morales.

A la décharge de Holmes, on peut relever ici que la position de Walzer sur ce point est loin d'être claire. En effet, dans un article postérieur, celui-ci décrit l'urgence suprême comme « (...) cet instant crucial où il importe de prendre des décisions héroïques, où les nations et leurs dirigeants sont jugés selon les mesures adoptées... en désespoir de cause, car ce sont toujours celles que nous voudrions éviter si possible. Je souhaite que cette heure ne sonne jamais pour mon pays et mes concitoyens : *contentons nous ici d'un débat théorique et d'un exercice pédagogique* (...) »<sup>367</sup>. Dans le cas de ce débat théorique, l'intérêt de l'argument ne serait que purement académique – comme je le suggérerai plus tard - confiné à des cercles d'intellectuels dont les jugements ne sont pas biaisés par un manque d'informations précises (ce que l'on pourrait justement considérer comme une spécificité de la guerre), mais informés par une pondération patiente qui n'aurait toutefois aucune conséquence en termes pratiques.

---

<sup>366</sup> Robert Holmes, *On War and Morality*, Princeton: Princeton University Press, 1989, p.172-173.

<sup>367</sup> C'est moi qui souligne, Michael Walzer, *De la guerre et du terrorisme*, Bayard, Paris, 2004, p.57.

Pourtant, même s'il est vrai que Walzer parle d'une « discussion théorique » et d'un « exercice pédagogique », il signale tout de même que les urgences suprêmes constituent un moment héroïque pour des nations confrontées à un tel dilemme. Il semble donc qu'il ne s'agisse pas d'une discussion simplement théorique, mais d'un choix à faire en temps de guerre par les parties en conflit.

#### 4. Walzer et le terrorisme justifié

La portée de l'argument des « doubles standards » selon lequel le terrorisme sub-étatique n'est jamais justifié mais que parfois les actions terroristes des Etats le sont est limité dans sa portée pour deux raisons. D'une part, dans ses réflexions sur le terrorisme, Walzer prévoit un cas où le terrorisme sub-étatique serait justifié. En effet, il pourrait l'être s'il s'agissait d'un terrorisme de l'urgence suprême, c'est-à-dire d'un terrorisme dirigé contre « la menace imminente de l'extinction politique et physique d'une communauté », pour autant que celui-ci ait une chance de succès<sup>368</sup>. Il ne considère donc pas le terrorisme pour faire avancer des buts politiques (libération nationale par exemple) comme justifié. Il rajoute n'avoir pas assisté récemment à une quelconque forme de terrorisme justifié.

D'autre part, l'objection de Held sous-entend également que l'argument de Walzer favorise les Etats vis-à-vis des groupes sub-étatiques. Ceci est vrai, mais de manière limitée. En effet, même s'il l'on a reproché à Walzer d'accorder une suprématie aux États dans sa théorie au détriment des groupes sub-étatiques, celui-ci accepte les États, pour autant qu'ils défendent l'existence d'une communauté politique. Par « communauté politique », il entend « [la communauté politique] ne représente pas seulement les individus, mais l'entité collective - religieuse, politique ou culturelle - qu'ils composent dans leur ensemble, et qui leur inspire certains traits de caractère, certaines pratiques et certaines croyances »<sup>369</sup>. Il faut distinguer ici la communauté de l'État: pour Walzer, l'Etat est important dans la mesure où il sert les objectifs communs de la communauté, mais il lui reste subordonné. Une communauté politique n'est cependant pas exclusivement un phénomène limité au présent: elle entretient des relations avec le passé et le futur. Ainsi une communauté politique est le résultat de certaines pratiques ancestrales qui forment les pratiques actuelles qui seront à leur tour léguées aux générations à venir, « cet effort de continuité, renouvelé de génération en génération, représente un aspect capital de l'existence humaine et c'est la communauté qui

---

<sup>368</sup> Michael Walzer, *De la guerre et du terrorisme*, p.84

<sup>369</sup> Michael Walzer, *De la guerre et du terrorisme*, p.69



l'incarne »<sup>370</sup>. Cette dernière affirmation s'explique par le fait que selon Walzer, une communauté politique est fondée sur un contrat social à la Edmund Burke, c'est-à-dire « un contrat entre les vivants, les morts, et ceux qui ne sont pas encore nés »<sup>371</sup>.

On rappellera ici que, même si Walzer nie que le terrorisme sub-étatique récent ait pu être justifié, c'est *l'importance de la communauté* qui permet la transgression du principe de discrimination des non-combattants/ civils : ainsi si un groupe terroriste défendait par ses actions les valeurs fondamentales et identitaires d'une communauté, ses actions pourraient être justifiées. Ainsi Ben Laden pourrait ainsi être considéré comme le représentant légitime des peuples qu'il défend, du moins du point de vue la légitimité de son autorité. Pour illstrer ce propos, on peut citer Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller à la sécurité nationale du Président Carter qui a relevé que, dans des élections libres, le prince d'Arabie Saoudite Abdullah pourrait ne pas être élu face à Ben Laden<sup>372</sup>. Fareed Zakaria, rédacteur de *Newsweek International*, va même plus loin en affirmant que de nombreux leaders du monde arabe pourrait perdre face à Ben Laden dans des élections libres<sup>373</sup>. Les intuitions de Brzezinski et de Zakaria sont confirmées par une étude scientifique menée par le très sérieux Pew Research Center établi à Washington qui s'intéresse aux opinions des habitants de pays occidentaux et non-occidentaux (en particulier musulmans) sur des questions comme la menace terroriste islamique, le soutien aux attentats-suicides ou la confiance accordée à Ben Laden<sup>374</sup>. On notera que même si sa réputation est en déclin, le leader d'Al-Qaïda jouissait encore en 2005 d'un certain prestige dans plusieurs pays. Interrogés sur leur confiance en Ben Laden quant à sa capacité à agir correctement au niveau des relations internationales (« world affairs »), 60 % des habitants de Jordanie déclaraient avoir une « grande confiance » ou « avoir confiance » dans le leader d'Al-Qaïda, alors qu'au Pakistan 51 % des personnes interrogées avaient une « grande confiance » ou « confiance ». Même si la popularité de Ben Laden a baissé dans certains pays, on notera quand même qu'en 2003, 58 % des Indonésiens déclaraient avoir une « grande confiance » ou « confiance » en Ben Laden (en 2005, seulement 35 % des

---

<sup>370</sup> Michael Walzer, *De la guerre et du terrorisme*, p.70

<sup>371</sup> Michael Walzer, *De la guerre et du terrorisme*, p.42

<sup>372</sup> Zbigniew Brzezinski, « *The Wrong Way to Sell Democracy to the Arab World* », New York Times, 8.03.2004, <http://www.nytimes.com/2004/03/08/opinion/08BREZ.html?ex=1394168400&en=7ef417e2de36b1d2&ei=5007&partner=USERLAND> (accédé 15.02.06)

<sup>373</sup> Fareed Zakaria, « *How To Save the Arab World* », *Newsweek*, 24.12.2001, [http://www.fareedzakaria.com/articles/newsweek/122401\\_how.html](http://www.fareedzakaria.com/articles/newsweek/122401_how.html) (accédé 5.02.06)

<sup>374</sup> The Pew Global Attitudes Project, « *Islamic Extremism: Common Concern for Muslim and Western Publics, 17-Nation Pew Global Attitudes Survey* », 14 juillet 2005, <http://pewglobal.org/reports/display.php?ReportID=248> (accédé 15.02.06)

Indonésiens déclareraient avoir « grande confiance », alors que 10 % n'avaient aucune confiance en lui).

On peut donc raisonnablement considérer que, en 2005, dans les pays susmentionnés, Ben Laden (même s'il refuse le système électoral démocratique) aurait probablement gagné des élections libres. On peut donc raisonnablement le considérer comme « défendant les valeurs fondamentales et identitaires d'une communauté politique » (en l'occurrence la communauté jordanienne et pakistanaise).

Par conséquent, même si Walzer nie qu'un cas de terrorisme sub-étatique récent puisse être justifié, il semblerait que l'importance accordée à la communauté politique et à sa survie puisse donner une autorité légitime à un groupe ou une personne qui ne soit pas un gouvernement officiel.

## 5. Problèmes de l'argument de Walzer

### a. Autour de la notion de « menace exceptionnelle et terrifiante »<sup>375</sup>

Dans ma présentation de l'argument des urgences suprêmes, j'ai mis en avant l'importance de la notion de « menace exceptionnelle et terrifiante ». Comme nous le verrons ci-après cette notion est problématique dans la mesure où elle peut mener à des justifications contre-intuitives.

Lorsque l'on étudie le terrorisme religieux, on est frappé par l'évaluation manichéenne et eschatologique que proposent les acteurs du conflit<sup>376</sup>. En effet, celui-ci dépasse un simple conflit politique ou religieux : il s'agit généralement d'un conflit métaphysique entre le bien et le mal - ou comme le dit Mark Juergensmeyer dans une importante étude sur le sujet - d'une « guerre cosmique »<sup>377</sup>. Pour prendre un exemple, la secte Aum Shinryko – responsable des attaques au gaz sarin dans le métro de Tokyo en 1995 – et en particulier son maître, Shoko Asahara pensait qu'il existait une vaste conspiration mondiale entre des éléments japonais, américains et juifs pour détruire une partie de l'humanité, saper les fondements du Japon, et contrôler le monde<sup>378</sup>. Cette notion de guerre cosmique opposant des principes métaphysiques – le bien contre le mal – a évidemment des incidences sur la perception de l'ennemi.

---

<sup>375</sup> J'ai bénéficié pour mes réflexions sur la vision du monde proposée par les terroristes religieux du soutien du Dr. Jean-François Mayer, rédacteur en chef du site d'études sur le terrorisme, [www.terrorisme.net](http://www.terrorisme.net). Qu'il en soit remercié.

<sup>376</sup> Cf. Ian Buruma et Avishai Margalit, *Occidentalism, The West in the Eyes of its Enemies*, Penguin Books, London, 2004, pp.101-102.

<sup>377</sup> Mark Juergensmeyer, *Terror in the Mind of God*, Berkeley: University of California Press, 2003. Traduction française : *Au nom de Dieu, ils tuent !* Editions Autrement, Paris, 2003, 144.

<sup>378</sup> Ian Reader, *A Poisonous Cocktail ? Aum Shinrikyo's Path to Violence*, NIAS Books, Copenhagen, 1996, p.67.

Contrairement à une guerre classique, toute paix est impossible avec un tel ennemi puisqu'il s'agit du mal.

Une autre caractéristique des guerres cosmiques est que souvent les protagonistes les considèrent comme un conflit de nature défensive, visant à préserver l'identité d'une communauté<sup>379</sup>. Par exemple, dans sa « Déclaration du jihad contre les Américains qui occupent le pays des deux lieux saints », Oussama ben Laden déclare : « chacun d'entre vous sait quelle injustice, quelle oppression, quelle agression subissent les musulmans de la part de l'alliance judéo-croisée et de ses valets ! A tel point que le sang des musulmans n'a plus aucun prix, que leurs biens et leur argent sont offerts en pillage à leurs ennemis »<sup>380</sup>.

Si l'on considère l'argument en faveur des urgences suprêmes dans sa reconstruction subjectiviste et en particulier les conditions qui doivent être satisfaites, les terroristes religieux dans leur évaluation de la menace considèrent que l'ennemi constitue un danger « exceptionnel et terrifiant ». En effet, du fait des dimensions eschatologiques du combat, l'ennemi ne peut être que diabolique. Qui plus est, les protagonistes considèrent également qu'il s'agit d'une guerre défensive, dictée par la survie de l'identité d'une communauté et de ses valeurs les plus fondamentales. De ce fait, leurs actions terroristes pourraient parfaitement être justifiées par l'argument des urgences suprêmes, dans sa reconstruction subjectiviste.

Outre le fait qu'elle pourrait être invoquée par certains terroristes pour justifier leur lutte, la notion de « menace exceptionnelle et terrifiante » est problématique pour une deuxième raison. Alors qu'elle justifie les bombardements des villes allemandes pendant la Seconde Guerre Mondiale, elle pourrait également justifier la campagne de l'Allemagne nazie contre les populations civiles sur le front de l'Est, ce qui est moralement contre-intuitif.

*Considéré du point de vue des nazis*, la menace communiste remplissait les critères pour une urgence suprême : il s'agissait d'une menace exceptionnelle et terrifiante. Même s'il est incontestable que la propagande nazie avait joué un rôle en attisant la peur des Allemands, il n'en demeurerait pas moins que pour les soldats au front et la population en Allemagne même, une victoire soviétique aurait constitué la fin de la civilisation germanique. L'historien de la Wehrmacht Omer Bartov note par exemple que : « on avait appris aux soldats de la Wehrmacht à considérer que capituler face à l'Armée rouge revenait à se livrer au diable, tant sur le plan individuel que sur le plan national ; individuellement, les soldats allemands étaient persuadés que les Soviétiques les tueraient immédiatement ; collectivement, ils considéraient que la victoire soviétique signerait l'arrêt de mort de la civilisation, déclencherait une

---

<sup>379</sup> Mark Juergensmeyer, *Au nom de Dieu, ils tuent !*, p.159.

<sup>380</sup> Gilles Kepel, *Al-Qaïda dans le Texte*, Presses Universitaires de France, Paris, 2005, p.51

véritable apocalypse »<sup>381</sup>. D'un point de vue subjectiviste, l'argument des urgences suprêmes pourrait justifier les exactions commises par les nazis sur le Front de l'Est : pour la population allemande et ses soldats, une victoire de l'ennemi bolchevique aurait tout simplement signifié la fin de la civilisation et donc de toute communauté politique.

On pourrait objecter à cette justification que dans le cas du bombardement des villes allemandes par les Anglais, il s'agissait d'une réponse *défensive* au Blitz nazi, et non d'une offensive comme le fut l'opération contre l'Union soviétique. Pourtant même s'il est vrai que l'opération Barberousse de l'Allemagne constituait effectivement une agression, on pourrait soit considérer qu'il s'agissait d'une action « préventive » contre l'imminence du danger soviétique, soit ne prendre que les exactions de la dernière phase de la guerre qu'on pourrait considérer comme des mesures « défensives » contre les atrocités perpétrées par les Soviétiques.

Dans la perspective d'une action préventive, le philosophe Robert Holmes considère qu'on pourrait parfaitement invoquer l'argument des urgences suprêmes pour justifier l'attaque de l'Allemagne contre l'URSS, « *But Mein Kampf represents the German nation (meaning the German people, not the state) as confronting the very kind of threat to its survival and values that Walzer takes to justify supreme emergencies and that just war theorists almost universally take to constitute a just cause. Hitler saw the German nation as threatened by a Marxist-Jewish conspiracy of diabolical proportions, sapping its life, poisoning its blood, and dragging it down from its prior heights of cultural achievement* »<sup>382</sup>. Même s'il satisfait une reconstruction subjectiviste, l'argument proposé pour justifier les exactions commises par les nazis sur les populations civiles pourrait-il satisfaire une reconstruction objectiviste ?

Selon cette reconstruction, seul un observateur extérieur, indépendant et qui ne serait pas influencé par la propagande des parties en conflit pourrait déterminer s'il s'agit effectivement d'un cas d'urgence suprême, c'est-à-dire montrer que la menace est imminente et d'autre part terrifiante et exceptionnelle. Dans le cas d'un conflit de proportion mondiale, ceci semble difficile à trouver.

On peut tenter de montrer comment l'argument de la fin de la civilisation germanique – et donc du caractère exceptionnel et terrifiant de la menace - ne fut pas seulement invoqué par les nazis, victimes de leur propagande, mais *ultérieurement* et par d'autres parties, lorsque le système de propagande n'existait plus. A ce titre, il est intéressant de constater que l'argument

---

<sup>381</sup> Omer Bartov, *Hitler's Army: Soldiers, Nazis and War in the Third Reich*, Oxford University Press, New York, 1992, pp. 34-35. Traduction française *L'Armée d'Hitler, La Wehrmacht, les Nazis et la Guerre*, Hachettes Littératures, Paris, 1999, p.61

<sup>382</sup> Robert Holmes *On War and Morality*, p.172

de la menace communiste et de l'Allemagne comme rempart à ce péril fut invoqué par les vainqueurs lors de la reconstruction des institutions militaires allemandes<sup>383</sup> (dans ce cas, cet argument était influencé par un nouveau type de propagande : « la peur du rouge »).

Une autre possibilité est de prendre une distance temporelle encore plus grande et d'essayer de considérer la « menace bolchevique » avec du recul. Comme le précise Walzer, un historien pourrait satisfaire aux conditions requises pour un « observateur extérieur » (même s'il ne précise pas de quelles conditions il s'agit).

A ce titre, l'exemple d'Andreas Hillgruber – défunt professeur d'histoire à l'université de Cologne – est très instructif. Andreas Hillgruber fut l'un des principaux protagonistes de la querelle dite « des historiens » (*Historikerstreit*) qui fit rage dans les années 1980 au sein des élites intellectuelles allemandes<sup>384</sup>. Dans un livre publié en 1986, celui-ci enjoint les historiens à « s'identifier au destin concret de la population allemande à l'Est et aux efforts désespérés et coûteux de l'Ostheer et de la marine allemande dans la mer Baltique, qui visaient à défendre la population de l'Est de l'Allemagne contre la vengeance de l'Armée rouge, les viols collectifs, les assassinats arbitraires et les innombrables déportations (...) »<sup>385</sup>. Comme exemple des exactions russes, il prend la localité de Nemmersdorf en Prusse orientale, qui avait été reconquis par la Wehrmacht à la mi octobre 1944 et qui offrit aux soldats « une image effrayante de femmes violées, tuées et d'enfants assassinés »<sup>386</sup>.

Convaincu de l'importance de la menace bolchevique lors de son avancée vers l'Allemagne, celui-ci reproche même à la population et à la Wehrmacht de l'avoir sous-estimée, voire ignorée<sup>387</sup>. Cette dernière remarque est capitale dans la mesure où elle affirme le sérieux de la menace soviétique, basé notamment sur les exactions commises contre les populations civiles lors de l'avancée de l'Armée rouge. Même avec 40 ans de recul, Hillgruber - qui en tant qu'historien satisferait probablement les critères de « l'observateur extérieur » - considère la menace soviétique comme exceptionnelle et terrifiante, puisqu'elle mettait directement en danger la population civile allemande. Même s'il ne justifierait pas les exactions commises

---

<sup>383</sup> C'est moi qui souligne. Omer Bartov, *L'Armée d'Hitler, La Wehrmacht, les Nazis et la Guerre*, p.197

<sup>384</sup> Pour un compte-rendu de la querelle des historiens, voir Ian Kershaw, *Qu'est-ce que le nazisme ?*, pp. 361-395

<sup>385</sup> Andreas Hillgruber, *Zweierlei Untergang. Die Zerschlagung des Deutschen Reiches und das Ende des europäischen Judentums*, Wolf Jobst Siedler, Berlin, 1986, 24-25. Je reprends la traduction française proposée dans Omer Bartov, *L'Armée d'Hitler, La Wehrmacht, les Nazis et la Guerre*, p. 202.

<sup>386</sup> Andreas Hillgruber, *Zweierlei Untergang. Die Zerschlagung des Deutschen Reiches und das Ende des europäischen Judentums*, p. 19.

<sup>387</sup> Andreas Hillgruber, *Zweierlei Untergang. Die Zerschlagung des Deutschen Reiches und das Ende des europäischen Judentums*, p. 27.

sur le Front de l'Est par les troupes allemandes, Hillgruber ne relève pas moins l'imminence et le danger que représentaient les troupes soviétiques pour l'Allemagne.

Par conséquent, les exactions commises lors du retrait des forces allemandes devant l'offensive de l'armée rouge qui menaçait les populations civiles allemandes pourraient constituer une urgence suprême d'un point de vue objectiviste et donc être justifiée par la théorie walzérienne.

#### b. Problèmes de chronologie

La présente réflexion ne nie pas l'existence d'un terrorisme des urgences suprêmes. Elle vise cependant à mettre en lumière plusieurs problèmes de l'argumentation offerte par Walzer. Outre la difficulté posée par la notion de « menace exceptionnelle et terrifiante », l'argument des « urgences suprêmes » est également problématique pour des raisons historiques. Je reprendrai ici deux arguments avancés par le philosophe australien Tony Coady<sup>388</sup>. Premièrement, selon lui, l'argument de Walzer est post-factum. C'est-à-dire que dans l'évaluation de la nature de la menace que fait Walzer pour déterminer son caractère « exceptionnel et terrifiant », celui-ci inclut des éléments qui n'étaient pas à disposition de Churchill et du gouvernement anglais à l'époque et qui n'eurent pas d'influence sur la décision de bombarder les villes allemandes<sup>389</sup>.

Deuxièmement, il semblerait qu'au moment où commencèrent les bombardements, la menace d'une défaite contre l'Allemagne nazie n'était plus aussi imminente : en effet, la « Guerre d'Angleterre » (guerre pour la suprématie aérienne au-dessus de l'Angleterre) avait été gagnée par les Anglais – qui avaient infligé de lourdes pertes à la Luftwaffe – à la fin de l'année 1940 ; à la fin 1941, les nazis avaient été repoussés des portes de Moscou par les armées de Staline, alors que les États-Unis étaient entrés en guerre contre le Japon et l'Allemagne nazie, à la suite de Pearl Harbour<sup>390</sup>. A la fin de la guerre, Churchill décrivit ainsi ses réactions face à ces victoires : « So we had won after all ! Hitler's fate was sealed and there was no more doubt about the end »<sup>391</sup>.

---

<sup>388</sup> Anthony Coady "Terrorism, Morality, and Supreme Emergency" dans Igor Primoratz (éd.): *Terrorism : the Philosophical Issues*, p. 81-93.

<sup>389</sup> Anthony Coady "Terrorism, Morality, and Supreme Emergency", p. 86

<sup>390</sup> Anthony Coady "Terrorism, Morality, and Supreme Emergency", p. 87

<sup>391</sup> Stephen A. Garrett, *Ethics and Airpower in World War II : The British Bombing of German Cities*, St Martin's Press, New York, 1993, p. 148

c. Urgences suprêmes et survie

Dans les lignes qui précèdent, j'ai mis en évidence les problèmes liés à l'argument spécifique des urgences suprêmes proposé par Walzer (« menace exceptionnelle et terrifiante », « problèmes de chronologie »).

Mon propos n'est cependant pas de nier ici qu'il existe des cas d'urgences suprêmes - c'est-à-dire des situations où la survie d'une communauté ou d'une société ne peut passer que par la violation du principe de discrimination des non-combattants - mais que celui-ci peut être compris différemment. A cet égard, la notion de « menace exceptionnelle et terrifiante » semble devoir être abandonnée, étant donné les malentendus qu'elle peut susciter (justification du terrorisme religieux et des massacres perpétrés par les Nazis sur le front de l'Est).

Il existe cependant une autre façon de considérer le problème des « urgences suprêmes », en termes de survie. Comme je l'ai indiqué en préambule de ma réponse à Held, Walzer considère également des cas de terrorisme justifié, dans le cas d'un génocide. Si le principe de discrimination des non-combattants devait être violé, cette violation devrait être dictée par une nécessité de *survie* d'une communauté. Ce n'est que sous cette condition – et pas dans le cas d'une simple défaite – qu'il est possible d'invoquer l'argument des urgences suprêmes. Un gouvernement (ou un leader) peuvent donc invoquer l'argument des urgences suprêmes seulement s'il s'agit d'éviter l'annihilation de la communauté ou du pays qu'il sert.

Le cas de l'urgence suprême comme dicté par la survie d'une communauté est quelque peu élaboré par le philosophe Brian Orend. Selon lui, le recours à la violation massive du principe de discrimination des non-combattants pour sauver une communauté doit absolument constituer *une solution de dernier recours*. Ceci exige de tenter l'utilisation d'autres options avant de recourir à une violation massive du *jus in bello*. Comme le dit Orend, « *there are great many options, permissible according to standard just war theory, to be tried prior to actions which violates the rules. As the war goes badly, perhaps things like conscription or assassination should be tried* »<sup>392</sup>. Une autre condition supplémentaire suggérée par Orend est celle de *déclarer publiquement* l'intention de violer le *jus in bello* et de donner ainsi la possibilité à l'adversaire d'éventuellement opérer des changements de tactiques.

Pour terminer (et de manière similaire à Walzer), Orend conclut qu'un terrorisme de l'urgence suprême ne peut être justifié que s'il bénéficie d'une quelconque probabilité de succès. *The... rule is absolutely vital: are the extreme measures contemplated actually going to make a*

---

<sup>392</sup> Brian Orend, *The Morality of War*, p.156

*difference? This is particularly important in connection with civilian targeting: if it is the aggressor's military machine which is pushing one into supreme emergency, how is killing his civilians going to help?*<sup>393</sup>

Ces réflexions sur Orend sont importantes dans la mesure où elles permettent de mieux saisir une condition primordiale pour invoquer une éventuelle justification à la violation du principe de discrimination des non-combattants. Pour pouvoir invoquer l'argument des urgences suprêmes, la communauté en question (ou ses leaders) doit se battre pour assurer sa survie et non pour éviter une menace imminente. De plus, la violation du principe doit être soumise à certaines conditions (dernier recours, probabilité de succès etc.)

### Conclusion

J'ai argumenté dans le présent chapitre contre les positions que j'ai qualifié « d'abstentionnistes », c'est-à-dire que celles-ci n'incluent pas une référence aux victimes du terrorisme. J'ai rejeté ces définitions dans la mesure où celles-ci ne prennent pas en considération l'indiscrimination croissante du terrorisme et la multiplication des victimes.

Dans une seconde partie, j'ai également rejeté les arguments de Virginia Held, en particulier ceux autour de la notion d'urgences suprêmes et autour de la question de la réelle innocence des victimes. Dans cette perspective, j'ai argumenté que même si les citoyens de pays démocratiques portent une part de responsabilité dans la politique de leurs gouvernements, le terrorisme ne prend pas en considération d'autres éléments des démocraties, comme par exemple la pluralité des opinions démocratiques ou le simple fait que les citoyens ont également le droit de ne pas aller voter. Dans la dernière partie, j'ai proposé une discussion et une relativisation de l'argument des urgences suprêmes de Michael Walzer qui mène, selon Held, à des doubles standards.

Mon dernier chapitre sera consacré aux définitions « non-combattantistes » du terrorisme. La notion de non-combattant étant tributaire de la théorie/ tradition de la guerre juste, il s'agira ici de défendre cette théorie contre la narration dite des « nouvelles guerres » selon laquelle cette théorie repose sur des conceptions désuètes de la guerre. Je montrerai ici que la théorie de la guerre juste est neutre et qu'elle peut mener à une condamnation comme à une réprobation des actes des Etats.

---

<sup>393</sup> Brian Orend, *The Morality of War*, p.156



Dans un dernier temps, je montrerai que contrairement aux propos de Walzer, les nouvelles guerres ont un impact sur les distinctions traditionnelles de la guerre juste, et, dans les cas de résistance sans leader, sur le principe de discrimination des non-combattants.

## Ch. 4 Transformation de la guerre et victimes du terrorisme

### A Définitions

#### 1. Remarques introductives

Dans le chapitre consacré aux définitions dites « civilistes », j'ai distingué entre deux approches concernant les difficultés liées à la distinction entre civils et soldats. *Une approche large* qui consiste s'interroger sur le système conceptuel dans lequel s'inscrit cette distinction et qui vise à critiquer l'ensemble du système conceptuel et *une approche limitée* qui consiste à ne pas s'interroger sur l'ensemble du système conceptuel mais à considérer les critères qui définissent la notion de soldat et à s'interroger sur leur applicabilité concrète.

Le présent chapitre favorisera une approche large qui s'interrogera sur l'évolution de la guerre terrestre en général (nous ne prendrons pas en considération les guerres navales) - et en particulier l'émergence du paradigme théorique dit des « nouvelles guerres » - et son impact sur la notion de « combattant ». Il s'agira ici de répondre aux questions suivantes :

- a) Quel est l'impact des « nouvelles guerres » sur une version classique de la théorie de la guerre juste (je m'intéresserai ici au paradigme formulé par Michael Walzer) ?
- b) Plus spécifiquement quel est l'impact du paradigme des nouvelles guerres sur le principe de discrimination des non-combattants ? En d'autres termes, alors que dans le paradigme classique de la théorie de la guerre juste, la distinction entre combattants et non-combattants était similaire à la distinction entre soldats et civils, il s'agira ici de s'interroger sur l'impact de ce nouveau paradigme sur le *contenu* de cette distinction fondamentale du *jus in bello*.

Le présent chapitre sera structuré en cinq parties. Dans un premier temps, je présenterai une liste des définitions dites « non-combattantistes ». Comme on pourra le constater au nombre de définitions (15), il s'agit ici d'une option privilégiée par les philosophes.

Dans un second temps, je présenterai les caractéristiques des anciennes (appelées également « guerres classiques ») et des « nouvelles guerres ». Mes réflexions sur le « civilisme » étaient limitées à une approche stricte : il ne s'agissait pas de s'intéresser de manière générale à la transformation du phénomène de la guerre (respectivement à la narration de cette

transformation), mais de montrer dans quelle mesure l'émergence d'un phénomène - la résistance sans leader - rendait la distinction entre soldat et civil impossible.

Mes réflexions sur le non-combattantisme s'intéresseront à la transformation de la guerre de manière plus large. Il s'agira de présenter les caractéristiques générales des anciennes et des nouvelles guerres, mais également de démontrer comment une version influente de la théorie – celle de Michael Walzer dans son *Just and Unjust Wars* – est influencée par une conception classique de la guerre (c'est-à-dire par les « anciennes guerres »).

Dans un troisième temps, je montrerai que dans le paradigme des nouvelles guerres, le terrorisme est considéré comme une forme de guerre (dite « asymétrique »). J'introduirai à cet égard une différence entre « asymétrie » et « dissymétrie » ainsi que la notion de lutte dans différentes sphères qui permet d'expliquer pourquoi le terrorisme est une forme de guerre. Cette clarification est nécessaire dans la mesure où très souvent les philosophes utilisent le cadre théorie de la guerre (juste) pour parler du terrorisme, sans pour autant expliquer les raisons de cette utilisation. Après avoir établi les raisons de la pertinence de la théorie de la guerre juste pour évaluer le terrorisme, il sera nécessaire de défendre ce cadre conceptuel contre différentes attaques, notamment celles formulées par l'historien des idées Herfried Münkler, le philosophe Jean-Philippe Deranty et le juriste Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou. Je dédierai la quatrième partie du présent chapitre à cette défense.

Dans la cinquième et dernière partie, j'esquisserai l'impact du paradigme des « nouvelles guerres » sur l'un des principes fondamentaux du *jus in bello*, la distinction entre combattants et non-combattants.

## 2. Liste de définitions

Comme on peut le voir ci-après, la caractérisation des victimes du terrorisme comme non-combattantes constitue une option privilégiée des philosophes :

(82) *“Terrorism is politically motivated violence directed against non-combatants”*<sup>394</sup>

(83) *“A political act, ordinarily committed by an organized group, which involves the intentional killing of other severe harming of non-combatants or the threat of the same or intentional severe damage to the property of non-combatants or the threat of the same”*<sup>395</sup>

(84) *“When either the intention to spread fear or the intention to harm non-combatants is primary, this is sufficient [for terrorism]”*<sup>396</sup>

(85) *“(Wartime) terrorism is the threat or use of violence against noncombatants for political purposes. In ordinary war, the deaths of civilians are side effects of military operations directed against military targets. In terrorist operations, the civilian is the direct and intentional target of attack”*<sup>397</sup>

(86) *“Terrorism is the deliberate, negligent, or reckless use of force against noncombatants, by state or nonstate actors for ideological ends and in the absence of a substantively just legal process”*<sup>398</sup>

(87) *“Intentionally targeting noncombatants with lethal or severe violence for political purposes”*<sup>399</sup>

(88) *Terrorism is a type of political violence that intentionally targets civilians (noncombatants) in a ruthlessly destructive, often unpredictable manner”*<sup>400</sup>.

---

<sup>394</sup> Tomis Kapitan, “Terrorism in the Arab-Israeli Conflict”, in Igor Primoratz (ed), *Terrorism: The Philosophical Issues*, Palgrave Macmillan, New York, 2004, p. 175

<sup>395</sup> Anthony Coady, “The Morality of Terrorism”, *Philosophy*, 60 (1985), p.52.

<sup>396</sup> Virginia Held, “Terrorism, Rights, and Political Goals”, in Igor Primoratz (ed), *Terrorism: The Philosophical Issues*, Palgrave Macmillan, New York, 2004, p.65

<sup>397</sup> Douglas Lackey, *The Ethics of War and Peace*, Englewood Cliffs, NJ, 1989, p.85

<sup>398</sup> David Rodin, “Terrorism without Intent”, *Ethics* 114, (July 2004), p.755

<sup>399</sup> Anthony Coady, “Terrorism”, in Becker and Becker (eds), *Encyclopedia of Ethics*, 2<sup>nd</sup> ed., New York, Routledge, 2001 (quoted in McMahan)

(89) *“The intentional targeting of noncombatants with lethal or severe violence for political purposes by members of small or weak groups that lack the capacity to field an army and engage in warfare”*<sup>401</sup>

(90) *“The moral condemnation of terrorism as such is founded upon the central tenet of the “war ethic” – the principle that war allows only the killing of enemy soldiers, whereas intentional killing of noncombatants remains murder”*<sup>402</sup>

(91) *“Terrorism is (i) an aggression, or the perceived threat of an aggression, employing weapons of mass destruction, potential even if not actual or imminent, involving conventional states, now advanced as grounds for a preemptive strike under cover of self-defense; (ii) an aggression, or the perceived threat of an aggression, employing unusual or heterodox means of war that override or repudiate all conventional distinctions between combatants and noncombatants, admissible and inadmissible forms of warfare (including but not restricted to weapons of mass destruction), pursued independently by nonstate bodies or in collusion with states that favor terrorism themselves; (iii) a figurative transformation, constituting a new form of war, of all forms of political and economic penetration and control exercised by states, blocs of states, or populations however distributed worldwide, whose activities are perceived to be causally responsible for intolerable disparities, inequities of power, cultural indignities and affronts, and injustices regarding the freedom, political self-determination, and quality of life of peoples of the world; and (iv) the figurative transformation of all measures designed to combat manifestation of (i), (ii), or (iii) in any form or combination”*<sup>403</sup>

(92) *“Standardly terror-killing of noncombatants which involves intentionally killing them in order to produce fear in the nation that will lead to surrender”*<sup>404</sup>

(93) *“Terrorism = acts of violence intentionally directed against noncombatants as a means of achieving aims of a broadly political nature”*<sup>405</sup>

---

<sup>400</sup> Louis P. Pojman, “The Moral Response to Terrorism and Cosmopolitanism”, in in James P. Sterba (ed), *Terrorism And International Justice*, Oxford University Press, 2003, p.140

<sup>401</sup> Saul Smilansky, “Terrorism, Justification, and Illusion”, *Ethics* 114, (July 2004), p.790

<sup>402</sup> Noam Zohar, “Innocence and Complex Threats: Upholding the War Ethic and the Condemnation of Terrorism” in *Ethics* 114, (July 2004), p.734

<sup>403</sup> Joseph Margolis, “Terrorism and the New Forms of War”, *Metaphilosophy*, Vol. 35, no3, April 2004, p. 411

<sup>404</sup> Frances Kamm, “Failures of Just War Theory: Terror, Harm and Justice”, *Ethics* 114, (July 2004), p.651

(94) *“I want to defend the position that international terrorism is best understood as the calculated employment or threat of a particular sort of illegitimate violence by individuals or subnational groups, primarily directed toward noncombatants, to further a particular goal or set of goals within the international arena”*<sup>406</sup>

(95) *By definition, terrorism is a political or military strategy that*

4. *Involves the intentional killing, maiming or otherwise seriously harming, or threatening to seriously harm, of civilians (and not merely combatants and their leaders);*

5. *Is a means of terrorizing the members of some social, religious or political group in order to achieve political or military purposes;*

6. *Relies on the killings – or other serious harms inflicted – receiving a high degree of publicity, at least to the extent necessary to engender widespread fear in the target political, religious or social group*<sup>407</sup>

(96) *“Acts of political terrorism are physically violent acts performed by an agent or group of agents (who may represent a state government or a movement fighting against a state government) against a certain group of individuals (the victim group) with the purpose of intimidating a certain other group of individuals (the target group), and thereby bringing about a desired political outcome (...). Now I have deliberately refrained from including in my definition of acts of political terrorism any moral judgment. Likewise I have refrained from making the innocence of the victims a defining characteristic of acts of political terrorism(...) Given that we accept a description of the innocent victims of acts of political terrorism as people who should enjoy an immunity against politically motivated armed violence, we may easily extend the application of the principle of non-combatants immunity belonging to the just war theory to cover this category of victims as well”*<sup>408</sup>.

Dans le chapitre précédent, j’ai rejeté plusieurs définitions abstentionnistes dans la mesure où celles-ci ne prenaient pas nécessairement en compte une propriété essentielle du terrorisme, sa

---

<sup>405</sup> Jeff McMahan, *Ethics* 114, (July 2004), p.694

<sup>406</sup> Brett Kessler, “Moral Justification for Violent Responses to Terrorism”, in Timothy Shanahan, *Philosophy 9/11, Thinking about the War on Terrorism*, Open Court, Chicago and La Salle, 2005, p. 154

<sup>407</sup> Seumas Miller “Terrorism and Collective Responsibility”, in Georg Meggle (éd.), *Ethics of Terrorism and Counter-Terrorism*, p.96

<sup>408</sup> Per Bauhn, “Political Terrorism and the Rules of Just War”, in Georg Meggle (éd.), *Ethics of Terrorism and Counter-Terrorism*, p.123-124

bi-focalité, c'est-à-dire le fait que toute attaque terroriste est caractérisée par deux types de cible, une cible primaire (les victimes immédiates) et une cible secondaire.

Il est important de noter ici que l'approbation d'une définition non-combattantiste n'est possible que dans la mesure où celle-ci prend également en considération la bi-focalité du terrorisme, c'est-à-dire le fait que toute attaque terroriste est caractérisée par deux types de cible, une cible primaire (les victimes immédiates) et une cible secondaire. Par conséquent, seules des définitions qui caractérisent les victimes immédiates du terrorisme comme non-combattantes, tout en considérant également la cible secondaire (la population en général ou un gouvernement) seront prises en considération.

Dans cette perspective, les définitions proposées ci-dessus par Frances Kamm («*Standardly terror-killing of noncombatants which involves intentionally killing them in order to produce fear in the nation that will lead to surrender*»), Seumas Miller («*By definition, terrorism is a political or military strategy that involves the intentional killing, maiming or otherwise seriously harming, or threatening to seriously harm, of civilians (and not merely combatants and their leaders); Is a means of terrorizing the members of some social, religious or political group in order to achieve political or military purposes; Relies on the killings – or other serious harms inflicted – receiving a high degree of publicity, at least to the extent necessary to engender widespread fear in the target political, religious or social group*») et Per Bauhn (voir-ci-dessus) correspondent à cette exigence.

Il s'agira maintenant de montrer comment le cadre conceptuel de la guerre juste s'applique aux victimes du terrorisme et de défendre ce cadre contre différentes attaques, notamment celles proposées par les défenseurs des théories dites des « nouvelles guerres » tels qu'Herfried Münkler ou Mohammed Mahmoud Ould Mohamedou.

## B. Entre “anciennes” et “nouvelles guerres”

### Anciennes guerres

#### 1. Terrorisme vs. guerre ?

Dans le message qu’il adresse au monde, Mohammed Siddique Khan, le chef de la cellule responsable des attentats de Londres en juillet 2005, déclarait « we are at war, and I am a soldier ». En considérant la situation intérieure de l’Angleterre à ce moment, il ne semble pas que le pays se trouvait en guerre : Khan était-il victime d’hallucinations ? Souffrait-il d’une distorsion de la réalité ? Comme le dit le journaliste Christoph Reuter, « [à l’entendre] *on a l’impression qu’il se trouvait dans un autre pays qui s’appellerait par hasard « Angleterre »* »<sup>409</sup>.

On pourrait ici faire une critique similaire aux défenseurs d’une définition non-combattantiste du terrorisme: celle de pervertir les intuitions du sens commun par rapport aux notions de guerre et de paix en considérant les victimes du terrorisme comme des non-combattants. En effet, en ayant recours au qualificatif de « non-combattant » pour les victimes du terrorisme, il semble que l’on fasse clairement référence à un contexte de guerre. Il semble pourtant bizarre de considérer les victimes des attentats de juillet 2005 à Londres, de mars 2004 à Madrid ou du 11 septembre 2001 à New York comme des victimes de la guerre et de considérer Londres, Madrid ou New York comme le théâtre des opérations d’un conflit armé. Cette ligne de réflexion est parfaitement illustrée par les propos de la philosophe Véronique Zanetti qui considère que guerre et terrorisme s’opposent. Selon elle, on peut caractériser les organisations terroristes de la manière suivante:

– *The Actors: Whereas convention wars manifest the power of a state or alliance of states, terrorist actions are the work of individuals organized by leaders of private groups.*

*Organisation: When conflict arises, states officially call on armed forces, which are organized vertically and hierarchically. Terrorist organizations, in contrast, operate underground. Although they often have a central leadership, they consist of scattered units, which for the sake of efficacy and flexibility, require a certain degree of autonomy (...)*

---

<sup>409</sup> Jean-Marc Flükiger, « Attentat-suicide: analyse et perspectives – un entretien avec Christoph Reuter », *www.terrorisme.net*, 18.05.2007, [http://www.terrorisme.net/p/article\\_226.shtml](http://www.terrorisme.net/p/article_226.shtml) (accédé 20.05.2007)



- *Strategy: The application of violence differs between the two forms of conflict. In a classical war, states aim for superiority in numbers and military technology. Civilian casualty is not a goal, but constitutes regrettable “collateral damage”. Terrorist attacks, on the other hand, aim for psychological effects and media sensation. They invert the principle of proportionality by seeking to wreak as much havoc as possible with limited means.*
- *Funding: Classical warfare is financed centrally; taxation pays for weapons and soldiers. International terrorist organizations, in contrast, are financed decentrally; they are supported by private donations, organized crime, drug and weapon trafficking, even charities.*
- Space: Whereas the location of a conventional war is more or less unambiguous, terrorism depends upon the unpredictability of its targets.*
- *Time: Financial and human costs impose strict limits on the duration of classical warfare. If an offensive campaign does not lead to quick victory, then it must also compete with time. But since terrorist groups do not seek to conquer, they need not reckon with time in the same way. They have at their disposal extended or even unlimited periods of time (...)<sup>410</sup>*

Contrairement au propos ci-dessus, il n’y a pas nécessairement lieu ici d’opposer guerre et terrorisme : en effet, à l’aune de l’émergence des « nouvelles guerres » qui a eu lieu durant ces quinze dernières années, il sera nécessaire de réévaluer nos conceptions de la guerre et de la paix, et d’éventuellement considérer le terrorisme et les organisations terroristes *comme une forme de guerre*, que je qualifierai par la suite de « guerre asymétrique ».

Dans un premier temps, je présenterai des conceptions intuitives et du sens commun sur la guerre (illustrées par les propos de Véronique Zanetti) et montrerai que ces conceptions sont liées à une certaine forme de la guerre – la guerre inter-étatique – et que cette forme a subi une évolution ces dernières décennies, remplaçant les guerres « classiques » par des « nouvelles guerres ». Dans un second temps, je présenterai les caractéristiques de ces nouvelles guerres.

Dans un troisième temps, je présenterai brièvement le concept de « guerre asymétrique » et montrerai que le terrorisme constitue une forme de guerre asymétrique.

---

<sup>410</sup> Véronique Zanetti, “After 9-11 – A Paradigm Change in International Law ?”, in Georg Meggle (éd.), *Ethics of Terrorism and Counter-Terrorism*, p.331

## 2. Guerre et sens commun

En citoyens de pays démocratiques qui jouissent de la paix depuis plus de 50 ans, il est difficile de ne pas voir dans les propos de Mohammed Siddhique Khan – le leader de la cellule responsable des attentats de Londres en juillet 2005 - une sorte de délire ou d'hallucination. En effet, malgré les guerres dites « civiles » et les guerres dites de « décolonisation » de la période 1946-1992, ce sont les conflits inter-étatiques qui ont le plus influencé nos conceptions de la guerre (les guerres dites de « décolonisation » ayant pratiquement cessé d'exister depuis le milieu des années 1970<sup>411</sup> et les guerres civiles ayant fortement diminué depuis leur apogée dans les années 1990<sup>412</sup>).

Ce désintérêt pour les guerres civiles et les guerres de décolonisation n'explique cependant pas les raisons pour lesquelles la guerre inter-étatique s'est spécifiquement imposée dans notre inconscient collectif. Herfried Münkler offre plusieurs raisons à cela<sup>413</sup> :

- a) d'une part, l'historiographie de la guerre est fortement centrée sur les guerres inter-étatiques européennes à partir du XVII<sup>e</sup> siècle. Qui plus est, l'historiographie de la guerre s'est également fortement intéressée aux batailles comme lieu où se décidait l'issue d'une guerre.
- b) D'autre part, après 1648, la guerre devient une sorte de « duels » entre souverains. Ceci n'est pas seulement le cas juridiquement, mais également sur le champ de bataille : l'art de la guerre européen est fortement influencé par les codes de chevalerie du Moyen-Age qui sont intéressés à « un combat loyal entre des acteurs égaux »<sup>414</sup>. Il est important de souligner ici la symétrie entre les protagonistes d'une guerre. Celle-ci détermine notre perception de la guerre.

L'historien militaire Martin van Creveld<sup>415</sup> souligne une autre raison à cette prédominance de la guerre inter-étatique : les armes nucléaires. En effet, à partir de 1945 (bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki), la discussion au niveau de la politique sécuritaire est dominée par ces armes et leur capacité de destruction. Le développement de ces armes nécessitant des ressources importantes, seuls des Etats sont en mesure d'en acquérir.

---

<sup>411</sup> Uppsala University's Data Programm and International Peace Research Center Oslo, Human Security Report, "The Changing Face of Global Violence", section 2, p.23

<sup>412</sup> Uppsala University's Data Programm and International Peace Research Center Oslo, Human Security Report, "Why the Dramatic Decline in Armed Conflict ?", section 2, p.151.

<sup>413</sup> Herfried Münkler, *Der Wandel des Krieges, Von der Symmetrie zur Asymmetrie*, Velbrück Wissenschaft, Weilerswist, 2006, pp.152-153

<sup>414</sup> Herfried Münkler, *Der Wandel des Krieges*, 2006, p.152

<sup>415</sup> Martin van Creveld, *The Transformation of War*, Free Press, New York, 1991, Ch. 1, pp. 1-33

### 3. Les guerres inter-étatiques

Après avoir présenté les raisons de l'influence des guerres inter-étatiques sur notre vision de la guerre (au détriment des guerres civiles), il est important de mettre en évidence quelques éléments de ces guerres. Après avoir présenté quelques caractéristiques de ces guerres<sup>416</sup>, je m'intéresserai à l'influence de ces caractéristiques sur le cadre plus philosophique de la théorie de la guerre juste.

- g) La guerre est un conflit entre Etats. Les Etats bénéficient du monopole de la violence sur leur territoire.
- h) La notion de « territoire d'un Etat » permet une distinction entre guerre et paix : en effet, la violation d'une frontière d'un Etat souverain par un autre Etat souverain constitue (ou peut constituer) un *casus belli* et peut provoquer une guerre. L'intégrité des frontières (c'est-à-dire leur non-violation) est généralement liée à l'état de paix.
- i) Du fait de son monopole de la violence, c'est l'Etat qui, par la fourniture d'uniformes à ses soldats, permettait de distinguer entre cibles légitimes et illégitimes : le soldat – pour autant qu'il n'avait pas déposé les armes – constituait une cible légitime, alors que les personnes qui n'étaient pas membres des forces armées ne constituaient pas des cibles légitimes.
- j) Il existe une distinction claire entre le champ de bataille, le front et les territoires qui ne sont pas touchés par la guerre<sup>417</sup>.
- k) La “décision” sur l'issue d'une guerre est le résultat de la perte/victoire d'une (ou plusieurs) bataille(s) qui peuvent être clairement définies d'un point de vue géographique et temporel. La guerre est fondée sur la concentration des forces et non sur leur dispersion. La confrontation entre les forces adverses est visée (ce qui n'est pas le cas de la guerre de guérilla ou du terrorisme qui évitent volontairement une concentration des forces).
- l) Généralement (mais pas toujours, comme dans le cas d'attaques-surprise) les guerres inter-étatiques sont déclarées par une autorité légitime, alors que la fin de la guerre fait généralement l'objet d'un traité de paix (ou d'une capitulation).

---

<sup>416</sup> Les points a), b) et c) ont été repris de mes réflexions sur le civilisme.

<sup>417</sup> Program on Humanitarian Policy and Conflict Research, Harvard University, “Transnationality, War and the Law: A Report on a Roundtable on the Transformation of Warfare, International Law and the Role of Transnational Armed Groups”, [http://www.hpcr.org/pdfs/HPCR\\_-\\_Transnationality\\_Roundtable\\_-\\_April\\_2006.pdf](http://www.hpcr.org/pdfs/HPCR_-_Transnationality_Roundtable_-_April_2006.pdf), (accédé 16.01.07)

- m) Les Etats bénéficient du monopole économique de la guerre: les soldats reçoivent un salaire et le pillage est interdit. Les armées sont financées par l'imposition fiscale.
- n) D'un point de vue temporel, les guerres inter-étatiques sont généralement limitées (conflits relativement brefs). Ainsi entre 1945 et 1992, 71 % des guerres ont duré moins de 6 mois<sup>418</sup>.
- o) Avant la Seconde Guerre Mondiale, les principales victimes des guerres étaient des soldats, et pas des civils. Ainsi au début du XX<sup>ème</sup> siècle, 90 % des victimes des conflits armés étaient des soldats et 10 % des civils. En 1990, cette proportion s'était inversée: 80 % des victimes étaient des civils, alors que 20 % étaient des soldats<sup>419</sup>.
- p) Les guerres inter-étatiques sont des guerres *symétriques*, c'est-à-dire que les parties en conflit ont recours à des stratégies similaires en termes de recrutement, d'armes utilisées et d'instruction de leurs forces armées<sup>420</sup>. De plus, elles se battent dans des sphères de combat identiques.

#### 4. Les différentes sphères de combat

Selon le spécialiste du renseignement Jacques Baud, une propriété fondamentale de la guerre classique est la nécessité de combattre et d'influencer les mêmes sphères (appelés également « espaces »). Même si celles-ci sont conceptuellement relativement faciles à délimiter, elles s'interpénètrent dans la réalité<sup>421</sup>:

1. La sphère (ou espace) géographique est constituée de la géographie et de la topographie au sens traditionnel (celle-ci comprend également les mers, les océans). La sphère géographique est l'espace où se déroulent les conflits armés traditionnels, c'est-à-dire là où les armées manœuvrent et se battent. Dans les guerres « classiques », les armées se battent pour la domination de l'espace géographique (et aérien, voir ci-après).
2. La sphère aérienne est constituée de l'espace au-dessus de l'espace géographique. Elle est devenue un « champ de bataille » traditionnel depuis la Première Guerre Mondiale.

---

<sup>418</sup> Klaus Jürgen Gantzel, « Über die Kriege nach dem zweiten Weltkrieg, Tendenzen, ursächliche Hintergründe, Perspektiven » in Bernd Wenger (éd.), *Wie Kriege entstehen, Zum historischen Hintergrund von Staatenkonflikten*, Ferdinand Schöningh, Paderborn, 2003, p.308

<sup>419</sup> Herfried Münkler, *Die Neuen Kriege*, Rowohlt Taschenbuch Verlag, 2004, p. 28

<sup>420</sup> Herfried Münkler, *Der Wandel des Krieges, Von der Symmetrie zur Asymmetrie*, pp. 161-162

<sup>421</sup> Je reprendrai ici le travail conceptuel important de Jacques Baud, *La guerre asymétrique ou la défaite du vainqueur*, Editions du Rocher, 2003, pp. 33-42

3. L'éther comprend le monde "hertzien" et électromagnétique en général. C'est la sphère dans laquelle s'inscrivent toutes les communications modernes (qu'elle soient codées ou pas). Du point de vue des combats, c'est l'endroit où se déroule la "guerre électronique".
4. L'infosphère est l'espace des sociétés humaines (hors champ de bataille classique) où l'information est transmise (c'est l'espace des journaux, des médias). Cette sphère est capitale dans la mesure où c'est ici que l'opinion publique est forgée et influencée.
5. Le cyber-espace est l'espace constitué par les réseaux d'ordinateurs. Cette sphère est capitale dans la mesure où elle touche tous les domaines et l'infrastructure des sociétés modernes. Ces dernières années, cette sphère a pris de l'importance : l'opinion publique, jusqu'ici influencée par des médias classiques (journaux, radio, télévision) est de plus en plus sensible à cet espace (« blogosphère », sites spécialisés, journaux électroniques etc.).
6. « L'espace humain » est l'espace où les gens vivent leur quotidien. Il est constitué de relations et de liens sociaux.

Dans les conflits symétriques, les parties incriminées tentent d'influencer et de contrôler les mêmes espaces (sphères) : dans les guerres traditionnelles, les armées tentent de prendre le contrôle de l'espace géographique ou naval. Alors qu'à partir du XIX<sup>ème</sup> siècle, les armées tentent également de contrôler l'infosphère, c'est-à-dire la manière dont sont rapportés les conflits dans les médias (à l'époque les journaux), à partir de la Première Guerre Mondiale, elles vont également se concentrer pour obtenir la suprématie aérienne.

### **L'image de la guerre dans la théorie de la guerre juste**

#### 5. Théorie de la guerre juste : entre sens large et sens strict

Après avoir passé en revue les éléments qui caractérisent la guerre inter-étatique (ou guerre classique), nous nous intéresserons ici à l'impact de cette guerre classique sur la théorie de la « guerre juste ».

Il faut distinguer ici entre un *sens strict* et un *sens large* du terme de « guerre juste » : dans un *sens strict*, la guerre juste est une tradition philosophique qui puise ses origines au 4-5<sup>ème</sup> siècle dans les écrits du philosophe St-Augustin. Après 4 siècles de martyre, la religion chrétienne était devenue la foi officielle de l'Empire Romain. Alors qu'il avait prôné le

pacifisme depuis la mort de Jésus-Christ, le christianisme devenait soudain la religion officielle d'un empire constamment assailli et en guerre. Comment concilier alors le précepte chrétien de « si on te frappe sur la joue gauche, tends la joue droite » avec la politique belliqueuse d'un Empire qui avait fait pour sien l'adage « si vis pacem, para bellum » ? La tradition amorcée par St-Augustin devait être perpétuée par des penseurs tels que St-Thomas d'Aquin, Francisco de Vitoria et plus tard Hugo Grotius ou Emmer de Vattel.

Même s'il est vrai que la « guerre juste » puise ses origines dans une tradition occidentale héritière du christianisme, celle-ci eut une influence capitale dans le développement du droit international et peut être considérée comme l'un des chapitres significatifs qui devait mener à la naissance des conventions dites « humanitaires » comme les Conventions de la Haye (1907) ou de Genève (1949, 1977)<sup>422</sup>. Il est important de souligner ici que chacun des principes présentés ci-après<sup>423</sup> est soumis à dispute et interprétation et que la théorie de la guerre juste s'apparente plus à des théories de la guerre juste. Malgré l'importance accordée au *jus post bellum*<sup>424</sup> depuis la guerre en Irak, je m'en tiendrai ici à la distinction classique entre *jus ad bellum* (« le droit d'entrer en guerre ») et le *jus in bello* (« règles au cœur du conflit »).

Au niveau du *jus ad bellum*, on cite généralement les éléments suivants :

- *Autorité légitime* : la guerre doit être déclarée par une autorité légitime (au Moyen-Âge, il s'agissait d'un roi, à l'heure actuelle, il s'agit des gouvernements).
- *Cause juste* : la cause doit être juste. « A l'origine il s'agissait de la punition d'une injustice. En lieu et place du paradigme de la punition, c'est le paradigme de l'auto-défense de la souveraineté nationale qui est entré en vigueur à l'époque moderne »<sup>425</sup>.
- *Solution de dernier recours* : la déclaration de guerre doit constituer une solution de dernier recours après l'échec de toutes les négociations diplomatiques.
- *Intention juste* : la guerre doit être déclarée avec l'intention de rétablir la paix, de se défendre et de repousser une agression, mais non d'exercer de vengeance.

<sup>422</sup> Même si la tradition occidentale de pensée sur la guerre eut une influence capitale sur le développement du droit humanitaire international, il est essentiel de signaler ici que l'on retrouve dans toutes les grandes religions (Islam, Judaïsme, Bouddhisme) une réflexion éthique sur la guerre.

<sup>423</sup> Au niveau de l'autorité légitime, de la cause juste, de la solution de derniers recours et de l'intention juste, je reprendrai ici la synthèse proposée par Jean-Claude Wolf, « Konsequentialismus, Deontologie und Theorie des gerechten Kriegeres », in Philippe Mastroratti (éd.), *Das Recht im Spannungsfeld utilitaristischer und deontologischer Ethik*, (= ARSP-Beiheft 94), Franz Steiner Verlag, Stuttgart, 2004, pp.41-54. Dans les autres cas, je citerai mes sources.

<sup>424</sup> Briand Orend, *The Morality of War*, Broadview Press, 2006, ch. 6 et 7

<sup>425</sup> Jean-Claude Wolf, «Konsequentialismus, Deontologie und Theorie des gerechten Kriegeres», 42

- *Proportionnalité* : selon le principe - qui est également inscrit dans la troisième convention de la Haye (1907) aux articles 22 et 23 – un état qui entre en guerre doit comparer les bénéfices universels attendus de l'entrée en guerre par rapport aux coûts universels de cette même action. A cet égard, les bénéfices universels doivent clairement être supérieurs aux coûts universels<sup>426</sup>.
- *Probabilité de succès* : ce principe vise à éliminer une violence inutile et enjoint les parties qui entrent en guerre à ne le faire qu'à condition qu'elles puissent atteindre leur but (repousser une agression, rétablir la paix).

Au niveau du *jus in bello*, on trouve les éléments suivants :

- *Proportionnalité* : le principe de proportionnalité du *jus in bello* fait référence à une utilisation proportionnelle de la force vis-à-vis de la menace. Comme le dit Jean Bethke Elshtain, si une « une nation est confrontée à une bande de renégats qui commettent des assassinats au hasard, celle-ci n'aura pas recours à une frappe nucléaire ».<sup>427</sup>
- *Distinction entre combattants et non-combattants* (appelé également *principe de discrimination des non-combattants*): les non-combattants sont les personnes qui ne sont pas directement impliquées dans les actions de guerre et ne doivent pas faire l'objet d'attaques directes et délibérées.
- *Interdiction de moyens « mala in se »*<sup>428</sup> : certaines méthodes comme la torture, le recours systématique au viol, les génocides ou l'utilisation d'armes prohibées (biologiques, chimiques) sont interdites.

Dans un *sens large*, le terme de « guerre juste » dénote une attitude qui considère que, contrairement à la position réaliste, des valeurs morales telles que la justice, le bien ou le mal doivent jouer un rôle dans le déclenchement et la conduite d'une guerre. Dans son acception large, le terme de « guerre juste » ne désigne pas une casuistique aussi précise que présentée précédemment. Contrairement à la position réaliste, l'entrée en guerre d'un pays (et la conduite de la guerre) ne devrait pas dépendre uniquement des intérêts (matériels, stratégiques, tactiques) de celui-ci, mais également suivre des considérations morales. Dans le sens large, le concept de guerre juste admet d'autres causes justes que celui de la défense de la

---

<sup>426</sup> Brian Orend, *The Morality of War*, p. 59

<sup>427</sup> Jean Bethke Elshtain, *Just War Against Terror, The Burden of American Power in a Violent World*, Basic Books, New York, 2003, p. 65

<sup>428</sup> Brian Orend, *The Morality of War*, p.123

souveraineté nationale, de la résistance à un agresseur, comme par exemple la défense de valeurs contre un mal de « nature terrifiante ». Par exemple, le recours à l'épithète « d'infidèle » (« kufr ») par l'ayatollah Khomeini durant la guerre Iran-Irak pour qualifier Saddam Hussein et son interprétation du conflit comme une guerre de l'Islam contre les infidèles constitue une occurrence de la théorie de la guerre juste au sens large<sup>429</sup>.

## 6. Le paradigme légaliste de Walzer

Il faut relever que, même s'ils sont unifiés, le contenu des critères présentés ci-avant n'est pas uniforme et que chacun fait l'objet d'âpres discussions. Pourtant, il est possible de présenter une version influente de la théorie de la guerre juste qui permettra de mieux saisir l'image de la guerre qui sous-tend la théorie. La formulation de la théorie proposée ici est celle de Michael Walzer dans son *Just and Unjust Wars*. Même si l'on a assisté ces dernières années à la remise en cause des arguments de Walzer<sup>430</sup>, sa formulation de la théorie reste extrêmement influente<sup>431</sup>.

A défaut de présenter l'ensemble des réflexions de Walzer, je m'intéresserai ici à deux éléments pertinents pour notre propos : d'une part, la vision des *acteurs* dans la théorie walzérienne de la guerre juste (les acteurs conçus comme états) et d'autre part sa vision du *principe de discrimination des non-combattants*.

Au niveau des acteurs, Walzer - se basant sur l'analogie domestique (une analogie entre l'ordre civil et l'ordre international) - reconnaît *les états* comme acteurs principaux. Les relations entre les états sont similaires aux relations entre des individus, à la différence près que « every conflict threatens the structure as a whole with collapse »<sup>432</sup>. Dans ce qu'il appelle le « paradigme légaliste », Walzer décrit la société internationale et les relations des membres entre eux.

Cette description est résumée en six points<sup>433</sup> : a) il existe une société internationale d'Etats indépendants. Les membres de cette société sont des Etats b) cette société dispose d'une loi qui établit les droits de ces membres – en premier lieu, les droits à une intégrité territoriale et à une souveraineté politique c) Tout usage ou menace imminente d'usage de la force par un Etat contre la souveraineté politique ou l'intégrité territoriale d'un autre Etat constitue une

---

<sup>429</sup> Saskia Gieling, *Religion and War in Revolutionary Iran*, I.B Tauris Publishers, London, 1999, p.80-83.

<sup>430</sup> Pour un aperçu synthétique de cette remise en cause, voir David Rodin, « The Ethics of War : State of the Art », *Journal of Applied Philosophy*, Vol.23, 3, 2006, pp. 241-246

<sup>431</sup> Comme l'a révélé par exemple une édition spéciale du *Journal of Military Ethics*, intitulée "Just and Unjust Wars: Thirty Years On", Vol. 6, N°2, 2007

<sup>432</sup> Michael Walzer, *Just and Unjust Wars*, p.58

<sup>433</sup> Michael Walzer, *Just and Unjust Wars*, pp. 61-62



agression et un acte criminel d) une agression justifie deux types de réponses violentes : une guerre d'auto-défense par la victime et une guerre pour renforcer l'application de la loi (« war of law enforcement ») par la victime et tout autre membre de la société internationale d) seule l'agression peut justifier la guerre e) une fois un état agresseur repoussé, il peut également être puni.

On remarquera ici les similarités (on pourrait même parler d'identité) frappantes entre les thèses de Walzer et les points a (« La guerre est un conflit entre Etats. Les Etats bénéficient du monopole de la violence sur leur territoire ») et b (« La notion de « territoire d'un Etat » permet une distinction entre guerre et paix ») du descriptif proposé ci-avant (infra ch. 3, point B.3) concernant les anciennes guerres. En d'autres termes, la conception de la guerre et de ses acteurs qui sous-tend la théorie proposée par Walzer est une conception classique (inter-étatique) de la guerre.

Qu'en est-il des acteurs *directs* des conflits, c'est-à-dire des individus qui se battent ? La distinction de Walzer entre combattants et non-combattants est ici similaire à celle entre soldats et civils, même s'il reconnaît qu'elle est plus large. Celui-ci considère ce qu'il appelle le cas des « naked soldiers », c'est-à-dire des soldats qui ne sont pas directement engagés au combat, mais pris en flagrant délit d'activité ordinaire (fumer une cigarette à découvert par exemple). Du fait que ceux-ci ne représentent pas une menace, les soldats adverses sont-ils autorisés à les tuer ? Selon Walzer, on peut les attaquer du fait que ceux-ci font partie d'une « classe », celle des soldats et qu'en tant que classe, celle-ci est dangereuse<sup>434</sup>.

#### 7. Similarité entre la distinction walzérienne et celle du droit international

Qu'en est-il alors des civils qui travaillent dans les usines d'armement et qui apportent une contribution concrète et directe à l'effort de guerre ? Selon Walzer, la distinction à ce niveau est entre ceux qui produisent le matériel nécessaire aux soldats pour se battre et ceux qui produisent des produits de première nécessité (nourriture entre autres) qui nourriront les soldats, mais également les populations civiles. Comme l'écrit Walzer « *the relevant distinction is not between those who work for the war effort and those who do not, but between those who make what soldiers need to fight and those who make what they need to live, like all the rest of us. When it is military necessary, workers in a tank factory can be attacked and killed but not workers in a food processing plant* »<sup>435</sup>.

---

<sup>434</sup> Michael Walzer, *Just and Unjust Wars*, p. 144-145

<sup>435</sup> Michael Walzer, *Just and Unjust Wars*, p. 146

Walzer insiste cependant sur le fait que contrairement au paradigme légaliste dans lequel l'analogie domestique joue un rôle important, celle-ci n'est d'aucune aide dans le cas des soldats. En effet, il nous demande de nous imaginer une situation de guerre où un soldat d'une nation agressive tire sur un soldat d'une nation qui se défend. Dans ce cas, nous dit Walzer, il ne s'agit pas d'un meurtre, contrairement à une situation domestique où un voleur tire sur un policier qui a essayé de dégainer son arme. Dans ce dernier cas, il s'agit d'un meurtre<sup>436</sup>.

Comme on peut le constater, la distinction entre combattants et non-combattants proposée par Walzer est similaire à la distinction entre soldats et civils, même si celle-ci prend en considération certains cas où il serait justifié de tuer des civils<sup>437</sup>. La conception de Walzer s'inscrit donc parfaitement dans le paradigme classique de la guerre inter-étatique, en particulier le point c) de la description proposée ci-avant (« Du fait de son monopole de la violence, c'est l'Etat qui par la fourniture d'uniformes à ses soldats permettait de distinguer entre cibles légitimes et illégitimes »).

### **Les nouvelles guerres**

Dans différents ouvrages publiés ces dernières années, plusieurs auteurs ont mis en évidence l'émergence d'un nouveau type de conflit, caractérisé de manière différente : « conflit de faible intensité » (Martin van Creveld), « guerre à prétention morale » (Monique Canto-Sperber), « guerre de la quatrième génération » (William Lind ou Thomas Hammes) ou « nouvelles guerres » (Mary Kaldor ou Herfried Münkler).

### 8. Distinctions fondamentales et acteurs

Nos conceptions sur la guerre se sont développées durant la période classique des guerres inter-étatiques. Alors que ces dernières étaient dominantes jusqu'à la Seconde Guerre Mondiale, leur importance va décroître après 1945. Selon une statistique proposée par l'Arbeitsgemeinschaft Kriegsursachenforschung (AKUF) de l'université de Hambourg, les guerres classiques (au sens de guerres inter-étatiques) ne représentaient que le 16,8 % des guerres entre 1945 et 1992 au moment où la tendance entre la nature des victimes s'inversait<sup>438</sup>. En 1999, ce chiffre tombe même à 9 %.

---

<sup>436</sup> Michael Walzer, *Just and Unjust Wars*, p.127-128

<sup>437</sup> La distinction combattant / non-combattant de Walzer pourrait être considérée comme identique à la distinction soldat / civil telle que présentée dans le chapitre sur la notion de civil. Pourtant, comme Walzer prend également en considération le cas de civils travaillant dans les usines d'armement, celle-ci est plus large. C'est pour cette raison que la distinction de Walzer est discutée dans ce chapitre.

<sup>438</sup> Klaus Jürgen Gantzel, « Über die Kriege nach dem zweiten Weltkrieg, Tendenzen, ursächliche Hintergründe, Perspektiven », p. 306

Les « nouvelles guerres » présentent les caractéristiques suivantes :

- a) Dans les guerres classiques, les Etats bénéficient du monopole économique de la guerre: les soldats reçoivent un salaire qui provient de l'imposition fiscale<sup>439</sup>. Le système conceptuel des nouvelles guerres est cependant basé sur la thèse selon laquelle le pouvoir des Etats est en recul – voire en chute libre - et que par conséquent, la provenance des ressources jusqu'ici allouées par une économie étatique centralisée change fondamentalement. Les nouveaux acteurs financent donc leurs efforts par le vol, l'extorsion (au sein des zones de conflit mais également dans le cadre des diasporas forcées de financer l'effort de guerre), le pillage, la prise d'otages, la contrebande et les trafics en tout genre (drogues, pétrole, diamants, armes, produits humanitaires)<sup>440</sup>.
- b) Il n'existe plus de distinction claire entre le champ de bataille, le front et les territoires épargnés par la guerre. On peut par exemple citer ici l'actuel conflit irakien où il est difficile de distinguer de véritables fronts. Dans cette perspective, il est illustratif de constater que les conflits s'étendent au cœur des sociétés dont les armées sont impliquées dans des guerres. Dans ses réflexions sur les nouvelles guerres (qu'il appelle « guerres de la 4<sup>ème</sup> génération »), le stratège William Lind note cette disparition des différentes distinctions typiques des guerres inter-étatiques, *fourth generation warfare seems likely to be widely dispersed and largely undefined; the distinction between war and peace will be blurred to the vanishing point. It will be nonlinear, possibly to the point of having no definable battlefields or fronts... Actions will occur concurrently throughout all participants' depth, including their society as a cultural, not just a physical, entity*<sup>441</sup>. A titre d'exemple de cette difficulté à distinguer entre ligne de front et territoires épargnés par la guerre, on peut citer ici les attentats en ville de Madrid (soit à plusieurs milliers de kilomètres du champ des « opérations ») qui visaient, entre autres, à provoquer un retrait des troupes en Irak<sup>442</sup>.
- c) Dans les nouvelles guerres, il est de plus en plus difficile de distinguer entre cibles légitimes et illégitimes: en effet, dans les guerres inter-étatiques « classiques », les soldats portaient des uniformes, ce qui permettait de les distinguer des populations

---

<sup>439</sup> Pour des raisons de clarté, j'ai repris ce point du chapitre 2.

<sup>440</sup> Mary Kaldor, *New & Old Wars*, Polity Press, Second Edition, 2006, pp. 107-113

<sup>441</sup> William Lind, Keith Nightengale, John Schmitt, Joseph Sutton and Gary Wilson, "The Changing Face of War: Into the Fourth Generation", *Marine Corps Gazette*, October 1989, [http://www.d-n-i.net/fcs/4th\\_gen\\_war\\_gazette.htm](http://www.d-n-i.net/fcs/4th_gen_war_gazette.htm)

<sup>442</sup> Guido Steinberg, *Der Nahe und der Ferne Feind. Die Netzwerke des islamistischen Terrorismus*, Verlag C.H Beck, München, 2005, p.97

civiles. Devenue difficile depuis les guerres de décolonisation qui tablaient sur la guerre de guérilla, cette distinction est presque impossible à l'heure actuelle. Par exemple, les terroristes se cachent au sein des sociétés civiles et exploitent les nombreuses opportunités offertes par ces sociétés<sup>443</sup>.

- d) Au niveau du facteur temporel, les acteurs des guerres inter-étatiques visent à une victoire rapide et à un conflit limité dans le temps (ceci se reflète dans la durée des conflits : entre 1945 et 1992, 71 % des guerres ont duré moins de 6 mois<sup>444</sup>), alors que les acteurs sub-étatiques ou non-étatiques visent à un ralentissement du conflit et à entraîner leur ennemi dans une guerre d'usure<sup>445</sup>. Cette tactique est parfaitement illustrée par l'actuelle guerre en Irak où après une « campagne de libération » qui n'a duré que trois semaines, les forces américaines ont été entraînées dans une guerre d'usure qui dure depuis près de 5 ans maintenant et dont les coûts totaux pourraient avoisiner plus de 1000 milliards de dollars<sup>446</sup>. De plus, alors qu'il était possible de définir un cadre temporel pour les anciennes guerres (c'est-à-dire leur début et leur fin), ceci n'est plus le cas pour les nouveaux conflits.
- e) Alors que les guerres classiques étaient des guerres dites symétriques, c'est-à-dire que les belligérants se battaient dans les mêmes sphères, les nouvelles guerres sont asymétriques, c'est-à-dire qu'elles sont basées sur une lutte dans différentes sphères de combat. Le mouvement zapatiste en constitue un exemple paradigmatique. Le mouvement zapatiste ou plus précisément « l'armée de libération nationale zapatiste » (ALNZ) - dont le sous-commandant Marcos constitue probablement la figure la plus emblématique - vise à l'autonomie du Chiapas, une région dans le sud du Mexique. Du point de vue de ses cadres, l'ALNZ ne présente pas une structure homogène : en effet, on y retrouve d'une part les Indiens indigènes du Chiapas, mais également des éléments sans descendance indienne (notamment dans le leadership du mouvement) dont l'idéologie est plutôt d'obédience marxiste et également des ONG internationales<sup>447</sup>.

<sup>443</sup> Thomas Hammes, *The Sling and the Stone, On War in the 21<sup>st</sup> Century*, Zenith Press, 2004, p.219.

<sup>444</sup> Klaus Jürgen Gantzel, « Über die Kriege nach dem zweiten Weltkrieg, Tendenzen, ursächliche Hintergründe, Perspektiven », p.308

<sup>445</sup> Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou, *Understanding Al-Qaida, The Transformation of War*, Pluto Press, London, 2007, p. 29

<sup>446</sup> Peter Buxbaum, "US: The financial costs of warfare", *ISN Security Watch*, 27 septembre 2007, <http://www.isn.ethz.ch/news/sw/details.cfm?id=18174> (accédé 30.09.2007)

<sup>447</sup> David Ronfeldt and John Arquilla, "Emergence and Influence of the Zapatista Social Netwar" in John Arquilla and David Ronfeldt (ed.), *Networks and Netwars, The Future of Terror, Crime and Militancy*, Rand, 2001, p.174

L'ALZN débuta son offensive le 1<sup>er</sup> janvier 1994 de manière très « classique » comme un mouvement de guérilla : organisée en bataillons de 500-600 hommes (considérés comme formation idéale par Mao)<sup>448</sup>, les guérilleros de l'ALZN durent rapidement se réorganiser après avoir été pris pour cible par l'armée mexicaine. On notera ici que, l'armée mexicaine comme l'ALZN se battaient ici dans les mêmes sphères, c'est-à-dire dans une sphère géographique classique. L'intérêt de la lutte de l'ALZN réside dans la transformation de son combat après avoir essuyé de lourdes pertes. Alors que les bataillons étaient réduits en petites unités de 15-16 membres, l'organisation décida également de transférer le combat dans une autre sphère en attirant des ONG internationales, notamment canadiennes et américaines. Le combat allait alors se dérouler dans l'infosphère et la cybersphère, décisives pour influencer l'opinion publique nationale et internationale<sup>449</sup>. La focalisation sur la sphère de l'information (qui devait marquer un déclin des actions sur le terrain) eut un succès retentissant : même si les raisons ne sont pas claires, l'armée mexicaine stoppa sa contre-offensive contre les guérilleros après 12 jours et accepta des négociations, alors que la cause zapatiste soulevait un élan de sympathie au niveau international.

- f) La guerre n'est plus un conflit entre des Etats (seulement 9 % des cas) mais entre des Etats, des acteurs sub-étatiques (voir par exemple la guerre de 2006 entre l'Etat d'Israël et l'organisation libanaise Hezbollah) et d'autres types d'acteurs. Outre les *groupes terroristes et de guérilla*, on peut mentionner ici les acteurs suivants<sup>450</sup> :
- Même si elles sont encore impliquées, les *troupes régulières* ont subi ces dernières années un déclin conséquent. A l'heure actuelle, les troupes régulières sont souvent présentes sous la forme de *forces multinationales* impliquées comme force d'interposition ou de rétablissement de la paix. Il arrive parfois que celles-ci prennent partie et deviennent ainsi belligérantes.
  - *Les groupes paramilitaires*, c'est-à-dire des groupes autonomes souvent formés d'anciens soldats, d'enfants (on considère qu'il y a à l'heure actuelle environ 300'000 enfants-soldats dans le monde) et qui sont généralement centrées autour d'un leader, que l'on peut qualifier de *seigneurs de la guerre* (warlords).

<sup>448</sup> David Ronfeld and John Arquilla, "Emergence and Influence of the Zapatista Social Netwar", p. 179

<sup>449</sup> David Ronfeld and John Arquilla, "Emergence and Influence of the Zapatista Social Netwar", p.180

<sup>450</sup> Pour des raisons de clarté et d'exhaustivité, j'ai repris ma présentation des acteurs des nouvelles guerres offerte dans le chapitre 2. A cet égard, voir Mary Kaldor, *Neue und alte Kriege*, Suhrkamp, Frankfurt am Main, 2000, pp.147-152

- *Des mercenaires étrangers* qui se battent pour leur bénéfice personnel et sont mandatés officiellement par des Etats ou des entreprises privées (voir par exemple les entreprises telles Sandline International ou Executives Outcomes engagées par les Etats-Unis en Irak).

## C Le terrorisme comme forme de guerre asymétrique

Dans leurs réflexions sur le terrorisme, nombreux sont les philosophes qui appliquent le cadre conceptuel de la guerre juste sans pour autant donner les raisons de cette utilisation. En effet, en considérant la vision de la guerre offerte dans la version classique de la théorie de la guerre juste, on peut se demander dans quelle mesure il est pertinent d'appliquer ce cadre conceptuel au terrorisme.

On peut justifier cette utilisation par deux arguments : d'une part la théorie de la guerre juste classique prend également en considération des cas de guerres irrégulières dans lesquelles l'un des belligérants au moins est un Etat. Etant donné que le terrorisme actuel oppose un mouvement / organisation sub-étatique à un (ou plusieurs) Etat(s), cette utilisation est en partie justifiée<sup>451</sup>.

La seconde raison, indépendamment de la nature des acteurs, est basée sur la notion de « sphère de combat » introduite précédemment. En référence à Jacques Baud, j'ai distingué entre sphère géographique, aérienne, éther, infosphère, cyberspace et espace humain et ai présenté les guerres classiques comme des guerres où les parties en présence essaient d'obtenir un avantage dans les mêmes sphères.

Avant d'en arriver à une définition de la guerre asymétrique, Baud distingue entre « asymétrie » et “dissymétrie”, la première étant définie comme la « transformation de la supériorité d'un adversaire en faiblesse ». La dissymétrie quant à elle est définie comme une disparité importante en termes de capacité. On peut ainsi distinguer la “dissymétrie de la force” de la “dissymétrie de la faiblesse”<sup>452</sup>. Alors que la première (dissymétrie de la force) est basée sur l'exploitation d'un avantage en termes de capacité, la dissymétrie de la faiblesse est basée sur l'exploitation d'une faiblesse dans les capacités d'un adversaire<sup>453</sup>.

La guerre asymétrique présente deux facettes complémentaires: l'asymétrie basée sur la *lutte dans différentes sphères* et l'asymétrie basée sur la *lutte suivant des logiques différentes*<sup>454</sup>. En considérant la guerre comme une activité où les parties en conflit essaient de gagner un avantage dans certaines sphères, on constate que le terrorisme est également une forme de

---

<sup>451</sup> Un argument similaire est avancé par David Rodin, « The Ethics of Asymmetric War », in David Rodin et Richard Sorabji (éds.), *The Ethics of War, Shared Problems in Different Traditions*, Ashgate, Aldershot, 2006, pp. 154-155

<sup>452</sup> Jacques Baud, *La guerre asymétrique ou la défaite du vainqueur*, p.93

<sup>453</sup> Jacques Baud, *La guerre asymétrique ou la défaite du vainqueur*, p. 93-94

<sup>454</sup> Jacques Baud, *La guerre asymétrique ou la défaite du vainqueur*, p. 96





earth”.<sup>456</sup> Dans sa lutte contre les Palestiniens, l’Etat hébreu avait gagné la bataille de l’éther, des sphères aérienne et géographique. Pourtant, Septembre Noir gagna un avantage décisif dans l’infosphère par sa médiatisation de l’événement : contrairement à Golda Meir qui déclarait en 1969 que “there was no such thing as Palestinians”<sup>457</sup>, le monde prenait alors conscience du problème palestinien grâce à la plate-forme offerte par les Jeux Olympiques. Alors que la plupart des philosophes ne justifient pas leur utilisation du cadre conceptuel de la guerre juste pour évaluer moralement le terrorisme, je propose, en référence à Jacques Baud, de considérer la guerre comme une lutte où les parties belligérantes essaient de gagner un avantage dans différentes sphères (géographique, aérienne, éther, infosphère, cyberspace et espace humain). On peut ainsi considérer la guerre symétrique comme une lutte où les parties essaient d’obtenir des avantages dans des sphères similaires, alors que la guerre asymétrique est un combat où l’une des parties essaie d’étendre le domaine de la lutte à de nouvelles sphères où l’autre partie ne combat pas. De ce fait, le terrorisme est une forme de guerre asymétrique.

Sur la base de ces réflexions selon lesquelles le terrorisme constitue une forme de guerre « asymétrique », l’utilisation du cadre conceptuel de la guerre juste pour évaluer moralement cette forme de violence est justifiée.

Pourtant, ces dernières années, l’instrument privilégié d’évaluation morale du terrorisme que constitue la théorie de la guerre juste a été remis en cause par différents auteurs. Leurs critiques seront discutées dans les lignes qui vont suivre. Cette discussion est importante pour deux raisons : d’une part, comme je viens de le démontrer, le terrorisme constituant une forme de guerre, le cadre théorique de la guerre juste permet une évaluation morale du phénomène. De plus, comme le présent travail s’intéresse particulièrement au principe de discrimination des non-combattants qui est l’un des principes essentiels de la théorie, un abandon de cette théorie priverait ce principe du cadre conceptuel dans lequel il s’inscrit.

---

<sup>456</sup> *Al-Sayad*, 13 September 1972, cité dans Bruce Hoffman, *Inside Terrorism*, New York, Columbia University Press, 1998, p.74

<sup>457</sup> David Remnick, « The Seventh Day. Why the Six-Day War is still being fought », *The New Yorker*, 28 mai 2007, [http://www.newyorker.com/arts/critics/books/2007/05/28/070528crbo\\_books\\_remnick](http://www.newyorker.com/arts/critics/books/2007/05/28/070528crbo_books_remnick) (accédé 1.06.2007)

## **D. De Charybde en Scylla : la théorie de la guerre juste et les nouvelles guerres**

Dans les réflexions qui vont suivre, je présenterai deux blocs de positions antagonistes sur la relation entre théorie de la guerre juste et le cadre conceptuel des nouvelles guerres. Dans un premier temps, je me focaliserai sur les positions qui remettent fondamentalement en cause la théorie de la guerre juste. A cet égard, les raisons invoquées sont diverses : alors qu' Herfried Münkler et Jean-Philippe Deranty s'intéressent à la théorie de la guerre juste comme forme de pouvoir et d'instrument politique, le juriste Mohammad-Mahmoud Ould Mohammedou s'interroge sur l'applicabilité des « anciennes » catégories de la guerre juste dans un contexte de guerre totalement nouveau.

Après avoir passé en revue quelques-unes des critiques de la théorie de la guerre juste, je m'intéresserai aux positions défendues par Walzer et Gray qui trivialisent l'impact des nouvelles guerres sur la théorie.

J'argumenterai ici contre toutes ces positions et proposerai une voie médiane : même s'il est vrai que l'impact du cadre conceptuel des nouvelles guerres sur la théorie de la guerre juste est moins radical que ce que l'entendent Münkler, Deranty ou Ould-Mohammedou (du fait de la richesse de ses positions), il n'est pas aussi limité et trivial que l'entendent Walzer et Gray. J'illustrerai mon propos par ce que j'appellerai la « dé-rousseauisation » des acteurs de la guerre, c'est-à-dire *l'émergence d'un nouveau type d'acteurs agissant individuellement ou en petites cellules et qui ne sont pas membres d'une organisation armée et donc d'une hiérarchie*. En d'autres termes, il s'agira de s'intéresser aux conséquences de l'émergence de structures de résistance sans leader sur le principe de discrimination des non-combattants. Je m'intéresserai en particulier au principe formulé par Walzer : d'une part du fait que celui-ci est similaire à la distinction soldat – civil, mais d'autre part du fait qu'il s'agit également de montrer que les nouvelles guerres n'ont pas un impact trivial sur une version influente de la théorie de la guerre juste.

### **Charybde : le cadre conceptuel des nouvelles guerres et son impact radical sur la théorie de la guerre juste**

#### 1. Münkler, Deranty et Ould Mohammedou contre la théorie de la guerre juste

Les argumentations proposées par Münkler, Deranty et Ould Mohammedou proposent une critique de la théorie de la guerre juste. Pour Münkler, celle-ci constitue un instrument politique des sociétés démocratiques pour justifier leurs interventions militaires et priver leurs

opposants d'une légitimité morale<sup>458</sup>. Se basant sur les origines de la théorie de la guerre juste dans les écrits de Cicéron et d'Augustin qui justifiait les campagnes de l'Empire romain, Münkler considère l'actuelle utilisation de la théorie dans une perspective similaire : celle de justifier les campagnes du nouvel « Empire », en l'occurrence « l'Empire américain ».

Les réflexions autour des visées impérialistes américaines et du soutien de certains intellectuels se retrouvent également dans la critique de Jean-Philippe Deranty qui regrette le rôle justificatif joué par certains intellectuels de gauche « modérés » comme Michael Walzer dans le soutien au « projet impérial américain »<sup>459</sup>. On retrouve également une brève critique de la théorie de la guerre juste dans la discussion de la question palestinienne par l'intellectuel Jean Bricmont qui accuse Michael Walzer d'être « belliqueux » et « radical » et d'utiliser la théorie de la guerre juste pour défendre les guerres d'Israël<sup>460</sup>.

Mohammed Ould Mohammedou présente différents défis posés par les nouvelles guerres et leurs acteurs pour la théorie de la guerre juste. Ces défis concernent non seulement la théorie de la guerre juste en général, mais également certains points plus spécifiques de la théorie.

## 2. Les intellectuels américains en guerre : Jean-Philippe Deranty

En premier lieu, il est important de souligner ici que Deranty ne s'attaque pas directement à la théorie de la guerre juste mais à certains intellectuels de gauche - notamment Michael Walzer - qu'il accuse de mettre leur pensée au service du projet « impérial » néo-conservateur<sup>461</sup>. Par rapport à la théorie de la guerre juste, Deranty considère que « *This philosophical position that defines the term in which a just war can and indeed must be fought provides the framework in which the current war is conceptualized by the moderate left* »<sup>462</sup>. En d'autres termes, la théorie de la guerre juste constitue le cadre privilégié utilisé par les intellectuels de gauche pour justifier la guerre contre le terrorisme du président Bush.

Même s'il est conscient du rejet explicite de ces mêmes intellectuels de gauche (en particulier Walzer) de l'intervention en Irak, Deranty les accuse de « ... *offer such intricate reasoning to justify the morality of the opposition to war, they show so much disdain for the reasons used by the mass of the anti-war movement, that one cannot but have the feeling that their initial*

---

<sup>458</sup> Herfried Münkler, *Der Wandel des Krieges, Von der Symmetrie zur Asymmetrie* et Herfried Münkler *Imperien, Die Logik der Weltherrschaft – vom Alten Rom bis zu den Vereinigten Staaten*, Rowohlt, Berlin, 2005.

<sup>459</sup> Jean-Philippe Deranty, « European and American Intellectuals at War », *Contretemps* 4, Septembre 2004, <http://www.usyd.edu.au/contretemps/4september2004/deranty.pdf>, /accédé 2.06.2007).

<sup>460</sup> Jean Bricmont, « La désionisation de la mentalité américaine », *The International Solidarity Movement*, 26.01.2007, <http://www.ism-france.org/news/article.php?id=6152&type=analyse&lesujet=Sionismeet>, (accédé 2.06.2007).

<sup>461</sup> Jean-Philippe Deranty, « European and American Intellectuals at War », p.23

<sup>462</sup> Jean-Philippe Deranty, « European and American Intellectuals at War », p.23

*declarations of opposition to war are in fact contradicted by the case they actually make through their substantive arguments*”<sup>463</sup>.

A cet égard, il donne l'exemple de l'article de Walzer « No Strikes. Inspector Yes, War No », publié en septembre 2002 dans la revue *The New Republic* (en précisant bien que la revue était en faveur de la guerre).

Même si cette dernière affirmation est probablement vraie, l'argument de Deranty est, dans une certaine mesure, surprenant: en effet dans un premier temps, il reproche à Walzer d'accuser les Européens (notamment la France et la Russie) de l'échec du système des inspections des armes de destruction massive en Irak, alors que dans un second temps, le même Walzer affirme que le système d'inspection constitue un « moyen moralement supérieur » à celui de la guerre<sup>464</sup>. Cette objection manque de nuance: en effet, Walzer constate effectivement l'enlisement du système d'inspection, mais pas seulement du fait du travail de sape des Européens, mais d'un *manque de volonté commune* de la part des Européens, de l'ONU et de l'administration Clinton, « *There was no will to enforce the inspection system – not at the U.N. (which passed many resolutions but did nothing else), not in Europe, and not in the Clinton administration* »<sup>465</sup>. Quant à la position de la France et de la Russie, Walzer note que du fait de l'impasse dans lequel se trouvait le système des inspections, ces deux pays ont repris leurs vieilles relations commerciales avec le régime de Saddam Hussein<sup>466</sup>.

Deranty remarque à juste titre la critique de Walzer aux Européens : ce que l'on constate cependant, c'est que celle-ci est beaucoup plus vive dans des articles subséquents à « No Strikes. Inspector Yes, War No » qu'il ne prend pas en considération (il s'agit ici de « The Right Way », publié en mars 2003 dans *New York Review of Books* et de « What a Little War Could Do », publié dans le *New York Times* également en mars 2003).

Pour ce qui est de la critique de Deranty selon laquelle certains intellectuels comme Walzer coucheraient leurs critiques dans un langage si alambiqué que l'on peut douter de leurs intentions réelles, celle-ci est frappante dans la mesure où, dans les articles subséquents à « No Strikes. Inspector Yes, War No » cités plus haut Walzer argumente une nouvelle fois contre une intervention en Irak, tout en insistant sur la nécessité des inspections.

---

<sup>463</sup> Jean-Philippe Deranty, « European and American Intellectuals at War », p. 23

<sup>464</sup> Jean-Philippe Deranty, « European and American Intellectuals at War », p. 23

<sup>465</sup> Michael Walzer, « Inspector Yes, War No », in *Arguing about War*, Yale University Press, New Haven and London, 2004, p. 145 Souligné par l'auteur.

<sup>466</sup> Michael Walzer, « Inspector Yes, War No », p. 145

Dans “The Right Way”, Walzer distingue entre deux manières de s’opposer à la guerre en Irak. La plus courageuse, la plus difficile *et la plus juste* est celle qui consiste à argumenter « *that the present system of containment and control is working and can be made to work better. This means that we should acknowledge the awfulness of the Iraqi regime and the danger it poses and then aim to deal with those dangers through cohesive measures short of war. But this isn’t a policy easy to defend, for we know exactly what coercive measures are necessary, and we also know how costly they are* »<sup>467</sup>. Au niveau de ces mesures, Walzer en distingue trois: a) le maintien de l’embargo contre l’Irak (tout en l’ajustant pour venir en aide à la population civile), b) le maintien de zones interdites au trafic aérien (no-fly zones) et c) le maintien des inspections de l’ONU<sup>468</sup>.

Dans “What a Little War Could Do” publié à la veille de l’intervention américaine, Walzer répète à nouveau ce qui constituerait la meilleure alternative à la guerre : a) étendre les zones interdites au trafic aérien (no-fly zones) b) « imposer des sanctions intelligentes » contre les entreprises qui font du commerce avec l’Irak de Saddam Hussein c) étendre le système d’inspection de l’ONU<sup>469</sup>. Même si les mesures proposées par Walzer sont « inflationnaires » - il propose une extension des zones interdites au trafic aérien et du système d’inspection de l’ONU – celles-ci sont proposées comme une *alternative* à la guerre.

Contrairement aux propos de Deranty, on voit donc difficilement comment un rejet de la guerre pourrait conduire à un soutien à la politique impérialiste néo-conservatrice.

Du point de vue de la théorie de la guerre juste, il est intéressant de constater que les réflexions de Walzer sont profondément ancrées dans ce cadre conceptuel : dans « Inspector Yes, War No » qui discute notamment du danger que pourrait représenter l’accès à l’arme nucléaire par le régime de Saddam Hussein, Walzer reprend sa discussion autour des concepts de guerre préventive (« preventive war ») et de guerre préemptive (« pre-emptive war »), initiée dans son *Just and Unjust Wars*<sup>470</sup> pour montrer que les Etats-Unis ne se trouvent pas dans une situation de guerre préemptive (ce qui pourrait moralement justifier une attaque). Dans the « Right Way », Walzer discute du critère du « dernier recours » qui enjoint les parties à être prudentes et à tester toutes les alternatives possibles avant de passer à l’action. Dans cette perspective, il note que « *Right now, even at this last minute, there still are*

---

<sup>467</sup> Michael Walzer, “The Right Way”, in *Arguing about War*, p.153

<sup>468</sup> Michael Walzer, “The Right Way”, p.153-154.

<sup>469</sup> Michael Walzer, “What a Little War Could do”, in *Arguing about War*, p.158-159.

<sup>470</sup> Michael Walzer, *Just and Unjust Wars*, p.82-85

*alternatives, and that is the best argument against going to war*»<sup>471</sup>. Walzer invoque à nouveau la notion de dernier recours dans “What a Little War Could Do”<sup>472</sup>.

La critique de Deranty contre Walzer est dans une certaine mesure correcte mais problématique : d’une part il note justement les remarques un peu « aveugles » de Walzer contre les Européens (notamment dans son manque d’encouragement à la politique des inspections en Irak). Pourtant sa critique n’est pas totalement pertinente dans la mesure où Walzer reconnaît également un manque de soutien de la part de l’administration Clinton et de l’ONU.

Quant à la critique selon laquelle Walzer soutiendrait une politique néo-conservatrice impérialiste, celle-ci paraît douteuse : en effet, Walzer n’a cessé de répéter son refus de la guerre et de souligner la nécessité de renforcer le régime des inspections. Le cadre conceptuel de la guerre juste joue ici un rôle central dans la mesure où c’est dans ce cadre que s’inscrit la critique de Walzer contre l’intervention américaine. On voit donc mal comment Walzer pourrait mettre sa pensée au service d’une politique néo-conservatrice, alors que celui-ci rejette d’emblée une entrée en guerre initiée par les néo-conservateurs.

### 3. Herfried Münkler : la théorie de la guerre juste comme instrument politique

Une critique invoquant les notions « d’empire » et de « guerre juste » comme justifiant la politique « impérialiste » américaine est également proposée par Herfried Münkler, pour qui la théorie de la guerre juste constitue un instrument politique des sociétés démocratiques pour justifier leurs interventions militaires et priver leurs opposants d’une légitimité morale.

Pour Münkler « *In allen Fällen aber gilt, dass die Theorien des gerechten Krieges Recht und Unrecht radikal ungleich verteilen : Die eine Seite hat im Prinzip alles Recht auf ihrer Seite und die andere alles Unrecht. Der Krieg wird nicht als Zweikampf zwischen prinzipiell Gleichen begriffen, sondern als bewaffnete Durchsetzung des Rechts oder gar der Gerechtigkeit gegen deren Bedrohung* »<sup>473</sup>.

En d’autres termes, la théorie de la guerre juste est une arme des sociétés (généralement des démocraties) post-héroïques pour a) donner une légitimité morale à leurs interventions belliqueuses et b) priver leurs opposants de toute légitimité morale (du fait que ceux-ci peuvent difficilement satisfaire aux conditions énoncées ci-dessus).

---

<sup>471</sup> Michael Walzer, “The Right Way”, p.155

<sup>472</sup> Michael Walzer, “What a Little War Could do”, p.158-159

<sup>473</sup> Herfried Münkler, *Der Wandel des Krieges*, p.272.

Par « sociétés post-héroïques », Münkler entend des sociétés au sein desquelles on observe une disparition - ou du moins une diminution - du prestige accordé à un certain type de combattant. Ce dernier se caractérise par sa volonté de sacrifice – qui va jusqu’à la mort – pour la communauté ou une cause générale. Comme les sociétés post-héroïques disposent généralement d’une forte supériorité militaire vis-à-vis de leurs opposants, la théorie de la guerre juste constitue une arme du plus fort pour délégitimer le plus faible.

Selon Münkler, cette dé-légitimation de l’adversaire au moyen de la théorie de la guerre juste n’est pas seulement l’apanage des démocraties mais également des empires. En effet, celui-ci note que « *die Pazifizierungskriege des Imperiums galten als gerecht, ja, die Idee des gerechten Krieges hat sich in engster Nähe zur imperialen Ordnung entfaltet... Die Idee des gerechten Krieges fusst auf einer Asymmetrie der Rechtsgründe. Dieser Gedanke zieht sich durch die Geschichte imperialer Führung wie ein roter Faden : Sie ist in Spanien bei der Schule von Salamanca zu finden... dann erneut bei den intellektuellen Parteigängern des Britischen Weltreichs, in der Ideologie der Sowjetunion und schliesslich bei den Neokonservativen in den USA* »<sup>474</sup>.

Il n’est pas ici pertinent de discuter si les Etats-Unis ou la Rome antique constituent des sociétés post-héroïques. On notera cependant que, sur la base de sa réflexion sur les Etats-Unis comme société post-héroïque, Münkler estime qu’il existe deux issues aux luttes qui opposent des sociétés post-héroïques à des sociétés héroïques. D’une part, il est possible que les sociétés héroïques deviennent également post-héroïques et que l’adversité entre ces sociétés disparaisse<sup>475</sup>. D’autre part, il est possible, comme dans le cas de l’Empire romain, que celles-ci s’effondrent face à ces sociétés héroïques. Münkler distingue cependant entre sociétés héroïques et des acteurs héroïques, comme les terroristes islamistes. Dans ce dernier cas, les dispositions post-héroïques des sociétés auxquelles ils s’attaquent conduisent à un renforcement de l’appareil de surveillance de l’Etat aux dépens des citoyens<sup>476</sup>.

La thèse de Münkler sur la théorie de la guerre juste comme instrument des sociétés impériales et/ou post-héroïques est la conclusion de deux lignes de réflexion : d’une part, Münkler s’intéresse aux origines de la théorie chez St-Augustin ou Cicéron. D’autre part, elle

---

<sup>474</sup> Herfried Münkler, *Imperien, Die Logik der Weltherrschaft – vom Alten Rom bis zu den Vereinigten Staaten*, p.191-192.

<sup>475</sup> Herfried Münkler, *Der Wandel des Krieges, Von der Symmetrie zur Asymmetrie*, p. 350 - 352

<sup>476</sup> Herfried Münkler, *Der Wandel des Krieges, Von der Symmetrie zur Asymmetrie*, p. 353 - 354

intervient dans le cadre de sa discussion autour du document *What we're fighting for : A Letter From America*<sup>477</sup>.

Dans ses réflexions sur les origines de cette théorie, Münkler remarque à juste titre les visées « politiques » d'Augustin : le christianisme étant devenu la religion officielle de l'Empire romain, celle-ci devait contribuer à l'effort de guerre de Rome contre les hordes « barbares » venues du Nord. Le défi d'Augustin était de rendre compatible les pratiques belliqueuses de l'Empire romain avec sa nouvelle religion, reconnue à l'époque pour son pacifisme<sup>478</sup>. Augustin parvient à ses fins en argumentant que l'Empire romain est une civilisation attaquée et qu'elle doit se défendre. Selon Münkler, c'est exactement la logique poursuivie par les 72 intellectuels américains co-signataires du manifeste *What We're Fighting For : A Letter From America*, lorsqu'ils déclarent se battre pour des valeurs universelles qu'ils considèrent comme un « héritage de l'humanité ».

La pomme de discorde entre Münkler et les auteurs et co-signataires du manifeste réside, selon lui, dans le fait que l'approbation de la guerre comme moyen légitime pour défendre les cinq valeurs fondamentales présentées ci-dessus revient à approuver la guerre contre le terrorisme du président Bush et ses différentes campagnes en Afghanistan et en particulier en Irak. En d'autres termes, accepter ce manifeste revient à cautionner la politique du président Bush en Irak. Münkler remarque justement la position dissidente de Michael Walzer dans cette discussion qui, même s'il est l'un des auteurs de *What We're Fighting For*, a clairement distingué entre guerre contre le terrorisme et guerre contre Saddam Hussein.

Münkler regrette cependant qu'il s'agisse là d'une différenciation politique et que de telles différenciations manquent dans la question plus générale de savoir si l'utilisation de la violence est moralement justifiée<sup>479</sup>. En d'autres termes, Münkler regrette que des considérations politiques n'entrent pas en considération dans la réflexion générale autour de la moralité de l'utilisation de la force.

#### 4. « Deutungselite » vs. « Entscheidungselite »

Dans ses réflexions sur les empires, Münkler distingue entre ce qu'il appelle les *Entscheidungselite* (« élites décisionnelles » que l'on pourrait rapprocher de nos élites politiques) et les *Deutungselite* (« élites interprétatives) qui représentent les élites

---

<sup>477</sup> Institute for American Values, "What We're Fighting For: A Letter from America", Février 2002, <http://www.americanvalues.org/html/wwff.html> (accédé 10.11.06). La traduction française du journal *Le Monde*, « Lettre d'Amérique, les raisons d'un combat » est disponible à l'adresse [http://www.caute.lautre.net/article.php?id\\_article=58](http://www.caute.lautre.net/article.php?id_article=58) (accédé 10.11.06)

<sup>478</sup> Herfried Münkler, *Der Wandel des Krieges, Von der Symmetrie zur Asymmetrie*, p. 272.

<sup>479</sup> Herfried Münkler, *Der Wandel des Krieges, Von der Symmetrie zur Asymmetrie*, p. 265



intellectuelles (Münkler parle d'intellectuels, d'écrivains, de savants, de journalistes) et qui offrent aux élites décisionnelles un soutien qui « justifie et augmente leur pouvoir »<sup>480</sup>. Comme exemple de ces élites interprétatives, Münkler parle du cercle de poètes autour de C. Clinius Maecenas dans la Rome antique, de Confucius pour la Chine de Confucius et des essayistes et théoriciens néo-conservateurs pour les Etats-Unis<sup>481</sup>.

Le scepticisme de Münkler par rapport à la théorie de la guerre juste semble résider dans sa conception de cette théorie et de ses interprètes. Pour lui, les différentes versions de cette théorie (qu'il faut probablement comprendre comme les différentes interprétations de cette théorie) constituent des « auto-attributions de pouvoir pour l'utilisation de la violence militaire, tout en limitant l'usage de la force, en particulier dans le choix des cibles »<sup>482</sup>. Au niveau des interprètes de la théorie de la guerre juste, Münkler en considère certains – mais pas tous – comme les « Deutungseliten » présentes dans les empires et qui contribuaient au pouvoir des élites décisionnelles en leur fournissant une justification intellectuelle.

En considérant une récente application de la théorie de la guerre juste à la deuxième guerre de Liban, on pourrait parfaitement acquiescer avec la thèse de Münkler (et c'est probablement ce qui semble rendre son propos si pertinent): en effet, la théorie de la guerre juste a effectivement été utilisée comme « auto-attribution de pouvoir pour l'utilisation de la violence militaire, tout en limitant l'usage de la force » dans le cas israélien, c'est-à-dire que a) l'usage de la force a été justifié par la théorie de la guerre juste (*jus ad bellum*), mais que b) des restrictions ont été émises quant au *jus in bello*.

## 5. La guerre contre le Hezbollah

La récente prise de position de Michael Walzer sur la contre-attaque d'Israël au Liban après l'enlèvement de deux de ses soldats (le conflit en question est mieux connu sous le nom de *Guerre du Liban* ou *Seconde Guerre du Liban*) en juin 2006 semble parfaitement rentrer dans le cadre de l'analyse de Münkler. D'une part Walzer fait explicitement référence à la théorie de la guerre juste et donne une légitimité à l'intervention israélienne du point de vue du *jus ad bellum*. Pourtant, il émet des restrictions au niveau du *jus in bello* : *Selected infrastructural targets are easy enough to justify: bridges over which supplies are carried to the army in the field provide an obvious example. But power and water ... are very much like food: they are*

---

<sup>480</sup> Herfried Münkler, *Imperien, Die Logik der Weltherrschaft – vom Alten Rom bis zu den Vereinigten Staaten*, p. 134

<sup>481</sup> Herfried Münkler, *Imperien, Die Logik der Weltherrschaft – vom Alten Rom bis zu den Vereinigten Staaten*, p. 134

<sup>482</sup> Herfried Münkler, *Der Wandel des Krieges, Von der Symmetrie zur Asymmetrie*, p. 271.

*necessary to the survival and everyday activity of soldiers, but they are equally necessary to everyone else. An attack here is an attack on civilian society. ... [I]t is the military effects, if any, that are 'collateral.'" That was and is a general argument; it clearly applies to the Israeli attacks on power stations in Gaza and Lebanon*<sup>483</sup>

Même s'il condamne clairement la frappe d'infrastructures civiles, l'utilisation par les membres d'organisations politiques violentes de boucliers humains (c'est-à-dire le lancement de roquettes depuis des zones à forte concentration de civils) peut justifier le fait que l'armée israélienne vise des civils, *When Palestinian militants launch rocket attacks from civilian areas, they are themselves responsible--and no one else is--for the civilian deaths caused by Israeli counterfire. But (the dialectical argument continues) Israeli soldiers are required to aim as precisely as they can at the militants, to take risks in order to do that, and to call off counterattacks that would kill large numbers of civilians.*

Selon lui, ce dernier point montre que, même s'il est immoral d'utiliser des boucliers humains, il s'agit d'une méthode de combat efficace, dans la mesure où elle provoque une certaine retenue de la part de la partie adverse.

Au niveau du *jus ad bellum*, la contre-attaque israélienne est une réponse adéquate, selon Walzer, au principe de nécessité selon lequel « la première fonction de tout état est de défendre les vies de ses citoyens ». Selon lui, même si les roquettes lancées par le Hezbollah (ou le Hamas) n'ont atteint leur cible que très rarement, la contre-attaque est justifiée du fait que « à chaque fois qu'une roquette est tirée, l'intention est de frapper une maison ou une école, et que tôt ou tard, cette intention va se réaliser ».

Selon lui, les Israéliens ont été contraints d'intervenir du fait de l'incapacité du gouvernement libanais (ou de l'Autorité palestinienne dans le cas de la bande de Gaza), des Nations Unies (première UNIFIL au Liban) à empêcher ces tirs.

## 6. Théorie vs. rhétorique de la guerre juste

Comme le montre l'exemple d'utilisation de la théorie de la guerre juste par Walzer pour justifier la riposte israélienne au Liban, il semblerait que le diagnostic de Münkler soit pertinent et que certains intellectuels soient devenus des « Deutungseliten », c'est-à-dire des « intellectuels à gage » au service d'un prince, en l'occurrence la politique étrangère américaine ou israélienne. Pourtant, la conception de Münkler semble reposer sur une conception trop unilatérale de la (des) théories de la guerre juste : en effet, même s'il admet la

---

<sup>483</sup> Michael Walzer, "War Fair", *The New Republic*, 31.07.2006. L'article est accessible en ligne à l'adresse, <http://www.pierretristam.com/Bobst/library/wf-275.htm>, (accédé 24.01.2008)

dissidence de Walzer sur la question de la guerre en Irak, il ne prend pas en considération le fait que a) par le passé, certaines personnes qui pourraient être qualifiées d' « intellectuels à gage » (comme Walzer) ont violemment rejeté la politique américaine et que b) contrairement à ce qu'il laisse sous-entendre, la théorie de la guerre juste a également été utilisée par le passé (et à l'heure actuelle) pour justifier les actions des opposants à des démocraties, et qu'elle pourrait être utilisée pour justifier le terrorisme.

Par conséquent, on peut donc distinguer ici entre *théorie de la guerre juste* et *rhétorique de la guerre juste*, la première étant neutre quant à la justice d'une guerre (c'est-à-dire que l'utilisation du cadre conceptuel de la guerre juste peut amener à une justification comme à une condamnation d'une intervention armée), alors que la seconde est utilisée à des fins politiques pour la justifier.

La rhétorique de la guerre juste se trouve toujours dans un rapport de nécessité de justification d'une guerre, c'est-à-dire qu'elle est toujours utilisée pour la justifier. Au niveau de la théorie de la guerre juste, au contraire, il n'y a pas de lien de nécessité entre l'utilisation du cadre conceptuel de la guerre juste et sa justification, l'utilisation de la théorie de la guerre juste pouvant parfaitement mener à la condamnation d'une guerre.

Comme exemple de rhétorique de la guerre juste, on peut par exemple citer, l'ancien président américain Clinton, qui, dans un éditorial paru en mai 1999, avait fait clairement référence à la théorie de la guerre juste dans un sens strict pour justifier l'intervention au Kosovo. Dans son article intitulé « A just and necessary war », il se réfère au principe de la solution de dernier recours:

*« When the violence in Kosovo began in early 1998, we exhausted every diplomatic avenue for a settlement. Last October, we convinced Mr. Milosevic that he should withdraw some forces from Kosovo and allow an unarmed international presence. That is the solution advocates of compromise propose today. But it failed last fall. Mr. Milosevic broke his promises, poured more troops into Kosovo, poised for an offensive he had been planning for months. When it began, we had to act. »*<sup>484</sup>

La spécificité rhétorique de l'usage de la "solution de dernier recours" par le président Clinton réside ici dans sa relation avec la justification de l'intervention au Kosovo : en effet, même si cette dernière constitue pour beaucoup le paradigme d'une intervention justifiée (considérant les actions commises par les Serbes), on peut parfaitement imaginer que si elle ne l'avait pas

---

<sup>484</sup> William Jefferson Clinton, « A Just and Necessary War », *New York Times*, 23 mai 1999, <http://query.nytimes.com/gst/fullpage.html?res=9400E2D91731F930A15756C0A96F958260> (accédé 16.11.06)

été, le président Clinton aurait malgré cela invoqué la théorie de la guerre juste pour défendre sa politique.

A des fins argumentatives, j'interpréterai cette différence fondamentale entre rhétorique et théorie de la guerre juste dans le cadre des réflexions de la philosophe Jean Bethke Elshtain qui ont précédé l'intervention américaine en Irak : même si celle-ci argumente assez explicitement en faveur de cette intervention, une remarque pourrait suggérer qu'il s'agit ici d'un argument hypothétique (même si ce n'était pas le cas, je le reconstruirai ainsi pour mettre en lumière mon propos).

Elle admet que si l'on considère que « le régime irakien n'avait pas détruit les agents qu'il avait avoué avoir produit, et la possibilité que de telles armes soient transférées à des groupes terroristes, alors un homme d'Etat pourrait y trouver des raisons pour réduire la menace »<sup>485</sup>.

Ce qui est intéressant ici est de constater que cet argument semble conditionnel: SI le régime irakien n'a pas détruit les armes de destruction massive dont il pourrait faire bénéficier des groupes terroristes, ALORS une intervention semble justifiée. Ceci me semble révéler une distinction fondamentale entre rhétorique et théorie de la guerre juste : alors que la rhétorique se trouve dans un rapport de justification vis-à-vis d'une intervention armée, la théorie de la guerre juste peut parfaitement rester conditionnel, de la forme « si..., alors ».

Comme exemple de théorie de la guerre juste, on peut ici signaler les réflexions de Michael Walzer sur l'intervention américaine au Vietnam qu'il condamne du point de vue du *jus ad bellum*, comme du *jus in bello*, « *if the argument in chapters 6 and 11 [ces deux chapitres discutent spécifiquement de l'intervention américaine du point de vue du jus ad bellum et des règles d'engagement de l'armée américaine ( jus in bello) au Vietnam, ndlr] is right, the American war in Vietnam was, first of all, an unjustified intervention, and it was, secondly, carried on in so brutal a manner that even had it initially been defensible, it would have to be condemned, not in this or that aspect but generally* »<sup>486</sup>.

Si l'on considère les écrits de Walzer dans leur globalité, on se rend compte qu'il ne s'agit pas de l'unique cas où il refuse son soutien au « prince ». Souvent critiqué pour son soutien à Israël – j'ai évoqué dans mon introduction la critique de Jean Bricmont qui l'accuse d'utiliser la théorie de la guerre juste pour défendre les guerres de l'Etat hébreu – beaucoup de commentateurs (dont récemment Jerome Slater) semblent omettre le fait que la pensée de Walzer sur le sujet n'est pas unilatérale: par exemple, dans le cas de la première Intifada et de l'occupation israélienne, Walzer déclare « *What PLO terrorists have failed to achieve over 20*

---

<sup>485</sup> Jean Bethke Elshtain, *Just War Against Terror, The Burden of American Power in a Violent World*, p. 188.

<sup>486</sup> Michael Walzer, *Just and Unjust Wars*, p. 299

*years, teenagers with slingshots have achieved in eight months. They have put Palestine on the moral map, alongside Israel*". Celui-ci ajoute "*For the Palestinians, the years of occupation have been years of disgrace*"<sup>487</sup>, critiquant implicitement la politique israélienne. Dans une polémique récente publiée dans la revue *Dissent*, Walzer répond à l'un de ses critiques et discutant de l'occupation israélienne, il affirme « *I don't doubt its wrongness. I have opposed Israel's settlement policy since the first settlement was founded almost forty years ago. The daily humiliation of the checkpoints, the steady encroachment by the settlers on Palestinian land and water, the fantasies of annexation and transfer – I have never made excuses for any of this* »<sup>488</sup>. Pour terminer, Walzer note dans un article antérieur que le mouvement des colons israéliens est l'équivalent fonctionnel des organisations terroristes palestiniennes: « *the settler movement is the functional equivalent of the terrorist organizations. I hasten to add that it is not the moral equivalent. The settlers are not murderers, even if there are a small number of terrorists among them. But the message of settler activity to the Palestinians is very much like the message of terrorism to the Israelis: we want you to leave (some groups on the Israeli right, including groups represented in Sharon's government, openly support a policy of "transfer"), or we want you to accept a radically subordinate position in your own country. The settlers' aim is Greater Israel, and the achievement of that aim would mean that there could not be a Palestinian state. It is in this sense only that they are like the terrorists: they want the whole thing* »<sup>489</sup>.

Même s'il est vrai que Walzer a justifié différentes interventions américaines par le passé (notamment l'intervention au Kuwait en 1990-1991 ou en Afghanistan en 2001), on peut difficilement parler d'un « intellectuel à gage », d'un membre d'une Deutungselite, du fait notamment de la nuance dans son propos selon les cas de figure, ce que le propos de Münkler et d'autres critiques oublient de prendre en considération. En d'autres termes : si Walzer ne justifie pas l'intervention en Irak ou l'occupation israélienne, comment alors parler d'un « intellectuel à gage » au service d'un empire ? Qui plus est, si l'on évoque la notion d'Empire américain, il est très probable que l'on devrait considérer l'intervention au Vietnam comme une de ses guerres impériales. Pourtant, même dans ce cas, on constate l'opposition de Walzer.

Münkler cite également les scolastiques du XVI<sup>ème</sup> siècle et leurs réflexions sur les conquêtes espagnoles du Nouveau Monde : même s'il note à juste titre que certains ont

---

<sup>487</sup> Michael Walzer, *Arguing About War*, p. 106,107.

<sup>488</sup> Michael Walzer, « Response to Jerome Slater: The Lebanon War », *Dissent Magazine*, Winter 2007, <http://www.dissentmagazine.org/article/?article=744> (accédé 1.12.2007).

<sup>489</sup> Michael Walzer, "The Four Wars of Israel / Palestine", *Arguing about War*, p. 119.

justifié ces conquêtes – comme Juan Ginès Sepulveda – Münkler oublie de relever que Bartolomé de Las Casas a, dans une controverse les plus célèbres de l’histoire (la controverse de Valladolid), clairement rejeté ces conquêtes sur la base d’une analyse impliquant le cadre théorique de la guerre juste<sup>490</sup>.

On pourrait reprocher à la distinction entre rhétorique et théorie de la guerre juste que cette distinction ne prend pas en considération le fait que c’est justement la rhétorique qui provoque le déclenchement de guerres considérées comme injustifiées et que cette proximité de la théorie avec la rhétorique décrédibilise tout simplement la théorie<sup>491</sup>. On regrettera ici cette proximité entre théorie et rhétorique, mais il ne s’agit pas d’une spécificité de la théorie de la guerre juste : toute théorie morale peut être pervertie pour être récupérée à des fins non-souhaitées par son (ses) auteur(s)<sup>492</sup>.

On peut donc résumer ma critique des arguments des détracteurs de la guerre juste en posant une question simple : si la théorie de la guerre juste distribue la légitimité et l’illégitimité de l’usage de la force de manière radicalement inégale, comment alors expliquer que dans les cas présentés ci-dessus, on observe une répartition beaucoup plus nuancée qui n’accorde pas fondamentalement la légitimité aux Etats (ou aux Empires), mais également à des groupes que l’on pourrait qualifier de non- ou de sub-étatiques (comme dans le cas de la première Intifada par exemple ou dans le cas vietnamien) ?

## 7. Le cas de la Namibie et de l’auto-défense contre une agression

Il est intéressant de constater que, contrairement à ce qu’affirme Münkler, la théorie de la guerre juste a également été utilisée par le passé non par les sociétés post-héroïques pour justifier une intervention armée mais pour justifier la lutte de leurs opposants. Ainsi, on peut signaler ici que, en 1971, la Cour internationale de justice, mandatée par l’ONU pour donner son opinion sur l’indépendance de la Namibie (alors sous tutelle de l’Afrique du Sud),

---

<sup>490</sup> Brian Orend, *The Morality of War*, p. 16

<sup>491</sup> Jean-Marc Flükiger, « Al-Qaïda, la transformation de la guerre et le droit international - Entretien avec Mohammad Mahmoud Ould Mohamedou », [www.terrorisme.net](http://www.terrorisme.net), 4.11.2007, [http://www.terrorisme.net/p/article\\_231.shtml](http://www.terrorisme.net/p/article_231.shtml) (accédé 5.11.2007).

<sup>492</sup> Dans la perspective d’une proximité entre théorie et rhétorique, on peut citer l’exemple de l’intellectuel Michael Ignatieff, ancien professeur à Harvard (et maintenant membre du Parlement canadien) qui en tant que théoricien de la guerre juste a défendu l’intervention américaine en Irak – fournissant un soutien à la rhétorique du président Bush - pour ensuite réviser sa position. L’exemple d’Ignatieff est intéressant dans la mesure où il démontre que la proximité entre théorie et rhétorique peut parfois être provoquée par un intellectuel (il ne s’agit pas ici de la perversion « usuelle » de la théorie par la politique). Michael Ignatieff, “Getting Iraq Wrong”, *New York Times*, 5 août 2007, [http://www.nytimes.com/2007/08/05/magazine/05iraq-t.html?\\_r=1&pagewanted=print&oref=slogin](http://www.nytimes.com/2007/08/05/magazine/05iraq-t.html?_r=1&pagewanted=print&oref=slogin) (accédé 23.8.2007)

recommanda à l'Afrique du Sud de se retirer de la Namibie<sup>493</sup>. Basant sa décision sur le droit à l'auto-détermination, l'un des juges de la Cour, le juge Ammoun déclara que « *in law, the legitimacy of the Namibia people's struggle cannot be in any doubt, for it follows from the right of self-defense, inherent in human nature, which is confirmed by Article 51 of the United Nations Charter* »<sup>494</sup>.

Même s'il s'agit d'un arrêt juridique, on notera ici la référence à l'auto-défense contre une agression considérée comme cause juste dans la théorie de la guerre juste.

## 8. Urgences suprêmes et guerre juste

Même s'il s'agit d'une entreprise extrêmement douteuse et moralement périlleuse, une autre utilisation du cadre conceptuel de la guerre juste démontre ici sa neutralité : celle de justifier le terrorisme, par exemple en mettant en évidence les faiblesses de l'argument des « urgences suprêmes » de Michael Walzer.

Cet argument est invoqué par Uwe Steinhoff qui critique les réflexions de Walzer et montre comment *on pourrait* utiliser le cadre de la guerre juste pour justifier le terrorisme. Steinhoff critique les doubles standards appliqués par Walzer aux nations (Walzer parlerait ici de « communautés politiques ») qui bénéficient déjà d'un Etat et les confronte aux nations qui ne bénéficient pas d'un Etat (comme par exemple les Palestiniens) et se demande pourquoi ces dernières n'auraient pas le droit d'invoquer l'argument des urgences suprêmes, alors que les nations qui bénéficient d'un Etat peuvent invoquer ce principe en cas de grave danger pour leur communauté politique, comme dans le cas de la Grande-Bretagne durant la Seconde Guerre Mondiale face à l'Allemagne nazie<sup>495</sup>. En effet, si l'on accorde aux nations ne disposant pas d'un Etat les mêmes droits qu'à celles qui en disposent, alors les premières pourraient parfaitement invoquer l'argument des urgences suprêmes et ainsi justifier la violation du principe de discrimination des non-combattants dans leur(s) campagne(s) terroriste(s). Steinhoff essaie de donner une plus grande plausibilité à son argument en donnant l'exemple d'un père dont la famille serait kidnappée par des marchands d'esclave. Insistant sur la supériorité des armes des marchands, le père ne peut envisager d'autre

---

<sup>493</sup> Judge Abdoul G. Koroma, « The International Court of Justice : A Legacy of Peace and Justice », Symposium on the Right of Self-Determination in International Law, 29 septembre- 1 octobre 2006, <http://www.unpo.org/downloads/JudgeKoroma.pdf> (accédé 5.12.2007)

<sup>494</sup> International Court Just. Rep. 3, 70 (1971), *Legal Consequences for States of the Continued Presence of South Africa in Namibia (South West Africa) notwithstanding Security Council Resolution 276*, cité dans John Dugard, "International Terrorism and the Just War", in David C. Rapoport et Yonah Alexander (éds.), *The Morality of Terrorism, Religious and Secular Justifications*, Pergamon Press, New York, 1983, p. 81.

<sup>495</sup> Uwe Steinhoff, « How Can Terrorism Be Justified? » in Igor Primoratz (éd.) *Terrorism, The Philosophical Issues*, Palgrave MacMillan, New York, p. 105.

possibilité pour sauver sa famille que d'enlever la fille d'un des marchands d'esclave et de menacer de la tuer si sa famille n'est pas relâchée. Pour Steinhoff, même s'il viole les droits de la fille innocente en la kidnappant et même s'il est coupable, ses devoirs face à sa famille surpassent (« override ») ses devoirs vis-à-vis de la famille innocente. Steinhoff conclut en remarquant « It would be a justified or at least an excusable action. The application to politics is obvious »<sup>496</sup>.

Comme Uwe Steinhoff tente de le démontrer ici, il est possible de considérer certaines réflexions de la théorie de la guerre juste et de les utiliser pour justifier, par exemple, le terrorisme d'une nation sans Etat.

#### 9. Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou : les quatre défis d'Al-Qaïda

Dans son ouvrage *Understanding Al Qaeda, The Transformation of War*, Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou relève quatre défis fondamentaux posés par Al-Qaïda à la théorie de la guerre juste: son *utilisation du facteur temporel* (alors que l'ennemi vise à une accélération du conflit, Al-Qaïda s'intéresse à le ralentir au maximum), sa *démocratisation de la responsabilité individuelle*, sa *transformation de la nature des acteurs de la guerre* et sa *transformation de l'identité des acteurs*.

Comme l'utilisation du facteur temporel ne remet pas fondamentalement en cause le cadre conceptuel de la guerre juste, il ne sera pas discuté.

Selon Ould Mohamedou, la philosophie qui sous-tend le choix des cibles d'Al-Qaïda serait motivée par l'argument de la *responsabilité collective privatisée*<sup>497</sup>. A cet égard, il cite Ben Laden, qui dans une déclaration de 1998 (puis ensuite en 2002) affirme qu'un civil américain qui vote ou paie des impôts contribue à l'effort de guerre américain contre les Musulmans du fait qu'il soutient cet effort matériellement, et, qu'en tant qu'électeur, celui-ci est responsable de la politique étrangère du gouvernement qu'il élit. Par conséquent, si cette politique constitue une agression, il est parfaitement justifié de s'attaquer aux personnes responsables de celle-ci<sup>498</sup>.

On peut cependant se demander dans quelle mesure cette réflexion constitue un problème pour la théorie de la guerre juste. En effet, j'ai démontré les difficultés liées à la notion d'innocence comme fondement au principe de discrimination des non-combattants. Indépendamment des arguments de Ben Laden et d'Al-Qaïda, j'ai montré que c'est justement

---

<sup>496</sup> Uwe Steinhoff, « How Can Terrorism Be Justified? », p. 106

<sup>497</sup> Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou, *Understanding Al Qaeda, The Transformation of War*, Pluto Press, London, 2007, p. 30

<sup>498</sup> Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou, *Understanding Al Qaeda, The Transformation of War*, p. 31-32



la notion d'innocence qui constituait un obstacle à l'idée d'un terrorisme juste et qu'il était possible de fonder le principe de discrimination sur la notion de menace directe et immédiate. Même s'il s'agit là d'une proposition atypique<sup>499</sup>, elle permettrait de faire glisser le débat autour de la question de la responsabilité vers la question de la menace, tout en expliquant de manière élégante les raisons de la prohibition de tuer des non-combattants.

En considérant ainsi que les non-combattants ne doivent pas être visés du fait qu'ils ne représentent pas une menace directe et immédiate, la problématique de la responsabilité ne se pose pas. Il ne s'agit pas ici de critiquer la question de la responsabilité du fait qu'elle est invoquée par Ben Laden ou Al-Tartusi, mais du fait que cette notion - implicite dans la notion d'innocence comme fondement du principe de discrimination des non-combattants – exclut par définition l'idée d'un terrorisme juste, comme démontré dans le premier chapitre. Par conséquent, il est difficile de voir dans quelle mesure l'argument de la responsabilité collective privatisée est problématique pour la théorie de la guerre juste, dès le moment où l'on considère que l'on peut distinguer entre combattants et non-combattants du fait de la menace qu'ils représentent.

Le troisième défi considéré par Ould Mohammedou est celui de l'appropriation par Al-Qaïda du principe d'autorité légitime. Citant le philosophe Paul Gilbert, il distingue ici deux sens à la notion « d'autorité légitime ». D'une part, l'autorité légitime dans le *jus in bello* signifie « être dépendant d'une autorité qui contrôle que la distinction entre combattants et non-combattants soit respectée » et d'autre part, dans le *jus ad bellum* il s'agit de l'autorité de déclarer la guerre, celle de déterminer si l'action armée est appropriée par rapport aux objectifs visés. Contournant les Etats arabes classiques, Al-Qaïda « *sets itself the task of deciding war as a proper authority – the legitimacy of which is anchored in significant claimed public support* »<sup>500</sup>.

On peut se demander dans quelle mesure Al-Qaïda et son leader, Osama Ben Laden, visent véritablement à contourner les Etats arabes classiques dans la mesure où leur lutte est certainement justifiée par la légitimité dont ils bénéficient dans certains pays musulmans. A l'aune des standards anti-démocratiques pratiqués par les régimes combattus par Ben Laden et son organisation, il est évident qu'Al-Qaïda pervertit le principe d'autorité légitime. Cependant dans une perspective démocratique, Ben Laden pourrait être considéré comme le représentant légitime des peuples qu'il défend. Dans mes réflexions sur l'argument des

---

<sup>499</sup> Jean-Marc Flükiger, « Al-Qaïda, la transformation de la guerre et le droit international - Entretien avec Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou », [www.terrorisme.net](http://www.terrorisme.net), 4.11.2007, [http://www.terrorisme.net/p/article\\_231.shtml](http://www.terrorisme.net/p/article_231.shtml) (accédé 5.11.2007)

<sup>500</sup> Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou, *Understanding Al Qaeda, The Transformation of War*, p.32

urgences suprêmes, j'ai mis en évidence le fait que, dans la formulation walzérienne de la théorie de la guerre juste, celui-ci prend en considération les États comme acteurs, *pour autant qu'ils défendent l'existence d'une communauté politique*. J'ai également mis en évidence la popularité de Ben Laden dans certaines parties du monde musulman (en tous cas jusqu'aux attentats d'Amman en 2005). Si l'on considère la popularité comme un critère de représentativité politique, on pourrait considérer que dans des élections libres, Ben Laden pourrait être élu comme représentant d'une communauté politique. On peut donc se demander dans quelle mesure il s'agit ici d'un défi pour la théorie de la guerre juste dans la mesure où, en tant que représentant supposé d'une communauté politique, Ben Laden disposerait probablement des prérogatives liées à cette fonction. En d'autres termes, en favorisant une certaine interprétation du cadre conceptuel offert par Walzer, on pourrait considérer que la théorie de la guerre juste autorise à Ben Laden à se considérer comme une autorité légitime. On voit donc mal comment Al-Qaïda et son leader constituent un défi pour ce principe. De plus, si l'on considère la perte de popularité de Ben Laden après les attentats d'Amman en 2004, on est en mesure de se poser la question si l'appropriation par Al-Qaïda du principe de l'autorité légitime après 2004 ne constitue *pas simplement une violation du principe de l'autorité légitime* plutôt qu'un défi

Cette critique est pertinente dans la mesure où Al-Qaïda s'inscrirait dans une logique étatique qui viserait à remplacer certains Etats (ou leur système politique) et leurs dirigeants. Pourtant, selon l'interprétation politique d'Al-Qaïda proposée par Ould Mohamedou, ce n'est pas le cas : l'organisation de Ben Laden ne vise pas à instaurer un Etat mais à punir la politique étrangère des pays qu'elle vise pour les influencer<sup>501</sup>. Elle considère donc les citoyens des pays incriminés comme responsables, ce qui explique la politique d'attentats indiscriminés dans les métropoles occidentales.

Selon cette interprétation, l'instauration d'un califat comme forme d'Etat ne jouerait donc qu'un rôle minimal dans la logique de l'organisation de Ben Laden. Ould Mohamedou note ainsi que la phraséologie d'Al-Qaïda concernant – entre autres – le califat reflète plus sa « philosophie politique que ces buts politiques immédiats »<sup>502</sup>. Du fait qu'Al-Qaïda fonctionne selon cette logique extra-étatique et vise à une punition de la politique étrangère de certains Etats plutôt qu'à l'instauration d'un système politique, les catégories de la théorie de la guerre juste focalisées sur les Etats ne sont pas applicables.

---

<sup>501</sup> Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou, *Understanding Al Qaeda, The Transformation of War*, p. 30-32.

<sup>502</sup> Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou, *Understanding Al Qaeda, The Transformation of War*, p. 67

Selon Ould Mohamedou, même si la théorie de la guerre juste justifie les campagnes de certains groupes sub-étatiques, ses théoriciens « *ne font que renforcer une approche basée sur la centralité des Etats, dans la mesure où ces acteurs non-étatiques se battent pour obtenir un Etat* » et n'est donc pas adéquate<sup>503</sup>.

Cet argument est problématique dans la mesure où il soulève la question des conditions qui font du non-respect du principe d'autorité une violation de celui-ci. A cet effet, on peut argumenter qu'il ne pourrait s'agir d'un défi que dans la mesure où une *majorité* de groupes armés agirait selon cette logique extra-étatique.

Est-ce vraiment le cas ? Si l'on prend le cas de l'ancien allié d'Al-Qaïda en Afghanistan, les Talibans, ceux-ci se sont en partie retournés contre l'organisation de Ben Laden et se battent dans une perspective de contrôle d'un territoire<sup>504</sup>. On a également assisté à un scénario similaire en Irak où la plupart des groupes révolutionnaires se sont retournés contre Al-Qaïda et se battent dans une perspective de contrôle du territoire irakien<sup>505</sup>.

Comme on l'a vu dans les réflexions sur les guerres classiques, la notion de territoire est intimement liée à la notion d'Etat, indépendamment du système politique. On peut donc se demander dans quelle mesure la notion de contrôle d'un Etat est totalement absente de la lutte des *militants* de l'organisation de Ben Laden. Ainsi, comme le révèle une étude du politologue Robert A. Pape qui porte sur la provenance des militants d'Al-Qaïda, sur 67 kamikazes qui se sont fait exploser entre 1995 et 2003, 62 provenaient de pays caractérisés par a) une présence militaire américaine forte (dont notamment 34 d'Arabie Saoudite) ou b) par des régimes massivement soutenus par les Etats-Unis (comme l'Egypte, le Maroc ou le Pakistan)<sup>506</sup>.

Dans le cas des régimes massivement soutenus par les Etats-Unis, Pape note qu'avant de rejoindre Al-Qaïda, ses militants avaient été impliqués dans une lutte nationaliste pour renverser les régimes en place<sup>507</sup>. De ce fait, Pape arrive à la conclusion qu' "*Al-Qaeda is less a transnational network of like-minded ideologues . . . than a cross-national military alliance*

---

<sup>503</sup> Jean-Marc Flükiger, « Al-Qaïda, la transformation de la guerre et le droit international - Entretien avec Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou », [www.terrorisme.net](http://www.terrorisme.net), 4.11.2007, [http://www.terrorisme.net/p/article\\_231.shtml](http://www.terrorisme.net/p/article_231.shtml) (accédé 5.11.2007)

<sup>504</sup> Syed Saleem Shahzad, "Al-Qaïda contre les talibans", *Le Monde Diplomatique*, juillet 2007, pages 1, 12 et 13, <http://www.monde-diplomatique.fr/2007/07/SHAHZAD/14902> (accédé 1.08.2007)

<sup>505</sup> Syed Saleem Shahzad, "Al-Qaïda contre les talibans"

<sup>506</sup> Robert A. Pape, *Dying to Win: The Strategic Logic of Suicide Terrorism*, Random House Trade Paperback, New York, p.115-116

<sup>507</sup> Robert A. Pape, *Dying to Win: The Strategic Logic of Suicide Terrorism*, p. 116

*of national liberation movements working together against what they see as a common imperial threat*<sup>508</sup>”.

Dans la perspective de cette interprétation nationaliste, on se demande dans quelle mesure la théorie de la guerre juste qui se focalise sur des notions telles que l’Etat ou des acteurs visant à renverser un régime et à en prendre les rênes serait problématique.

La dernière nouveauté que représente Al-Qaïda réside dans la transformation opérée dans la nature des acteurs. Citant Jean-Jacques Rousseau, Ould Mohamedou remarque justement que la guerre n’étant plus une relation entre deux Etats, elle est devenue une relation entre des individus et un Etat<sup>509</sup>. En considérant la « dé-rousseauisation » des acteurs de la guerre (c’est-à-dire *l’émergence d’un nouveau type d’acteurs agissant individuellement ou en petites cellules et qui ne sont pas membres d’une organisation armée et donc d’une hiérarchie*), force est de constater la pertinence de cet argument.

Avant de nous y intéresser, nous présenterons l’attitude qui consiste à minimiser l’impact des nouvelles guerres sur la théorie de la guerre juste.

## **B. Scylla : minimiser l’impact des nouvelles guerres sur la théorie de la guerre juste**

### 10. Entre guerres régulières et irrégulières

Dans mes réflexions sur la vision de la guerre implicite dans la théorie de la guerre juste, j’ai mis en évidence que le modèle qui sous-tendait le système de Walzer était une forme classique de guerre. En effet, lorsque celui-ci parle de son système légaliste ou de la convention de la guerre, il a en tête la vision suivante de la guerre :

- a) La guerre est un conflit entre Etats. Les Etats bénéficient du monopole de la violence sur leur territoire.
- b) La notion de « territoire d’un Etat » permet une distinction entre guerre et paix : en effet, la violation d’une frontière d’un Etat souverain par un autre Etat souverain constitue (ou peut constituer) un *casus belli* et provoquer une guerre. L’intégrité des frontières (c’est-à-dire leur non-violation) est généralement lié à l’état de paix.
- c) Du fait de son monopole de la violence, c’est l’Etat qui par la fourniture d’uniformes à ses soldats permettait de distinguer entre cibles légitimes et illégitimes : le soldat – pour autant qu’il n’avait pas déposé les armes – constituait une cible légitime, alors que les

---

<sup>508</sup> Robert A. Pape, *Dying to Win: The Strategic Logic of Suicide Terrorism*, p.104

<sup>509</sup> Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou, *Understanding Al Qaeda, The Transformation of War*, p.33

personnes qui n'étaient pas membres des forces armées ne constituaient pas des cibles légitimes.

Selon le cadre conceptuel des nouvelles guerres, ce système est dépassé. En effet, celui-ci considère que les acteurs principaux de la guerre sont des Etats, alors que les conflits inter-étatiques entre 1945 et 1992 ne représentaient que 16 % des conflits. La théorie de Walzer serait donc valable dans 16 % des cas alors que 84 % des conflits armés ne seraient pas considérés par la théorie de la guerre juste.

Cette problématique a été soulevée lors d'une interview avec Walzer qui ne voit pas dans quelle mesure les « nouvelles guerres » posent de nouvelles questions : *« Admettons que ce soit le cas, que la plupart des guerres dans le monde aujourd'hui soient des guerres civiles. Qu'est-ce que cela change ? Cela pourrait poser un problème pour la législation internationale, mais je ne suis pas sûr qu'il s'agisse d'un problème pour la théorie de la guerre juste et tout autre argument sur le fait de tuer des gens. Prenez la guerre civile américaine. Tout d'abord, en ce qui concerne le jus in bello, tous les arguments qui ont émergé durant la guerre civile sont connus : le traitement des prisonniers, la mise en danger et le meurtre de civils, la marche brutale du Général Sherman vers la mer qui fut condamnée par les auteurs du Sud pour de bonnes raisons du jus in bello. Je ne peux imaginer un argument inconnu qui exigerait une révision significative de la théorie »*<sup>510</sup>.

L'argument de Walzer est simple : il s'agit ici de considérer les conflits en fonction de la dichotomie guerre régulière – guerre irrégulière. Dans cette perspective, les tactiques des « nouvelles guerres » ne seraient pas nouvelles : la guerre de guérilla a déjà été utilisée par le passé, alors que la violence armée non-discriminée n'est pas l'apanage de Ben Laden & Co, mais des mouvements de libération nationaux tels qu'on les retrouve après la fin de la Seconde Guerre Mondiale.

Par conséquent - selon Walzer - ces nouvelles guerres ne remettent pas fondamentalement en cause la théorie de la guerre juste, étant donné que celle-ci prend également en considération ces phénomènes d'irrégularité et des responsabilités et conséquences morales qui y sont liées, en particulier dans les réflexions sur la guerre de guérilla et du terrorisme.

Usant du rasoir d'Occam, le politologue et spécialiste de stratégie Colin Gray offre un argument similaire. Niant le caractère résolument nouveau des « nouvelles guerres » et argumentant contre la pertinence des nouvelles distinctions liées à ces nouvelles guerres, Gray

---

<sup>510</sup> Jean-Marc Flükiger, « Terrorisme, morale et guerre juste – Une discussion avec Michael Walzer », *www.terrorisme.net*, 30.04.2006, [http://www.terrorisme.net/p/article\\_206.shtml](http://www.terrorisme.net/p/article_206.shtml) (accédé 1.05.2006)

distingue simplement entre guerre régulière et irrégulière et place le terrorisme dans la catégorie des guerres irrégulières, “*Terrorism is a form of irregular warfare. As such it is subject to the same lore of war and strategy as are others forms of warfare, both irregular and regular. Contemporary and presumably future post-modern terrorism is notably different from traditional modern terrorism, but it is still terrorism, which means it is irregular warfare*”<sup>511</sup>.

Dans les lignes qui vont suivre, je présenterai brièvement les réflexions de Michael Walzer sur les tactiques de guerre irrégulières (terrorisme et guérilla). Comme on pourra le constater, l’argument de Walzer selon lequel la théorie de la guerre juste prend en considération des formes de guerre irrégulières est pertinent. Cependant, les réflexions de Walzer s’appliquent à des organisations classiques hiérarchiques et pas à des organisations de résistance sans leader.

## 11. Guerres irrégulières chez Walzer

### 11.1 Les guérilleros et leurs droits

Même s’il reconnaît les Etats comme acteurs principaux des guerres, Walzer ne restreint pas pour autant ses réflexions morales à ceux-ci, mais prend également en considération les situations de conflits irrégulières comme la guerre de guérilla ou le terrorisme. Dans ses réflexions sur la guérilla, Walzer constate en premier lieu que les guérilleros défient le principe fondamental de la loi de la guerre, qui est celui d’assigner à chaque individu unique une identité sur la base de la dichotomie soldat / civil. En refusant de porter un signe distinctif ou leurs armes de manière ouverte et en se mêlant à la population, les guérilleros violent ce principe fondamental. Cependant ceux-ci ne violent pas cette distinction en s’attaquant directement aux civils, mais en empêchant leurs ennemis de faire la distinction entre combattants et non-combattants. Cette impossibilité vise à provoquer l’armée régulière à s’attaquer à la population civile (représailles) et à gagner ainsi les faveurs d’une population martyrisée par l’usage indiscriminé de la force par les forces régulières. Même si Walzer cite Mao, on pourrait ici illustrer le *modus operandi* du guérillero par les propos de Carlos Marighella – un révolutionnaire et théoricien de la guérilla sud-américain - dans son mini-manuel de la guérilla urbaine : *L’insistance que met le guérillero à intercéder en faveur du peuple est la meilleure manière d’obtenir son appui. A partir du moment où une bonne partie des citoyens commence à prendre au sérieux son action, la victoire lui est assurée. Le*

---

<sup>511</sup> Colin S. Gray, *Another Bloody Century: Future Warfare*, Phoenix Press, 2007, p.214

*gouvernement ne pourra plus qu'intensifier la répression, ce qui rendra la vie des citoyens plus insupportable. (...) La terreur policière s'installera, les assassinats politiques se multiplieront ; ce sera la persécution politique massive. La population refusera de collaborer avec les autorités qui ne pourront plus, pour vaincre les difficultés, que recourir à la liquidation physique des opposants*<sup>512</sup>.

Selon Walzer, les guérilleros qui sont soutenus par la population avec laquelle (et au sein de laquelle) ils vivent disposent de droits identiques (ou du moins similaires) à ceux du peuple s'il se soulevait en masse, dans la mesure où – comme les soldats qui défendent une communauté – les guérilleros sont reconnus et soutenus volontairement par la population (c'est-à-dire qu'ils ne sont pas contraints à le faire). Dans ce cas, ceux-ci bénéficient des mêmes droits que les prisonniers de guerre (quarantaine etc.). Dans le cas contraire, *guerrillas acquire no war rights, and their enemies may rightly treat them when captured as « bandits » or criminals. But any significant degree of popular support entitles the guerilla to the benevolent quarantine customarily offered prisoners of war (...)*.

## 11.2 Terrorisme

Les réflexions sur les guerres irrégulières de Walzer ne s'arrêtent pas uniquement à la guerre de guérilla, mais s'appliquent également au terrorisme<sup>513</sup>. Selon Walzer, la théorie de la guerre juste nous aide à comprendre pourquoi les civils bénéficient de la protection du principe de discrimination des non-combattants alors que ce n'est pas le cas pour les soldats (ou combattants). En effet, comment expliquer que certains membres civils d'une armée (ou des soldats loin du front) ne bénéficient pas de la protection du principe de discrimination des non-combattants ? La réponse est liée à la notion d'*appartenance à un collectif armé* (ou une organisation armée) ou à la société civile<sup>514</sup>.

En effet, une armée est un collectif dont tous les membres ont été entraînés (ou simplement contribuent) à l'achèvement d'un but (la victoire, repousser un ennemi, etc.). Une société civile - au contraire - ne vise pas un seul but, mais différents buts qui peuvent être contradictoires. Les participants de cette société ont été formés (« entraînés ») à différentes activités et leur discipline n'est pas comparable (si tant est que l'on puisse parler de discipline) à celle d'une armée.

---

<sup>512</sup> Carlos Marighella, *Mini-manuel de la guérilla urbaine*, <http://infocrise.org/FICHIERS/carlos%20marighella%20mini%20manuel%20du%20guerillero%20urbain.pdf> (accédé 1.11.2007).

<sup>513</sup> J'ai préféré ici des réflexions plus récentes que *Just and Unjust Wars*. Il s'agit ici de « Terrorism and Just War », *Philosophia*, 2006, 34, pp. 3-12.

<sup>514</sup> Michael Walzer, « Terrorism and Just War », *Philosophia*, 2006, 34, p.4

Les civils constituent également un collectif, d'une toute autre nature : il s'agit d'une population (« a people ») dont les membres sont liés entre eux par une expérience commune (langue, histoire, nationalité etc.). Selon Walzer, le principe de discrimination des non-combattants ne vise pas seulement à protéger les individus, mais également le groupe. Le terrorisme défini comme « l'assassinat au hasard de personnes innocentes » vise donc non seulement à dévaluer l'individu, mais également le groupe dans son ensemble. Walzer doute ainsi que le terrorisme – en tant que forme de violence indiscriminée contre un groupe – puisse avoir des objectifs limités et que par conséquent il vise à la destruction ou du moins à la subordination radicale d'une population<sup>515</sup>.

---

<sup>515</sup> Michael Walzer, « Terrorism and Just War », p. 5-6



## **V Ni triviale, ni radicale : une voie médiane**

Alors que pour Münkler, Deranty et Ould Mohamedou, les nouvelles guerres remettent fondamentalement en cause la théorie de la guerre juste (pour différentes raisons), Walzer s'efforce de minimiser cet impact en prenant également en considération des formes de guerres irrégulières dans son système. Comme j'argumenterai cependant, l'impact du cadre conceptuel des nouvelles guerres sur la distinction entre combattants et non-combattants n'est pas trivial.

Dans mes réflexions sur l'innocentisme, j'ai argumenté que l'on peut fonder le principe de discrimination des non-combattants sur le principe d'auto-défense (PAD) appliqué conjointement à une conception « rousseauiste » des acteurs d'une guerre. En référence à Mohammad Ould Mohammedou, j'ai appelé « rousseauiste » cette conception du fait que Jean-Jacques Rousseau fut l'un des premiers à reconnaître que dans les guerres classiques, les soldats ne sont - en premier lieu - pas dangereux du fait de la menace individuelle qu'ils représentent, mais du fait qu'ils appartiennent à une organisation, une armée, qui représente un danger pour une entité similaire, une autre armée. En d'autres termes, les soldats ne sont pas dangereux en tant qu'individus armés, mais en tant que membres d'une organisation. C'est pour cette raison que l'on peut expliquer pourquoi il est moralement justifié de tuer des soldats qui dorment. En effet, si leur absence d'immunité face à la mort était une conséquence de la menace individuelle qu'ils représentent, on ne pourrait expliquer pourquoi il est moralement justifié de tuer des soldats qui dorment.

Selon cette conception « rousseauiste », a) dans un conflit, les acteurs en question sont des Etats et leurs armées et b) à un niveau individuel, le soldat a (de l'armée A) n'est une menace pour le soldat b (de l'armée B) que de manière « contingente », c'est-à-dire qu'a et b ne représentent une menace directe et immédiate que dans la mesure où les organisations dont ils font partie (armée A ou B) constituent une menace directe et immédiate pour une autre armée. Le PAD et la conception rousseauiste des acteurs de la guerre permettent d'expliquer de manière élégante pourquoi a) il est moralement justifié de tuer les soldats (même ceux qui dorment) en temps de guerre et b) pourquoi il est moralement injustifié de tuer des civils pendant un conflit (du fait qu'ils n'appartiennent pas à une organisation armée).

Cette explication n'est possible que dans la mesure d'une application du PAD (principe d'auto-défense) *et* de la conception rousseauiste de la guerre.

Qu'en est-il cependant lorsqu'un des deux principes doit être abandonné (en l'occurrence la conception rousseauiste de la guerre), c'est-à-dire lorsque l'on assiste à ce que j'appellerai à

une « dé-rousseauisation » des conflits, c'est-à-dire à *l'émergence d'un nouveau type d'acteurs agissant individuellement ou en petites cellules et qui ne sont pas membres d'une organisation armée et donc d'une hiérarchie ?*

Il s'agira ici de montrer que l'impact des nouvelles guerres et de l'émergence d'un nouveau type d'acteurs n'est donc pas trivial pour la théorie de la guerre juste. Mes réflexions seront structurées en trois parties. Dans un premier temps, je montrerai que l'on retrouve une conception « rousseauiste » des acteurs de la guerre dans le principe de discrimination des non-combattants offert par Walzer<sup>516</sup>.

Dans un second temps, je reprendrai des éléments de ma réflexion sur le concept de résistance sans leader et démontrerai que l'émergence de groupes munis de telles structures – ce que j'appelle la « dé-rousseauisation » des conflits » - n'est pas compatible avec une conception « rousseauiste » des acteurs de la guerre. De ce fait, je m'intéresserai à l'impact de la « dé-rousseauisation » sur le principe de discrimination des non-combattants.

### 1. Le principe de discrimination des non-combattants chez Walzer

Walzer favorise une approche en trois étapes pour distinguer entre cibles légitimes et illégitimes en temps de guerre. Dans un premier temps, il s'agit de distinguer entre « soldats engagés dans l'action et soldats au repos ». Selon Walzer, les soldats au repos ne bénéficient pas de l'immunité du fait de « l'égalité morale des soldats », c'est-à-dire qu'en tant que *catégorie*, tous les soldats sont armés et dangereux. C'est le danger que les soldats représentent en tant que catégorie qui les transforme en une cible légitime. Il faut distinguer ici entre le danger que représente le soldat à un niveau individuel (pour un autre soldat) et le danger que représente un soldat en tant que catégorie. Comme le dit Walzer, « (...) *il importe de souligner qu'il [le soldat] n'a pas été forcé à se battre en raison d'une attaque directe contre sa personne, ce qui reproduirait le crime d'agression au niveau de l'individu. Il ne peut être attaqué individuellement que parce qu'il est déjà un combattant* »<sup>517</sup>. De ce fait, la notion de danger individuelle est subordonnée à la notion de danger en tant que catégorie. *En d'autres termes, c'est parce que le soldat fait partie d'une catégorie considérée comme dangereuse qu'il est dangereux et non du fait de la menace individuelle qu'il représente.*

---

<sup>516</sup> Comme mentionné précédemment, la distinction entre combattant et non-combattant de Walzer est cependant plus large que la distinction soldat et civil, telle que proposée dans le chapitre sur la notion de « civil », puisque les réflexions de Walzer considèrent également que certains civils qui travaillent dans les usines d'armement puissent être tués. C'est pour cette raison que je me suis abstenu de présenter les réflexions de Walzer à ce sujet dans le chapitre 2.

<sup>517</sup> Michael Walzer, *Guerres justes et injustes, Argumentation morale avec exemples historiques*, Belin, Paris, 1999, 209

Ainsi, c'est la notion de menace attribuée à la catégorie des soldats qui est « transférée » aux soldats individuels et qui les rend dangereux. De ce fait, un soldat qui se rend et baisse les armes cesse d'être un danger non du fait qu'il a baissé son arme et n'est plus individuellement un danger, mais du fait que dès ce moment, il cesse d'appartenir à la catégorie des personnes dangereuses qui lui confèrent son caractère de menace. On peut donc expliquer la légitimité de tuer un soldat au repos par le fait que même si celui-ci dort, il ne cesse de faire partie de cette catégorie dangereuse que sont les soldats.

Dans un second temps, Walzer s'intéresse à la distinction entre les soldats comme catégorie et les civils. Sur la base de l'égalité morale des soldats, il est aisé de déterminer pourquoi les civils bénéficient d'une immunité : ceux-ci ne font pas partie – ou ne sont pas membres - de la catégorie des soldats et de ce fait, ils ne sont pas dangereux. C'est la notion d'appartenance à une catégorie qui est ici centrale pour l'argument de Walzer. Comme il le répète dans un article subséquent, on peut argumenter que certains civils membres d'une armée ne bénéficient pas du principe de discrimination des non-combattants du fait qu'ils appartiennent (c'est-à-dire qu'ils sont membres)<sup>518</sup> à un collectif armé qui vise à un seul but, alors que les membres de la société civile ne visent pas un seul but, mais différents buts qui peuvent être contradictoires. Comme l'écrit Walzer, "*civilians have many different purposes ; they have been trained in many different pursuits and professions; they participate in a highly different set of organizations and associations, whose internal discipline, compared to that of an army, is commonly very loose*"<sup>519</sup>.

Même s'il n'offre ni les conditions nécessaires et suffisantes à la notion « d'appartenance à un collectif », c'est ce principe qui distingue les combattants des non-combattants. Ses arguments sont convaincants dans les cas où l'on peut effectivement invoquer la notion (même si elle n'est pas clairement définie) « d'appartenance à un collectif armé », comme dans le cas des groupes de guérilla et des groupes terroristes « classiques » (c'est-à-dire qui n'ont pas recours à la résistance sans leader), où il est possible de déterminer une chaîne de commandement et une hiérarchie. Dans cette perspective, comme je l'ai démontré dans mes réflexions sur les arguments d'Ould Mohammedou, ni la guerre en Irak, ni la guerre en Afghanistan, ni la récente guerre au Liban ne semblent constituer un défi pour le principe de discrimination offert par Walzer. Qu'en est-il cependant des entités armées fonctionnant sur le principe de la résistance sans leader ? Nous y consacrerons le prochain paragraphe.

---

<sup>518</sup> Michael Walzer, "Terrorism and Just War », *Philosophia*, 2006, 34, p.4

<sup>519</sup> Michael Walzer, "Terrorism and Just War », p.4

## 2. « Dé-rousseauisation » des conflits

Dans mes réflexions sur le civilisme, j'ai démontré le défi que représente la notion de résistance sans leader pour la relation d'appartenance à une organisation armée offerte dans le DHI (conventions de Genève). Mes réflexions sur le principe de discrimination des non-combattants offert par Walzer ont également démontré l'importance de la notion « d'appartenance à une organisation armée » pour son principe.

Qu'en est-il des entités fonctionnant sur le principe proposé par Louis Beam - un membre de l'extrême droite américaine – et Abu Musab Al-Suri - l'un des principaux idéologues du jihad – selon lequel “*all individuals and group operate independently of each other, and never report to a central headquarters or a single leader for direction or instruction*” (Beam) ? En d'autres termes, qu'en est-il lorsque “*the centralized and hierarchical (jihad) organisation has outlived its role*” (Al-Suri) ? J'ai également signalé qu'il ne s'agissait pas uniquement d'élaborations théoriques : en effet, les réflexions de Beam et d'Al Suri ont été mises en pratiques, tant au niveau de l'extrême droite que du jihad. Ainsi, au niveau de l'extrême droite par exemple, j'ai mentionné les cas des attentats de Timothy McVeigh, Donald Copeland ou Bufford Furrow. Les théories d'Al Suri quant à elles semblent avoir été mises en pratique plus d'une dizaine de fois entre 2004 et 2007.

J'ai appelé « dé-rousseauisation » des conflits, *l'émergence d'un nouveau type d'acteurs agissant individuellement ou en petites cellules et qui ne sont pas membres d'une organisation armée et donc d'une hiérarchie*. Le concept de « dé-rousseauisation » fait ici référence à la conception rousseauiste des conflits et contredit ses deux principes. D'une part, les acteurs des conflits ne sont plus nécessairement des armées, mais des individus et/ou des petites cellules. D'autre part, ces nouveaux acteurs ne tirent plus leur caractère dangereux et menaçant de leur appartenance à une organisation hiérarchique, mais constituent des menaces directes et individuelles.

La notion d'« appartenance à une organisation armée » étant fondamentale pour déterminer la notion de menace mais ne s'appliquant pas dans les cas de résistance sans leader, la menace que représente un militant n'est plus dérivée de l'organisation pour laquelle il se bat. En effet, un militant constitue un danger du fait de la menace qu'il représente à *titre individuel*.

De ce fait, il faut appliquer ici le principe d'auto-défense *individuel*, c'est-à-dire que c'est du fait de la menace *individuelle* que représente un terroriste que, selon le principe d'auto-défense, il est légitime de le tuer (dans la mesure où il n'est pas possible de mettre un terme à ses activités d'une autre manière). La notion de « menace directe et immédiate » n'est donc

pas déductible d'une entité plus grande (une organisation armée), mais de l'individu lui-même.

Ainsi, contrairement aux propos de Walzer, la présence de deux types radicalement différents d'acteurs dans les nouvelles guerres a des conséquences pour le principe de discrimination des non-combattants.

Dans le cas des guerres classiques, le caractère menaçant des soldats était dérivé de leur appartenance à une entité plus importante (armée) et par conséquent tous les membres de cette entité – qu'ils représentent ou non une menace directe – étaient dangereux (principe de l'égalité morale des combattants). On pouvait distinguer les combattants des non-combattants dans la mesure où ces derniers ne faisaient pas partie d'une organisation dont ils tiraient leur caractère menaçant.

Comme je l'ai démontré, il est cependant impossible de déterminer une notion d'appartenance dans le cas de la résistance sans leader : si les terroristes sont dangereux, le danger n'émane pas de leur appartenance à une organisation, mais de leur caractère menaçant à titre individuel.

L'émergence de structures de résistance sans leader vient donc remettre en cause le principe de *l'égalité morale des soldats*, c'est-à-dire le fait que ceux-ci, pour autant qu'ils fassent partie d'une organisation armée, puissent (tant qu'ils ne sont pas rendus) être attaqués et tués, indépendamment du fait qu'ils soient armés, qu'ils dorment ou travaillent dans un bureau à l'arrière des lignes.

Cette remise en cause du principe d'*égalité morale des soldats* remet également en cause le principe de discrimination des non-combattants « classique » entre soldat et civils. En effet, si l'on considère que c'est la menace individuelle, directe et immédiate, qui doit maintenant permettre de décider s'il est moralement justifié de tuer un combattant, on notera qu'un soldat qui dort ou travaille dans un bureau à l'arrière des lignes devient un non-combattant du fait qu'il ne représente pas une menace directe et immédiate.

En prenant en considération la menace individuelle, directe et immédiate, le principe de discrimination des non-combattants n'est plus équivalent à la distinction entre soldats et civils.

En d'autres termes, même si la théorie de la guerre juste prend effectivement en considération des cas de guerres irrégulières qui ne remettent pas en cause certaines distinctions, l'émergence de structures de résistance sans leader constitue effectivement un défi pour la théorie. Elles remettent en effet en cause l'un de ses principes fondamentaux : *l'égalité morale des soldats*.

## Conclusion

Le présent chapitre visait à offrir une réponse constructive à la définition des victimes immédiates du terrorisme (cibles primaires). En effet, j'ai argumenté qu'il était possible de définir les victimes du terrorisme comme « non-combattantes » à la condition que les définitions proposées prennent en considération la distinction entre victime et cible du terrorisme (victimes primaires/victimes secondaires).

Définir les victimes primaires du terrorisme comme des non-combattants est cependant problématique dans la mesure où la notion de non-combattant fait référence au « principe de discrimination des non-combattants », un principe fondamental de la théorie de la guerre juste. Cette dernière a fait l'objet de critiques soutenues ces dernières années, notamment par les défenseurs du cadre conceptuel des « nouvelles guerres », en particulier l'historien des idées politiques allemand Herfried Münkler et le juriste Mohammed Mahmoud Ould Mohammedou. Selon le cadre proposé par Münkler, Ould Mohammedou (et d'autres) les « nouvelles guerres » reflètent la perte du monopole de la violence par les Etats.

Dans une des interprétations les plus influentes de la théorie de la guerre juste proposée par Michael Walzer, les acteurs des guerres sont justement des Etats, ce qui va à l'encontre de l'argument fondamental des nouvelles guerres selon laquelle ces derniers sont en train de perdre le monopole de la violence et que, par conséquent, une théorie qui les considère comme les acteurs centraux des guerres serait dépassée.

Dans ma critique de Münkler, j'ai présenté différents arguments qui démontraient la neutralité de la théorie de la guerre juste dans la mesure où celle-ci permet également de justifier les actions de groupes et de mouvements sub-étatiques et qu'elle n'est pas fondamentalement biaisée en faveur des Etats.

Dans ma discussion des arguments d'Ould Mohamedou, j'ai démontré que l'impact des nouvelles guerres et notamment de l'émergence d'Al-Qaïda ne remettait pas fondamentalement en cause la théorie de la guerre juste. A l'opposé, j'ai démontré que l'impact des nouvelles guerres sur la théorie n'est pas trivial, comme voudrait le croire Michael Walzer.

L'émergence des nouvelles guerres et de nouveaux acteurs de plus en plus individualisés (ce que j'ai appelé la « dé-rousseauisation des acteurs ») a un impact sur la théorie de la guerre juste et notamment le principe de discrimination des non-combattants.

En effet, alors que pour les guerres classiques, on pouvait déduire la menace que représentaient les soldats de leur appartenance à une organisation armée, la menace que représentent les nouveaux acteurs est maintenant individuelle.

Ceci n'est pas sans conséquences pour le principe de discrimination des non-combattants proposé qui était basé sur la notion d'appartenance à une organisation armée. En effet, en appliquant un tel principe, la distinction combattant / non-combattant est similaire à la distinction soldat/civil.

Mais la distinction combattant / non-combattant s'émancipe des carcans de la distinction soldat / civil en considérant le principe de la menace individuelle comme décisif. Certains soldats – les soldats qui dorment ou ceux employés dans des bureaux loin du front – deviennent alors des non-combattants du fait qu'ils ne représentent pas une menace directe et individuelle.

## **Conclusion générale**



A première vue, une réflexion sur la définition des victimes du terrorisme peut sembler rébarbative et tenir plus de la sur-correction linguistique ou méta-linguistique que d'une analyse en profondeur du phénomène.

Dans une très belle réflexion sur les voyages et l'altérité, l'écrivain Nicolas Bouvier décrit ses recherches et ses ébats avec les mots en ses termes,

*Les mots ont leurs limites parce qu'ils ont une odeur, une couleur, une opacité. Ils ont été mêlés à quantité d'affaires louches et sont fichés à la police. Ils ont traîné dans toutes les bouches comme de très vieilles cuillers<sup>520</sup>.*

Comme une recherche policière, le présent travail offre une réflexion sur les « affaires louches » dans lesquelles ont traîné certains des mots que les philosophes – mais également le grand public - utilisent communément pour caractériser les victimes de la guerre et du terrorisme. Loin d'être innocents, ces derniers ont une histoire, liée à celle de la guerre et de son évolution.

Alors que la notion « d'innocence » est problématique du fait qu'elle semble condamner, dans la définition même le terrorisme, les notions de « civil » et de « non-combattant » semblent plus prometteuses.

Pourtant, celles-ci sont indissociables de l'histoire de la guerre et de sa transformation. Dans cette perspective, c'est la notion de « civil » - une notion héritée du droit humanitaire international - qui semble ici la plus tributaire de l'histoire de la guerre. Comme l'a révélé cette étude, celle-ci est logiquement dépendante de la notion de soldat. Ainsi, la dichotomie soldat / civil reflète la distinction stricte que l'on retrouvait sur les champs de bataille entre cibles légitimes et cibles illégitimes.

Malgré la présence de guerres étatiques classiques depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale (guerre des Six Jours, guerre du Yom Kippour, première guerre du Golfe) qui auront pu donner l'impression que ce paradigme restait dominant, on a assisté à une diminution de ces guerres classiques au profit de guerres de guérilla et de guerres impliquant des acteurs irréguliers.

Même si le droit humanitaire a su en partie s'adapter aux défis posés par des conflits armés en constante évolution (on pense aux Protocoles additionnels aux conventions de Genève, proposés deux ans après la fin des hostilités au Vietnam), les concepts traditionnels qui nous

---

<sup>520</sup> Nicolas Bouvier, *L'Echappée Belle, Eloge de quelques pérégrins*, Metropolis, Genève, 1996, p.56

permettent de déterminer les cibles illégitimes de conflits armés sont restés largement tributaires des anciennes guerres.

Cela ne signifie cependant pas que le droit humanitaire international (du moins les conventions de Genève ou les Protocoles additionnels) se trouvait complètement démuné dans ces tentatives de conceptualisation. En effet, malgré leur caractère résolument irrégulier, ces acteurs (guérillas, groupes terroristes classiques) restaient organisés de manière hiérarchique et par conséquent, du moins d'un point de vue conceptuel, il était toujours possible de maintenir une distinction entre soldats et civils, les premiers faisant partie d'une organisation hiérarchique armée et violente, alors que les derniers ne l'étaient pas.

Ceci devait cependant changer avec l'émergence théorique et pratique de structures de « résistance sans leader » dans les mouvements terroristes et des mouvements plus larges (comme le mouvement radical de libération des animaux).

On pourrait bien sûr argumenter que ces derniers ne doivent pas être compris dans un contexte militaire mais dans un contexte civil. Cependant, en définissant les conflits armés comme la lutte de deux (ou plusieurs) opposants dans des sphères de combat semblables (guerres symétriques) ou dissemblables (guerres asymétriques), on constate que le terrorisme n'est rien d'autre qu'une extension du domaine de la lutte dans des sphères souvent épargnées par les guerres classiques inter-étatiques, la sphère humaine, celle de la vie quotidienne.

Puisant son influence dans les écrits anarchistes et l'exemple offert par les anarchistes de la fin du XIX<sup>ème</sup>, c'est dans l'extrême droite américaine que le concept de résistance sans leader trouve sa source. Conceptualisé par Louis Beam, celui-ci sera mis en pratique par Timothy McVeigh ou encore Eric Robert Rudolph.

Observant un contexte international en pleine mutation, le concept de résistance sans leader est ensuite théorisé par l'idéologue du jihad Abu Musab Al-Suri qui parle « d'école du jihad individuel ». Les réflexions d'Al Suri ne sont pas restées lettre morte : en effet, entre 2004 et 2007, on aura recensé plus d'une dizaine d'attentats ou de tentatives déjouées perpétrés par des cellules qui, même si elles sont influencées par Al-Qaïda, n'ont aucun lien avec l'organisation d'Osama Ben Laden.

Même si l'émergence de structures de résistance sans leader pose des défis importants à la notion de civil et à la conceptualisation de celle-ci, il ne s'agit pas ici d'abandonner la théorie de la guerre juste comme instrument d'évaluation morale, mais d'évaluer l'impact de l'émergence de ces nouvelles structures sur la théorie et en particulier sur l'influente version proposée par Michael Walzer.

Sans pour autant le remettre fondamentalement en question, ni le laisser indemne, il s'agissait de montrer que les nouvelles guerres et la résistance sans leader ont une influence sur une distinction fondamentale du *jus in bello*, le principe de discrimination des non-combattants.

De ce fait il s'agissait de discuter une conception dominante de la guerre que j'ai appelée conception « rousseauiste » des acteurs de la guerre et définie comme le fait que dans les conflits, les acteurs en question sont des Etats et leurs armées, et qu'à un niveau individuel, les soldats ne sont considérés comme une menace que de manière contingente, c'est-à-dire qu'ils sont considérés comme dangereux du fait de leur appartenance à une organisation armée, dangereuse pour une organisation armée et non du fait que ceux-ci soient armés. C'est sur la base de cette appartenance que l'on peut expliquer pourquoi la théorie de la guerre juste considère qu'il est moralement justifié de tuer des soldats, même s'ils ne représentent pas une menace individuelle (comme les soldats qui dorment etc.).

A l'aune de l'émergence de structures de résistance sans leader et donc d'une « dérousseauisation des conflits », c'est-à-dire l'émergence d'acteurs *agissant individuellement ou en petites cellules et qui ne sont pas membres d'une organisation armée et donc d'une hiérarchie*.

L'émergence de ce nouveau type d'acteurs a en effet des conséquences sur le principe de discrimination des non-combattants étant donné que ces nouveaux acteurs ne font plus partie – ne sont plus membres – d'une organisation hiérarchique armée. De ce fait, cette « dérousseauisation des conflits » engage à une re-focalisation autour de la notion de menace individuelle. De ce fait, le principe de « l'égalité morale des soldats » de la théorie de la guerre juste qui considère qu'il est moralement justifié, dans un conflit de tuer tous les soldats (qu'ils dorment ou soit affiliés à des tâches pour lesquelles ceux-ci ne représentent pas de menace individuelle) est ici remis en question.

En se focalisant sur la menace individuelle, on constate qu'il n'est moralement plus justifié de tuer les soldats indépendamment de la menace que ceux-ci représentent.

# Tables des matières

## Introduction

### A Le problème de la définition du terrorisme

1. Un triste anniversaire	1
2. Les raisons d'une cacophonie	3
3. Définir le terrorisme : entre approche directe et indirecte	7

### *B Le problème de la définition des victimes du terrorisme*

1. Evolution de la notion de victimes dans les définitions du terrorisme	9
2. Objectifs et méthodologie	12
2.1. Approche méta et « bi-focalité » du terrorisme	12
2.2 Alex Schmid : échantillon de définitions	14
2.2.1 La notion « d'innocence »	14
2.2.2 la notion de « civil »	15
2.2.3 la notion de « non-combattant »	16
3. Liste de définitions	17
4. Problèmes de classification : perméabilité et interchangeabilité	32
5. « Innocentisme », « non-combattantisme », « civilisme » et « abstentionnisme »	32

### C Critiques : une tentative de classification vouée à l'échec ?

1. Intuitions morales et sens technique	36
2. Distinction conceptuelle entre la question du terrorisme et de sa moralité	37

D Structure du présent travail	39
--------------------------------	----

# Chapitre 1

## Les problèmes de « l'innocentisme »

### A. Définitions

1. Remarque introductive	43
2. Termes techniques et connotation	43
3. Définitions innocentistes	44

### B. Innocentisme: problèmes

1. Remarque introductive	49
2. Jugement par définition et restriction des possibilités de réflexion éthique	50
3. Avantages...	51
4. ... et désavantages de la position de Corlett	52

### C Problèmes fondationnalistes : le principe de discrimination des non-combattants

1. Les non-combattants comme innocents	54
2. Georges Mavrodes... le principe de discrimination comme convention	56
3. Fullinwider et le principe d'auto-défense	59
3.1 Jones et Smith	59
3.2 Une illustration des réflexions de Fullinwider	61
3.2.1 Le cas de l'agresseur méchant...	61
3.2.2 ... Et de l'agresseur innocent	61
3.2.3 Menace innocente	62
3.3 Fondement du principe de discrimination sur le principe d'auto-défense	62
3.5 Soldats non-armés et force d'interposition	64
4. Jeff McMahan et le principe d'auto-défense	65
5. Difficultés	67
Conclusion	69

## Chapitre 2

### Les problèmes du « civilisme »

#### A. Définitions

- 1. Liste de définitions 71
- 2. Entre approche large et limitée 73

#### B. Emergence de la logique trinitaire

- 1. Qu'est-ce qu'un civil ? 76
- 2. L'émergence de la distinction soldat-civil: de 1648 à 1918 79
- 3. Monopole de la violence et distinctions utiles 83

#### C. Emergence d'une logique non-trinitaire

- 1. La transformation de la guerre 85
- 2. Ré-investissement normatif du jus ad bellum 85
- 3. « Dan Quan » et soldats-civils 86
- 4. Carl Schmitt 87
- 4.1 Du partisan espagnol au partisan léniniste 87
- 4.2 La pensée de Lénine constitue-t-elle un problème pour définir un soldat ? 90
- 5. Mary Kaldor et les nouvelles guerres 91

#### D. La fin du concept d'organisation structurée hiérarchiquement: la résistance sans leader

- 1. Résistance sans leader et extrême droite 96
- 2. Résistance sans leader et anarchisme 100
- 2.1 Le mouvement anarchiste et son refus de l'autorité et du leadership 101
- 2.2 La conspiration anarchiste 103
- 3. Résistance sans leader sur le terrain 104
- 3.1 Extrême-droite 104

3.2 Mouvement radical de libération des animaux	106
4. De l'extrême droite au terrorisme islamique	108
4.1 « L'appel à la résistance islamique globale » d'Abu Musab Al-Suri	108
4.2 Similarités entre les théories d'Al-Suri et de Beam	110
4.3 La stratégie globale d'Al-Qaïda	112
4.4 Sur le terrain : les dernières tendances de la terreur	113

<b>Conclusion : la résistance sans leader, un défi pour la compréhension traditionnelle des groupes armés</b>	<b>115</b>
---	------------

## **Chapitre 3**

### **Les défis de « l'abstentionnisme »**

#### **Contre les positions abstentionnistes**

1. Argument général contre les positions abstentionnistes	117
2. Liste de définitions	120

#### **B. Les réflexions de Virginia Held**

1. L'argumentation de Virginia Held	124
a. Les problèmes des implications descriptives	124
b. Le problème de l'innocence des victimes du terrorisme	125
c. Le problème des double standards	126
2. Une réponse aux objections de Virginia Held	126
a. Auto-défense et discrimination des non-combattants	126
b. Le problème de l'innocence des victimes du terrorisme	128
c. Doubles standards et « urgences suprêmes »	131
3. Argument des « urgences suprêmes »	131
4. Walzer et le terrorisme justifié	135
5. Problèmes de l'argument de Walzer	137
a. Autour de la notion de « menace exceptionnelle et terrifiante »	137
b. Problèmes de chronologie	141
c. Urgences suprêmes et survie	141
Conclusion	143

## Chapitre 4

### Transformation de la guerre et victimes du terrorisme

#### A. Définitions

1. Remarques introductives	145
2. Liste de définitions	147

#### B. Entre “anciennes” et “nouvelles guerres”

##### « Anciennes guerres »

1. Terrorisme vs. guerre ?	151
2. Guerre et sens commun	153
3. Les guerres inter-étatiques	154
4. Les différentes sphères de combat	155

##### L’image de la guerre dans la théorie de la guerre juste

5. Théorie de la guerre juste : entre sens large et sens strict	156
6. Le paradigme légaliste de Walzer	159
7. Similarité entre la distinction walzérienne et celle du droit international	160

##### Les « nouvelles guerres »

8. Distinctions fondamentales et acteurs	161
--	-----

#### C. Le terrorisme comme forme de guerre asymétrique 166

#### D. De Charybde en Scylla : la théorie de la guerre juste et les nouvelles guerres

##### Charybde : le cadre conceptuel des nouvelles guerres et son impact radical sur la théorie de la guerre juste

1. Münkler, Deranty et Ould Mohammedou contre la théorie de la guerre juste	169
2. Les intellectuels américains en guerre : Jean-Philippe Deranty	170
3. Herfried Münkler : la théorie de la guerre juste comme instrument politique	173
4. « Deutungselite » vs. « Entscheidungselite »	175



5. La guerre contre le Hezbollah	176
6. Théorie vs. rhétorique de la guerre juste	177
7. Le cas de la Namibie et de l’auto-défense contre une agression	181
8. Urgences suprêmes et guerre juste	182
9. Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou : les quatre défis d’Al-Qaïda	183

## **B. Scylla : minimiser l’impact des nouvelles guerres sur la théorie de la guerre juste**

10. Entre guerres régulières et irrégulières	187
11. Guerres irrégulières chez Walzer	189
11.1 Les guérilleros et leurs droits	189
11.2 Terrorisme	190

## **E Ni triviale, ni radicale : une voie médiane**

1. Le principe de discrimination des non-combattants chez Walzer	193
2. « Dé-rousseauisation » des conflits	195
Conclusion	197

<b>Conclusion générale</b>	199
----------------------------	-----

<b>Bibliographie</b>	209
----------------------	-----

## Bibliographie

### Livres et articles

- Andreopoulos, Georges J., « The Age of National Liberation Movements » in Howard, Michael, Andreopoulos Georges et Shulman, Mark (éds.), *The Laws of War: Constraints on Warfare in the Western World*, Yale University Press, New Haven, 1995
- Anscombe Elisabeth, *Ethics, Religion and Politics, Collected Philosophical Papers, Vol. III.*, University of Minnesota Press, Minneapolis, 1981
- Anscombe, Elizabeth “War and Murder” in G.E.M Anscombe *Ethics, Religion and Politics, Collected Philosophical Papers, Vol. III.*, University of Minnesota Press, Minneapolis, 1981
- Atwan, Abdel Bari, *The Secret History of Al-Qa’ida*, Abacus, London, 2006
- Bakounine, Michael, *Marxism, Freedom and the State*,  
<http://www.marxists.org/reference/archive/bakunin/works/mf-state/ch05.htm>
- Bartov, Omer, *Hitler’s Army: Soldiers, Nazis and War in the Third Reich*, Oxford University Press, New York, 1992
- Bartov, Omer, *L’Armée d’Hitler, La Wehrmacht, les Nazis et la Guerre*, Hachettes Littératures, Paris, 1999
- Baud, Jacques, *Encyclopédie des terrorismes et Violences politiques*, Lavauzelle, 2003
- Baud, Jacques, *La guerre asymétrique ou la défaite du vainqueur*, Editions du Rocher, 2003
- Bauhn, Per, “Political Terrorism and the Rules of Just War”, in Georg Meggle (éd.), *Ethics of Terrorism and Counter-Terrorism*,
- Baur, Michael, “What is Distinctive about Terrorism?”, in Timothy Shanahan (éd.), *Philosophy 9/11, Thinking about the War on Terrorism*, Open Court, Chicago and La Salle, 2005
- Beam, Louis, “Leaderless Resistance”, *The Seditonist*, Issue 12, février 1992,  
<http://www.solargeneral.com/library/LeaderlessResistance.pdf>
- Best, Steven and Nocella, Anthony, (éds.), *Terrorists or Freedom Fighters, Reflections on the Liberation of Animals*, Lantern Books, New York, 2004
- Borradori, Giovana, *Le « concept » du 11 septembre, Dialogues à New York (octobre – décembre 2001)*, éditions Galilée, Paris, 2004
- Bouvier Nicolas, *L’Echappée Belle, Eloge de quelques pérégrins*, Metropolis, Genève, 1996
- Boyle, Joseph, “Just War Doctrine and the Military Response to Terrorism”, *The Journal of Political Philosophy*, Vol. 11, numéro 2, 2003

- Brezinski, Zbigniew, « The Wrong Way to Sell Democracy to the Arab World », *New York Times*, 8.03.2004,  
<http://www.nytimes.com/2004/03/08/opinion/08BREZ.html?ex=1394168400&en=7ef417e2de36b1d2&ei=5007&partner=USERLAND>
- Bricmont, Jean, « La désionisation de la mentalité américaine », *The International Solidarity Movement*, 26.01.2007,  
<http://www.ism-france.org/news/article.php?id=6152&type=analyse&lesujet=Sionismmeet>
- Buruma, Ian et Margalit, Avishai, *Occidentalism, The West in the Eyes of its Enemies*, London: Penguin Books, 2004
- Buxbaum, Peter, “US: The financial costs of warfare”, *ISN Security Watch*, 27 septembre 2007, <http://www.isn.ethz.ch/news/sw/details.cfm?id=18174>
- Byman, Daniel, “Should Hezbollah Be Next ?”, *Foreign Affairs*, Novembre-Décembre 2003
- Camus, Albert, *Les Justes*, Gallimard, Paris, 1977
- Canto-Sperber, Monique, *Le bien, la guerre & la terreur, Pour une morale internationale*, Plon, Paris, 2005
- Card, Claudia, “Making War on Terrorism in Response to 9/11”, in James P. Sterba (ed), *Terrorism And International Justice*, Oxford University Press, 2003
- Card, Claudia, “Questions Regarding a War on Terrorism”, *Hypatia*, vol. 18, no1, Winter 2003.
- Chaliand, Gérard et Blin, Arnaud, *Histoire du terrorisme de l'Antiquité à Al Qaida*, Bayard, Paris, 2004
- Chomsky, Noam, in James P. Sterba (ed), *Terrorism And International Justice*, Oxford University Press, 2003
- Chomsky, Noam, *11/9, Autopsie des terrorismes*, Le Serpent à Plumes, Paris, 2001
- Cicovacki, Predrag, “Terrorism and War”, *Acorn: Journal of the Gandhi-King Society*, vol. XII, No. 2, Spring-Summer 2004
- Clinton, William Jefferson, « A Just and Necessary War », *New York Times*, 23 mai 1999,  
<http://query.nytimes.com/gst/fullpage.html?res=9400E2D91731F930A15756C0A96F958260>
- Coady, Anthony, “Defining Terrorism” in Igor Primoratz (éd), *Terrorism: The Philosophical Issues*, Palgrave Macmillan, New York, 2004
- Coady, Anthony, “Terrorism, Morality, and Supreme Emergency” in Igor Primoratz (éd), *Terrorism: The Philosophical Issues*, Palgrave Macmillan, New York, 2004
- Coady, Anthony, “Terrorism”, in Becker and Becker (éds), *Encyclopedia of Ethics*, 2<sup>nd</sup> ed., New York, Routledge, 2001

- Coady, Anthony, "The Morality of Terrorism", *Philosophy*, 60, 1985
- Corlett, J. Angelo, *Terrorism, A Philosophical Analysis*, Kluwer Academic Publishers, Dordrecht, 2003
- Crevelde, Martin van, *The Rise and Decline of the State*, Cambridge University Press, 1999
- Crevelde, Martin van, *The Transformation of War*, The Free Press, New York, 1991
- Dascal, Marcelo, "The Unethical Rhetoric of Terror", in Georg Meggle (éd.), *Ethics of Terrorism and Counter-Terrorism*
- Deranty, Jean-Philippe, « European and American Intellectuals at War », *Contretemps* 4, Septembre 2004, <http://www.usyd.edu.au/contretemps/4september2004/deranty.pdf>
- Derrida, Jacques, « Auto-immunités, suicides réels et symboliques », Giovana Borradori, *Le « concept » du 11 septembre, Dialogues à New York (octobre – décembre 2001)*, éditions Galilée, Paris, 2004
- Duffy, Helen, *The "War on Terror" and the Framework of International Law*, Cambridge University Press, Cambridge, 2005
- Dugard, John, "International Terrorism and the Just War", in David C. Rapoport et Yonah Alexander (éds.), *The Morality of Terrorism, Religious and Secular Justifications*, Pergamon Press, New York, 1983
- Elshtain, Jean Bethke, *Just War Against Terror*, Basic Books, New York, 2003
- Emcke, Carolin, "War on Terrorism and the Crises of the Political", in Georg Meggle (éd.), *Ethics of Terrorism and Counter-Terrorism*, , Ontos Verlag, Frankfurt, 2005
- Fanon, Franz, *Les Damnés de la Terre*, Librairie François Maspero, Paris, 1968
- Fiala, Andrew, "Defusing Fear: A Critical Response to the War on Terrorism", in Timothy Shanahan (éd.), *Philosophy 9/11, Thinking about the War on Terrorism*, Open Court, Chicago and La Salle, 2005
- Flükiger, Jean-Marc, « Al-Qaïda, la transformation de la guerre et le droit international - Entretien avec Mohammad Mahmoud Ould Mohamedou », *www.terrorisme.net*, 4.11.2007, [http://www.terrorisme.net/p/article\\_231.shtml](http://www.terrorisme.net/p/article_231.shtml)
- Flükiger, Jean-Marc, « Attentat-suicide: analyse et perspectives – un entretien avec Christoph Reuter », *www.terrorisme.net*, 18.05.2007, [http://www.terrorisme.net/p/article\\_226.shtml](http://www.terrorisme.net/p/article_226.shtml)
- Flükiger, Jean-Marc, « De l'extrême-droite à Al Qaïda : histoire du concept de résistance sans leader », *www.terrorisme.net*, 2006, 29.06.2006, [www.terrorisme.net/pdf/2006\\_JMF.pdf](http://www.terrorisme.net/pdf/2006_JMF.pdf)
- Flükiger, Jean-Marc, « Terrorisme, morale et guerre juste – Une discussion avec Michael Walzer », *www.terrorisme.net*, 30.304. 2006, [http://www.terrorisme.net/p/article\\_206.shtml](http://www.terrorisme.net/p/article_206.shtml)

- Flükiger, Jean-Marc, « Analyse : libération animale et terrorisme », *www.terrorisme.net*, 3.03.2006, [http://www.terrorisme.net/p/article\\_201.shtml](http://www.terrorisme.net/p/article_201.shtml)
- Ford, John C., "The Hydrogen Bombing of Cities", in William J. Nagle, *Morality and Modern Warfare*, Baltimore: Helicon Press, 1960.
- Fotion, Nick, "The Burdens of Terrorism", in Igor Primoratz (ed), *Terrorism: The Philosophical Issues*, Palgrave Macmillan, New York, 2004
- French, Shannon E., "Murderers, Not Warriors, The Moral Distinction Between Terrorists and Legitimate Fighters in Asymmetric Conflicts", in James P. Sterba (ed), *Terrorism And International Justice*, Oxford University Press, 2003,
- Frey, R.G and Morris, Christopher, (éds.), *Violence, Terrorism and Justice*, Cambridge University Press, 1991
- Friedrichs, Jörg, « Defining the International Public Enemy : The Political Struggle behind the Legal Debate on International Terrorism », *Leiden Journal of International Law*, 19, 2006
- Fullinwider, Robert K., "Terrorism, Innocence and War", *Philosophy and Public Policy Quarterly*, Vol. 21, n<sup>o</sup>4, Fall 2001
- Fullinwider, Robert K., "War and Innocence", *Philosophy and Public Affairs*, Vol. 5, N<sup>o</sup>1, pp.90-97
- Gantzel, Klaus Jürgen, « Über die Kriege nach dem zweiten Weltkrieg, Tendenzen, ursächliche Hintergründe, Perspektiven » in Bernd Wenger (éd.), *Wie Kriege entstehen, Zum historischen Hintergrund von Staatenkonflikten*, Ferdinand Schöningh, Paderborn, 2003
- Garrett, Stephen A., *Ethics and Airpower in World War II : The British Bombing of German Cities*, St Martin's Press, New York, 1993
- Gieling, Saskia, *Religion and War in Revolutionary Iran*, I.B Tauris Publishers, London, 1999
- Gouverneur, Cédric, « Les guérilleros de la cause animale », *Le Monde Diplomatique*, Août 2004, pages 1, 12 et 13, <http://www.monde-diplomatique.fr/2004/08/GOUVERNEUR/11463>
- Gray, Colin S., *Another Bloody Century: Future Warfare*, Phoenix Press, 2007
- Green Michael, "War, Innocence and Theories of Sovereignty", *Social Theory and Practice*, 18, 1992
- Hammes, Thomas, *The Sling and the Stone, On War in the 21<sup>st</sup> Century*, Zenith Press, 2004
- Harte, Liam, "A Taxonomy of Terrorism", in Timothy Shanahan (éd.), *Philosophy 9/11, Thinking about the War on Terrorism*, Open Court, Chicago and La Salle, 2005, p.25
- Held, Virginia, "Terrorism, Rights, and Political Goals", in Igor Primoratz (ed), *Terrorism: The Philosophical Issues*, Palgrave Macmillan, New York, 2004

- Held, Virginia, "Terrorism and War", *The Journal of Ethics*, 8: 59-75, 2004
- Hillgruber, Andreas, *Zweierlei Untergang. Die Zerschlagung des Deutschen Reiches und das Ende des europäischen Judentums*, Wolf Jobst Siedler, Berlin, 1986
- Hoffman, Bruce, Britt-Kasupski, Anna, *The Victims of Terrorism: An Assessment of Their Influence and Growing Role in Policy, Legislation, and the Private Sector*, RAND Corporation, 2007
- Hoffman, Bruce, *Inside Terrorism*, Columbia University Press, New York, 1998
- Holmes, Robert, *On War and Morality*, Princeton University Press, 1989
- Honderich, Ted, *After The Terror*, Edinburgh University Press, 2002
- Hubac-Occhipinti, Olivier, "Les terroristes anarchistes du XIXème siècle" dans Gérard Chaliand et Arnaud Blin (éds), *Histoire du Terrorisme, De l'Antiquité à Al-Qaïda*, Bayard, Paris, 2004
- Ignatieff, Michael, "Getting Iraq Wrong", *New York Times*, 5 août 2007,  
[http://www.nytimes.com/2007/08/05/magazine/05iraq-t.html?\\_r=1&pagewanted=print&oref=slogin](http://www.nytimes.com/2007/08/05/magazine/05iraq-t.html?_r=1&pagewanted=print&oref=slogin)
- Jaggar, Alison M., "What is Terrorism, Why is it Wrong, and Could it Ever Be Morally Permissible?", *Journal of Social Philosophy*, Vol. 36, number 2, Summer 2005
- Johnson James Turner et Kelsay John (éds.) *Just War and Jihad*, Greenwood Press, Westport 1991
- Johnson, James Turner, et Kelsay, John (éds.), *Cross, Crescent and Sword, The Justification and Limitation of War in Western and Islamic Tradition*, Greenwood Press, Westport, 1990
- Johnson, James Turner, *Just War Tradition and the Restraint of War*, Princeton University Press, 1981
- Johnson, James Turner, "Historical Roots and Sources of the Just War Tradition in Western Culture" in James Turner Johnson et John Kelsay (éd.) *Just War and Jihad*, Greenwood Press, Westport, 1991
- Johnson, James Turner, « Just War and Jihad : Two Views of War », [http://www.eppc.org/publications/pubID.1596/pub\\_detail.asp](http://www.eppc.org/publications/pubID.1596/pub_detail.asp)
- Juergensmeyer, Mark, *Terror in the Mind of God*, University of California Press, Berkeley, 2003
- Juergensmeyer, Mark, *Au nom de Dieu, ils tuent !* Editions Autrement, Paris, 2003
- Kaldor, Mary, *Neue und alte Kriege*, Suhrkamp, Frankfurt am Main, 2000
- Kapitan, Tomis, ""Terrorism as a Method of Terrorism" in Georg Meggle (éd.), *Ethics of Terrorism and Counter-Terrorism*, Ontos Verlag, Frankfurt, 2005

- Kapitan, Tomis, "The Terrorism of "Terrorism"", in James P. Sterba (ed), *Terrorism And International Justice*, Oxford University Press, 2003, p. 48.
- Kamm, Frances, "Failures of Just War Theory: Terror, Harm and Justice", *Ethics* 114, (July 2004)
- Kapitan, Tomis, "Terrorism in the Arab-Israeli Conflict", in Igor Primoratz (ed), *Terrorism: The Philosophical Issues*, Palgrave Macmillan, New York, 2004
- Kaplan, Jeffrey, *The Encyclopedia of White Power: A Sourcebook on the Radical Racist Right*, Walnut Creek: Altamira Press, 2000
- Kaplan, Jeffrey, "Leaderless Resistance", *Terrorism and Political Violence*, vol. 9, N° 3, automne 1997
- Kassam, Zayn, "Can A Muslim Be a Terrorist?", in James P. Sterba (ed), *Terrorism And International Justice*, Oxford University Press, 2003, p. 130
- Keller, Simon, "On What is the War on Terror?", in Timothy Shanahan, *Philosophy 9/11, Thinking about the War on Terrorism*, Open Court, Chicago and La Salle, 2005
- Kelsay, John, "Islam and the Distinction between Combatants and Noncombatants" in James Turner Johnson et John Kelsay (éd.), *Cross, Crescent and Sword, The Justification and Limitation of War in Western and Islamic Tradition*, Greenwood Press, New York, 1990
- Kepel, Gilles, *Al-Qaida dans le Texte*, Presses Universitaires de France, Paris, 2005
- Kessler, Brett, "Moral Justification for Violent Responses to Terrorism", in Timothy Shanahan, *Philosophy 9/11, Thinking about the War on Terrorism*, Open Court, Chicago and La Salle, 2005
- Khatchadourian, Haig, *War, Terrorism, Genocide, and the Quest for Peace – Contemporary Problems in Political Ethics*, The Edwin Mellen Press, Lewinston 2003
- Khatchadourian, Haig, *The Morality of Terrorism*, Peter Lang, New York, 1998
- Koroma, Abdoul G. (juge), « The International Court of Justice : A Legacy of Peace and Justice », Symposium on the Right of Self-Determination in International Law, 29 septembre-1 octobre 2006, <http://www.unpo.org/downloads/JudgeKoroma.pdf>
- Lackey, Douglas, *The Ethics of War and Peace*, Englewood Cliffs, NJ, 1989
- Laqueur, Walter, *A History of Terrorism*, Transaction Publishers, New Brunswick, 2002
- Lawrence, Bruce (éd.), *Messages to the World, The Statements of Osama Bin Laden*, Verso, London, 2005
- Lewis, Bernard, *The Assassins : a radical sect in Islam*, Basic Books, New York, 2003
- Lia, Brynjar, *Architect of Global Jihad, The Life of Al-Qaida Strategist Abu Mus'ab al-Suri*, Hurst & Company, London, 2007

- Lia, Brynjar, "Al-Suri's Doctrines for Decentralized Jihadi Training - Part 1", *Terrorism Monitor*, Jamestown Foundation, Volume 5, Issue 1, January 18, 2007, <http://jamestown.org/terrorism/news/article.php?articleid=2370236>
- Lind, William et Nightengale, Keith et Schmitt, John et Sutton Joseph et Wilson, Gary, "The Changing Face of War: Into the Fourth Generation", *Marine Corps Gazette*, October 1989, [http://www.d-n-i.net/fcs/4th\\_gen\\_war\\_gazette.htm](http://www.d-n-i.net/fcs/4th_gen_war_gazette.htm)
- Malatesta, Errico, "A Project of Anarchist Organisation", [http://www.geocities.com/CapitolHill/6170/malatesta\\_project.html](http://www.geocities.com/CapitolHill/6170/malatesta_project.html)
- Margolis, Joseph, "Terrorism and the New Forms of War", *Metaphilosophy*, Vol. 35, no3, April 2004
- Marighella, Carlos, *Mini-manuel de la guérilla urbaine*, <http://infocrise.org/FICHIERS/carlos%20marighella%20mini%20manuel%20du%20guerillero%20urbain.pdf>
- Mastronardi, Philippe (éd.), *Das Recht im Spannungsfeld utilitaristischer und deontologischer Ethik*, (= ARSP-Beiheft 94), Franz Steiner Verlag, Stuttgart, 2004
- Mavrodes, Georges I., "Convention and the Morality of War", *Philosophy and Public Affairs*, Vol. 4, numéro 2, (Spring 1975)
- McCants, William (éd.), *Militant Ideology Atlas*, Combating Terrorism Center, West Point 2006
- McKenna, Michael, "Understanding Terrorism and the Limits of Just War Theory", non-publié
- McMahan, Jeff, « The Sources and Status of Just War Principles », *Journal of Military Ethics*, Vol. 6, number 2, 2007
- McMahan, Jeff, "The Ethics of Killing in War", *Philosophia*, 34, 2006
- McMahan, Jeff, « Killing in War: A Reply to Walzer », *Philosophia*, 34, 2006
- McMahan, Jeff, "The Ethics of Killing in War", *Ethics* 114, (July 2004)
- McPherson, Lionel, "Is Terrorism Distinctively Wrong?", *Ethics*, April 2007, Vol. 117, No. 3
- McReynolds, Philipp, "Terrorism as a Technological Concept", in Timothy Shanahan (éd.), *Philosophy 9/11, Thinking about the War on Terrorism*, Open Court, Chicago and La Salle, 2005
- Meggle, Georg, (éd.), *Ethics of Terrorism and Counter-Terrorism*, Ontos Verlag, Frankfurt, 2005



- Meggle, Georg, "Terror and Counter-Terror: Initial Ethical Reflections", in Georg Meggle (éd.), *Ethics of Terrorism and Counter-Terrorism*, , Ontos Verlag, Frankfurt, 2005
- Miller, Seumas, "Terrorism and Collective Responsibility", in Georg Meggle (éd.), *Ethics of Terrorism and Counter-Terrorism*, , Ontos Verlag, Frankfurt, 2005
- Müller, Olaf L., "Benign Blackmail: Cassandra's Plan or What is Terrorism ?" in Georg Meggle (éd.), *Ethics of Terrorism and Counter-Terrorism*, , Ontos Verlag, Frankfurt, 2005
- Messelken, Daniel, « Terrorism and Guerrilla Warfare – A Comparative Essay » in Georg Meggle (éd.), *Ethics of Terrorism and Counter-Terrorism*, , Ontos Verlag, Frankfurt, 2005
- Münkler, Herfried, *Der Wandel des Krieges, Von der Symmetrie zur Asymmetrie*, Velbrück Wissenschaft, Weilerswist, 2006
- Münkler, Herfried, *Imperien, Die Logik der Weltherrschaft – vom Alten Rom bis zu den Vereinigten Staaten*, Rowohlt, Berlin, 2005
- Münkler, Herfried, *Die Neuen Kriege*, Rowohlt Taschenbuch Verlag, Hamburg 2004
- Murphy, Jeffrie G., "The Killing of the Innocent", *The Monist*, vol.57, n.4, 1973
- Musharbash, Yassin, *Die neue al-Qaida, Innenansichten eines lernenden Netzwerks*, Bundeszentrale für politische Bildung, Bonn, 2006
- Narveson, Jan, "Terrorism and Morality", in R.G Frey and Christopher Morris (éds.), *Violence, Terrorism and Justice*, Cambridge University Press, 1991
- Nagle, William J. , *Morality and Modern Warfare*, Helicon Press, Baltimore, 1960
- Richard Norman, *Ethics, Killing and War*, Cambridge University Press, 1995
- Ould Mohamedou, Mohammad-Mahmoud *Understanding Al Qaeda, The Transformation of War*, Pluto Press, London, 2007
- Ould Mohamedou, Mohammad-Mahmoud, "From the Near to the Far Enemy and Back: The Metamorphosis of Al Qaeda, 1988-2008" in K. Mulaj, ed. *Violent Non-State Actors in Contemporary World Politics*, Gulf Research Center, 2007
- Orend, Brian, *The Morality of War*, Broadview Press, 2006
- Palmer-Fernandez, Gabriel, "Terrorism, Innocence and Justice", *Philosophy and Public Quarterly*, Vol. 25, no3, summer 2005
- Pape, Robert A., *Dying to Win, The Strategic Logic of Suicide Terrorism*, Random House, New York, 2006
- Pavkovic, Aleksandar, "Terrorism as an Instrument of Liberation: A Liberation Ideology Perspective", in Georg Meggle (éd.), *Ethics of Terrorism and Counter-Terrorism*, , Ontos Verlag, Frankfurt, 2005

- Paz, Reuven, "Islamic Legitimacy for the London Bombings", PRISM, Occasional papers, Volume 3 (2005), Number 4 (July 2005), [http://www.e-prism.org/images/PRISM\\_no\\_4\\_vol\\_3\\_-\\_Islamic\\_legitimacy.pdf](http://www.e-prism.org/images/PRISM_no_4_vol_3_-_Islamic_legitimacy.pdf)
- Paz, Reuven, "A Message to the Spanish People: The Neglected Threat by Qa'idat al-Jihad", *PRISM Series of Special Dispatches on Global Jihad*, No. 2/2, 18.03.2004, [http://www.e-prism.org/images/PRISM\\_Special\\_dispatch\\_no\\_2-2.pdf](http://www.e-prism.org/images/PRISM_Special_dispatch_no_2-2.pdf)
- Peonidis, Filimon, "Suppression of Pro-Terrorist Speech", in Georg Meggle (éd.), *Ethics of Terrorism and Counter-Terrorism*, , Ontos Verlag, Frankfurt, 2005
- Petrus, Klaus, "ALF und die Sache mit dem Terrorismus", manuscript non-publié
- Pojman, Louis P., "The Moral Response to Terrorism and Cosmopolitanism", in in James P. Sterba (ed), *Terrorism And International Justice*, Oxford University Press, 2003
- Primoratz, Igor, "Civilian immunity in War", *The Philosophical Forum*, Vol.XXXVI, N.1, Spring 2005
- Primoratz, Igor (éd.), *Terrorism: The Philosophical Issues*, Palgrave Macmillan, New York, 2004
- Primoratz, Igor, "What Is Terrorism?" in Igor Primoratz (ed), *Terrorism: The Philosophical Issues*, Palgrave Macmillan, New York, 2004
- Prober, Joshua, "Accounting for Terror, Debunking the Paradigm of Inexpensive Terrorism", *Policy Watch*, Washington Institute, No 1041, 1 November 2005
- Rapoport, David C. "The Four Waves of Rebel Terror and September 11", *Anthropoetics* 8, no. 1 (Spring / Summer 2002), <http://www.anthropoetics.ucla.edu/ap0801/terror.htm>
- Rapoport, David C., "Fear and Trembling : Terrorism in Three Religious Traditions", *The American Political Science Review*, 78, (1984), 658-677
- Rapoport, David C. et Alexander, Yonah (éds.), *The Morality of Terrorism, Religious and Secular Justifications*, Pergamon Press, New York, 1983
- Reader, Ian, *A Poisonous Cocktail ? Aum Shinrikyo's Path to Violence*, NIAS Books, Copenhagen, 1996
- Remnick, David, « The Seventh Day. Why the Six-Day War is still being fought », *The New Yorker*, 28 mai 2007, [http://www.newyorker.com/arts/critics/books/2007/05/28/070528crbo\\_books\\_remnick](http://www.newyorker.com/arts/critics/books/2007/05/28/070528crbo_books_remnick)
- Rodin, David et Sorabji, Richard (éds.), *The Ethics of War, Shared Problems in Different Traditions*, Ashgate, Aldershot, 2006
- Rodin, David, « The Ethics of Asymmetric War », in David Rodin et Richard Sorabji (ed.), *The Ethics of War, Shared Problems in Different Traditions*, Ashgate, Aldershot, 2006

- Rodin, David, « The Ethics of War : State of the Art », *Journal of Applied Philosophy*, Vol.23, 3, 2006
- Rodin, David, « Terrorism without Intention », *Ethics*, 114, juillet 2004
- Rote Armee Fraktion, *Texte und Materialien zur Geschichte der RAF*, ID-Verlag, Berlin, 1997
- Rousseau Jean-Jacques, *Du contrat social*, Œuvres Complètes, Editions de la Pléiade, Gallimard, Paris, 1964
- Sageman, Marc, *Leaderless Jihad, Terror Networks in the Twenty-First Century*, University of Pennsylvania Press, Philadelphia, 2007
- Schmid, Alex P., *Political Terrorism, A Research Guide to Concepts, Theories, Data Bases and Literature*, Transaction books, New Brunswick, 1984
- Schmid, Alex P. et Jongman, Alberto, *Political Terrorism*, North-Holland Publ. Company, Amsterdam, 1988
- Schmid, Alex. P. "Terrorism – The Definitional Problem", *Case Western Reserve Journal of International Law*, Vol.36, 2004
- Schmitt, Carl, *Le Nomos de la terre dans le droit des gens du jus publicum europaeum*, Presses Universitaires de France, Paris, 2001
- Schmitt Carl, *La notion de politique, Théorie du partisan*, Flammarion, Paris, 1992
- Schneckener, Ulrich, *Transnationaler Terrorismus*, Suhrkamp, Frankfurt, 2006
- Shahzad, Syed Saleem, « Al-Qaida contre les talibans », *Le Monde Diplomatique*, juillet 2007, pages 1, 12 et 13, <http://www.monde-diplomatique.fr/2007/07/SHAHZAD/14902>
- Shanahan, Timothy, (éd.) *Philosophy 9/11, Thinking about the War on Terrorism*, Open Court, Chicago and La Salle, 2005
- Simpson, Peter, "The War on Terrorism: Its Justification and Limits", in Georg Meggle (éd.), *Ethics of Terrorism and Counter-Terrorism*, , Ontos Verlag, Frankfurt, 2005
- Simpson, Peter, "Violence and Terrorism in Northern Ireland", in Primoratz (ed), *Terrorism: The Philosophical Issues*, Palgrave Macmillan, New York, 2004
- Smilansky, Saul, "Terrorism, Justification, and Illusion", *Ethics* 114, (July 2004)
- Spiridovitch, Alexandre (général), *Histoire du terrorisme russe (1885-1917)*, Payot, Paris, 1930
- Steinberg, Guido, *Der Nahe und der Ferne Feind. Die Netzwerke des islamistischen Terrorismus*, Verlag C.H Beck, München, 2005
- Steinberg, Guido, "Terror – Europas Internes Problem", *Internationale Politik*, November 2005

- Steinhoff, Uwe, *Moralisch korrektes Töten, Zur Ethik des Krieges und des Terrorismus*, Melzer Verlag, Neu Isenburg, 2005
- Steinhoff, Uwe, *On the Ethics of War and Terrorism*, Oxford University Press, 2007
- Steinhoff, Uwe, « How Can Terrorism Be Justified? » in Igor Primoratz (éd.) *Terrorism, The Philosophical Issues*, Palgrave MacMillan, New York, 2004
- Sterba, James P. (éd.), *Terrorism And International Justice*, Oxford University Press, 2003
- Sterba, James P., “Terrorism and International Justice” in James P. Sterba (ed), *Terrorism And International Justice*, Oxford University Press, 2003
- Stern, Jessica, *Terror in the name of God : why religious militants kill*, Ecco, New York, 2003
- Stern, Jessica, “The Protean Enemy”, *Foreign Affairs*, July/August 2003
- Sterngold, James, « Supremacist Who Killed Postal Worker Avoids Death Sentence », *New York Times*, 24.01.2001,  
<http://query.nytimes.com/gst/fullpage.html?res=9F0CEED61E3CF937A15752C0A9679C8B63>
- Teichman, Jenny, “How to Define Terrorism”, *Philosophy*, 64 (1989)
- Thomson, Judith Jarvis, “Self-defense”, *Philosophy and Public Affairs*, Vol. 20, no4, 1991
- Thompson, Janna, “Terrorism, Morality and Right Authority”, in Georg Meggle (éd.), *Ethics of Terrorism and Counter-Terrorism*
- Thompson, Tony, « Ban my bombers' guide, says author », *Guardian Unlimited*, 11.06.2000, <http://books.guardian.co.uk/news/articles/0,,330742,00.html>
- Tommasi, Joseph, “Building the revolutionary party – political power stems from the barrel of a gun”, [http://www.angelfire.com/rebellion2/aiwsf/tommasi\\_tribute.html](http://www.angelfire.com/rebellion2/aiwsf/tommasi_tribute.html)
- Tucker, Benjamin, “State Socialism and Anarchism, How far they agree and wherein they differ”, 1886, <http://www.panarchy.org/tucker/state.socialism.html>
- Ulan, Adam B. *In the Name of the People*, Viking Press, New York, 1977
- Valls, Andrew, “Can Terrorism Be Justified?”, in Andrew Valls (ed.) *Ethics in International Affairs*, Rowman & Littlefield, 2000
- Emer de Vattel, *Le droit des gens ou principes de la loi naturelle appliqués à la conduite et aux affaires des Nations et des Souverains*, Londres, 1758. Reproduit dans James Brown Scott (éd.), *The Classics of International Law*, Carnegie Institution, Washington D.C, 1916
- Wagner, Kim A., *Thuggee: Banditry and the British in Early Nineteenth-Century India*, Palgrave MacMillan, 2007

- Walzer, Michael, *Just and Unjust Wars, A Moral Argument with Historical Illustrations*, Basic Books, New York, 2000
- Walzer, Michael, *Arguing About War*, Yale University Press, New Haven and London, 2004
- Walzer, Michael, *De la guerre et du terrorisme*, Bayard, Paris, 2004
- Walzer, Michael, *Guerres justes et injustes : Argumentation morale avec exemples historiques*, Belin, Paris, 1999
- Michael Walzer, « Response to Jerome Slater: The Lebanon War », *Dissent Magazine*, Winter 2007, <http://www.dissentmagazine.org/article/?article=744>
- Walzer, Michael, « Terrorism and Just War », *Philosophia*, 2006, 34
- Walzer, Michael, « Response to McMahan's Paper », *Philosophia*, 34, 2006
- Walzer, Michael, "War Fair", *The New Republic*, 31.07.2006, <http://www.pierretristam.com/Bobst/library/wf-275.htm>
- Walzer, Michael, « Terrorism and Just War », CCCB's "At War" lecture series, 2004
- Walzer, Michael, "World War II : Why Was This War Different ?", *Philosophy and Public Affairs*, 1, (1971)
- Webel, Charles P., "Terror: The Neglected But Inescapable Core of Terrorism", in Georg Meggle (éd.), *Ethics of Terrorism and Counter-Terrorism*, , Ontos Verlag, Frankfurt, 2005
- Weinberg, Leonard et Pedahzur, Ami et Hirsch-Hoefler, Sivan, "The Challenges of Conceptualizing Terrorism", *Terrorism and Political Violence*, Volume 16, Issue 4, 2004
- Wellman, Carl, "On Terrorism Itself", *Journal of Value Inquiry*, 13:4, (Winter 1979)
- Wenger, Bernd (éd.), *Wie Kriege entstehen, Zum historischen Hintergrund von Staatenkonflikten*, Ferdinand Schöningh, Paderborn, 2003
- Whine, Michael, « Analyse - Après le 7 juillet: les nouvelles tendances de la terreur », *www.terrorisme.net*, 7.02.2006, [http://www.terrorisme.net/p/article\\_198.shtml](http://www.terrorisme.net/p/article_198.shtml)
- Wilkins, Burleigh Taylor, *Terrorism and Collective Responsibility*, Routledge, London, 1992
- Wolf, Jean-Claude, « Konsequentialismus, Deontologie und Theorie des gerechten Krieges », in Philippe Mastronardi (éd.), *Das Recht im Spannungsfeld utilitaristischer und deontologischer Ethik*, (= ARSP-Beiheft 94), Franz Steiner Verlag, Stuttgart, 2004
- Woodward, Will, « A loner against society? », *Guardian Unlimited*, 3.05.1999, <http://www.guardian.co.uk/bombs/Story/0,,204769,00.html>
- Young, Robert, "Political Terrorism as a Weapon of the Politically Powerless" in Igor Primoratz (ed), *Terrorism: The Philosophical Issues*, Palgrave Macmillan, New York, 2004

- van Woerkens, Martine, *Le voyageur étranglé, L'Inde des Thugs, le colonialisme et l'imaginaire*, Albin Michel, Paris, 1995
- Zakaria, Fareed, "How To Save the Arab World", *Newsweek*, 24.12.2001, [http://www.fareedzakaria.com/articles/newsweek/122401\\_how.html](http://www.fareedzakaria.com/articles/newsweek/122401_how.html)
- Zanetti, Véronique, "After 9-11 – A Paradigm Change in International Law ?", in Georg Meggle (éd.), *Ethics of Terrorism and Counter-Terrorism*, , Ontos Verlag, Frankfurt, 2005
- Zohar, Noam, "Innocence and Complex Threats: Upholding the War Ethic and the Condemnation of Terrorism" in *Ethics* 114, (July 2004)

#### Rapports – documents officiels – résolutions - divers

- Convention (III) de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre, 12 août 1949, <http://www.icrc.org/dih.nsf/WebART/375-590007?OpenDocument>
- Dielo Trouda, "Organisational Platform of the Libertarian Communists", [http://flag.blackened.net/revolt/platform/plat\\_organise.html](http://flag.blackened.net/revolt/platform/plat_organise.html)
- « Eric Robert Rudolph: Loner and survivalist », *cnn.com*, 11.12.2003, <http://www.cnn.com/2003/US/05/31/rudolph.profile/index.html>
- Institute for American Values, "What We're Fighting For: A Letter from America", Février 2002, <http://www.americanvalues.org/html/wwff.html>. Traduction française « Lettre d'Amérique, les raisons d'un combat », [http://www.caute.lautre.net/article.php3?id\\_article=58](http://www.caute.lautre.net/article.php3?id_article=58)
- *Laws of War: Laws and Customs of War on Land (Hague IV), October 18, 1907*, <http://www.yale.edu/lawweb/avalon/lawofwar/hague04.htm>
- "Madrid bombing suspects charged", *BBC News*, 11.04.2004, <http://news.bbc.co.uk/1/hi/world/europe/4899042.stm>
- « Nailbomber set out to 'terrorise' », *BBC News*, 8.06.2000, <http://news.bbc.co.uk/1/hi/uk/782876.stm>
- Organisation des Nations Unies, Assemblée générale, résolution 3034 (XXVII), résolution 3034 "Measures to prevent international terrorism which endangers or takes innocent human lives or jeopardises fundamental freedoms, and study of the underlying causes of those forms of terrorism and acts of violence which lie in misery, frustration,

- grievance and despair, and which cause some people to sacrifice human lives, including their own, in an attempt to effect radical changes”, 18 décembre 1972, [http://www.un.org/documents/ga/docs/27/ares3034\(xxvii\).pdf](http://www.un.org/documents/ga/docs/27/ares3034(xxvii).pdf)
- « Panorama Special – The Nailbomber », *BBC News*, 30.06.2000, <http://news.bbc.co.uk/1/hi/programmes/panorama/archive/811720.stm>
  - Pew Global Attitudes Project, “Islamic Extremism: Common Concern for Muslim and Western Publics, 17-Nation Pew Global Attitudes Survey”, 14 juillet 2005, <http://pewglobal.org/reports/display.php?ReportID=248>
  - « Profile : Copeland the killer », *BBC News*, 30.06.2000, <http://news.bbc.co.uk/1/hi/uk/781755.stm>
  - Program on Humanitarian Policy and Conflict Research, Harvard University, “Transnationality, War and the Law: A Report on a Roundtable on the Transformation of Warfare, International Law and the Role of Transnational Armed Groups”, [http://www.hpcr.org/pdfs/HPCR\\_-\\_Transnationality\\_Roundtable\\_-\\_April\\_2006.pdf](http://www.hpcr.org/pdfs/HPCR_-_Transnationality_Roundtable_-_April_2006.pdf)
  - Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux, Art. 50, [http://www.admin.ch/ch/f/rs/0\\_518\\_521/a50.html](http://www.admin.ch/ch/f/rs/0_518_521/a50.html)
  - “Staying on Target and Going the Distance: An Interview with U.K. A.L.F. Press Officer Robin Webb”, *No Compromise*, Issue 22, Automne 2003, <http://www.nocompromise.org/issues/22robin.html>
  - Testimony of James F. Jarboe, Domestic Terrorism Section Chief, Counterterrorism Division, FBI, Before the House Resources Committee, Subcommittee on Forests and Forest Health, February 12, 2002, “The Threat of Eco-Terrorism”, <http://www.fbi.gov/congress/congress02/jarboe021202.htm>
  - « Timetable of terror », *BBC News*, 30.06.2000, <http://news.bbc.co.uk/1/hi/uk/780069.stm>
  - Uppsala University’s Data Programm and International Peace Research Center Oslo, *Human Security Report*, “The Changing Face of Global Violence”, [http://www.humansecurityreport.info/HSR2005\\_PDF/Part1.pdf](http://www.humansecurityreport.info/HSR2005_PDF/Part1.pdf)

- U.S Department of State, “General Trends in Terrorism 2005”,  
<http://www.state.gov/documents/organization/65465.pdf>